



LA VIE INTERNATIONALE

Politique étrangère, diplomatie, sécurité nationale

**Tricentenaire
de la visite de
Pierre le Grand
en France**



Publicité

Location appartements et bureaux dans différents arrondissements de Moscou



L'hospitalité est notre métier

arenda.updk.ru

495 770 35 35



GlavUpDK

(Direction centrale des services
au Corps diplomatique)
près le MAE de Russie



COMITÉ DE RÉDACTION

Sergueï LAVROV

Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Alexandre AVDEEV	<i>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie au Vatican</i>
Youri CHAFRANIK	<i>PDG de la Compagnie Pétrolière Inter-Étatique « SoyouzNefteGAZ », président de la fondation « Politique mondiale et Ressources »</i>
Andreï DENISSOV	<i>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie en République Populaire de Chine, docteur en économie</i>
Alexandre DZASSOKHOV	<i>Docteur d'État en sciences politiques</i>
Alexeï FEDOTOV	<i>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie en Slovaquie, docteur en droit</i>
Igor IVANOV	<i>Président du Conseil russe pour les Affaires internationales, membre-correspondant de l'Académie des sciences, docteur d'État en histoire</i>
Constantin KOSSATCHEV	<i>Président du Comité pour les Affaires internationales du Conseil de la Fédération, docteur en droit</i>
Vladimir LOUKINE	<i>Membre du Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie, docteur d'État en histoire, professeur</i>
Mikhaïl MARGUELOV	<i>Vice-président de la SAO « CA Transneft »</i>
Alexeï MECHKOV	<i>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie en République Française et en Principauté de Monaco</i>
Alexandre PANOV	<i>Docteur d'État en sciences politiques</i>
Guéorgui PETROV	<i>Vice-président de la CCI de Russie</i>
Alexeï POUCHKOV	<i>Docteur en histoire</i>
Sergueï RIABKOV	<i>Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie</i>
Mikhaïl SESLAVINSKI	<i>Directeur de l'Agence fédérale pour la presse et la communication</i>
Vladimir TCHIJOV	<i>Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'UE</i>
Vladimir TITOV	<i>Premier vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie</i>
Anatoli TORKOUNOV	<i>Recteur de l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) du MAE de la Fédération de Russie, académicien de l'Académie des sciences, docteur d'État en sciences politiques</i>
Sergueï VIAZALOV	<i>Directeur général du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie</i>
Alexandre YAKOVENKO	<i>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie en Grande-Bretagne, docteur d'État en droit, professeur</i>

Rédacteur en chef **Armen OGANESSIAN**

SOMMAIRE

POLITIQUE

- 3 **Sergueï Lavrov**, *ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Pour le 25^e anniversaire des relations diplomatiques avec les pays d'Asie centrale
- 15 **Sergueï Riabkov**, *vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Avec le temps, les États-Unis deviennent de plus en plus hostiles aux compromis
- 33 **Alexandre Orlov**. Les relations russo-françaises demandent des objectifs stratégiques pour des avancées communes
- 43 **Alexandre Bregadze**. Russie – Guinée – Union africaine

TRENDS

- 51 **Constantin Kossatchev**. L'Union interparlementaire et la Russie : l'histoire à travers les siècles
- 65 **Elena Vedouta**. L'économie numérique débouchera sur un système cyber-économique
- 87 **Gleb Ivachentsov**. La crise coréenne : une issue, existe-t-elle ?

COMMUNICATIONS

- 109 **Olga Melnikova**. Méthodes et moyens de garantir un soutien informationnel à la politique extérieure de l'État
- 125 **Gábor Stier**. Le monde au-delà de la vérité

VECTEUR ISLAMIQUE

- 139 **Dmitri Trofimov**. L'islam entre Averroès et al-Baghdadi
- 169 **Andreï Iachlavski**. Les musulmans d'Europe : l'identité pose problème
- 189 **Alexeï Podtserob**. Le facteur islamique dans la politique extérieure des pays musulmans

ÈRE DE LA GRANDE RÉVOLUTION RUSSE

- 201 **Youri Petrov**. L'histoire de notre pays, un courant impossible à disjoindre
- 217 **Andreï Sidorov**. Les Révolutions de 1917 en Russie et le système Versailles-Washington : contradictions et alternatives



**POUR LE 25^e
ANNIVERSAIRE
DES RELATIONS
DIPLOMATIQUES
AVEC LES
PAYS D'ASIE
CENTRALE**

**SERGUEÏ
LAVROV**

Ministre des Affaires
étrangères de la
Fédération de Russie

La Vie Internationale : L'année 2017 sera celle du 25^e anniversaire depuis le moment où des relations diplomatiques furent établies avec les pays d'Asie centrale. Quels sont les grands jalons qui avaient marqué la marche des relations entre la Russie et les États indépendants de cette région du monde ?



Sergueï Lavrov : Au bout de ce quart de siècle, les pays d'Asie centrale ont fermement pris pied dans la vie internationale. La Russie a établi avec le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan les relations d'alliance ou de partenariat stratégique. À ce jour, nous disposons d'un solide socle juridique constitué de plus de 900 traités bilatéraux et accords entre gouvernements. Inappréciables sont les réguliers dialogues de confiance, menés au sommet pour relever les enjeux communs.

Nous constatons avec satisfaction que les positions de nos pays dans les grands dossiers des agendas régionaux et global sont concordantes ou très proches. Par exemple, le Traité de bon voisinage et d'alliance entre la Fédération de Russie et la République du Kazakhstan, en date du 11 novembre 2013, commande une politique étrangère concertée. Nous accordons une valeur spéciale à la coopération qui renforce la sécurité et la défense des pays d'Asie centrale, notamment par la formation de cadres pour leur force militaire et publique.

La Russie et les pays centre-asiatiques ont noué entre eux des liens commerciaux et économiques structurés en profondeur, et dont le chiffre a dépassé 18,5 milliards de dollars en 2016. Ce bilan signifie, en valeur, une décroissance par comparaison avec les années précédentes à cause des cours de change volatiles, mais en volume, les échanges restent globalement stables. Plus de 7 500 entreprises russes et mixtes enregistrent des résultats avantageux dans la région. Nous apprécions en bien le niveau actuel de la coopération inter-régionale.

Les échanges humanitaires progressent, avec plus de 150 000 ressortissants d'Asie centrale qui suivent les cours aux universités russes, dont 46 000 aux frais du budget public.

Nous sommes optimistes quant à l'avenir de nos relations. Nous espérons qu'elles s'approfondiront encore après les



visites du Président russe Vladimir Poutine au Kazakhstan, au Tadjikistan et en Kirghizie fin février dernier, consacrées au 25^e anniversaire des relations diplomatiques.

La Vie Internationale : L'Occident s'obstine à répéter que la Russie ne laisse pas de tenter sinon de rétablir l'URSS, au moins de « se soumettre » les ex-républiques soviétiques, y compris les pays d'Asie centrale. Ne pourriez-vous pas commenter ces déclarations en présentant le vrai rôle que la Russie a joué dans l'émergence des États indépendants d'Asie centrale ?

Sergueï Lavrov : Les prétendues ambitions « néo-impérialistes » ou, à plus forte raison encore, les projets de résurrection de l'URSS, c'est du fantastique qui ne mérite pas qu'on en parle sérieusement. La Russie a toujours respecté le choix pour l'indépendance et une voie propre à suivre, qu'avaient fait les populations des anciennes républiques soviétiques. Nous construisons la coopération en différents formats avec eux uniquement selon les principes d'égalité et du respect mutuel des intérêts d'autrui.

Cette démarche s'applique en tout aux États d'Asie centrale. Aujourd'hui nous coopérons avec profit tant en format bilatéral que dans le cadre d'intégrations, y compris la CEI (Communauté des États indépendants), l'OTSC (Organisation du Traité de sécurité collective), l'UEEA (Union économique eurasienne), l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai).

La Vie Internationale : Certaines publications ont parlé d'une aide impressionnante que la Russie avait accordée aux pays d'Asie centrale. En quoi consiste précisément notre apport au développement des États de la région, y compris par l'intermédiaire de l'ONU ?



Sergueï Lavrov : En moins de dix ans, la Russie a accordé aux États d'Asie centrale 8,7 milliards de dollars d'assistance. L'aide financière gracieuse, prêtée en format bilatéral, s'élève à plus de 4 milliards de dollars ; celle virée par le truchement de l'ONU à 570 millions de dollars ; de la Banque Mondiale et d'autres structures à 1,3 milliard de dollars ; de l'UEEA, à 592,3 millions de dollars (pris sur la cotisation russe au Fonds eurasiatique de stabilisation et de développement).

À la fin de l'an dernier, près de 3,8 millions de ressortissants centre-asiatiques résidaient sur le territoire russe, venus surtout pour travailler. Ces gens-là non seulement entretiennent leur famille en transférant au pays d'importantes sommes d'argent gagné en Russie, mais encore contribuent au développement de l'économie russe.

Ces deux dernières années, on assiste à une nette progression de l'assistance que la Russie accorde par l'intermédiaire de l'ONU au développement international dans l'espace CEI, en premier lieu en Asie centrale. Nous avons décidé de financer une bonne dizaine de grands projets, ciblés sur l'éradication de la misère et de la pauvreté, sur la santé (réduction de la mortalité maternelle et infantile, traitement de maladies), l'éducation, l'écologie, la sécurité alimentaire (les programmes « Nourriture contre travail », repas scolaires pour 484 000 écoliers au Tadjikistan et en Kirghizie). Nous accordons beaucoup d'importance à la mise en place et à la modernisation de l'infrastructure, au renforcement du potentiel national de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, à l'amélioration de la gestion publique.

La Russie reste parmi les grands fournisseurs internationaux d'aide humanitaire aux pays nécessiteux d'Asie centrale. Notre pays a apporté en 2013-2016 au fonds du Programme alimentaire mondial de l'ONU 65 millions de dollars destinés à couvrir les besoins du Tadjikistan et de la Kirghizie.



La Vie Internationale : Quels sont le rôle et la place des pays d'Asie centrale dans le développement et le renforcement de la coopération entre États en format CEI, à l'étape actuelle ?

Sergueï Lavrov : Nous apprécions la contribution des pays d'Asie centrale au fonctionnement plus efficace de la Communauté. Les pays de la région ont parfaitement assuré la présidence de la CEI (le Tadjikistan en 2011, le Turkménistan en 2012, le Kazakhstan en 2015, la Kirghizie en 2016), intensifiant ainsi la coopération communautaire.

Nous constatons avec satisfaction que les États d'Asie centrale sont unanimes à penser qu'il faut sauvegarder la CEI en tant qu'organisation internationale prestigieuse. Le Kazakhstan propose notamment et souvent des projets communs et œuvre à leur réalisation. Sous la présidence kirghize, en 2016, plusieurs décisions importantes ont été prises afin d'améliorer le fonctionnement de la Communauté. Le Tadjikistan contribue énergiquement aux initiatives en vue de maintenir la stabilité et à lutter contre la menace terroriste régionale. L'Ouzbékistan et le Turkménistan sont, eux aussi, attentifs au développement de la coopération entre États en ce format.

Cette année, c'est la Russie qui assure la présidence de la CEI. Elle s'appuie sur ses deux coprésidents, la Kirghizie et le Tadjikistan, notamment pour mener à bien les projets qui devront rendre l'organisation plus efficace et lui donner un plus grand prestige encore dans les affaires internationales.

La Vie Internationale : Quelle est la signification de l'Union économique eurasiennne pour la Région centre-asiatique ?



Sergueï Lavrov : Je rappellerai que l'idée d'intégration eurasiennne appartient au Président du Kazakhstan Noursoultan Nazarbaïev, qui l'avait déjà annoncée en 1994. Par ailleurs, le Kazakhstan et la Kirghizie sont des membres à part entière de l'Union économique eurasiennne.

Les avantages de la participation à l'UEEA – avec ses 182 millions de consommateurs et le PIB total de 2 200 milliards de dollars sont évidents. Aujourd'hui, l'Union fonctionne déjà à bien des égards selon les règles et les normes communes. Nous avons formé les marchés communs de marchandises, services, capitaux et main-d'œuvre. L'UEEA apporte beaucoup à la stabilité régionale et devient un centre d'attraction économique.

Pour nous, l'Union est un élément clé pour réaliser l'initiative du Président russe Vladimir Poutine qui avait proposé de former en Eurasie un modèle d'intégration à plusieurs niveaux, afin de garantir le développement durable de l'ensemble du continent, y compris bien entendu l'Asie centrale. Ces derniers temps, nous avons obtenu de grands succès dans ce sens. L'accord de libre-échange entre l'UEEA et le Vietnam est entré en vigueur. Les négociations sur l'accord de coopération commerciale et économique entre l'UEEA et la Chine s'intensifient. Les démarches se poursuivent en vue d'établir la conjugaison entre les enjeux de l'UEEA et la Ceinture économique de la Route de la soie. L'idée formulée par le président russe bénéficie d'un soutien énergique de la part des membres de l'ASEAN.

La Vie Internationale : Le terrorisme, en expansion au Proche-Orient et en Afghanistan, impacte la situation en Asie centrale où il aggrave les risques pour la sécurité. Quel est le niveau de notre coopération avec les pays de cette région pour détourner cette menace ? Comment peut-on rendre plus efficace la coopération dans ce domaine ?



Sergueï Lavrov : Le principal danger pour la sécurité en Asie centrale émane du territoire afghan. Ce qui nous préoccupe surtout, ce sont les tentatives de l'État Islamique de s'établir dans le nord de la République Islamique d'Afghanistan, et de recruter ses combattants parmi les extrémistes membres d'autres groupes terroristes. En août de l'an dernier, un kamikaze lié à Daech a commis un attentat suicide contre la représentation diplomatique de la République Populaire de Chine à Bichkek.

Un grand danger provient du déplacement transfrontalier assez massif d'activistes terroristes étrangers qui veulent regagner leur pays après avoir participé aux combats au Proche-Orient et dans le Nord de l'Afrique. Les ressortissants de la CEI ayant rejoint les djihadistes se comptent par milliers. Ce qui préoccupe, c'est la jonction établie entre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de drogue, confirmée non seulement par les services compétents de Russie et des pays de la Communauté, mais encore par les organisations internationales dignes de foi. Les services secrets de Russie et des États d'Asie centrale coopèrent étroitement dans ces dossiers.

Nous accordons une importance spéciale à la coopération dans la Structure antiterroriste régionale (SATR) de l'OCS, qui réunit comme membres, observateurs ou partenaires au dialogue pratiquement tous les pays de la région, y compris l'Afghanistan. C'est pour cela que nous avons pris l'initiative de réformer la SATR en la dotant à la première étape de pouvoirs qui lui permettront d'élaborer des recommandations pour empêcher efficacement le financement du terrorisme avec l'argent de la drogue.

Inappréciables sont, à cet égard, la présence militaire russe en Asie Centrale et le barrage OTSC, qui coupent les menaces pour la sécurité et maintiennent la stabilité régionale. Pour consolider le potentiel de l'OTSC, il faut la



transformer en organisation polyvalente dont le mandat comprendrait la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogue et les menaces dans le cyberspace. Des progrès importants ont été réalisés l'an dernier sur ce plan. En septembre, nous avons adopté la Stratégie de sécurité collective de l'OTSC à l'horizon 2025. En matière de lutte antiterroriste, nous avons validé les mesures supplémentaires contre le terrorisme, nous avons pris un arrangement sur la formation d'une Liste commune d'organisations terroristes. Nous avons lancé les travaux du Centre de réaction aux crises, nous examinons la proposition russe d'organiser un centre antidrogue.

La Vie Internationale : En URSS, nous formions un peuple unique. Maintenant, qu'en est-il de la situation de nos compatriotes dans les pays d'Asie centrale ?

Sergueï Lavrov : Les contacts avec nos compatriotes en Asie centrale figure parmi nos indiscutables priorités. Leur situation est globalement convenable. Toutefois certains d'entre eux ont des difficultés à faire suivre les cours à leurs enfants dans leur langue maternelle, à accéder à l'éducation, aux soins de santé, à la sécurité sociale. Le ministère russe des Affaires étrangères, nos ambassades et consulats généraux règlent en toute urgence les problèmes qui se présentent tant par des contacts bilatéraux qu'en employant les mécanismes multilatéraux de la CEI. La Commission gouvernementale pour les affaires des compatriotes résidant à l'étranger coordonne et contrôle l'exécution de tous les programmes de travaux en direction de diasporas russes en Asie centrale, adoptés tant au niveau fédéral que par les régions et d'autres entités de la Fédération de Russie.



Nous constatons avec satisfaction le précieux concours que nos compatriotes apportent pour garder la mémoire des pages communes de notre histoire. En témoigne notamment les initiatives consacrées à l'anniversaire de la Victoire dans la Grande Guerre nationale de 1941-1945, notamment les manifestations sous le slogan « Le régiment immortel ».

Nous espérons que les compatriotes qui vivent dans la région centre-asiatique continueront à développer la coopération multiple entre la Russie et les États d'Asie centrale.

***La Vie Internationale* : La langue russe, qu'est-ce qu'elle devient dans les pays d'Asie centrale ? Que faisons-nous pour maintenir l'intérêt pour le russe dans la région ?**

Sergueï Lavrov : Le russe garde toute sa valeur en tant que langue principale de communication entre différentes ethnies dans la Région centre-asiatique. Les sondages annuels dans les pays d'Asie centrale témoignent d'un grand intérêt pour l'apprentissage du russe, ce qui est confirmé, entre autres, par la quantité de demandes de venir faire ses études en Russie, déposées par les citoyens étrangers par l'intermédiaire du réseau *Russia.Study*.

Plus de 3 700 écoles où les cours sont donnés en russe fonctionnent en Asie centrale. L'un des derniers en date aboutissements des efforts communs, c'est l'ouverture le 1^{er} septembre 2016 à Bichkek du lycée Anton Tchekhov, fondé par le Fonds russe pour la paix (Russie) et le Fonds non gouvernemental « Le Patrimoine russe » (Kirghizie).

Nous accordons une importance spéciale à la formation, dans notre pays, de professeurs de russe recrutés parmi les citoyens étrangers. En 2016, le nombre total d'enseignants, venus des pays de la CEI suivre chez nous les cours de



recyclage, s'est élevé à 4 615, dont 2 338 étaient des professeurs de russe. Les cours de russe sont donnés en permanence aux centres de la science et de la culture russes, établis dans les pays d'Asie centrale.

L'Agence fédérale pour les affaires de la CEI et des compatriotes résidant à l'étranger *Rossotroudnitchestvo*, qui est le contractant public du programme fédéral « La Langue russe », a fourni l'an dernier aux établissements d'enseignement dans les pays d'Asie centrale 7 600 manuels, ouvrages didactiques, livres et revues pour l'apprentissage du russe.

Les universités russes, activement présentes dans les pays d'Asie centrale, ajoutent à la popularité du russe, en organisant les expositions-foires pédagogiques. En avril de l'an dernier, ces expositions ont connu un franc succès dans tous les pays de la région.

La Vie Internationale : Comment, dans le contexte actuel, se passent les échanges culturels, l'enrichissement culturel mutuel entre les peuples de Russie et des pays d'Asie centrale ?

Sergueï Lavrov : Nous saluons l'intérêt que nos partenaires en Asie centrale portent à l'élargissement des échanges culturels et humanitaires, aux contacts entre personnes. Les centres de la science et de la culture russes à l'étranger ont un rôle particulier dans ce travail commun. Actuellement ils fonctionnent avantagement à Astana, Bichkek, Douchanbé, Tachkent. Une filiale a été ouverte en décembre 2016 à Och. Nous poursuivons de discuter un accord intergouvernemental russo-turkmène sur l'implantation et les conditions de travail pour les futurs centres médiatiques et culturels.



Des concerts, des rencontres artistiques, des expositions, patronnés par le ministère russe de la Culture avec l'assistance des centres culturels, sont régulièrement organisés à l'occasion des fêtes officielles de la Fédération de Russie, des dates mémorables de l'histoire russe ou de notre histoire commune.

Nous voulons que les centres culturels russes soient considérés par l'opinion publique en Asie centrale comme des carrefours très courus pour tous ceux qui s'intéressent à la Russie moderne, à sa culture, à la langue russe, pour ceux qui voudraient faire leurs études en Russie ou promouvoir les initiatives humanitaires communes.

Nous poursuivons le programme de brèves visites d'exploration en Russie à l'intention de jeunes politiques, scientifiques et hommes d'affaires de pays étrangers, « La Nouvelle génération ». 200 jeunes d'Asie Centrale ont participé au programme en 2016. L'an dernier, nous avons accompli les projets consacrés au 25^e anniversaire de la CEI, à l'anniversaire de la Victoire, au 75^e anniversaire du début de la Grande Guerre nationale de 1941-1945.

La Vie Internationale : Ces derniers temps on observe un intérêt accru des pays occidentaux, plus spécialement de l'Union européenne, à l'égard de l'Asie centrale. La Fédération de Russie, que pense-t-elle de ce regain d'intérêt?

Sergueï Lavrov : Si les programmes réalisés par cette même Union européenne apportent de bonnes solutions aux problèmes sociaux et économiques auxquels les pays d'Asie centrale sont confrontés, nous ne pourrions que le saluer.

Toutefois, il y a la triste expérience de l'initiative, lancée dans l'espace post-soviétique : le Partenariat oriental.



Cette expérience montre que bien souvent, la politique de Bruxelles à l'égard des États issus de l'ex-URSS est menée sur le modèle des « jeux à somme nulle », que non seulement elle ne prend pas en considération les liens multiples qui unissent nos peuples depuis des siècles, mais encore visent franchement à les briser.

Pour ce qui est de l'Asie centrale, nous observons que parfois les investissements européens sont politiquement motivés, et que l'objectif majeur de l'aide financière qui lui est accordée consiste à ouvrir en sens unique les marchés des pays d'Asie centrale aux marchandises provenant de l'Union européenne.

Il nous semble bien plus avantageux pour le développement durable de l'ensemble du continent eurasien de commencer un travail concret pour former un espace économique et humanitaire commun de Lisbonne à Vladivostok, en s'appuyant sur les principes de sécurité indivisible et de large coopération. Une importance particulière revient donc à « l'intégration des intégrations », à savoir à l'organisation de la coopération réelle entre l'Union européenne et l'Union économique eurasienne.

Mots clés : pays d'Asie centrale, CEI, OTSC, UEEA, OCS, UE.



**AVEC LE TEMPS,
LES ÉTATS-UNIS
DEVIENNENT
DE PLUS EN PLUS
HOSTILES AUX
COMPROMIS**

SERGUEÏ RIABKOV

Vice-ministre des Affaires
étrangères de la Fédération
de Russie



Armen Oganessian, rédacteur en chef de la revue *La Vie Internationale* : Monsieur Riabkov, la loi antirusse, adoptée par le Congrès américain et signée par le président Donald Trump, défraie la chronique depuis un moment. Est-ce que la signature de cette loi ouvre une longue période de confrontation politique et économique préconisée par les États-Unis vis-à-vis de notre pays ou bien ce texte qui restreint les possibilités du président Trump reflète plutôt les luttes politiques intérieures aux États-Unis ?



Sergueï Riabkov : Les deux sont vrais. Les propos du président Donald Trump, lors de la signature de la loi, sur l'inadmissibilité des tentatives des deux chambres du Congrès d'atteindre aux pouvoirs présidentiels, parlent d'eux-mêmes.

Or, pour ce qui est de la confrontation entre nos deux pays, je m'abstiendrais de généraliser à outrance. J'espère qu'on n'en arrivera pas là. Nous allons œuvrer pour trouver des moyens de réduire au minimum l'effet destructeur de ce texte, s'il est impossible de le neutraliser tout à fait.

Le problème est que sans une nouvelle résolution des deux chambres du Congrès, résolution qui prendra force de loi et annulera tout ce qu'ils viennent de bousiller dans les relations russo-américaines, il nous serait très difficile de nous en débarrasser, cela prendra énormément d'efforts de notre part. Ce sont des faits. Il s'agit d'une action des membres du Congrès américain lourde de conséquences durables. Il est difficile de prédire aujourd'hui combien de temps il nous faudra pour trouver un *modus operandi* plus ou moins acceptable avec les États-Unis. Nous allons œuvrer dans ce sens.

Armen Oganessian : À quel point le président américain est-il libre d'appliquer sa propre ligne politique extérieure et intérieure ? Est-il prêt à le faire dans le contexte actuel ?

Sergueï Riabkov : Je ne dirais pas que l'administration Trump définisse déjà l'ordre du jour de la politique extérieure sur plusieurs rapports. En effet, le président a un programme politique intérieure séduisant et applaudi, autant que je sache, par une grande partie des Américains. Mais pour ce qui est de sa concrétisation, les choses ne semblent pas avancer aussi vite que la Maison Blanche et l'exécutif dans son ensemble le souhaitent.

Pour ce qui est de la politique extérieure ou, au moins, son « volet russe », c'est pour le moment très décevant. Force est de constater qu'on assiste au développement du pire de



l'héritage d'Obama. On constate même un durcissement de ton concernant plusieurs aspects de la ligne politique qui a entravé les échanges entre les États-Unis et la Russie, ainsi qu'avec certains autres pays, à la fin de la présidence précédente. C'est-à-dire qu'en gros, nous faisons face à une « continuité négative » de la politique américaine à l'égard de la Russie et un certain retard dans la réalisation des objectifs, idées et suggestions qui avaient été proclamés par Washington. C'est une impression d'un observateur non engagé. Qui vivra verra.

Certes, Donald Trump est un homme de volonté et d'expérience, assez sage et endurci pour résister aux tempêtes de la politique intérieure. Cependant nous pouvons constater la « dérive » de l'administration, sur certains sujets, vers les sentiments qui prévalent au Congrès. Pour l'heure, il est possible d'affirmer que l'administration Trump est en quête de ses approches en devenir. Mais il est triste que les relations avec la Russie n'aient pas résisté à l'épreuve et se soient montrées vulnérables aux attaques qui se multipliaient ces derniers mois. En fin de compte, la majorité dans la Chambre des représentants et au Sénat a en fait imposé sa volonté à l'administration.

Armen Oganessian : L'Histoire ne connaît pas de « si », c'est indiscutable ; mais si Hillary Clinton était arrivée au pouvoir ? Je pense que nous vivons une période qui aurait été meilleure sous les Démocrates.

Sergueï Riabkov : J'admets que vous avez raison. Il aurait pu se produire une aggravation dramatique, mais nous ne sommes pas à même de le vérifier, nous ne pouvons que faire des raisonnements abstraits et construire des hypothèses. Dans le même temps, dans le contexte actuel j'attache une grande importance au fait que c'est des bas-fonds du Parti démocrate, parti dont le candidat a perdu l'élection, que le djinn antirusse est sorti en engendrant le spectre de la traque de l'ennemi extérieur. Cela a eu pour effet la nouvelle



loi fraîchement adoptée, cette paranoïa aux États-Unis à propos de la Russie, ces incriminations absolument inexplicables de manière rationnelle, lorsque nous sommes accusés de tous les péchés capitaux, et cette manie de la persécution qui s'est emparée de très nombreux hommes politiques et fonctionnaires à Washington.

En faisant de la Russie un épouvantail, en utilisant les rapports avec la Russie comme un instrument, un marteau dont ils voulaient détruire la présidence de Trump, les Démocrates ont fragilisé d'une manière sans précédent et pour longtemps la possibilité de bâtir des relations raisonnables avec les Russes. C'est triste, mais c'est comme ça. Qui que remporte la prochaine présidentielle aux États-Unis, qui que accède à l'investiture suprême, lui ou elle aura les mains liées à cause de la loi adoptée par les deux chambres du Congrès et entrée en vigueur, qui l'empêchera d'appliquer une politique plus sensée à l'égard de la Russie. C'est un grave problème qui ne s'est pas posé auparavant. Dans un sens, c'est une nouvelle réalité.

Armen Oganessian : Les échanges économiques et commerciaux russo-américains ne sont pas très importants, les sanctions américaines resteront sans effet sur ce volet de nos relations. Pas de raisons de les craindre, alors ?

Sergueï Riabkov : En effet, nous avons appris à vivre sous les sanctions. Trois dizaines et demie de vagues de sanctions ont déferlé depuis 2014, presque 400 organisations et environ 200 citoyens russes sont frappés de sanctions. La nouvelle loi y ajoute des restrictions aux achats de titres russes, aux volumes des investissements dans des projets russes, à l'accès aux technologies non traditionnelles d'extraction d'hydrocarbures. Il y a d'autres moments encore, à part le volet politique de cette loi qui est scandaleux et révoltant sous bien des rapports. Bref, le tableau s'est beaucoup assombri. Mais nous estimons qu'il est possible de travailler même dans cette situation-là.



Un chiffre d'affaire peu important semble être une nuisance plutôt qu'un avantage. S'il était plus volumineux, les intérêts du monde des affaires américains auraient été moins flous, et une poignée de politiciens ultras et complètement irresponsables qui s'en tiennent au principe « pire c'est, mieux c'est », n'arriveraient pas à imposer leur volonté aux autres et à entraîner dans leur sillage les gens qui, je l'accorde, ne s'intéressent pas beaucoup aux rapports avec la Russie, mais se voient impliqués dans des processus destructeurs, emportés par une vague de russophobie d'origine artificielle.

L'économie donnera des coups de rappel – pour le meilleur et pour le pire. Certes, nous allons intensifier nos activités pour assurer la substitution aux importations et réduire la dépendance vis-à-vis des systèmes de paiement américains et du dollar en tant que monnaie de référence, etc. Cela devient maintenant une nécessité vitale.

Armen Oganessian : Quelles autres restrictions sont stipulées par la loi ?

Sergueï Riabkov : Il y a, en outre des clauses susmentionnées, un durcissement de la restriction d'accès des organisations russes de finance et de crédit aux ressources sur le marché international. Le Département du Trésor a reçu des instructions pour « déterrer » les sources des revenus qui ont permis d'effectuer des investissements russes dans le secteur immobilier américain.

Il y a aussi un bloc d'une insolence politique absolument sans précédent qui ôte à l'exécutif américain la possibilité d'appliquer une politique extérieure indépendante. L'exécutif américain a désormais les mains liées lorsqu'il s'agit du dossier russe. N'importe quelle administration, quel que soit le nom du président, doit maintenant se faire à une marge de manœuvre minimale. Pour éliminer tout ce fatras de mesures antirusse,



il faudra une résolution commune des deux partis et des deux chambres du Congrès, résolution qu'il serait très difficile de concerter et de faire adopter par les deux chambres, compte tenu des sentiments qui prévalent en ce moment. Impossible de dire à quel moment cela pourrait se produire en théorie.

La loi stipule que l'administration doit rendre des comptes minutieux obligatoires au sujet de la Russie. Certains aspects de la mise en œuvre de cette loi, ainsi que le comportement de la Russie dans l'arène internationale feront l'objet d'auditions au Congrès et de rapports, tenus et rédigés à un rythme donné. Cela veut dire que ce « plat » sera régulièrement réchauffé, et à feu vif en plus, pour que la poignée de russophobes qui donnent le ton actuellement puisse « tenir la dragée haute » à tous les Américains qui soient capables d'adopter un point de vue alternatif.

Armen Oganessian : C'est pire que le maccarthysme.

Sergueï Riabkov : Cela semble être le cas.

Armen Oganessian : On a l'impression que les sanctions et la pression exercée sur la Russie la rendent plus forte.

Sergueï Riabkov : Le raisonnement est correct. Effectivement, la Russie ne cède pas sous pression et ne se laisse pas dicter sa conduite, voulue par ses opposants.

Adapter nos mécanismes économiques à l'existence dans cette réalité est un défi de taille. Nous l'avons relevé, je vous assure, et le bloc économique de notre gouvernement s'en occupe. Transformer les nuisances en avantages, c'est ce que nous avons fait souvent au fil de l'Histoire. C'est dans notre sang. Nous avons déjà fait ce chemin à plusieurs reprises par le passé en adoptant cette attitude.

Notre priorité du moment est de prendre des mesures pour nous prémunir contre le volontarisme totalitaire et envahissant



des États-Unis. À mon avis, la loi et sa connotation politique se résument à prendre en otage le monde entier, au moins intimider tout le monde au maximum. Le texte privilégie à bon escient des formules « élastiques ». En outre des indications directes, il y a une multitude d'options. Le rôle de décideur revient au Département du Trésor américain qui manie à sa guise les sanctions contre ceux qui coopèrent avec les Russes. L'enjeu est d'intimider les entreprises des pays tiers pour leur faire faire le choix au détriment de la Russie. La politique de nos ennemis du Capitole se résume à tracer de nouvelles lignes de clivage. Ils croient que la Russie peut être « isolée » – d'une manière directe ou indirecte, en étouffant de sanctions le business d'autres pays.

Ces « jeux » ne sont pas un secret pour nous. Il nous faut créer des modèles économiques viables et efficaces pour réduire la dépendance vis-à-vis du système bancaire américain. Je ne suis pas économiste, mais je le sens en tant qu'employé du ministère des Affaires étrangères. Sinon nous serons toujours menés en laisse, et c'est bien leur dessein.

Armen Oganessian : Nombreux sont ceux qui se posent la question de savoir pourquoi le Congrès américain où les Républicains sont majoritaires fait la guerre à un président républicain ?

Sergueï Riabkov : Si on considère ce projet de loi en substance, c'est l'idée de la Russie en tant que « source de tous les malheurs » qui a pris le dessus. C'est la Russie qui se serait ingérée dans l'élection présidentielle américaine, c'est la Russie qui adopterait une « attitude inacceptable » vis-à-vis de ses voisins, c'est la Russie qui aurait créé une situation où le système d'existence confortable des Occidentaux s'écroule.

Distribuer les étiquettes n'est plus une affaire de propagande. C'est l'alpha et l'omega des congressmen américains. Ils placent la défense des valeurs américaines faussement interprétées et la



promotion de ces mêmes valeurs au-dessus des intérêts de leur pays. Je ne m'étendrai pas sur la fièvre antirusse qui s'est emparée des médias américains, de politiciens et de politologues de tout acabit qui prennent plaisir à inventer et à ressasser des histoires qui n'ont pas eu lieu et qui n'auraient pas pu se produire en principe. C'est sale et indigne d'un pays tel que les États-Unis. Mais c'est un fait. Ils se nuisent eux-mêmes. Les développements de ces derniers mois au Congrès ont porté un grave préjudice à l'image, à la renommée et à l'autorité des États-Unis en tant que première puissance du monde, la plus influente sous nombre de rapports. C'est étrange qu'ils ne réalisent pas des choses aussi évidentes. Les petits jeux d'hommes politiques américains inventés de toutes pièces sont un des phénomènes étonnants du passé récent.

Armen Oganessian : À en croire les résultats d'un récent sondage effectué par l'Institut d'études sociales et d'analyse statistique Forsa, la plupart des Allemands souscrivent à la ligne du gouvernement qui s'oppose aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie. Est-ce que cela offre un champ de manœuvre à Moscou pour resserrer ses liens avec Berlin ? À quel point l'Europe serait-elle résistante à la pression américaine ?

Sergueï Riabkov : Lorsque les Européens ont pris fermement parti contre la loi Helms-Burton*, des instruments juridiques ont été trouvés que l'UE utilisait en pratique pour protéger ses entreprises contre l'application extraterritoriale des sanctions américaines. Se guidant sur des raisons économiques, politiques

* En 1996, le Congrès des États-Unis a adopté une loi Pour la liberté et la solidarité démocratique avec Cuba, connue également comme Loi Helms-Burton. Elle durcissait les sanctions contre les entreprises étrangères faisant commerce avec Cuba. Les bateaux transportant des cargaisons en provenance de Cuba ou destinées à Cuba, étaient interdits d'accès dans les ports des États-Unis. Les États-Unis arrêtaient le financement des institutions financières internationales qui accordaient des crédits à Cuba. Le texte exprime le désaccord des États-Unis avec la présence d'un centre de renseignement russe à Cuba (à Lourdes). – *NDLR*.



et autres, l'Union européenne a alors érigé une « barrière » légale, a trouvé une antidote juridique, et les Américains se sont résignés à accepter la résistance des Européens. L'embargo et le blocus de Cuba, préconisés par Washington depuis des décennies, se sont en fait avérés inefficaces. Les contre-mesures de l'UE ont battu en brèche le blocus américain. Mais il s'agit là du passé.

Pour en revenir au présent, nous entendons des déclarations qui traduisent les sentiments d'une partie importante de la population des pays occidentaux, surtout ceux qui ont un plus grand intérêt que les autres à maintenir des rapports normaux avec les Russes, notamment économiques. Cependant il faut passer des paroles aux actes. Si je commence maintenant à spéculer sur ce sujet, il n'est pas à exclure qu'une des ambassades des pays concernés présentes à Moscou ne relève mes propos pour rapporter à la capitale que les Russes essaient une fois de plus de « semer la zizanie », d'affaiblir les alliances transatlantiques. Nous n'ignorons pas que ce serait un prétexte pour sonner le rappel de ceux qu'on cherche à « diviser ».

À vrai dire, je ne crois pas à l'indépendance de l'Europe actuelle en tant qu'acteur, surtout sur l'axe russe. Malheureusement, les Européens ont amoncelé ces dernières années un tas de choses négatives par rapport à la Russie en accumulant un lest dont il leur serait difficile de se défaire. Qui vivra verra. Impossible de ne pas prendre en compte la pression des grandes entreprises et les intérêts économiques. Cependant je ne veux pas surestimer leur importance dans les nouvelles conditions.

Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, passons aux « tristes » détails. Je parle de la saisie de biens immobiliers russes en Amérique, de l'expulsion de diplomates et de notre riposte. Pensez-vous que la partie américaine ait perçu notre décision d'une manière adéquate et que cela puisse déboucher sur un dialogue constructif, au moins au sujet de nos biens aux États-Unis ?



Sergueï Riabkov : J'espère de tout mon cœur que la situation est perçue de la manière que vous venez d'esquisser. Nous n'avons rien fait à l'improviste. Premièrement, les Américains l'ont vu venir puisque nous les en avons prévenus – publiquement et à huis clos. Deuxièmement, ils doivent se rendre compte que les mesures prises par nous sont une sorte de dette payée avec un retard. Le 29 décembre dernier, au moment de la saisie illégale de sites russes protégés par l'immunité diplomatique et de l'expulsion de nos diplomates de Washington et San Francisco par les autorités américaines, nous avons prévenu que l'absence d'une réaction immédiate et brutale ne signifie pas que cette réaction n'aurait pas lieu du tout. Aujourd'hui le nombre de nos effectifs déployés aux États-Unis a été présenté aux Américains comme une limite à respecter ; cela veut dire qu'ils sont tenus de procéder aux réductions des personnels de l'ambassade à Moscou et des trois consulats généraux (à Saint-Petersbourg, à Iekaterinbourg et à Vladivostok) avant le 1^{er} septembre. Nous allons voir s'ils se plieront à cette exigence catégorique. Et nous avons l'intention de maintenir la parité à l'avenir.

Je ne pense pas que les Américains perçoivent nos actions différemment, mais il y a lieu de supposer qu'ils vont inventer un nouveau prétexte pour exacerber le conflit et faire d'autres démarches hostiles en matière d'activités des missions diplomatiques russes aux États-Unis. Si c'est le cas, ils nous enverront un signal clair et net qu'ils sont prêts à faire monter la tension. Nous les avons mis en garde contre des actions pareilles à maintes reprises.

Je profite de l'occasion pour réitérer ces avertissements : Dieu nous en garde si Washington opte pour quelque chose de la sorte. Dans ce cas de figure, notre réponse sera symétrique. Ce qui donnera pour résultat une nouvelle grave détérioration des conditions de travail des missions diplomatiques dont le fonctionnement est la pierre angulaire de n'importe quel dialogue en vue d'édifier des rapports sains.



Je tiens à noter que nous suivons toujours les Américains en ce qui concerne les mesures et contre-mesures. Il descend d'un pas – nous faisons de même. Nous ne prenons jamais d'initiatives néfastes et ne détruisons rien de ce qui existe dans un contexte politique plus large. Les mécanismes du dialogue qui sont actuellement inutiles ont été arrêtés et démontés par la partie américaine. Nous suggérons de commencer à les rétablir sur certains axes. Pour le moment, pas de réponse. Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue au sujet de la Syrie et de l'Ukraine, sur le contrôle des armements, sur la non-prolifération des armes de destruction massive. Il n'existe pas de sujet qui nous ferait dire : « C'est fini, trop tard : vous avez adopté cette loi, nous n'aurons plus affaire avec vous ».

Qui alors fait monter la tension ? Qui se permet des escapades tout à fait déplacées dans les relations internationales ? Qui manque de retenue ? Qui ne pense pas aux conséquences ?

Les démarches des États-Unis sont généralement un signe d'une concurrence déloyale. Les Américains profitent de leur suprématie dans le système financier international, dans le système des comptes internationaux, et des particularités de leur système juridique basé sur le concept d'exterritorialité pour faire pression sur les entreprises dans n'importe quelle partie du globe – en Chine, en Europe ou en Russie – pour obtenir des avantages grâce aux procédés malhonnêtes. Nous faisons état de ces pratiques dans de nombreux domaines. Les États-Unis cherchent à nous évincer des marchés du matériel militaire. Leurs officiels affirment sans ambages que l'Amérique va contrecarrer les projets *North Stream-2*, *Turkish Stream*, etc. Ils le disent sans se gêner. C'est une pratique sale, perverse et indigne qui tient lieu de la « politique russe » d'une grande puissance. Mais il y a des limites à tout, quoique nous ne souhaitons pas de dégradation supplémentaire, de spirale de confrontation.



Armen Oganessian : Certains experts proposent de riposter en imposant des sanctions économiques frappant les importations de produits sensibles russes aux États-Unis, à savoir les livraisons de titane aux entreprises de construction aéronautique américaines, du concentré d'uranium aux centrales nucléaires, du matériel aérospatial. Est-ce que ce scénario est possible ?

Sergueï Riabkov : Nous devons placer les intérêts nationaux dans les sphères économiques et politiques par-dessus tout – et nous le faisons d'ailleurs. C'est bien le cas où « la chair est plus proche que la chemise ». Il est inadmissible de se poser pour objectif de faire mal à quelqu'un coûte que coûte. Ce comportement est incorrect, il traduit une certaine insécurité politique, une nervosité qui ne nous est pas propre. Si nous agissions de la sorte, nombreux auraient été ceux au Congrès qui se seraient dit : nous avons bien fait, les Russes en ont été vexés.

Si vous voulez mon avis, nous devons faire preuve de retenue et de patience, d'une patience stratégique, sans nous tracasser. Rappelons-nous le « rapport Harmel » de 1967 qui définit le comportement de l'OTAN vis-à-vis de Moscou à cette époque-là. C'est très édifiant. Et maintenant, appliquons l'approche de Pierre Harmel au Washington d'aujourd'hui : à mon avis, la Russie devrait adopter une approche à deux vitesses. Premièrement, la dissuasion là où nous constatons des démarches agressives des Américains, des attaques, des tentatives réitérées de nous affaiblir dont les officiels américains se prévalent, des projets d'installer dans les pays limitrophes de la Russie des sites et infrastructures militaires à satiété, un déploiement massif de contingents militaires armés jusqu'aux dents.

Et deuxièmement, c'est l'engagement. L'engagement des États-Unis dans le dialogue, mais sur les axes qui nous sont utiles et nécessaires. Se lever le matin en pensant à ce qui doit être fait pour nous renforcer et nous prémunir contre la pression américaine et



se coucher le soir avec la même pensée dans la tête. Nous guider sur ces objectifs dans notre politique américaine, nous en tenir strictement à ce cadre. Plus tard, on verra. Il faut doubler cette matrice de la double filière d'une patience stratégique. Mais je ne répéterai pas assez qu'il s'agit là de mon opinion personnelle. C'est au président russe de définir la politique extérieure.

Armen Oganessian : À propos, la loi promulguée par M. Trump stipule que les sanctions ne doivent pas contredire les intérêts nationaux américains. C'est pour ça qu'ils ne se retirent pas de la coopération dans l'aérospatiale, par exemple ?

Sergueï Riabkov : Ils pensent toujours à leurs intérêts ; cela ne les gêne nullement de prévoir un paragraphe dans leurs textes qui dise que les États-Unis, fidèles à leurs principes, vont saccager un pays X. Avant d'écrire dans le paragraphe suivant sans rougir : mais si le pays X nous accorde une aide dans le domaine Y, les États-Unis vont soutenir ce pays ou, au moins, il sera épargné de sanctions dans ce domaine précis. C'est normal. C'est un exemple à suivre.

Armen Oganessian : Quelles fenêtres d'opportunité demeurent pour la coopération russo-américaine et comment se profile l'avenir de nos accords sur le désarmement nucléaire ?

Sergueï Riabkov : Le sujet est grave. Cet axe nécessite une analyse approfondie et un planning pour des années à venir. Malheureusement, nous ne discernons pas clairement la ligne de Washington sur cet axe. Le temps passe, la date critique fixée par le Traité *START* de 2010 – le 5 février 2018 – approche. Il y a beaucoup de spéculations et de tapage politique indécent à propos du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. La stabilité stratégique n'a pas été mis sur le tapis depuis



longtemps. Nous sommes prêts au dialogue sur tous ces axes, mais il faut savoir qui représentera la partie américaine dans ce dialogue et à quoi leurs approches se résument. Ils doivent parachever la revue de la politique nucléaire avant la fin de l'année. C'est un document important qui en dit long sur les préférences et les points de repère des Américains en matière de contrôle des armements.

L'espace doit rester démilitarisé. Les tendances observées ces derniers temps chez les élites militaro-politiques américaines, leur mentalité, le planning militaire américain suscitent des inquiétudes. Ils sont de plus en plus tentés de déployer des forces de frappe dans l'espace, de généraliser l'utilisation de sites spatiaux à des fins militaires, etc.

Il y a d'autres questions, plus terre à terre au sens propre du terme, mais non moins importants – par exemple, nous estimons indispensable de rédiger une convention internationale sur la lutte contre les attaques terroristes chimiques et biologiques. Un sujet actuel par excellence, notamment dans le contexte du développement de la situation au Proche-Orient. Cette proposition n'a pas suscité d'écho de la part des Américains, elle non plus. On a l'impression que tout le monde à Washington est absorbé par une lutte interminable contre les moulins à vent sous forme de l'intox à propos de « l'ingérence russe », « l'impact de la Russie » qui n'ont jamais eu lieu et qui sont impossibles.

Nous ne réussissons pas à renforcer la sécurité internationale si les Américains traînent les pieds en abordant les priorités communes. Ce sont la lutte antiterroriste, la non-prolifération, les conflits régionaux et beaucoup d'autres dossiers encore. Des situations, des événements se produisent coup sur coup, après quoi tout le monde fait semblant de se ressaisir : ah, on aurait dû y penser plus tôt. Il ne faut pas attendre un prétexte, il faut travailler de manière systématique. Nous le préconisons dans nos échanges bilatéraux et sur des plateaux internationaux.



Armen Oganessian : Monsieur Riabkov, pensez-vous que la coopération entre la Russie, la Chine et les États-Unis sur le dossier nucléaire nord-coréen pourrait être fructueuse dans le contexte actuel ?

Sergueï Riabkov : La situation en Asie du Nord-Est demeure explosive et imprévisible. Le problème est de trouver un point de convergence d'intérêts et de possibilités de Pyongyang et de Washington. Vu que les cultures politiques et les approches préconisées par ces deux acteurs sont opposées, il serait impossible de trouver une solution constructive sans leur accord mutuel. La médiation est envisageable. Il y a eu des négociations à Six qui se sont montrées efficaces à une certaine étape. Elles ont permis de maintenir la situation dans un cadre acceptable. Il y a eu un texte bien connu datant de 1995, et beaucoup d'autres encore. Mais les États-Unis d'aujourd'hui n'envisagent un dialogue direct qu'en théorie, à ce qu'il paraît. Ils posent des conditions inacceptables pour leurs interlocuteurs. Par conséquent, l'autre partie en tire la conclusion que cette pression ne pourrait être arrêtée que par la violence. C'est un jeu dangereux qui fait monter les enjeux et qui mène dans l'impasse.

Nous suggérons certains schémas. Les Chinois font de même. Au fait, ces schémas se résument à geler la situation pour assurer le statu quo au moins pendant un moment. Avant de commencer à abaisser cette barre petit à petit pour la fixer. C'est normal. Il n'y a rien de ce qui n'ait été inventé avant nous ou qui n'ait été utilisé à maintes reprises dans diverses situations diplomatiques. Mais pour l'heure, hélas, ce schéma ne marche pas.

Parallèlement, au Conseil de sécurité des Nations Unies, nous sommes confrontés, coup sur coup, aux situations où l'ampleur et le caractère des revendications américaines concernant le contenu des textes des sanctions sont irréalistes et dépassent de loin toutes les « lignes rouges » possibles. Des années passent,



et les Américains sont de moins en moins enclins à rechercher des compromis. Intervenant sur des plateaux internationaux, ils privilégient le principe « celui qui n'est pas avec moi est contre moi », et cela veut dire que ceux qui ne sont pas avec eux doivent être brisés – pas question de compromis, pas question de recherche d'une solution sur la base de l'équilibre des intérêts. Il paraît qu'ils ont désappris à corriger les textes, en réunion bilatérale, en cherchant en commun, un crayon à la main, des formules mutuellement acceptables. On a parfois l'impression qu'ils ne savent pas le faire. Résultats : les problèmes font boule de neige. L'autorité d'organisations internationales, entre autre, est entamée. La question est de savoir quelle attitude nous devrions adopter à l'avenir ?

Armen Oganessian : Quelles sont quand même des fenêtres d'opportunités en matière de coopération ?

Sergueï Riabkov : Si on considérait les défis dits globaux, il s'agit notamment de la sécurité des technologies de l'information et de la communication. Dans ce domaine, le dialogue professionnel avec les États-Unis n'avance pas, malgré nos signaux répétés et circonstanciés à propos des projets communs que nous croyons utiles et nécessaires.

Il existe bien des autres problèmes qu'il faut continuer de résoudre ensemble : le règlement d'une série de conflits, l'immigration clandestine, les conditions du fonctionnement des entreprises nationales et transnationales dans le contexte des tendances protectionnistes et des enquêtes antidumping qui nous sont artificiellement imposées. Tout cela nécessite un débat constructif.

Nous ne sommes pas dogmatiques, nous n'ignorons pas que les Américains ont leurs intérêts à eux et nous nous rendons compte qu'avec l'arrivée de chaque nouvelle administration,



Washington revisite ses approches, replace des accents, avance de nouvelles priorités. Dans le même temps, il est inadmissible de mettre une croix sur tout ce qui a été accumulé jusqu'ici, de sacrifier beaucoup de choses, par exemple, les relations américano-russes, à la conjoncture politique pour se conformer à ses propres idées déformées sur le monde extérieur. Or nos exhortations demeurent des exhortations. Nous avons du mal à dialoguer même sur un sujet que les Américains trouvent important pour eux, à savoir le règlement du conflit en Ukraine. Ils sont désigné leur représentant spécial, mais le dialogue avec lui n'a pas encore démarré.

Armen Oganessian : Les Américains ont dit que la Russie avait demandé de désigner un représentant spécial du président des États-Unis pour l'Ukraine. Qu'est-ce que cela veut dire et est-ce que cette désignation contribuera à la mise en œuvre des Accords de Minsk ?

Sergueï Riabkov : Le président russe a dit à maintes reprises, autant que je sache, aux leaders américains que nous étions prêts au dialogue bilatéral sur les dossiers ukrainiens, sur la situation dans le Sud-Est de l'Ukraine, sur la concrétisation, surtout par Kiev, des engagements contractés dans le cadre du « paquet de Minsk ».

Nous n'avons pas « demandé » de désigner un représentant spécial américain. Il a été dit qu'en l'absence d'un interlocuteur, les raisonnements continuels des Américains sur la nécessité du dialogue sonnent bien étrange. Sous Obama, c'est la sous-secrétaire d'État américaine Victoria Nuland qui a été chargée de cette mission. M. Walker a été désigné « envoyé spécial des États-Unis aux négociations sur l'Ukraine ». Honnêtement, je ne vois pas bien ce que cela signifie – les « négociations sur l'Ukraine ». Qui mène ces négociations et avec qui ? Je pense



que cette question pourrait être posée à M. Walker, lorsque – et si – il fait son apparition à Moscou ou en Russie en général.

Armen Oganessian : L'on parle beaucoup actuellement des livraisons éventuelles d' « armes létales » par les États-Unis en Ukraine...

Sergueï Riabkov : L'administration Trump est poussée très fort dans cette direction. Ce M. Walker dont j'ai déjà parlé a fait des déclarations publiques en ce sens lors de ses déplacements en Ukraine et dans d'autres pays.

Je tiens à noter que le matériel militaire et des moyens qui ne risquent pas de frapper à mort les milices sont déjà livrés intensément et en grandes quantités en Ukraine, et non seulement par les États-Unis, mais aussi par de nombreux autres pays membres de l'OTAN, et non seulement de l'OTAN. Des formateurs américains, canadiens et autres s'appliquent à former des militaires ukrainiens et leur apprennent à se servir de ce matériel et ces moyens spéciaux.

Des livraisons hypothétiques d' « armes létales » ouvriraient une nouvelle étape. Aura-t-elle lieu ? Nous constatons ces derniers temps une certaine « dérive » de Washington dans cette direction. Si la décision était prise, les événements auraient pris un tournant dramatiquement dangereux. Il est clair que du point de vue politique, le « parti de la guerre » à Kiev aurait perçu cette démarche comme une puissante manifestation de soutien. En pratique, cela aurait signifié une grave déstabilisation de la situation dans le Sud-Est de l'Ukraine. Là aussi, nous abordons l'analyse de toutes les circonstances d'une manière lucide et pondérée, sans nous laisser emporter par les émotions et en mettant en garde Washington contre de nouvelles erreurs.

Mots-clés: relations russo-américaines, Russie, États-Unis, sanctions américaines, Donald Trump, loi antirusse.



**LES RELATIONS
RUSSO-FRANÇAISES
DEMANDENT
DES OBJECTIFS
STRATÉGIQUES
POUR DES AVANCÉES
COMMUNES**

ALEXANDRE ORLOV

Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire de la Fédération
de Russie en France
ambruspresse@inbox.ru



La Vie Internationale : Monsieur Orlov, en tournant le regard vers l'histoire, quel rôle, à votre avis, les relations russo-françaises ont-elles joué dans la politique mondiale du passé ?

Alexandre Orlov : Pendant des siècles, les relations entre les deux puissances européennes de première grandeur, la Russie et la France, ont joué un rôle capital dans la politique

Pour le 300^e anniversaire des relations diplomatiques russo-françaises



européenne et mondiale. Il est vrai qu'à la différence de l'Allemagne, il n'y a eu qu'un seul mariage dynastique entre nos pays, celui de la fille cadette du grand prince Iaroslav le Sage avec le roi de France Henri I^{er} au lointain XI^e siècle. Les deux États et leurs peuples éprouaient de tous temps une forte attirance l'un envers l'autre, fondée sur la communauté culturelle et religieuse. On n'oubliera pas non plus que pendant deux siècles, le français était en fait la deuxième langue en Russie. Les aristocrates mais aussi les gens tout simplement lettrés le maîtrisaient à perfection, d'où notre perception profonde de la culture française et de la France en général.

Il serait toutefois et pour le moins incorrect de voir les relations entre la Russie et la France tout en rose, sans problèmes. Elles ont toujours été empreintes de passions. Les ententes cordiales faisaient place à des guerres. Lors des conflits européens du passé, l'un de nous se trouvait souvent « de l'autre côté de la barricade ». La France était liée par des alliances à la Suède, ou avec la Pologne, ou encore à l'Empire Ottoman aux moments où ses pays étaient en guerre contre la Russie.

Mais laissons l'histoire aux historiens. En hommes pratiques, il est plus important pour nous de nous rappeler quel tour nos relations prenaient-elles au XX^e siècle, quand dans les années des souffrances terribles de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, la Russie et la France étaient des alliés et combattaient côte à côte contre l'ennemi commun.

L'influence de nos pays a été vraiment décisive pour surmonter les suites de la guerre froide, pour implanter sur le continent européen la politique de détente et de coopération. C'est bien Moscou et Paris qui étaient à l'origine du processus d'Helsinki aboutissant à la signature, en 1975, de son Acte final qui a servi pendant des années



et des années de « feuille de route » pour la politique européenne.

Il nous semble que cette expérience pourra grandement nous profiter dans le contexte actuel.

La Vie Internationale : Une rencontre a récemment eu lieu entre le Président russe Vladimir Poutine et le Président nouvellement élu de la République Française Emmanuel Macron. Quels sont ses principaux résultats ? Quel jugement portez-vous sur la signification des relations russo-françaises aujourd'hui ?

Alexandre Orlov : Je pense que la qualité actuelle des relations russo-françaises est loin d'être satisfaisante. À bien des égards, elles sont l'otage des jeux géopolitiques auxquels se livrent Washington et Bruxelles, de préjugés idéologiques. Il serait tout aussi incorrect de décharger la France elle-même de sa part de responsabilité pour le refroidissement des rapports entre nos pays, ni ses anciens dirigeants, pas assez fermes dans la sauvegarde des intérêts nationaux français.

Dans ce contexte, la première rencontre du Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine et du nouveau Président français Emmanuel Macron incite à l'optimisme. Il paraît évident que nous avons affaire à un homme politique de nouvelle génération, parfaitement instruit, possédant des connaissances profondes en histoire, capable de regarder au-delà de l'horizon, ayant des qualités personnelles et politiques qui peuvent restituer à la France sa posture mondiale qu'elle avait à bien des égards perdue ces dix dernières années.

Le nouveau Président de la République Française se positionne comme continuateur idéologique du général



Charles de Gaulle et de François Mitterrand, qui avaient inscrit les pages les plus brillantes dans les relations russo-françaises de l'après-guerre.

En rencontrant Vladimir Poutine, Emmanuel Macron s'est conduit en partenaire bienveillant et pragmatique qui veut chercher ensemble les dénouements concrets des problèmes internationaux les plus brûlants, mais aussi faire avancer les relations bilatérales. Le calendrier préliminaire des contacts bilatéraux pour les prochains mois permet d'espérer que cela ne sont pas des paroles en l'air.

Est plutôt à l'optimisme l'ambiance générale des relations russo-françaises que nous voyons évoluer après l'élection d'Emmanuel Macron et la formation d'un nouveau gouvernement.

***La Vie Internationale* : À combien se chiffre le préjudice que les sanctions occidentales ont causé à la coopération économique entre la France et la Russie ?**

Alexandre Orlov : Les sanctions prises par l'Union européenne et les États-Unis ont causé un grave préjudice aux relations russo-françaises, et cela dans les divers domaines. Entre 2014 et 2016, les échanges ont été divisés par deux ou presque pour descendre en 2016 aux modestes 13 milliards de dollars. Je rappellerai qu'en 2011, ils atteignaient 28 milliards de dollars.

Une petite reprise du commerce s'est annoncée fin 2016. Cette tendance s'est maintenue au premier trimestre 2017. Il y a que d'une part, l'économie russe s'est adaptée à la nouvelle donne, et que de l'autre, les facteurs de conjoncture y sont intervenus, la France ayant accru ses achats d'hydrocarbures.



Globalement, en analysant les différents indicateurs économiques, on arrive à la conclusion que l'économie française a davantage souffert des sanctions que la russe. L'interdiction d'accéder aux crédits bancaires n'a pas permis aux compagnies françaises de se présenter aux appels d'offres les plus juteux, comme par exemple la construction de la voie ferrée à grande vitesse entre Moscou et Kazan. Les sanctions ont surtout frappé les paysans français qui perdent chaque année 400 millions d'euros.

Les sanctions ont affecté le fonctionnement des grands mécanismes institutionnels de coopération bilatérale : la Commission mixte au niveau des chefs de gouvernement ne s'est pas réunie depuis 2013, la Grande Commission parlementaire est gelée, il n'y a plus de rencontres communes de ministres des Affaires étrangères et de la Défense, les contacts entre militaires sont rompus.

Cela va jusqu'à ronger le tissu même des relations bilatérales, élaboré avec peine et application le long des dernières décennies. Les médias français sont agités par une fièvre antirusse sans précédent, ce qui forme dans l'opinion française l'image de la Russie ennemie. Ce n'est donc pas par un hasard que dans son message à Emmanuel Macron à l'occasion de son élection au poste présidentiel, Vladimir Poutine a déclaré que surmonter la méfiance mutuelle, accumulée ces dernières années, était un défi de première importance. À ce jour, à ne pas en douter, c'est l'objectif numéro un.

La Vie Internationale : Traditionnellement, la France adoptait une attitude propre à l'égard de notre pays. Qu'en pensez-vous, pourquoi le vote à l'Assemblée nationale et au Sénat contre les sanctions reste-t-il toujours sans incidences sur la politique française ?



Alexandre Orlov : En effet, il est communément admis que parmi les pays d'Europe occidentale, la France a toujours entretenu des rapports particuliers avec notre pays. Ce qui s'explique par la place particulière que la France avait occupée au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Cependant, cette époque est révolue. En 2007, le président Nicolas Sarkozy a décidé de remettre la France dans la structure militaire de l'OTAN, privant ainsi Paris de l'originalité, qui était propre à sa politique extérieure durant plusieurs décennies d'après-guerre.

Tout de même, aujourd'hui encore et à la différence de la plupart parmi les pays occidentaux, la France a conservé sa tradition de pensée stratégique, sa culture politique inhérente aux puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Logiquement, la France devient pour nous un partenaire intéressant et irremplaçable, avec en perspective la reprise des négociations sur les systèmes de sécurité collective à construire en Europe.

Pour ce qui est du vote à l'Assemblée nationale et au Sénat sur les projets de résolutions proposant la levée des sanctions, il convient de pas de lui attacher trop de valeur. Ce vote est surtout une recommandation, il donne la mesure de la température sociale que le président et le gouvernement devront certainement prendre en considération. Par ailleurs, pour toute réponse à la résolution parlementaire, le précédent gouvernement s'était limité à se répéter, en subordonnant la levée des sanctions à une série de préalables.

La Vie Internationale : Qu'est-ce qui est, à votre avis, le plus urgent à faire pour améliorer les relations russo-françaises à l'étape actuelle ?



Alexandre Orlov : Le plus urgent, c'est que nos partenaires français comprennent qu'avec la Russie, il faut construire des rapports de vrai partenariat, basés sur nos destinées communes, solidement fondés sur nos liens culturels et historiques. Pour exprimer notre idée commune, nous reprenons les propos du général de Gaulle qui disait que pour la Russie et la France, être ensemble signifiait être forts, et que, par contre, la désunion entre elles n'a jamais profité ni à l'une ni à l'autre.

Les relations russo-françaises demandent des objectifs stratégiques pour des avancées communes, vers une perspective historique qui ne peut être rien d'autre que la formation progressive d'un espace économique commun entre la Russie et l'Europe. Ce sont précisément nos deux pays qui ont à jouer dans ce processus le rôle promoteur.

Dans ce contexte, c'est une réponse positive qui doit être donnée à la proposition, formulée par le nouveau Président français Emmanuel Macron lors de la première rencontre avec le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, de former entre les deux pays un forum des sociétés civiles. Les participations de plus en plus massives de gens, dans les réseaux sociaux et sur Internet, aux discussions sur les moyens de développer la démocratie et les institutions publiques sont les signes des temps. Pour le voir clairement comment cela se passe dans notre pays, il faut se reporter aux activités du Front populaire de Russie, à ses rencontres régulières avec le Président de la Russie. L'implantation au niveau de nos rapports bilatéraux d'un forum civil contribuera certainement au rapprochement entre les peuples français et russe, élargira la base sociale de nos relations, en les renforçant et en les rendant moins sujettes à la conjoncture internationale.



La Vie Internationale : Il y a en France plus de 400 sépultures de soldats russes et soviétiques, où sont inhumés plus d'un millier de morts. Ces mémoriaux funèbres se rapportent aux différentes périodes de l'histoire tricentenaire des relations russo-françaises. Existe-t-il un programme d'entretien et d'aménagement de ces lieux, et quels sont les projets, réalisés aujourd'hui avec l'assistance de l'ambassade de la Fédération de Russie en France ?

Alexandre Orlov : En effet, on trouve sur le territoire français de nombreuses sépultures de soldats russes du temps de la Première et de la Seconde Guerres mondiales, mais encore quelques tombes remontant à l'époque de la guerre avec Napoléon. Les plus connues sont : le cimetière militaire russe à Saint-Hilaire-le-Grand, où reposent 91 soldats du Corps expéditionnaire russe qui combattait en France dans les années de la Première Guerre mondiale en vertu des engagements d'allié, ainsi que le nécropole militaire soviétique à Noyers-Saint-Martin où 4 598 hommes sont inhumés.

Il faut noter que d'après la loi française, les soldats des armées alliées « morts pour la France » dans l'exercice de leur devoir sont inhumés aux cimetières nationaux qui sont la propriété de la République Française. C'est ainsi qu'apparaissent les cimetières militaires ou les carrés militaires aux cimetières municipaux, si possible pour les soldats de la même nation. Leur entretien nécessaire est à la charge d'une structure gouvernementale française, l'Office National des Anciens Combattants.

De son côté, l'ambassade s'occupe en permanence de la conservation des sépultures militaires russes. Nous



faisons chaque année des demandes de fonds budgétaires pour effectuer, là où le faut, les travaux de réparation et de restauration. Cela concerne dans l'égale mesure les tombes militaires individuelles, qui ne bénéficient pas du statut « militaire » français, notamment de soldats et officiers ayant émigré de Russie vers la France après la révolution de 1917. Bien souvent nous recevons, pour mieux gérer la situation, l'aide de leurs descendants qui surveillent les tombes mais n'ont pas de moyens pour les rétablir.

Ces dernières années, nous avons fait restaurer avec les moyens budgétaires les tombes de trois officiers du régiment d'infanterie Alexeïev, participants à la Première Guerre mondiale. À Imphy, dans le département de la Nièvre, nous avons fait rétablir le tombeau du lieutenant du régiment des chevaliers-gardes Chepelev, mort en 1814 dans la bataille de Fère-Champénoise. Pour mener ces travaux, on fait aussi appel aux partenaires privés : en 2014, le fonds russe « Voïnski sobor » (*Mutuelle de militaires*) et l'Institut pour la démocratie et la coopération ont fait restaurer au cimetière russe à Sainte-Geneviève-des-Bois la sépulture du général Nicolas Lokhvitsky, le commandant du Corps expéditionnaire russe. Le monument funéraire sur la tombe de l'amiral Pavel Tchitchagov, commandant en chef de la Flotte de la mer Noire et de l'armée du Danube, a été rétabli en 2012 à Sceaux.

Les enthousiastes, parmi les ressortissants russes en France, nous sont d'une grande aide dans l'entretien des nécropoles militaires. Ils ont notamment fondé l'association « La Mémoire russe » qui a donné des moyens pour rétablir, en décembre 2016, le tombeau du lieutenant de l'Armée Rouge Alexeï Nikolaïev à Meaux.



Aujourd'hui encore, les restes de soldats russes reposent aux champs de bataille sur le sol français. Les Français n'oublient pas et honorent les exploits de soldats russes dont la vaillance a empêché que la France soit effacée de la carte d'Europe. Le 22 mars dernier, en présence de délégués français, une cérémonie a eu lieu au cimetière russe à Saint-Hilaire-le-Grand : l'inhumation des restes d'un soldat inconnu du Corps expéditionnaire russe, retrouvées après de longues fouilles archéologiques, que l'historien français Pierre Malinowski avait menées dans la zone des combats du Corps, près de Reims.

Mots clés : Vladimir Poutine, Emmanuel Macron, rhétorique antirusse, médias français, votes parlementaires contre les sanctions, sépultures de militaires russes en France.



RUSSIE – GUINÉE – UNION AFRICAINE

La visite officielle en Russie d'Alpha Condé, président de la République de Guinée et de l'Union africaine, qui s'est déroulée entre le 27 et le 30 septembre derniers, doit être considérée à travers le prisme des relations entre la Russie, la Guinée et l'Union africaine, car le double statut de notre hôte a amplifié l'ordre du jour de la visite, en embrassant non seulement l'ensemble des questions relatives à la coopération russo-guinéenne, mais aussi les perspectives de la coopération entre la Russie et l'Union africaine.

L'amitié entre la Russie et la Guinée est de longue date. Les relations diplomatiques entre Moscou et Conakry ont été établies le 4 octobre 1958, à savoir deux jours après l'accession de ce pays à l'indépendance vis-à-vis de la France.

« Guinée » signifie « femme » en langue soussou parlée par l'une des quatre ethnies locales

**ALEXANDRE
BREGADZE**



Ambassadeur de la Fédération de Russie en République de Guinée et en Sierra Leone



les plus nombreuses. Il faut avouer que la Guinée est une « femme » non seulement belle (la nature luxuriante de ce pays est pittoresque et très diversifiée), mais aussi riche (le sous-sol guinéen attire traditionnellement des investisseurs étrangers : il s'agit surtout de bauxites, d'or, de minerais de fer ; la prospection de pétrole et de gaz s'est intensifiée ces derniers temps sur le plateau continental guinéen).

Le président Condé, lui, a pu se faire une idée de notre pays car il a visité non seulement Moscou, mais aussi Sotchi.

Le 28 septembre, il a été reçu par son homologue russe Vladimir Poutine, et la veille, le 27 septembre, Alpha Condé et le président de l'Assemblée nationale guinéenne Cory Condiano qui l'accompagnait se sont entretenus avec le président de la Douma d'État de Russie (parlement), Viatcheslav Volodine.

Les entretiens ont été centrés sur les perspectives de développement des relations russo-guinéennes et des questions à l'ordre du jour régional et international, à commencer par la sécurité et la lutte contre le terrorisme en Afrique et au Proche-Orient.

La partie guinéenne a réaffirmé sa volonté de conclure un partenariat stratégique avec la Russie considérée par Conakry comme un des pôles clés dans un monde multipolaire. Le président guinéen s'est déclaré solidaire de la politique extérieure russe visant notamment à éradiquer le deux poids, deux mesures des affaires internationales, car il déstabilise certains pays, voire des régions entières. Dans ce contexte, Alpha Condé en tant que président en exercice de l'Union africaine, a appuyé les initiatives de Moscou visant à développer un partenariat international dans la lutte antiterroriste.

Les négociations russo-guinéennes ont aussi confirmé que Moscou et Conakry adoptaient des approches similaires



d'un large éventail de problèmes à l'ordre du jour régional et mondial. Notamment, il a été dit que le monde multipolaire en formation n'a pas d'alternative, que sa mise en place doit s'accompagner du respect inconditionnel des normes du droit international en accordant le rôle phare et de coordination aux Nations Unies pour relever les défis auxquels l'humanité fait face actuellement.

L'essentiel est que la Russie et la Guinée aspirent à resserrer les liens bilatéraux pour leur donner une nouvelle dimension en conformité avec la Déclaration sur les principes des relations d'amitié et de partenariat entre la Fédération de Russie et la République de Guinée de 2001. Il s'agit de l'extraction minière, de la prospection géologique, de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures, des transports et de la pêche. Les compagnies russes *RUSAL* et *Severstal* poursuivront leurs activités fructueuses en Guinée. L'usine de traitement des métaux non-ferreux de Iekaterinbourg, la compagnie « Hélicoptères de Russie », l'usine des poids-lourds *KAMAZ*, le constructeur automobile *GAZ*, la compagnie « Silovyye mashiny », le Groupe d'usines de constructions mécaniques et la société *Rosgéologuyia* ont manifesté leur intérêt pour le marché guinéen. Les positions des parties avaient été consignées au préalable dans les minutes de la 5e réunion de la Commission intergouvernementale qui s'est déroulée à Conakry les 18 et 19 juillet dernier.

Les Guinéens voient d'un œil positif une extension de la présence économique russe dans leur pays, ce qui a été confirmé par la prolongation de 25 ans, par le parlement guinéen, de deux contrats de concession conclus avec *RUSAL* sur l'exploitation des gisements de bauxites. Cela permettra aux agents économiques russes de poursuivre des investissements à long terme en Guinée, notamment dans des branches annexes.



Le sommet russo-guinéen du 28 septembre 2017 a abouti à la signature de l'Accord intergouvernemental sur la coopération dans la santé publique, de quatre accords intersectoriels : sur la coopération dans la répression du trafic de drogue, la lutte contre les épidémies et la prévention des maladies infectieuses, l'agriculture, l'enseignement supérieur et la science, ainsi que du Mémoire de compréhension mutuelle entre le ministère des Mines et de la Géologie de Guinée et la compagnie russe *RUSAL*.

Les parties ont convenu d'œuvrer pour établir des contacts directs entre les milieux des affaires des deux pays, notamment entre les Chambres de commerce et d'industrie, et pour organiser des manifestations communes, telles que le 1^{er} Forum d'affaire russo-guinéen qui a eu lieu le 27 septembre dans le cadre de la visite présidentielle. Alpha Condé qui y a pris part a invité la Russie à coopérer avec *Afreximbank* (la Banque africaine d'import-export). Le problème de la dette guinéenne a été examiné dans un climat constructif.

Il est à noter que la coopération interparlementaire serait centrée, elle aussi, sur le développement des échanges économiques et commerciaux, notamment dans le cadre de la Commission interparlementaire russo-guinéenne mise en place à cet effet.

Alpha Condé a exprimé sa reconnaissance particulière pour une aide efficace accordée à son pays dans le domaine de la santé publique, notamment dans la lutte contre l'épidémie d'Ébola entre 2014 et 2016 et la poursuite des essais cliniques en Guinée du premier vaccin russe contre la fièvre Ébola officiellement enregistré – *GamEvac-Combi*. Les parties ont aussi réaffirmé leur intérêt mutuel à augmenter les potentialités du Centre épidémiologique russo-guinéen de prévention des maladies infectieuses siégeant à Kindia, notamment en lançant la production de médicaments russes dans les locaux de ce centre.



La promotion de la coopération militaro-technique a été examinée dans un esprit constructif également, les bases de cette coopération ayant été jetées à l'époque soviétique.

La formation de cadres guinéens en Russie sera poursuivie pour ne pas rompre avec la tradition. Pour l'année scolaire de 2017-2018, le quota des bourses pour les étudiants guinéens a été porté jusqu'à 60, et en juin dernier, 10 cadres moyens du ministère guinéen des Affaires étrangères ont suivi un stage (pour une deuxième fois) à l'Académie diplomatique auprès du ministère russe des Affaires étrangères.

Le 28 septembre, Alpha Condé a prononcé un discours devant les étudiants et le corps enseignant de l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) du ministère russe des Affaires étrangères avant de recevoir le titre de docteur *honoris causa* de cette école mondialement connue. Il s'est félicité de la profondeur des questions qui lui ont été posées par des étudiants, impressionnés par le « vrai professeur » qu'il est (M. Condé est docteur d'État en droit public). Le président guinéen a invité les jeunes des deux pays à communiquer plus intensément pour mieux comprendre le monde qu'ils ont à édifier.

Dans le contexte de la problématique africaine, la Russie a réaffirmé sa volonté de promouvoir ses liens multiformes avec l'Union africaine, notamment au moyen de la participation d'agents économiques russes à la mise en œuvre de projets régionaux sur le continent africain. Elle a aussi réaffirmé son intérêt à établir des contacts entre la Commission eurasiennne de l'Union économique eurasiennne et la Commission de l'Union africaine, notamment pour accélérer la signature d'un mémorandum *ad hoc* remis aux partenaires africains en juillet 2016.

Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'intensifier la coopération pratique entre les pays de BRICS et l'Afrique,



compte tenu de la présidence sud-africaine à cette association en 2018.

Les parties ont accordé une attention particulière à leurs échanges concernant le maintien de la paix et de la stabilité en Afrique. Il a été souligné qu'elles s'en tiennent aux positions identiques à propos de la solution des problèmes qui se posent devant la région : ils doivent être résolus par les Africains avec l'assistance de la coopération internationale, mais sans diktat extérieur. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Russie s'est déclarée prête à contribuer comme toujours à un règlement efficace des conflits dans les « points chauds » en Afrique.

Le président Alpha Condé a été décoré de l'Ordre de l'Amitié pour sa grande contribution personnelle à la promotion des relations russo-guinéennes.

Selon la tradition, il a déposé une gerbe sur la Tombe du Soldat inconnu au pied de la muraille du Kremlin.

Il a passé les 29 et 30 septembre à Sochi pour y visiter des sites olympiques et un musée de Joseph Staline, a assisté à un concert du chœur des cosaques de Kouban et a gardé une impression merveilleuse de cette belle ville balnéaire sur la mer Noire qui l'a touché par sa beauté et son histoire légendaire. Il est à noter qu'il a effectué une visite surprise au Marché central pour s'assurer que les sanctions décrétées par les Occidentaux contre la Russie sont restées sans effet sur l'abondance alimentaire.

Rappelons également que l'année dernière, le président Condé a été un invité d'honneur du XX^e Forum économique international de Saint-Pétersbourg aux côtés de l'ex-Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et le président en exercice de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. De la tribune de ce forum, Alpha Condé a appelé à créer un forum Russie-Afrique en faisant valoir son importance particulière, vu le rôle décisif joué par la Russie



dans la lutte des nations africaines pour leur indépendance des colonisateurs occidentaux. Cet appel du président guinéen n'est pas resté sans écho. Par exemple, les organisateurs du forum économique annuel russo-africain *Oural-Afrique*, à Iekaterinbourg, qui envisageaient déjà de l'élargir jusqu'à *Russie-Afrique*, se sont définitivement assurés que cette démarche était nécessaire pour attirer d'autres régions russes dans la coopération avec les pays d'Afrique.

Il ne serait que juste si Alpha Condé participe à ce forum en 2018, au moment où la Russie et la Guinée célèbreront le 60^e anniversaire de leurs relations diplomatiques.

À propos, les parlementaires russes ont décidé, après la rencontre avec Alpha Condé, d'organiser un forum interparlementaire *Russie-Afrique*.

Il est évident que le respect du président guinéen pour notre pays est sincère, et sa passion, dans sa jeunesse, pour le marxisme-léninisme, le trotskisme et le maoïsme en témoigne. Il se croit toujours de gauche et pense que le socialisme est le régime politique et social optimal. Ce n'est pas fortuit que, de passage à Moscou en 2016, après sa participation au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, il a visité le Mausolée de Vladimir Lénine et a déposé un bouquet de fleurs sur la tombe de Joseph Staline. Alpha Condé aime débattre des avantages du socialisme devant le capitalisme, se souvient du mouvement stakhanoviste et pense que la Guinée a besoin de ses « Pavka Kortchaguine »*. Inspiré par Vladimir Lénine, il s'est attaqué à l'électrification de la Guinée (avec l'aide chinoise pour la plupart). Président en exercice de l'Union africaine depuis 2017, il cherche à promouvoir les intérêts de son pays en se posant en patriote pragmatique et en panafricaniste.

* Personnage du roman de Nikolai Ostrovski « Et l'acier fut forgé », un jeune communiste qui a donné toutes ses forces aux chantiers de la jeune République soviétique. – NDLR.



Il a déjà été dit qu'en 2018, la Russie et la Guinée célébreront les 60 ans de leurs relations diplomatiques. Ce sera une belle occasion de dresser le bilan d'une longue coopération bilatérale, mais aussi de ce qui aura été fait en un an après la visite officielle en Russie du président Condé (qui aura transmis ses fonctions de président de l'Union africaine à son successeur qui doit être élu en janvier 2018).

Ainsi, le sommet russo-guinéen de septembre a réaffirmé la volonté des deux nations de continuer et développer les traditions de l'amitié et de la coopération qui les relie depuis presque 60 ans, en conformité avec un proverbe russe bien connu : « Un vieil ami vaut mieux que deux nouveaux ». En procédant de la sorte avec de nombreux autres pays africains, la Russie pourra rétablir progressivement ses positions en Afrique pour relancer une coopération mutuellement avantageuse et efficace avec tout un continent où son nom est toujours associé à la paix, la liberté et la justice.

Mots-clés: 60 ans des relations diplomatiques entre la Russie et la République de Guinée, président Alpha Condé, coopération bilatérale.



L'UNION INTERPARLEMENTAIRE ET LA RUSSIE : L'HISTOIRE À TRAVERS LES SIÈCLES

Le 14 octobre 2017, Saint-Pétersbourg accueillait la 137^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP, Union) – la plus ancienne des institutions internationales à caractère politique. Il est à noter que l'assemblée précédente (136^e) de l'UIP à Dhaka, au Bangladesh, dont les préparatifs ont été largement couverts par *La Vie Internationale*¹, a été d'une portée historique pour la délégation russe. Pour la première fois depuis 20 ans, la Russie a soumis à l'UIP un projet de résolution traitant d'un sujet important et sensible (« Le rôle du parlement pour faire respecter le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États »), a insisté pour qu'il soit débattu et, forte du soutien de la majorité écrasante des délégations nationales à l'assemblée, a assuré l'adoption de ce texte par consensus.

**CONSTANTIN
KOSSATCHEV**



Président du Comité du Conseil de la Fédération aux affaires internationales, vice-président de l'UIP, docteur en droit

KIKosachev@senat.gov.ru



Certes, l'importance de cette résolution ne se borne pas au fait de son adoption. Elle s'articule autour de la constatation que le renversement de gouvernements légitimes sous prétexte de soi-disant « interventions humanitaires » est inadmissible. Or, le monde entier a assisté aux actions du genre en Iran, en Afghanistan, en Libye et dans d'autres régions du globe à diverses époques. Il paraît que cette thèse qui découle des principes de base du droit international n'a pas besoin d'arguments supplémentaires ni d'avocats. Cependant les auditions et les amendements apportés au texte final (143 au total) ont révélé l'hostilité non dissimulée de nos « partenaires occidentaux ». Comme on dit, « qui se sent galeux se gratte » : cette résistance acharnée de pays bien précis n'a fait que valoriser l'actualité de la résolution. Comme c'est souvent le cas dans des situations pareilles, il ne s'agissait pas de la différence d'approches de l'interprétation de certaines clauses de notre résolution (ce qui est possible et même souhaitable), mais de la contestation du fait même qu'il est indispensable d'élever sa voix contre l'ingérence extérieure dans les affaires d'autrui.

Un pas important a été franchi à Dhaka concernant la Syrie. Le Comité exécutif, organe dirigeant de l'UIP, a accédé à notre initiative de mettre en place un Groupe de travail pour favoriser un règlement politique dans ce pays martyr. Nous avons proposé aux parlementaires européens, asiatiques, latino-américains et africains de se rendre en personne en Syrie dans le cadre d'une visite de la mission de l'UIP pour évaluer la situation sur place et former un avis personnel et surtout non engagé à propos des démarches à faire pour régler le conflit syrien. Nous envisageons d'effectuer cette visite avant la prochaine session de l'UIP à Saint-Petersbourg.



L'UIP et la Douma d'État (1906-1917)

Les parlementaires du monde entier se sont déjà réunis à Moscou, en 1998, pour y tenir la 100^e conférence de l'UIP, cependant cette organisation est toujours peu connue en Russie. Je dirais même qu'elle est méconnue. Les connaissances sur la longue histoire de la participation russe à cette assemblée mondiale des parlementaires sont encore plus pauvres. Cependant cette histoire est passionnante est riche en faits et gestes symboliques.

Commençons par le fait que la Russie avait joué un certain rôle aux activités de l'Union avant même de le rejoindre. La septième conférence interparlementaire, en 1896 à Budapest, a adopté la décision, sur l'initiative de la délégation hongroise, d'inviter aux conférences de l'UIP des membres de « tout organe représentatif des États qui sont dépourvus d'institutions parlementaires au sens propre du terme ». Pour donner suite à cette décision, la conférence a modifié les Statuts de l'UIP en ajoutant un nouveau paragraphe à l'article 6 qui stipulait que les membres des sénats, conseils facultatifs ou autres assemblées des pays dépourvus de Constitution pouvaient assister aux réunions à la suite de déclarations faites par les gouvernements concernés². D'après des témoignages de l'époque, cette proposition visait surtout la Russie dont la coopération semblait très précieuse aux yeux de l'organisation internationale créée en 1889 et qui se voulait protectrice et gardienne de la paix.

À partir du moment de l'institution de la Douma d'État de l'Empire russe qui a tenu sa première réunion le 10 mai (27 avril) 1906 au palais de Tauride, à Saint-Pétersbourg, l'UIP faisait des efforts réitérés pour établir des contacts durables avec la Russie par l'intermédiaire de parlementaires britanniques et français. Dès le 3 juin (21 mai) 1906, William Randal Cremer, secrétaire honoraire du groupe



interparlementaire britannique et un des pères fondateurs de l'UIP, et le président du groupe britannique Lord Vardail ont adressé un message manuscrit rédigé en russe (!) au nom du président de la Douma d'État Sergueï Mouromtsev, lui signalant la convocation du « congrès de l'Union qui doit avoir lieu en juillet avec un soutien bienveillant du gouvernement de Sa Majesté Britannique ». Les auteurs de la lettre faisaient valoir le rôle joué par la Russie dans l'organisation de la Première conférence de La Haye en 1899 : « Pour cette raison, nous saluerons avec une cordialité toute particulière les représentants de la Douma d'État et du grand peuple russe »³. Presqu'en même temps, le 10 juin (29 mai), la Douma d'État a reçu une lettre du président du groupe interparlementaire français, le sénateur d'Estournelles de Constant qui l'invitait à former un groupe parlementaire russe au sein de l'Union interparlementaire.

La réaction de la Douma ne s'est pas fait attendre : le 6 juin, elle adoptait la Déclaration de la Commission des 19 concernant les messages des présidents des groupes britannique et français de l'Union interparlementaire du tribunal d'arbitrage international (formule employée dans le texte)⁴. « À l'heure de la naissance de la liberté russe, la Russie est plus que jamais animée d'un désir ardent d'aspirer dans l'arène internationale aux progrès de la culture et de la civilisation par la voie d'une compétition pacifique et sous le drapeau des idéaux universels », disait notamment la déclaration. À la 36e réunion de la Douma d'État, le 30 juin 1906, les députés ont applaudi aux deux messages qui leur ont été présentés. Le rapport sténographique contient des paroles de Jilkine, député de la région de Saratov : « Je pense que la Douma d'État est en train de débattre d'un événement d'une importance extraordinaire, événement qui nous met, nous et notre jeune parlement, sur le chemin européen, sous un tout nouveau jour »⁵.



Les membres de la première délégation de la Douma d'État à la conférence de l'UIP à Londres ont été élus à la même réunion. La triste nouvelle sur la dissolution de la Douma est arrivée le jour même de l'inauguration de la conférence (le 10 juillet), et la mission de la délégation parlementaire russe a été terminée avant de commencer.

Le groupe russe de l'Union interparlementaire, le maillon de base indispensable pour rejoindre les activités de l'UIP, a été créé au sein de la III^e Douma d'État, le 3 mai 1909. En 1910, il comptait 115 membres de la Douma et 16 membres du Conseil d'État. Le montant des cotisations annuelles était de sept roubles. Le groupe a élu son président – Ivan Efremov, dont la biographie et les activités au sein de l'UIP méritent le détour*.

En 1909, le groupe parlementaire russe s'est rendu en Angleterre et en France. Il s'agissait de la première visite à l'étranger d'une délégation officielle de parlementaires russes, et elle ne s'est pas déroulée sans incident diplomatique. Les Russes devaient être reçus par le roi Édouard VII. En apprenant que la délégation officielle de la Douma d'État incluait un musulman, Maksoudov, un député d'origine tatare, le Service du Protocole du monarque britannique

* Né le 6 janvier 1866 à Kharkov, Ivan Nikolaïevitch Efremov est issu d'une vieille famille nombre de cosaques, son père étant maréchal de la noblesse dans l'oblast de l'Armée du Don. Entre 1885 et 1891, il fait ses études à la faculté de la physique et des mathématiques de l'Université de Moscou. Élu en 1906 député à la Ire Douma d'État, il devient membre du groupe des réformes démocratiques avant de prendre la tête du groupe russe de l'Union interparlementaire. Pendant la Révolution de février 1917 il fait partie du Comité provisoire de la Douma d'État, en juillet 1917 il devient ministre de la Justice au Gouvernement provisoire (seconde composition). Envoyé à l'automne en Suisse en qualité d'ambassadeur, il n'a pas eu le temps de remettre ses lettres de créance, vue l'arrivée du représentant plénipotentiaire de la RSFSR Iakov Berzine, cependant il a été reconnu *de facto* par le gouvernement suisse. Après la Révolution d'Octobre, il fait des conférences sur les relations internationales à la faculté de droit de la Sorbonne et à l'Académie du droit international de La Haye. Il est mort en exil en 1945.



a essayé de l'empêcher d'assister à la réception car le roi n'a encore jamais rencontré de musulmans au sein de délégations officielles. Les Russes ont cependant insisté sur la présence obligatoire de l'ensemble de la délégation sans exceptions discriminatoires, et la partie d'accueil a dû s'y résigner. Il y a toutes les raisons de dire que les parlementaires russes de l'époque adoptaient des approches plus avancées vis-à-vis des droits de l'homme que les représentants de la démocratie britannique plus « ancienne ». Après la Révolution d'Octobre, Sadretidine Nizametdinovitch Maksoudov a été invité par Atatürk à participer à l'édification d'une Turquie nouvelle, il a fondé une école de droit à Ankara et a effectué trois mandats de député au parlement turc. Un monument qui lui est dédié orne aujourd'hui le parc « Istanbul » de Kazan.

À la 16^e conférence de l'UIP, en 1910 à Bruxelles, les parlementaires russes ont pour la première fois bénéficié du statut de membres à part entière du Conseil interparlementaire (organe dirigeant de l'UIP). La délégation russe n'a pas hésité à poser la question de la modification des Statuts de l'UIP « en vue d'élargir ses missions »⁶. Le groupe russe a proposé un amendement qui définissait avec plus de précision la fonction de l'Union. L'amendement a été approuvé, et le nouveau texte des Statuts, adopté à l'unanimité.

Le groupe russe a pris une part active aux activités de l'Union en dépêchant ses délégations à toutes les conférences. Il a rédigé un projet de convention sur la médiation dans le règlement des litiges internationaux. Ce texte signé par Ivan Efremov prévoyait de mettre en place une institution internationale permanente comprenant 20 médiateurs et 10 de leurs assistants, élus lors des conférences de paix convoquées de temps en temps. Plus tard, Efremov a été élu président de la Commission pour étudier la neutralisation des détroits et des canaux maritimes,



mise en place par l'UIP, et membre de la Commission pour une juridiction internationale et la médiation entre les États.

L'UIP et le Soviet Suprême de l'URSS (1955-1991)

Avec la fin de l'Empire russe et la création d'un nouvel État qui niait catégoriquement la succession juridique par rapport à son prédécesseur, la participation russe à l'UIP a été suspendue pendant plus de trente ans.

L'Union interparlementaire, elle, continuait de manifester son intérêt pour la participation des élus de la RSFSR et de l'URSS à ses activités et multipliait des démarches en ce sens. Ainsi, le vice-commissaire du peuple soviétique des Affaires étrangères Vladimir Dekanozov a fait état, en avril 1945, de l'invitation faite aux élus soviétiques par Carl Johan Sundström, membre du Conseil directeur de l'UIP (et futur ambassadeur de Finlande en URSS en 1945-1953), à assister à une conférence de l'Union⁷. La partie russe n'en a pas profité. Cependant un an plus tard les participants à la conférence de Copenhague, en avril 1946, ont maintes fois exprimé leur souhait de voir l'URSS participer à l'Union parlementaire⁸.

L'UIP œuvrait pour attirer le Soviet Suprême de l'URSS dans son orbite en adressant aux dirigeants du parlement soviétique message après message pour les inviter à chaque conférence de l'Union jusqu'en 1955. Cette tenacité a été récompensée : le 10 juin 1955, le président du Præsidium du Soviet Suprême de l'URSS, Klim Vorochilov a adressé une note au Comité central du PCUS sur les modalités de la formation du groupe parlementaire national de l'URSS et de l'adhésion officielle à l'Union interparlementaire. Le 29 juin 1955, les députés au Soviet Suprême ont tenu une réunion pour adopter une décision sur la formation de ce groupe national et son adhésion à l'UIP, rédiger un appel à l'ensemble des députés au Soviet Suprême de l'URSS les invitant à



adhérer au groupe parlementaire soviétique, entériner le règlement du groupe, élire un bureau provisoire du groupe parlementaire national de l'URSS et deux représentants au Conseil de l'Union interparlementaire⁹. Le groupe parlementaire soviétique est devenu membre de l'Union et a participé à la 44^e conférence interparlementaire, en août 1955 à Helsinki.

Les activités du Groupe parlementaire de l'URSS en tant que membre de l'Union interparlementaire s'articulaient en trois volets principaux : premièrement, la participation aux travaux des organes de l'Union parlementaire qui étudiaient et discutaient de problèmes internationaux pour leur trouver des solutions ; deuxièmement, l'information de la direction et des membres de l'UIP des démarches du Soviet Suprême en matière de politique extérieure et les explications de la ligne politique appliquée par l'État soviétique ; troisièmement, la promotion des échanges et le resserrement des liens avec les autres groupes parlementaires par voie d'échanges de délégations et de visites de parlementaires particuliers « dans l'intérêt d'une meilleure compréhension mutuelle et de l'amitié entre les peuples »¹⁰.

Il est à noter que le Groupe parlementaire de l'URSS ne se bornait pas à participer aux activités régulières des organes de l'UIP, mais exprimait dans ses messages la position de l'URSS sur les événements internationaux, en cherchant à y attirer l'attention des milieux parlementaires de pays étrangers. Par exemple, des lettres ont été adressées à la direction de l'Union interparlementaire, ses membres et certains élus de renom à propos de l'intervention musclée des États-Unis et de la Grande-Bretagne au Liban et en Jordanie en été 1958, de la répression violente d'une manifestation de soutien au Premier ministre du Congo belge Patrice Lumumba, en janvier 1959 à Léopoldville, etc..



Ces démarches ont été efficaces. Par exemple, en mai 1962 le Groupe parlementaire de l'URSS a fait une déclaration au sujet du Congrès mondial pour le Désarmement général et la Paix. En pointant du doigt la course aux armements qui s'intensifiait en faisant monter la tension dans le monde et en aggravant la menace d'une guerre nucléaire, le Groupe parlementaire soviétique faisait valoir la mobilisation de l'opinion publique pour arrêter la course aux armements, écarter la menace de la guerre et préserver la paix dans le monde entier¹¹. Le Congrès mondial pour le Désarmement général et la Paix qui a réuni plus de 200 parlementaires de divers pays du monde s'est déroulé à Moscou du 9 au 14 juillet 1962.

Les visites en URSS, en 1981, du secrétaire général de l'UIP Pio-Carlo Terenzio et du président du Conseil interparlementaire Rafael Caldera ont également contribué au renforcement des positions du Groupe parlementaire soviétique au sein de l'UIP¹².

Le Groupe parlementaire de l'URSS disposait de son organe périodique – Bulletin du Groupe interparlementaire de l'URSS – qui paraissait deux fois par an en langue russe.

Jusqu'à 1991, les élus soviétiques ont pris une part active aux travaux de l'ensemble des organes de l'Union interparlementaire, ont avancé des projets de résolution et adopté des déclarations sur des sujets à l'ordre du jour international. Outre le travail obligatoire dans les organes de l'Union, le Groupe parlementaire de l'URSS mettait en place, sur la base de réciprocité, des sections particulières chargées d'établir des relations avec les autres groupes parlementaires nationaux. J'estime que cette formule d'échanges interparlementaires bilatéraux sur le plateau universel qu'est l'UIP pourrait servir de modèle pour organiser notre travail au sein du Comité des Affaires internationales du Conseil de la Fédération.



L'UIP et la Russie : la 100^e conférence de l'UIP à Moscou

Entre le 7 et le 12 septembre 1998, Moscou accueillait la 100^e conférence de l'Union – pour la première fois dans l'histoire de la participation de la Russie à l'UIP. Les dates ont été fixées par le Conseil directeur en septembre 1997 au cours de la 98^e conférence au Caire, en Égypte. La conférence de Russie a réuni 1 243 délégués dont 693 parlementaires de 123 parlements membres (sur 136 membres de l'UIP à l'époque). La centième conférence a été solennellement inaugurée par le Président de Russie Boris Eltsine.

La conférence de Moscou a adopté trois résolutions : « Action énergique des parlements nationaux en l'année du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme afin d'assurer la promotion et la protection de tous les droits de l'homme au XX^e siècle » ; « L'eau : moyens de préserver, gérer et mettre en valeur cette ressource essentielle pour le développement durable » ; « La lutte contre la consommation et le trafic illicite de drogues, et contre le crime organisé ».

La 100^e session a aussi été marquée par deux événements extraordinaires dont l'un n'aurait pu être prévu par les organisateurs. Le 10 septembre, les délégués ont eu la possibilité d'assister à la première intervention publique du ministre russe des Affaires étrangères Evgueni Primakov dans sa nouvelle qualité : le matin du même jour, ce diplomate et scientifique de renom a été proposé par le président Eltsine pour le poste de chef du gouvernement.

Evgueni Primakov qui a assisté à plusieurs manifestations de l'UIP à titre de député au Soviet Suprême de l'URSS, a noté dans son discours que la tenue de la 100^e session de l'UIP à Moscou est une « preuve de soutien accordé par la communauté parlementaire mondiale aux Russes à un



moment douloureux de leur Histoire et de certitude que nous allons mettre en valeur nos immenses potentialités pour surmonter les manifestations d'une crise »¹³. « La Russie, poursuivait Primakov, ne voit pas son avenir sans renforcement ultérieur des institutions parlementaires, sans promotion des liens interparlementaires. À notre avis, c'est un gage du caractère irréversible de la démocratisation des relations internationales, de la formation d'un nouvel ordre mondial qui serve les intérêts de l'ensemble des nations et peuples ».

L'autre événement important, c'est la mise en place, le 6 septembre 1998, du groupe géopolitique *Eurasie* en présence des délégations de la Fédération de Russie, d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Biélorussie, du Kazakhstan, de Kirghizie, de Moldavie et du Tadjikistan à l'UIP¹⁴.

L'UIP et la Russie: aujourd'hui et demain

Le Conseil de la Fédération en tant que chambre de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie attache une grande importance aux activités de l'Union parlementaire qui est le plus vaste plateau international, ainsi que le plus représentatif, dédié à la promotion de la diplomatie parlementaire. D'autant plus que les activités de certaines autres organisations parlementaires internationales sont de fait paralysées par les agissements russophobes de délégations occidentales et pro-occidentales. Créée en 1889 par une poignée de parlementaires, l'Union interparlementaire est devenue l'organisation parlementaire internationale la plus représentative qui compte actuellement parmi ses membres 173 parlements et 11 organisations parlementaires internationales à titre de membres associés. Qui plus est, elle s'est montrée résistante aux tentatives de la soumettre à un diktat par un groupe de pays pour en faire l'un des vecteurs du modèle d'un monde unipolaire.



En prévision de la 137^e assemblée de l'UIP en Russie, un événement historique, le Conseil de la Fédération a adopté une Déclaration sur la participation russe aux activités de l'Union interparlementaire¹⁵.

Nous avons souscrit à l'initiative de l'Assemblée interparlementaire des pays membres de la CEI de proclamer le 30 juin la Journée internationale du parlementarisme en l'honneur de l'anniversaire de l'assemblée constitutive de l'Union interparlementaire, en 1889 à Paris. La mise en pratique de cette initiative est déjà en marche, et nous espérons de voir des démarches en ce sens à la 137^e assemblée, au palais de Tauride. Ce même palais où la décision historique sur l'adhésion de la Douma d'État de l'Empire russe à l'Union a été prise il y a plus d'un siècle. La boucle historique sera donc bouclée en octobre à Saint-Pétersbourg.

L'Assemblée de Saint-Pétersbourg adoptera, sur l'initiative de la délégation russe, la résolution « Pour 20 ans de la Déclaration universelle de la démocratie: communauté de nos diversités » qui dit qu'un modèle démocratique universel n'existe pas et que la démocratie n'est pas un privilège exclusif d'un pays ou d'une région. Le projet de résolution sera présenté par le rapporteur russe Ilias Oumakhanov, vice-président du Conseil de la Fédération.

En tirant un trait sur cette excursion détaillée dans le passé, je tiens à souligner que les groupes parlementaires de la Douma d'État de l'Empire russe, du Soviet Suprême de l'URSS et de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie sont actifs dans l'Union interparlementaire depuis plus d'un siècle (quoiqu'avec intervalles). Le nom du pays, le régime politique, les noms des délégués changeaient, mais les objectifs poursuivis restaient les mêmes en gardant leur continuité : défendre les intérêts nationaux en conformité avec les buts et principes stipulés par les Statuts de l'Union parlementaire.



La décision de tenir une assemblée de l'Union interparlementaire à Saint-Pétersbourg, du 14 au 18 octobre 2017, est un succès incontestable du mouvement interparlementaire et de la majorité des États qui aspirent à édifier les relations internationales sur les bases de l'égalité en droits, de la démocratie, du respect et de la prise en compte des intérêts mutuels.

Nous allons mettre tout en œuvre pour que la 137^e assemblée de l'UIP se déroule à un niveau élevé d'organisation, dans l'ambiance d'un échange de vues ouvert entre tous les membres du forum sans exception afin de contribuer à mettre en valeur la démocratie, le dialogue interculturel, interconfessionnel et interethnique.

-
1. Cf.: *Constantin Kossatchev : L'Union interparlementaire : la montagne, va-t-elle accoucher d'une souris, ou l'ingérence dans la non-ingérence ? // La Vie Internationale*, digest 2016, p. 9-22.
 2. Cité d'après : V.L. Chvetsov : *Mejparlamentski soyouz*. [L'Union interparlementaire.] Moscou, éd. Mejdounarodnyé otnochenya, 1969, p. 15.
 3. Archives historiques nationales de Russie, fonds 1278, inventaire 1-1, carton 11, folio 1-3.
 4. *Idem*, folio 4.
 5. *Idem*, carton 201, folio 1 verso.
 6. Rapport du président du groupe russe à l'UIP, Ivan Efremov, sur la participation à la 16^e conférence de Bruxelles // Archives d'État de la Fédération de Russie, fonds 927, inventaire 1, carton 6, folio 1.
 7. Archives d'État de la Fédération de Russie, fonds 7523, inventaire 65, carton 120, folio 1.
 8. *Idem*, inventaire 46, carton 26, folio 1-2.
 9. *Idem*, inventaire 107, carton 64, folio 1.
 10. V.L. Chvetsov : *Op. cit.*, p. 123-124.



11. *Bulletin du Groupe interparlementaire de l'URSS à l'Union interparlementaire*, 1962, n° 12, p. 17.
12. Cf.: E.L. Kouzmine : *Mejdou prochlym i boudouchchim*. Jiznennye vpetchatlenia. [*Entre le passé et l'avenir. Impressions de la vie.*] Moscou, éd. Iourist, 2014, p. 340-350.
13. *Matériaux des conférences de l'Union interparlementaire, 1966-1999*, Moscou, éd. de la Douma d'État, 2001, p. 226.
14. *Idem*, p. 218–219.
15. *Texte intégral de la Déclaration du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie sur la participation russe aux activités de l'Union interparlementaire, adoptée par l'arrêté du Conseil de la Fédération datant du 19 juillet 2017*, n° 236-CΦ, Cf.: <http://council.gov.ru/activity/documents/82714/>

Mots-clés: Union interparlementaire (UIP), 137^e assemblée de l'Union interparlementaire de Saint-Pétersbourg (14-18 octobre 2017), Douma d'État de l'Empire russe, Assemblée interparlementaire de la Communauté des États indépendants, diplomatie parlementaire.



L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE DÉBOUCHERA SUR UN SYSTÈME CYBER-ÉCONOMIQUE

La crise mondiale qui se traduit par un chaos croissant engendre de nouveaux problèmes que la civilisation n'a jamais connus. Il est impossible de résorber la crise en recourant, comme d'habitude, à l'organisation d'hostilités à l'échelle planétaire. L'exportation d'expériences sociales a des conséquences tragiques dont la dégradation sociale, notait le président russe Vladimir Poutine dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il estime que pour résoudre les problèmes qui se posent devant le monde, il faut absolument passer à l'économie numérique qui « crée un nouveau paradigme du développement de l'État, de l'économie et de la société dans son ensemble » en utilisant des technologies de l'information pour augmenter l'efficacité des décisions administratives¹. Deux

**ELENA
VEDOUTA**



Chef du département de la planification stratégique et de la politique économique à la faculté de l'administration publique de l'Université d'État de Moscou Lomonossov, professeur, docteur d'État en économie

veduta@list.ru



approches foncièrement différentes sont appliquées à l'édification de l'économie numérique.

L'économie numérique éclectique – «Big Data», ou « l'économie des données »

Le concept qui fait actuellement l'objet de débats publics se base sur la vision éclectique de l'économie numérique en tant qu'ensemble de vecteurs développés par statisticiens, ingénieurs et informaticiens : « Big Data », intelligence artificielle, branches et villes « intelligentes », finance numérique (Fintech), technologies de modélisation (BIM), administration en ligne (E-Gov), « internet des objets », etc. L'implantation spontanée des branches de l'économie numérique peut être efficace en réduisant les coûts pour certains agents, mais *elle ne le sera pas face aux dépenses publiques* et ne pourra pas résoudre le problème du *développement durable et proportionné de l'économie mondiale*. Pour y arriver, il ne faut pas s'appuyer sur les statistiques de « Big Data », mais sur un modèle économique-mathématique scientifique pour former une plate-forme des technologies de l'information qui définisse l'interaction entre les plates-formes sectorielles et régionales en temps réel, ainsi que les normes de collecte des informations de base (« Big Data ») pour se mettre sur la voie d'une croissance durable.

Le gouvernement russe a entériné par son arrêté du 28 juillet 2017 (n° 1632-p) le programme « Économie numérique dans la Fédération de Russie » (appelé ci-après Programme) qui assigne pour objectif la création d'un environnement de l'économie numérique en Russie. Il s'agit d'utiliser des données numériques pour garantir une interaction efficace entre les entreprises, les écoles, l'administration et la société. L'économie numérique est déclinée en trois niveaux : secteurs économiques rassemblant leurs agents (fournisseurs et consommateurs de marchandises,



travaux et services) ; plates-formes et technologies formant des compétences pour développer les branches de l'économie ; environnement pour réunir des conditions propices au développement des plates-formes et technologies et à une interaction efficace entre les agents économiques. Cet environnement inclut la régulation normative, les infrastructures de l'information, les ressources humaines et la sécurité informatique. Les auteurs du Programme précisent que ce dernier est focalisé sur les deux niveaux inférieurs de l'économie numérique, puisque la définition des tâches et objectifs du développement des institutions, tels que la régulation normative, la formation de compétences, l'éducation et des progrès technologiques, leur permettra automatiquement d'atteindre l'objectif de l'économie numérique².

L'analyse du Programme a permis de révéler l'absence d'un modèle économique-mathématique scientifique de l'organisation de l'économie numérique. Au fait, les auteurs se bornent à l'organisation de l'économie numérique sur la base d'une avalanche de données statistiques – « Big Data ». Ils estiment « naïvement » qu'en inventant des normes (lesquelles?) et en collectant des données statistiques (lesquelles?), ils feront les agents économiques coopérer efficacement, et un miracle va se produire – le bien-être des citoyens va augmenter et la nation passera à un nouveau paradigme de son développement.

Faire l'amalgame entre l'économie numérique et « Big Data » est une tendance populaire chez les informaticiens, les mathématiciens passionnés de la création du modèle économique-mathématique et les statisticiens qui utilisent certaines corrélations entre statistiques pour créer des modèles économétriques. Cette utilisation de « Big Data » pour la création de nouveaux modèles informatiques, mathématiques et économétriques, ainsi que l'extension de « Big Data », peuvent être infinies et n'avoir aucun rapport



avec la solution de problèmes économiques, tout en augmentant les dépenses de routine des entreprises pour la collecte d'informations inutiles.

Cette approche informatique de la solution des problèmes économiques n'est pas nouvelle. Il s'agit de répéter les erreurs du Système national de traitement automatisé de données dont l'implantation a coûté une fortune. Or, on a dû finalement procéder sur place au calcul « manuel », non automatisé, de statistiques transmises à l'échelon supérieur qui utilisait les « Grandes données » pour certains modèles économétriques de prévision qui extrapolaient des tendances existantes de développement économique³. Une telle approche ne correspond pas aux objectifs de l'économie numérique qui est censée organiser une interaction efficace entre les agents économiques et le Centre *en temps réel*. Sous cet angle de vue, la collecte de données statistiques « Big Data » et les modèles économétriques qui les utilisent pour procéder à certains calculs, sont « morts ». Il importe de ne pas oublier l'expérience négative du Système nationale de traitement automatisé de données.

Or, les erreurs du passé peuvent être oubliées s'il est possible d'en tirer un avantage. Les débats actuels sur l'économie numérique se distinguent par une grande quantité de visions différentes. Elles ont en commun la relation entre l'économie numérique et une multitude de statistiques collectées sur la production de marchandises et de services, l'implantation indispensable des technologies de l'information modernes pour assurer la surveillance et le contrôle, l'automatisation des calculs, du flux documentaire, de la prestation de services, etc.

Puisque un modèle économique-mathématique scientifique ne fait pas partie de l'arsenal des outils à la disposition d'organisations économiques internationales, « Big Data », définies par les normes des comptes nationaux de l'ONU,



sont des statistiques contenant des calculs répétitifs et des déséquilibres. Ces données inexactes sont ensuite utilisées par la Banque mondiale et des gouvernements nationaux pour faire des prévisions économiques sur la base de modèles économétriques « morts » négligeant la réaction des sources de l'information pour organiser une coopération entre les entreprises, l'État et la société en temps réel avec utilisation des technologies de l'information pour sortir de la crise. Vu que le concept de l'économie numérique en tant qu' « économie de données » à des fins statistiques est connu depuis l'époque de William Petty* et que les premières normes internationales des Nations Unies ont été introduites en 1953 pour procéder à plusieurs calculs économétriques, *il ne s'agit pas de passage à l'économie numérique en tant que nouveau paradigme*. Toutes les autres normes internationales adoptées par les Nations Unies n'ont fait qu'élargir « l'économie de données », y compris celles de 2008⁴. Par conséquent, les modèles économétriques de la Banque mondiale continuent de proliférer sans pouvoir résoudre les problèmes liés à la crise.

En juin 2017, le Centre analytique auprès du gouvernement russe a lancé un débat sur les chances d'introduire l'économie numérique en Russie⁵. Il a été noté qu'un concept unique de l'économie numérique n'existe pas et que chaque pays suivait sa voie, tout en prenant en considération l'expérience acquise par d'autres pays. Vu l'absence d'une notion scientifique de l'économie numérique, même chez les experts de la Banque mondiale, des avis subjectifs se substituent à des méthodes scientifiques lorsqu'il s'agit d'évaluer la préparation de pays à l'économie numérique.

* William Petty faisait des calculs et comparait des données statistiques dès le XVII^e siècle, par exemple, en comparant la population du globe à diverses époques, les richesses relatives de divers pays, etc., en se basant sur des études quantitatives et des données qu'il collectait, spéculatives ou imprécises.



Les technologies de l'information sont un mécanisme technique, un outil pour mettre en œuvre l'économie numérique. La création des technologies de l'information et du matériel « intelligent », la numérisation des finances, des services électroniques et de la gestion des transports sont l'apanage d'ingénieurs et d'informaticiens. Les technologies de l'information peuvent s'avérer efficaces pour certains agents économiques qui les utilisent pour réduire leurs dépenses, mais non pour *les dépenses publiques*. La solution de problèmes techniques ou mathématiques à l'aide de superordinateurs, « Big Data », chaîne de blocs, engins « intelligents », branches et villes « intelligentes », Fintech, technologies de modélisation (BIM), l'administration électronique, le puçage humain, etc. ne sont pas à même de résoudre le problème économique crucial – celui du *développement économique proportionné* (lorsque les besoins publics et les potentialités de production sont en équilibre) pour faire sortir la civilisation de la crise économique mondiale et garder la situation en main.

La crise mondiale ne peut pas être arrêtée à cause du développement économique disproportionné ou du déséquilibre entre le développement des secteurs économiques et les besoins de leurs clients – foyers, l'État, exportateurs. Ce déséquilibre se traduit par l'insatisfaction des besoins des consommateurs, la hausse du taux de pauvreté, la faillite des PME travaillant pour les foyers et leur absorption par des grandes entreprises. Le déséquilibre et l'inflation chronique et générale, lancée en prévision de la Première guerre mondiale et qui se poursuit jusqu'à présent, s'accompagnent de la centralisation du capital mondial, de l'augmentation du taux de la pauvreté, d'une avancée du terrorisme international, de la dégradation de l'environnement et de la civilisation avec destruction d'États et de la civilisation dans son ensemble.



Pour progresser vers une société nouvelle qui utilise les acquis de l'économie numérique pour la prospérité des nations et un développement harmonieux des individus, il faut un modèle économique-mathématique scientifique basé sur des lois économiques objectives qui ont été découvertes par Karl Marx dans son « Capital ». Son développement doit être confié à la *science économique* qui étudie les lois objectives du développement économique et à la *cybernétique économique* qui utilise ces connaissances pour créer une *économie cybernétique*. Il doit avoir pour noyau dur un modèle économique-mathématique « vivant », scientifiquement fondé, qui permette de collecter et traiter des données économiques en utilisant des technologies de l'information en temps réel pour rendre la gestion plus efficace. Les informaticiens fourniront des outils techniques à ce système d'économie cybernétique.

Les stratégies numériques des États

Comme n'importe quelle autre crise mondiale, celle actuelle aboutira à une rénovation de la production sur une nouvelle base matérielle et technique. Nous sommes à l'aube de *l'ère de l'économie numérique – celle des outils « intelligents » et de l'implantation des technologies de l'information ultramodernes pour gérer l'« économie des données »* aux frais des nations victimes qui importent des investissements étrangers pour développer leurs infrastructures (notamment numériques) et grâce aux spéculations financières, pour assurer la transition de l'Occident vers un nouveau type d'économie. « Ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins ce que l'on fabrique, que la manière de fabriquer, les moyens de travail par lesquels on fabrique »⁶. Cependant le rôle décisif dans la définition d'une époque économique appartient aux outils mécaniques qui agissent sur l'objet du



travail en augmentant la productivité du travail et non aux moyens qui servent de conditions de la production (locaux, routes, conduites, etc.). C'est la numérisation de l'économie qui aggravera davantage la concurrence déjà acharnée entre les États qui luttent pour la survie. Voilà pourquoi les stratégies et programmes de développement de l'économie numérique sont au centre d'attention des chefs d'État et de la communauté scientifique.

La stratégie *britannique* stipule sans ambages que le pays se propose de devenir un leader mondial de la formation d'*un cyberspace mondial* pour garantir la prospérité nationale grâce à l'augmentation de la productivité du travail, à la création à l'avenir de nouveaux emplois de qualité hautement rémunérés et pour permettre aux citoyens de vivre en sécurité et de travailler en ligne⁷.

Normalement, le terme *cyberspace* désigne un milieu virtuel créé par l'interconnexion mondiale des ordinateurs, notamment au moyen d'Internet, et qui sert à créer des *cybersystèmes* qui imitent le comportement d'objets réels réagissant à l'impact de la gestion et aux phénomènes extérieurs en temps réel*. Pour faire en sorte que les cybersystèmes virtuels adoptent le comportement de systèmes matériels, leurs développeurs doivent prendre en compte des lois objectives de l'évolution des systèmes matériels. Ainsi, les utilisateurs des cybersystèmes pourront agir sur des objets matériels en conformité avec des lois objectives (par exemple, la loi de la gravitation, les lois de la réfraction pour ce qui est de la physique, etc.)**. Puisque l'économie a ses lois objectives, pour une gestion efficace de l'économie il faut que *l'économie numérique soit considérée*

* William Gibson, un écrivain américain, en explique le concept dans son premier roman de science-fiction, « Neuromancien ».

** Les utilisateurs d'univers virtuels ont plus de possibilités, à des fins récréatives, que dans la vie réelle (par exemple, créer n'importe quel objet, etc.).



comme un cybersystème économique basé sur un modèle économique-mathématique scientifiquement fondé et qui prend en compte des lois économiques objectives.

En l'absence d'un modèle économique-mathématique scientifique qui serve de base à un cybersystème économique, la Grande-Bretagne se propose, à l'instar d'autres pays, de développer « Big Data », afin d'augmenter le potentiel de l'utilisation des données statistiques dans l'économie et la confiance du public envers cet outil. Néanmoins, la stratégie ambitieuse de la Grande-Bretagne s'inspire du leadership de ce pays dans la finance mondiale, il a des avantages concurrentiels dans le domaine de l'intelligence artificielle utilisée par les entreprises et les consommateurs, ainsi que de la *Fintech* qui réunit des compagnies utilisant des technologies de l'information sur le marché des services financiers via Internet et rivalisant avec les institutions financières traditionnelles (banques, bourses, etc.).

Les *États-Unis* utilisent les technologies numériques pour devenir *leader du commerce international*. En 2014, les États-Unis ont déjà exporté \$400 mds sous forme de prestation de services numériques, ce qui constitue plus de la moitié de l'ensemble des exportations des services américains et environ un sixième du PIB national. Vu que la compétitivité et la croissance économique dépendent entièrement des performances de l'économie numérique, un programme intersectoriel « Economie électronique » a été élaboré⁸. Aux termes de ce programme, les États-Unis s'occuperont de la promotion d'Internet en tant que plate-forme universelle des communications, du commerce, de l'auto-expression et des innovations. Pour aider les PME à augmenter leurs exportations via des chaînes américaines du commerce électronique, les États-Unis ont lancé un programme pilote « L'Attaché numérique » qui favorisera le développement de l'économie numérique dans ce pays.



Un développement accéléré de l'économie numérique est également un objectif de *Singapour*, un des leaders, aux côtés des États-Unis, de la numérisation de l'économie⁹ et la sixième économie innovante du monde selon le Global Innovation Index (GII) 2016¹⁰. D'après une déclaration du gouvernement, ce pays aspire à devenir une nation « intelligente »¹¹. Cette « intelligence » ne se résume pas à une simple implantation des technologies de l'information, mais à leur utilisation par la société pour améliorer la qualité de la vie des résidents. Le gouvernement a mis en place à cet effet une équipe chargée de coordonner les actions du gouvernement, des secteurs économiques et de la société en matière de technologies numériques¹². Singapour cite parmi ses avantages concurrentiels en matière d'économie numérique une présence importante du capital à risque et de transnationales financières dans une ville-État de petites dimensions mais connecté au monde entier, ce qui permettra d'effectuer des essais rapides et efficaces en vue de trouver des solutions et de les concrétiser.

La Chine a réalisé de grands progrès dans la production du matériel électronique sophistiqué. La part du commerce électronique (via les boutiques en ligne) dans le chiffre d'affaire du commerce de détail national se montait à 8,4 % en 2014, soit la troisième place après la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Pour remédier au *déséquilibre économique* qui, selon les experts, mène dans l'impasse, la direction chinoise a adopté un plan décennal de réindustrialisation du pays en considérant l'édification de l'économie numérique (économie « intelligente », *économie en ligne*) comme le salut de l'économie. Aux termes de ce plan, la Chine doit se transformer avant 2049 de l'usine mondiale en laboratoire planétaire. Internet et le développement continu de l'industrie informatique nationale sont deux vecteurs de développement privilégiés pour garantir la sécurité stratégique¹³.



La Russie occupe la 41^e position dans l'indice international du degré de préparation des réseaux nationaux à l'économie numérique¹⁴. Le programme russe est focalisé sur le règlement juridique des relations dans le cadre de l'économie numérique, la formation des ressources humaines, la création avant 2024 d'au moins dix compagnies leaders en matière de traitement automatisé de bout en bout, compétitives sur le marché mondial. À la différence des programmes de développement de l'économie numérique des premiers pays du monde, qui définissent leurs avantages concurrentiels pour assurer un leadership mondial dans un ou plusieurs domaines de l'économie numérique universelle, le programme russe ne traduit pas l'aspiration de la Russie en tant qu'État unique à devenir un leader mondial de l'économie numérique. Cela contredit *l'Initiative technologique nationale* formulée le 4 décembre 2014 par Vladimir Poutine dans son message au parlement et visant à former des marchés foncièrement nouveaux en vue de réunir des conditions pour un *leadership technologique mondial de la Russie avant 2035*.

Une conférence sur l'implication des experts et académiciens russes dans la mise en œuvre de l'Initiative technologique nationale a révélé que ses participants en étaient incapables. Dmitri Peskov de l'Agence des initiatives stratégiques a préconisé de faire quelque chose, notamment de bâtir « Big Data ». En faisant remarquer que tous les nouveaux marchés, de l'agriculture aux technologies spatiales, sont en fait des réseaux où les intermédiaires sont remplacés par des logiciels de gestion, il a dit que la Russie devait accéder aux nouveaux marchés pour y rejoindre le peloton de tête¹⁵. En critiquant l'Académie des sciences de Russie pour l'absence de l'orientation sur l'Initiative technologique nationale, un assistant du Président, Andreï Beloousov, est arrivé à la conclusion que cette fonction était partiellement



remplie par le programme de l'économie numérique (en ce qui concerne le développement du traitement direct de « Big Data », etc.) et que l'Académie des sciences devait maîtriser un langage commun qui réunit ceux des sciences et des technologies¹⁶.

Il y a tout lieu de critiquer les académiciens pour l'absence d'orientation pratique de leurs recherches. Cependant il ne faut pas entraîner l'Académie dans la réalisation d'un programme qui est en fait antiscientifique. Le fameux développement exponentiel de l'économie des réseaux signifie une augmentation du nombre d'intermédiaires dans la chaîne reliant les consommateurs aux producteurs, ce qui ne signifie pas une augmentation de l'utilité. Dmitri Peskov et Andreï Beloousov ont tort d'affirmer que certains projets et technologies de traitement direct seraient capables de garantir automatiquement un développement équilibré de l'économie nationale par branches et par régions pour améliorer la qualité de la vie.

Pire : *l'approche réseau* imposée par le programme, qui nie la fonction coordinatrice de l'État, rejette la Russie dans un passé historique lointain, celui de l'anarchie et de l'économie primitive. Le programme devient un nouvel instrument de coordination des intérêts de divers groupes en vue d'insérer l'économie numérique nationale dans l'espace numérique mondial qui est formé par les pays leaders et où la Russie sera sacrifiée au progrès technique de ces pays.

Cependant la poursuite de la crise mondiale accompagnée de l'extension de « Big Data » et de la pression en faveur des intérêts des technocrates aura pour résultat une *société robotisée sans gouvernement* dans les pays leaders, avec un chômage de masse et une dégradation des utilisateurs de l'économie numérique, remplacés par des robots. Les gens seront accro à Internet et toucheront un « revenu de base inconditionnel »¹⁷, l'esclavage numérique cèdera la place à



un ordre social primitif numérisé. Les experts de ces pays espèrent que l'implantation de l'économie numérique se soldera par une plus grande utilisation de la planification économique au niveau national. John Thornhill de la section des Innovations du *Financial Times* note dans un article qu'il est possible d'utiliser des plates-formes numériques nationales pour planifier la production, la distribution et la consommation des biens, se référant à Jack Ma, le fondateur d'*Alibaba* (le géant chinois du commerce en ligne), qui a dit que « Big Data » ferait le marché plus « intelligent » en permettant de planifier et prévoir des forces du marché afin d'accéder finalement à l'économie planifiée¹⁸.

Cependant, en l'absence d'un modèle économico-mathématique scientifique qui organise l'économie numérique pour le bien-être des nations (de la communauté mondiale), la recherche d'un modèle de l'économie planifiée sur la base de « Big Data » de formation spontanée risque de s'éterniser et de répéter les erreurs du SNTAD soviétique, mais à l'échelle planétaire.

Les gens qui sont de plus en plus souvent remplacés par des robots, ne doivent pas chômer et se dégrader. Il faut leur donner du travail en utilisant les technologies de l'information modernes pour calculer le trajectoire du développement proportionné de la production publique en mettant à contribution toutes les ressources du temps de travail pour améliorer la vie. C'est alors que l'expérience soviétique en matière de planification économique retrouvera toute sa valeur.

Une économie numérique scientifique – un cybersystème économique, ou la cyberéconomie

La révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle a été marquée par l'apparition de machines utilisant plusieurs



outils mécaniques à la fois pour dépasser les moyens limités de l'homme, ce qui a engendré une productivité du travail inouïe. Au fait, elle a commencé par *l'automatisation des processus technologiques*, « laissant à l'homme, à côté de la nouvelle besogne, de surveiller la machine et d'en corriger les erreurs de sa main, le rôle mécanique de moteur »¹⁹. Le développement de la production mécanique a abouti à une révolution sociale qui a imposé un mode de production capitaliste en tant que système de relations économiques avec sa base matérielle. L'apparition de machines-robots qui manient des outils mécaniques marque la transition au degré supérieur de l'automatisation de la gestion des processus technologiques.

La production est un ensemble de processus matériels (gérés) et informatiques (gérants)²⁰. Ces processus matériels et informatiques sont séparés dans l'espace et dans le temps. Cette séparation devient de plus en plus nette au fur et à mesure du développement de la production lorsque les informations de la dernière heure sur l'état de l'objet géré à un moment précis et le but de la gestion rendent plus compliqué le choix des actions gérantes. Si les sciences naturelles et techniques ont pour tâche de découvrir des lois régissant les processus matériels, l'étude des lois régissant les processus informatiques dans les systèmes de gestion utilisant des ordinateurs n'a commencé qu'au milieu du XX^e siècle. Une science nouvelle – *cybernétique* – a alors fait son apparition. Elle s'articule sur trois volets : biologie, technique et économie.

La cybernétique technique étudie et crée des systèmes techniques basés sur des principes généraux de la cybernétique où les systèmes de l'information sont au service de l'homme qui manipule un objet matériel. La *cybernétique économique* étudie la gestion de la production publique du point de vue d'une coordination efficace des activités des agents économiques visant à améliorer la qualité de vie.



La réalité de la gestion de la production publique est la suivante : une plus grande ampleur de la production avec la complication des relations économiques à l'échelle nationale (ou mondiale) multiplie les informations qui parviennent au niveau supérieur de la gestion, ce qui complique leur traitement en vue d'adopter des décisions efficaces. À un moment donné, les efforts dépensés pour gérer les processus informatiques dépassent ceux dans le secteur réel de l'économie. Les personnels administratifs toujours plus nombreux fournissent davantage de données erronées en compromettant les chances de prendre des décisions optimales, le centre de gravité se déplace de la gestion directe de la production à la gestion du personnel administratif et du flux documentaire (rédactions de fiches techniques et rapports, débats et concertation des décisions, etc.) En fin de compte, le système devient ingérable, et on se voit obligé de passer à la gestion manuelle.

Pour contenir la croissance du personnel administratif et améliorer le contrôle de l'exécution des tâches assignées, des technologies de l'information sont utilisées pour une gestion automatique du flux documentaire. Cependant la croissance chaotique de « Big Data » donne plus de travail au personnel qui augmente ses effectifs – et le flux documentaire. Pour trouver une issue de ce chaos informatique et augmenter l'efficacité de la gestion de l'économie, il faut implanter un cybersystème économique qui coordonnerait en temps réel les activités des agents économiques en vue de concrétiser les objectifs du développement. L'implantation du cybersystème économique marquera le début d'une *révolution administrative*, autrement dit une *cyberrévolution*.

Il est à noter que dès les années 1950 aux États-Unis, lorsque les personnels administratifs étaient en pleine croissance dans tous les pays, certaines fonctions administratives ont été automatisées (par exemple, les



ordinateurs étaient utilisés en comptabilité, pour calculer les salaires, dresser un cahier des charges, etc.) L'augmentation drastique du nombre des administrateurs a pu être contenue aux États-Unis grâce à ce procédé. En URSS, l'automatisation de la production a débuté avec un retard, dans les années 1960. Mais si les Américains se sont bornés aux grandes compagnies, les Soviétiques ont été les premiers à formuler un objectif ambitieux de créer un Système national de traitement automatisé de données, ce qui aurait permis d'améliorer sensiblement la gestion de l'économie nationale pour garantir, en fin de compte, la victoire soviétique dans la guerre froide. Nous avons déjà dit plus haut que le Système national de traitement automatisé de données a fait long feu parce que ses auteurs privilégiaient les enjeux techniques par rapport à ceux économiques. Le projet *Cybersyn* de Stafford Beer, célèbre cybernéticien et philosophe, qui l'a soumis au président chilien Salvador Allende pour briser le carcan bureaucratique, a échoué pour la même raison. L'objectif du projet a été défini d'une manière qui supposait le recours aux mesures institutionnelles, ce qui l'a voué à l'échec.

Malgré l'insuccès du Système national de traitement automatisé de données et les erreurs de l'économie planifiée, l'URSS gagnait de l'expérience en matière de création de plans « vivants » « dépenses – production » qui prenaient en considération les relations entre tous les niveaux de l'administration économique, qui allaient dans les deux sens, pour assurer un développement proportionné de l'économie dans le contexte du plein emploi et visant le bien-être des nations.

La pensée économique et technique en URSS se donnait pour objectif de résoudre les problèmes de la planification « vivante ». Les scientifiques soviétiques ont enregistré d'énormes progrès sur cet axe en avançant de loin les théoriciens occidentaux. C'est en URSS que la « Cybernétique



économique », si nécessaire aujourd'hui pour créer une économie numérique scientifiquement fondée et sortir de la crise mondiale, a vu le jour. Les principes et méthodes de la cybernétique économique visant à créer un cybersystème économique ont été explicités pour la première fois par Nikolai Vedouta dans son livre « Cybernétique économique ». C'est lui qui a développé un modèle dynamique de l'équilibre intersectoriel²¹ formant le noyau dur du cybersystème économique, qui prend en compte des lois objectives du développement de la production publique.

Ce modèle est un système d'algorithmes directs et inverses qui coordonnent itérativement les calculs « dépenses – production » de l'ensemble des branches et secteurs de l'économie pour une réponse efficace des producteurs aux commandes des consommateurs (foyers, État, exportateurs) en temps réel. Ce modèle a pour but de rendre la production nationale proportionnée et efficace, d'optimiser la structure du produit fini du point de vue de son utilité (qualité de vie), ce qui suppose l'inclusion dans ce modèle d'informations sur la dynamique des prix de l'équilibre du marché de consommation à titre de retour. Ce modèle imite l'action de la loi des coûts comparatifs, à savoir réunit des conditions où cette loi n'opère pas en tant que régulateur *spontané*, c'est-à-dire que la cause principale de la crise (développement économique disproportionné) est éliminée.

Le calcul systémique des indices de l'équilibre intersectoriel permet de se débarrasser des calculs répétitifs présents dans le système des comptes nationaux des Nations Unies et traduit les mouvements de l'ensemble des recettes et dépenses dans l'économie nationale. La différence cruciale du *modèle dynamique de l'équilibre intersectoriel* des modèles économétriques consiste à décrire le mouvement de l'économie à partir de son état initial vers la direction fixée par les consommateurs sous forme d'un système d'algorithmes directs



et inverses qui précisent les demandes des consommateurs en fonction des possibilités des producteurs, notamment compte tenu de leurs offres concernant les nouvelles technologies, en temps réel. Voilà pourquoi ce modèle économique-mathématique sert de base au cybersystème économique. Il est mis en œuvre grâce aux investissements publics qui peuvent être complétés d'investissements privés (partenariat public-privé). En faisant ses calculs, le modèle distribue les investissements parmi les branches de l'économie, définit la hausse maximale de la liquidité réelle du rouble grâce à l'optimisation de la structure du produit fini destiné au marché de consommation et un modèle dynamique de l'équilibre intersectoriel planifié.

Lancé en 1917, le projet « URSS » visant à créer une économie sciemment organisée qui assure la prospérité de la nation, a pris fin en 1991. La direction du pays a négligé l'importance de la science de la gestion – la cybernétique économique – pour une gestion efficace de « l'entreprise » URSS. En privilégiant les branches principales du complexe militaro-industriel, en ignorant le retour sous forme des prix de l'équilibre qui informaient les producteurs des préférences des consommateurs, ne pouvant plus réagir à l'apparition de nouvelles technologies et aux variations de la demande, l'économie soviétique a plongé dans une crise aggravée par la réforme du système d'administration qui augmentait le chaos informatique.

En adoptant, au début des années 1990, un nouveau modèle économique qui prévoyait de renoncer à la planification, la Russie a bloqué la cyberrévolution lancée en URSS, ce qui a produit un impact négatif sur les progrès de la civilisation dans son ensemble. Au lieu de la planification « vivante » « dépenses – production », tous les pays utilisent actuellement des méthodes monétaires qui servent les cycles « inflation – déflation » dans l'intérêt de la centralisation du capital mondial



et recourent aux évaluations subjectives pour distribuer les fonds budgétaires en encourageant ainsi la corruption. La communauté mondiale perd du temps en discussions sur les problèmes économiques et l'implantation de « Big Data » éclectique.

Adoptée en juillet 2017, la Déclaration du G-20 apporte son soutien aux activités de surveillance de l'OMT, de la CNUCED et de l'OCDE, ainsi que des activités de la BM et du FMI pour resserrer la coopération commerciale et d'investissement. La transformation numérique serait une locomotive de la croissance mondiale durable et innovante en contribuant à la réduction des inégalités et à la réalisation des objectifs du développement durable avant 2030. Voilà pourquoi les Vingt se sont engagés à approvisionner leurs populations en « communications numériques » avant 2025, en saluant tout particulièrement le développement des infrastructures de l'économie numérique dans les pays à faible revenu²².

L'Histoire montre que pour sortir d'une crise, l'État (ou un bloc d'États) doit durcir son impact sur la coordination de l'économie. L'avenir appartient à ceux qui réaliseront la cyberrévolution qui « fait sonner toutes les cloches » pour renverser la tendance mondialiste. La Russie a des avantages concurrentiels dans ce domaine, à savoir ses acquis en matière de cybersystème économique et une base technique et administrative pour son implantation sous forme d'un réseau de centres administratifs pour être la première à réaliser une cyberrévolution. Tous les pays du monde – les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Chine et autres – pourraient en tirer profit, puisque sans cybersystème économique, aucun pays du monde ne sortira jamais de la crise mondiale. Cette économie numérique peut être considérée à juste titre comme un nouveau paradigme du développement de l'État, de l'économie et de la société où un Gosplan « intelligent »



soit utilisé par un gouvernement « intelligent » à des fins du progrès technique et culturel.

Vu la nécessité d'implanter l'économie numérique en tant que nouveau paradigme pour changer le vecteur de la mondialisation, il faut procéder aux débats publics sur un modèle économique-mathématique scientifique qui servirait de base à une économie numérique mondiale et non seulement nationale. Ces débats doivent aboutir à la création d'une cellule de réflexion pour implanter un cybersystème économique, mettant à contribution les développeurs d'un modèle économique-mathématique scientifique, des chercheurs éminents et des spécialistes de tous les secteurs économiques, notamment les experts en informatique, en statistiques économiques, en comptabilité, en finance et en droit. Cette cellule de réflexion est censée élaborer des méthodes mathématiques, informatiques et administratives pour implanter le cybersystème économique dans l'administration publique et former des ressources humaines capables de travailler dans les conditions de l'économie numérique.

1. Discours de Vladimir Poutine à la réunion plénière du Forum économique international de Saint-Petersbourg en 2017 // http://eaneews.ru/news/policy/Vladimir_Putin_vystupil_na_Peterburgskom_ekonomicheskome_forume_STENOGRAMMA_02_06_2017/
2. File:///C:/Users/Администратор.000/Desktop/Международная%20жизнь/программа%20ЦЭ.pdf
3. *Veduta E.* The intrasystemic correction of the global economic model // Міжнародний науковий журнал «Математичне моделювання в економіці», Київ, квітень-червень, 2015. № 2 (3).
4. *Système des comptes nationaux 2008 / Commission des Communautés européennes, FMI, OCDE, ONU, Banque mondiale*



- // le site Internet des Nations Unies, 2012 // <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008Russian.pdf>
5. <http://ac.gov.ru/events/013543.html>
 6. Karl Marx : Le Capital, Moscou, Éditions du Progrès, tome I, 1982, p. 180. Cf. : *Idem*, note 5. «Bien que les histoires écrites jusqu'ici témoignent d'une profonde ignorance de tout ce qui regarde la production matérielle, base de toute vie sociale, et, par conséquent, de toute histoire réelle, on a néanmoins, par suite des recherches scientifiques des naturalistes qui n'ont rien de commun avec les recherches soi-disant historiques, caractérisé les temps préhistoriques d'après leur matériel d'armes et d'outils, sous les noms d'âge de pierre, d'âge de bronze et d'âge de fer».
 7. <https://www.gov.uk/government/publications/uk-digital-strategy/uk-digital-strategy>
 8. Alan Davidson, Director of Digital Economy, Commerce Department Digital Economy Agenda, May 2016 // https://www.ntia.doc.gov/files/ntia/publications/alan_davidson_digital_economy_agenda_deba_presentation_051616.pdf
 9. <http://bit.samag.ru/uart/more/67>
 10. <http://inno-mir.ru/news/64-2015-12-03-10-07-34/341-global-innovation-index-2016>
 11. <https://www.smartnation.sg/about-smart-nation>
 12. <https://www.gov.sg/news/content/smart-nation-and-digital-government-group-office-to-be-formed-under-pmo>
 13. V. Choultsseva : *Tsyfrovaïa ekonomia Kitaïa*. [L'économie numérique en Chine.] // <http://www.lastmile.su/journal/article/4702>
 14. <file:///C:/Users/Администратор.000/Desktop/Международная%20жизнь/программа%20ЦЭ.pdf>
 15. <http://www.sib-science.info/ru/ras/tekhnologicheskaya-initsiativa-07062017>
 16. <https://nangs.org/news/members/rukovoditel-its-compmechlab-aleksej-borovkov-vystupil-v-prezidiume-akademii-nauk-na-soveshchanii>



- po-vovlecheniyu-nauchnogo-i-ekspertnogo-potentsiala-ran-v-realizatsiyu-natsionalnoj-tekhnologicheskoy-initsiativy
17. Guy Standing : *Précariat: Les dangers d'une nouvelle classe* // <http://fictionbook.ru/static/trials/09/00/36/09003651.a4.pdf>
 18. John Thornhill : *The Big Data revolution can revive the planned economy* // Financial Times, 04.09.2017
 19. Karl Marx : *Op. cit.*, p. 360.
 20. N.I. Vedouta : *Ekonomitcheskaja kibernetika*. [Cybernétique économique.] Minsk, éd. Naouka i tekhnika, 1971.
 21. E.N. Vedouta : *Mejotraslevoï mejsektorny balans : Mekhanizm strategitcheskogo planirovïia ekonomiki*. [Équilibre intersectoriel : mécanismes de la planification stratégiques de l'économie.] Moscou, éd. Arademitchesky proekt, 2016.
 22. *Final Declaration: G20 States Vow to Promote Global Trade, 'Digital Connection'* // <https://sputniknews.com/politics/201707081055370421-g20-summit-results-declaration/>

Mots-clés: économie numérique, « Big Data », « Économie numérique en Russie », Système nationale de traitement automatisé de données, stratégies numériques des États, économies en ligne, Initiative technologique nationale, modèle dynamique de l'équilibre intersectoruel.



LA CRISE CORÉENNE : UNE ISSUE, EXISTE-T-ELLE ?

2017 est l'année des tensions qui se ravivent sur la Corée. Donald Trump est arrivé au pouvoir aux États-Unis au moment même où la RPDC boostait une nouvelle étape de son programme balistique nucléaire. Il paraît que Kim Jong-il, le défunt père de l'actuel leader, pensait que la simple probabilité parfaitement hypothétique d'une frappe nucléaire de rétorsion contre les États-Unis et leurs alliés suffirait pour assurer la sécurité de la RPDC, et se satisfaisait de posséder en RPDC une petite force de dissuasion nucléaire, soit une dizaine de charges de combat, sans trop se soucier de leurs vecteurs. Kim Jong-un, lui, est allé plus loin, se posant comme but non seulement de multiplier les charges nucléaires, mais encore de créer pour elles des vecteurs efficaces – les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) et les

**GLEB
IVACHENTSOV**



Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire de la Fédération
de Russie en République de
Corée (2005-2009)

ivagleb@googlemail.com



sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). Cela signifie en fait que la RPDC disposera dans l'avenir d'un potentiel balistique nucléaire capable de survivre très probablement à la première frappe et puis répondre par un préjudice inacceptable à l'adversaire, en l'occurrence les États-Unis.

Il est difficile de préciser quand la RPDC pourra-t-elle déployer ce potentiel, mais à en juger d'après les vœux de Nouvel An de Kim Jong-un, qui a annoncé les essais tout proches d'un missile intercontinental capable de frapper le territoire métropolitain des États-Unis, un progrès notable est à attendre dès les prochaines années. Cela signifie que dans un avenir prévisible, la RPDC sera, après la Russie et la Chine, le troisième ennemi potentiel des États-Unis, capable de raser Los Angeles, San Francisco et Seattle, et peut-être même Washington avec New-York. Il est vrai qu'en sont également capables l'Angleterre et la France, mais ces deux pays sont des alliés américains.

Autrefois, face à un défi lancé par Pyongyang – mettons, une communication sur la préparation d'un nouveau lancement de missiles ou d'un essai nucléaire –, Washington agissait toujours de la même manière. Pour commencer, les Américains déclaraient que l'acte nord-coréen était « inacceptable » et entraînerait « des conséquences imprévisibles ». Après cela Pyongyang accomplissait exactement ce contre quoi les Américains le prévenaient, et en réponse Washington montait le ton ou décrétait de nouvelles sanctions, en réalité absolument inopérantes.

Il ne faut pas croire que Washington ait jamais cru en solution diplomatique ou en effet des sanctions. Non, c'est une opération militaire contre la RPDC qui était examinée pour de bon à Washington au début des années 1990 déjà, quand on avait seulement commencé de parler du programme nucléaire de Pyongyang, mais ce projet a été abandonnée. Un nouveau et généralisé conflit militaire dans la péninsule coréenne



se serait soldé pour les États-Unis par de lourdes pertes en hommes et matériels*.

Cependant, autrefois il s'agissait de protéger la sécurité de l'allié américain, la Corée du Sud, alors que maintenant, quand Pyongyang pourrait se doter de missiles intercontinentaux et de missiles balistiques sur les SNLE, c'est la menace directe d'une frappe nucléaire nord-coréenne sur le territoire continental des États-Unis eux-mêmes qui est à l'ordre du jour. Le Président Donald Trump représente le Parti républicain, or dans le programme de politique extérieure des républicains la défense antimissile a de tout temps été un sujet pour ainsi dire sacro-saint.

Ici la question se pose : Donald Trump, se contentera-t-il de l'ancienne politique américaine à l'égard du programme balistique nucléaire de la RPDC, ou prendra-t-il des mesures plus sévères pour le couper ? Au lendemain des vœux du Nouvel An de Kim Jong-un, Trump a posté sur son twitter que la Corée du Nord aurait beau d'annoncer la fabrication du missile capable de menacer les États-Unis, car jamais « cela ne se produira pas ». Le monde a interprété ces propos comme une promesse de Trump de se mettre en travers du cours des événements.

En effet, pendant sa campagne électorale, Trump se déclarait prêt à causer avec Kim Jong-un à propos d'un possible « marché » en savourant des hamburgers, alors qu'en avril dernier, après de nouveaux essais balistiques nord-coréens, toute « une armada » de navires américains, selon l'expression du Président des États-Unis, a été envoyée vers les côtes coréennes. Elle avait au centre le porte-avions « Carl Vinson », escorté par les destroyers armés de missiles « Tomahawk ». Les experts américains et la presse ont évoqué, avec

* Lorsqu'en 1994 le Président américain Bill Clinton réfléchissait à une guerre contre la RPDC, on lui avait présenté les calculs du commandant des troupes américaines en Corée du Sud, le général Gary Luck. Pour les États-Unis et la Corée du Sud, les pertes totales auraient pu s'élever à un million d'hommes, dont 100 000 Américains tués. Le coût définitif de la guerre contre la RPDC était estimé à 100 milliards de dollars et les dommages économiques pour la Corée du Sud, à 1000 milliards de dollars. L'Administration Clinton a renoncé à faire la guerre contre la Corée du Nord et s'est décidée aux négociations avec Pyongyang.



circonspection il est vrai, la possibilité de « frappes ponctuelles » sur les sites nucléaires nord-coréens. Ils les supposaient en sachant que Donald Trump s'était déjà montré capable d'actions coup-de-poing, après ses ordres de tirer des missiles sur la base aérienne d'Al-Shayrat en Syrie et de lancer une bombe non nucléaire super-puissante sur le territoire afghan. Au cours de ses entretiens avec les journalistes, le Président américain qualifiait le Nord de « grand problème mondial qu'il faut enfin résoudre », soulignant que la RPDC « est une véritable menace pour la paix, que nous voulions en parler ou non ».

Le secrétaire d'État Rex Tillerson s'est montré dans ses déclarations à la hauteur de son président. Pendant sa visite à Séoul le 17 mars 2017, il a notamment indiqué que les actions militaires à l'égard de Pyongyang étaient « une possibilité à discuter »¹, et a déclaré dans une interview à la chaîne de télévision « Fox News » qu'il n'excluait pas le déploiement en Corée du Sud de l'arme nucléaire pour contenir la menace nord-coréenne². Mieux encore, à la question d'un journaliste qui voulait savoir est-ce que, selon le secrétaire d'État, la dotation en moyens nucléaires des alliés sur la péninsule coréenne était à exclure, Tillerson a dit : « Rien n'est à exclure ». On sait pourtant que le transfert d'armes nucléaires à la Corée du Sud ou au Japon constituerait une violation flagrante, par les États-Unis, de leurs engagements dans le cadre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP)³. Dans une autre interview encore, le secrétaire d'État a noté que « Washington reconsidère tous les statuts de la Corée du Nord en recherchant les moyens de faire pression sur son régime », y compris l'éventuelle réinscription du pays sur la liste des sponsors du terrorisme⁴.

« Une frappe ponctuelle » sur la RPDC : les Sud-Coréens comme bouclier vivant

Très certainement, « une frappe ponctuelle » aurait repoussé le programme nucléaire nord-coréen de plusieurs



années, voire des décennies, en arrière. Mais à quel prix ? Il faut savoir qu'à la frontière même de la zone démilitarisée qui sépare les deux États coréens, se trouve le Grand Séoul, une ville de 25 millions d'habitants. De l'autre côté de la zone démilitarisée se trouve le plus puissant au monde groupement d'artillerie lourde nord-coréenne qui, certainement, ne restera pas inactif en cas d'opération américaine contre les sites nucléaires de Pyongyang.

« Toutes les menées politiques, économiques et militaires seront résolument déjouées par une riposte super-puissante de notre armée et de notre peuple », pouvait-on lire dans la déclaration du porte-parole de l'État-Major Général de l'Armée Populaire de Corée, diffusée par l'Agence télégraphique centrale de Corée (KCNA) le 14 avril de cette année. Il s'agissait de ripostes terrestres, navales et aériennes, avec comme éventuelles cibles les bases américaines à Osan, Kunsan et Pyeongtaek, ainsi que la résidence du Président de la République de Corée « Cheongwadae ». Il était déclaré que les missiles nord-coréens étaient également braqués sur les bases américaines au Japon, ainsi que sur le territoire des États-Unis⁵.

Durant des décennies, les autorités japonaises et sud-coréennes spéculaient sur « l'agression nord-coréenne », faisant appel sous ce prétexte à l'aide militaire américaine. Cependant, dans le contexte actuel, quand la perspective d'un conflit armé ouvert avec un État possesseur de missiles nucléaires est devenue réalité, les déclarations depuis Tokyo et Séoul ne sont plus aussi belliqueuses qu'auparavant. Donald Trump a même dû rassurer le Premier ministre japonais Shinzo Abe, en promettant de ne pas attaquer la RPDC sans avoir consulté Tokyo, comme l'avait annoncé l'agence *Kyodo*, citant ses sources dans les milieux diplomatiques⁶. Le président américain a également demandé à Shinzo Abe qu'il comprenne le sens de la nouvelle politique de Washington : passer de « la patience stratégique » au principe « la paix par la force ».

La Corée du Sud éprouve, elle aussi, de fortes craintes. Le pays n'a nullement oublié la guerre de 1950-1953 qui a chèrement



coûté aux habitants du Sud. Le ministère de la Défense de la République de Corée a appelé la population à ne pas céder aux rumeurs alarmantes, diffusées dans les réseaux sociaux, sur une imminente frappe américaine sur la RPDC. « Nous avons reçu de nos alliés depuis Washington des confirmations nécessaires attestant que les États-Unis, qui s'appuient sur les relations d'alliance militaire et politique avec Séoul, vont d'abord discuter et concerter avec nous toutes les démarches militaires possibles contre la RPDC », a déclaré un porte-parole de l'armée⁷.

Les tirs d'artillerie nord-coréens sur Séoul peuvent, selon les experts, causer à la capitale de la Corée du Sud un dommage comparable à l'emploi d'une arme nucléaire. Il est clair qu'une telle attaque du côté de Pyongyang aurait suscité une puissante riposte sud-coréenne, signifiant le déclenchement d'une nouvelle guerre de Corée. Même si les choses n'arrivent pas là, cet événement aurait causé un préjudice des plus graves à l'alliance américano-sud-coréenne. *Pour les Sud-Coréens, la frappe américaine sur la RPDC, qui provoquera la frappe nord-coréenne sur Séoul, aurait confirmé que l'alliance avec les États-Unis n'est pas une garantie de sécurité pour leur pays, mais au contraire, une probable menace pour cette sécurité, dès lors que les Américains sont disposés à construire leur propre sécurité aux frais de leurs partenaires sud-coréens, en les utilisant en fait comme bouclier vivant.*

États-Unis – Corée du Sud : chacun pour soi

La démarche pragmatique de Donald Trump a déjà apporté aux Sud-Coréens pas mal de surprises sur la façon des Américains de prendre en considération leurs intérêts. Séoul a vivement contesté le projet du nouveau président américain d'exiger que les Sud-Coréens prennent entièrement en charge les frais d'entretien des troupes américaines stationnées sur le territoire de la Corée du Sud.

La cloche a sonné pour la première fois en voyant la tension à propos du refus de Séoul de satisfaire d'exigence de Donald



Trump de verser un milliard de dollars pour le réseau antimissile THAAD, déployé par les Américains en Corée du Sud soi-disant pour intercepter les missiles nord-coréens. Le ministère sud-coréen de la Défense pense le contraire : c'est Washington qui doit supporter les frais du système THAAD. La déclaration que le ministère a faite le 28 avril 2017 dit que « conformément à l'accord sur le statut des forces, le gouvernement de la République de Corée apporte les terrains et d'autres infrastructures, tandis que les États-Unis assument les frais de déploiement et de maintenance du système THAAD »⁸.

La discorde prend une dimension particulièrement aigre à cause de la crise entre Séoul et Pékin à propos de THAAD. Il faut savoir que cet ensemble comprend un puissant radar TPY-2 TM, capable de détecter facilement les cibles non seulement balistiques (les missiles), mais aussi aérodynamiques (les avions) à une distance de 1 200 kilomètres, et si les conditions sont idéales, de 1 500 kilomètres. Installé en Corée du Sud, ce radar aurait permis aux Américains de contrôler la mer de Chine orientale, le Nord-Est de la Chine et une partie de l'Extrême-Orient russe⁹. Est significative à cet égard la Déclaration commune russo-chinoise sur les résultats de la visite officielle du Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine en Chine en date du 25 juin 2016, qui indique notamment que « la Russie et la Chine interviennent contre l'accroissement de la présence militaire extra-régionale en Asie du Nord-Est, contre le déploiement dans cette région d'une nouvelle zone de positionnement ABM en tant que segment du Pacifique de la défense antimissile globale des États-Unis, sous prétexte de réagir aux programmes balistiques nucléaires de la RPDC. Les Parties n'acceptent pas l'escalade de la confrontation militaire et politique, ni l'accélération de la course aux armements dans la région »¹⁰.

Pékin déteste violemment la complaisance que Séoul montre à l'égard de la présence militaire croissante des Américains en Corée du Sud, comme en témoigne avec force toute une bordée de déclarations lâchée depuis les différents échelons de l'autorité



chinoise. Typique à cet égard est la déclaration que l'agence « Chine Nouvelle » a diffusée le 31 juillet 2016 : « Le fait que Séoul – probablement, se rend compte de toutes les conséquences du déploiement de THAAD sur son territoire mais se range quand même du côté de Washington, en se guidant sur des raisons qui restent pour le moment obscures, témoigne de sa courte vue et de sa médiocre aptitude à la diplomatie »¹¹.

Les déclarations chinoises à valeur politique ont été suivies par des mesures pratiques. Le flux de touristes chinois a fortement tari, alors que le tourisme était une source importante de revenus pour les petites et les moyennes industries dans les grandes agglomérations et les centres touristiques sud-coréens. Les charters sont annulés, les paquebots de croisière chinois passent outre Pusan. Les exportations de compagnies sud-coréennes sont circonscrites, alors que l'on sait qu'elles livraient sur le marché chinois 30 à 80 pour cent de leurs produits. Par conséquent, il faut s'attendre à une avalanche de faillites, de licenciements, à la récession économique. Logiquement, les gens commencent à se poser la question : avons-nous vraiment besoin de ce système THAAD pour endurer tant de peines à cause de lui ?

Les mécontentement des Sud-Coréens à l'égard du comportement de Donald Trump dans les affaires internationales vient également de ses déclarations protectionnistes en matière commerciale et économique. Ils redoutent que les invectives contre les Chinois seront suivies par les mêmes mesures contre les exportations sud-coréennes vers les États-Unis, car tout ce que Trump dit à l'adresse de la Chine est dans l'égal mesure applicable à la Corée du Sud. Toute difficulté tarifaire portera un coup dur à la Corée du Sud, tributaire du marché américain. Il existe une autre menace encore : la révision de l'accord américano-sud-coréen de libre-échange qui, tout compte fait, est très avantageux pour les sociétés sud-coréennes.

Toutefois, le problème ne tient pas seulement à la menaces pour le commerce bilatéral proprement dit. Le retrait des États-



Unis de NAFTA, zone de libre-échange nord-américaine, où entrent aussi le Mexique et le Canada, causera un tas d'inconvénients à la Corée du Sud. Une simple révision radicale des accords conclus dans le cadre de NAFTA frappera à elle seule très fortement les intérêts des compagnies sud-coréennes, qui ont construit au Mexique un grand nombre de grandes entreprises qui produisent surtout pour le marché américain.

L'élection présidentielle du 9 mai 2017 en Corée du Sud a été remportée par Moon Jae-in, issu des milieux libéraux et candidat du Parti démocrate *Toburo*, qui se positionnait en challenger de l'administration Park Geun-hye, la présidente de la République que le Parlement avait destituée. La victoire de Moon Jae-in est sensée apporter de nouvelles et très significatives nuances et intonations à l'actuelle situation coréenne où chaque nouveau coup sera perdant. Voici les principaux points de son programme électoral : non au système ABM américain, politique extérieure indépendante et dialogue direct avec la Corée du Nord. En tout premier lieu, la nouvelle administration devra s'occuper de la violente crise dans la péninsule coréenne. Il est possible d'affirmer que le nouveau gouvernement pratiquera à l'égard de Pyongyang une politique de compromis, plus pesée et plus constructive que celle de ses prédécesseurs. Cela malgré que, bien évidemment, il n'y a pas lieu d'attendre que la Corée du Sud abandonne ses rapports d'alliance avec les États-Unis.

Seoul veut lui aussi sa bombe

Le problème nucléaire de la péninsule coréenne est une conséquence directe du bras de fer militaire qui dure depuis une bonne soixantaine d'années entre les deux États coréens, et ne se réduit pas au programme balistico-nucléaire de Pyongyang. Il n'est pas de mise, en Occident, de reconnaître que c'est bien Séoul, et nullement Pyongyang, qui avait déclenché la course aux armements nucléaires sur la péninsule coréenne. Le programme



nucléaire militaire de la Corée du Sud a été lancé en 1970, sous le couvert du secret défense total, même vis-à-vis des Américains, après la promulgation en 1969 de la « doctrine Nixon », selon laquelle Washington devait commencer de se décharger des frais de protection de ses alliés asiatiques sur eux-mêmes¹². En 1971, le gouvernement sud-coréen a formé le Comité des recherches d'armement. Vers 1973, le comité a élaboré un programme d'arme nucléaire à longue échéance, dont le budget était estimé à 1,5-2 milliards de dollars étalés sur six à dix ans¹³.

Les États-Unis n'ont appris cette initiative de leur allié qu'avec bien du retard, et ont durement forcé Séoul à abandonner le rêve de posséder sa propre arme de dissuasion nucléaire. À propos, la droite nationaliste sud-coréenne est largement acquise à l'idée que le président de la République et « père du miracle économique sud-coréen », le général Park Chung-hee, fut tué en 1979 sur l'ordre des Américains qui auraient craint que la Corée du Sud ne devienne une puissance nucléaire.

La République de Corée a adhéré au Traité de non-prolifération des armes nucléaires le 1^{er} juillet 1968, le jour même où il était ouvert à la signature, mais ne l'a ratifié que le 23 avril 1975, en exigeant « le parapluie nucléaire » US comme condition d'application de ses clauses. Le projet du Président des États-Unis Jimmy Carter, élu en 1976, de retirer toutes les troupes américaines de Corée du Sud, projet jamais réalisé il est vrai, a poussé Séoul à décider de reprendre son programme nucléaire militaire.

Bien qu'ayant signé le TNP, la Corée du Sud s'est mise en cachette à développer par ses propres moyens les procédés de retraitement radiochimique du combustible nucléaire irradié et d'enrichissement de l'uranium. Le monde n'a été renseigné sur ces recherches, menées par la Corée du Sud en violation de ses engagements dans le cadre de l'Accord de garanties généralisées de l'AIEA, qu'en 2004, quand les délégués sud-coréens avaient remis à l'Agence « les informations complètes » sur les années précédentes du programme nucléaire. L'AIEA a mené une enquête sur les initiatives nucléaires en



Corée du Sud, dont les résultats ont été publiés dans le rapport du directeur général de l'Agence le 11 novembre 2004. Toutefois, l'AIEA a décidé de ne pas soumettre « le dossier sud-coréen » à l'examen du Conseil de sécurité de l'ONU¹⁴.

L'arme nucléaire provenant des États-Unis était déployée sur le territoire de la Corée du Sud depuis janvier 1958, sous le contrôle des militaires américains. En 1967, par exemple, 950 charges de combat nucléaires se trouvaient simultanément dans les bases américaines en Corée du Sud ; au total en 33 ans onze types d'armements nucléaires US y ont été installés. La dernière centaine de charges nucléaires militaires a été retirée de la Corée du Sud en décembre 1991, à la veille de la signature, par les deux Corées, de la Déclaration commune proclamant la péninsule coréenne zone dénucléarisée (le 20 janvier 1992)¹⁵.

Dès les années 1990, immédiatement après l'évacuation du « parapluie nucléaire » américain, quand les rumeurs ont circulé que la RPDC développait sa propre arme nucléaire, Séoul a recommencé d'insinuer sur sa propre bombe nucléaire. L'arrivée de Trump a encore ébranlé la foi en « parapluie nucléaire » américain, surtout après ses déclarations disant que les Sud-Coréens devraient prendre en charge l'entretien des troupes américaines sur son territoire.

Le projet d'avoir sa propre bombe nucléaire ne s'est jamais heurté à Séoul à une contestation tant soit peu palpable. Les sondages d'opinion témoignent depuis une vingtaine d'années que les Sud-Coréens voudraient majoritairement voir leur pays devenir une puissance nucléaire. Un sondage à ce sujet, réalisé en janvier 2016, a montré que 54% d'habitants de la Corée du Sud étaient favorables à ce que leur pays ait une arme nucléaire¹⁶.

L'actuel potentiel économique, industriel et scientifique de la Corée du Sud lui permet – si une décision politique est prise – de développer l'arme nucléaire dans de brefs délais, soit dans 8 à 12 mois. Les dirigeants sud-coréens comprennent toutefois qu'une tentative de créer l'arme nucléaire provoquera une crise avec les



voisins et, chose plus importante encore, un choc avec les États-Unis. La République de Corée serait obligée de se retirer du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, avec pour conséquence les sanctions internationale et la fin de la coopération dans le nucléaire civil avec les autres États. Séoul aurait perdu l'accès à l'uranium enrichi d'importation, qui est actuellement brûlé dans les centrales atomiques sud-coréennes, ce qui aurait causé des ennuis d'approvisionnement en électricité, car les 25 réacteurs sud-coréens assurent 31,73% de la production électrique nationale¹⁷. En outre, cela aurait dangereusement rassuré la RPDC qui comprendra que sa possession d'arme nucléaire pourra être acceptée par la communauté internationale. L'arme nucléaire pour Séoul signifierait la reconnaissance du statut nucléaire de Pyongyang et ferait définitivement une croix sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Dans l'establishment sud-coréen, nombreux sont ceux qui ne pensent pas quand même qu'une Corée du Sud nucléaire est un tabou absolu. Premièrement, on croit de moins en moins en garanties de sécurité américaines, y compris après les changements de l'équilibre des forces régional et global. La deuxième raison, ce sont les succès des atomistes et des missiles nord-coréens. Les vellétés nucléaires de Séoul sont lourdes de conséquences graves pour la région. Prétendant la puissance militaire rapidement croissante de la Chine, certains éléments au Japon et à Taïwan font allusion à la nécessité de se doter d'une arme nucléaire.

Trump reussira-t-il à « enfoncer » Pyongyang ?

Ces vingt dernières années, chacune des Administrations américaines tentait de faire barrage au programme nucléaire de Pyongyang. Il semble toutefois que pendant tout ce temps-là, les efforts de Washington restaient à la traîne, sans jamais rattraper les progrès du projet nord-coréen. L'administration Clinton s'assignait



pour but de persuader Pyongyang de renoncer totalement à l'arme nucléaire, puis celle de George Bush junior voulait empêcher ses essais, ensuite l'administration Obama se proposait d'empêcher Pyongyang de développer ses vecteurs.

C'était la peine de se donner tout ce mal. Il ne pouvait pas en être autrement car aucun des présidents américains nommés ne pensait s'entendre avec la RPDC pour de bon et pour longtemps, ni ne croyait qu'il faudrait accomplir les accords, si jamais il y en a. Ils étaient tous persuadés que le régime établi à Pyongyang était au bord de la faillite, que la RPDC allait se décomposer pour être engloutie par la Corée du Sud, promettant ainsi le dénouement de tous les problèmes. C'est ce que pensait sûrement Bill Clinton en donnant le feu vert à la signature avec Pyongyang du texte appelé Accord-cadre, qui prévoyait, en échange du gel du programme nucléaire nord-coréen, la construction en RPDC de deux réacteurs à eau légère, les livraisons du mazout américain pour les centrales thermiques nord-coréennes, mais aussi la normalisation des relations politiques entre Washington et Pyongyang. Clinton ne doutait pas qu'il ne faudrait pas accomplir cet accord, car si même ces réacteurs étaient construits, ils se retrouveraient immanquablement en Corée (du Sud) réunifiée. Pour cette raison, il était prévu que ces réacteurs devraient être de type sud-coréen.

George Bush junior avait accepté en 2003 les négociations à six sur le problème nucléaire de la péninsule coréenne. La déclaration commune des six en date du 19 septembre 2006 contenait une assise constructive pour progresser non seulement vers le statut dénucléarisé de la péninsule coréenne, mais encore vers une situation plus saine dans l'ensemble de la région. De quoi parlait donc ce document ? De la déclaration de la RPDC disant qu'elle renonçait à l'arme nucléaire et à tous ses programmes nucléaires en vigueur. De la déclaration des États-Unis disant qu'ils ne disposaient pas d'arme nucléaire sur la péninsule coréenne, n'avaient pas l'intention d'attaquer la RPDC ou de pénétrer sur son territoire au moyens d'armes nucléaires ou conventionnelles.



De la volonté commune des États-Unis et de la RPDC de respecter officiellement et réciproquement les souverainetés, de coexister pacifiquement et de faire des avancées vers la normalisation bilatérale. Et de bien d'autres choses encore¹⁸ qui ouvraient la piste vers des solutions capables de faire de l'Asie du Nord-Est une région de paix, de sécurité et de coopération.

Cependant, dès que l'heure est venue de réaliser réellement les arrangements intervenus – précisons qu'ils devaient s'accomplir selon le principe consensuel « engagement contre engagement, action contre action » – les États-Unis et leurs alliés : la Corée du Sud et le Japon, ont immédiatement fait machine arrière. Lorsque Pyongyang en a eu la certitude, la RPDC a procédé le 9 octobre 2006 à son premier essai nucléaire. Pour ce qui est de Barack Obama, son attitude envers Pyongyang était absolument rigide : pas de négociations, uniquement des sanctions, des pressions, l'isolement.

Pour ce qui concerne l'administration Trump, elle n'a quoi que ce soit de sérieux à proposer au lieu de ce que faisaient les prédécesseurs. Les menaces militaires n'ont tout simplement aucune prise sur Pyongyang, mais au contraire lui servent de justification pour faire avancer le programme balistique nucléaire. Certes, indiquent les observateurs, les Nord-Coréens n'ont pas procédé à des essais nucléaires pendant les trois premiers mois de la présidence Trump, mais par contre il y a déjà eu neuf lancements de missiles, soit plus que pendant les présidences Obama.

L'administration Trump durcira encore et toujours le régime de sanctions, en inventant tout ce qui peut servir de moyen de retrancher à la RPDC encore quelque chose. On suppose voir porter sur la liste de nouvelles sanctions l'embargo sur les livraisons de pétrole à la Corée du Nord, l'interdiction globale pour les survols de la compagnie nationale nord-coréenne « Air Koryo », la limitation des exportations nord-coréennes de produits de la mer, ainsi que les pressions sur Pyongyang au moyen de dépistage et de gel des avoirs que le leader de la Corée du Nord Kim Jong-un et les



membres de sa famille ont dans les banques étrangères. La presse annonce également que les Américains voudraient supprimer les permis de travail pour les immigrés nord-coréens et de durcir les limitations des exportations du charbon nord-coréen¹⁹.

Russie et Chine : positions communes à l'égard de la RPDC

La Russie et la Chine interviennent dans le dossier nord-coréen en partant des positions pratiquement communes qui forment en quelque sorte une triade. Premièrement, Moscou aussi bien que Pékin condamnent catégoriquement le programme balistique nucléaire de Pyongyang, y compris parce qu'il constitue une menace directe pour nos deux pays : les essais nord-coréens tant d'installations nucléaires que de missiles se passent près de nos frontières, plus précisément à une distance de 150 à 200 kilomètres. D'ailleurs, les Américains tirent de toutes ses explosions et de tous ces lancements des prétextes pour accroître leur présence militaire en Asie du Nord-Est. Deuxièmement, la Russie et la Chine s'accordent pour dire qu'il ne peut pas y avoir de règlement militaire du problème nord-coréen et qu'il faut donc élaborer des propositions politiques et diplomatiques. Troisièmement, Moscou et Pékin soutiennent les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui font appliquer des sanctions à la RPDC. Il faut dire que ces sanctions, surtout celles que décrète la Chine, deviennent assez douloureuses. Six jours après les tirs de février de missiles nord-coréens la Chine, en application des résolutions du Conseil de sécurité, a interdit jusqu'à la fin de l'année d'acheter du charbon à la RPDC, en amputant ainsi de 40% les recettes que Pyongyang tirait de ses exportations²⁰. Dans le même temps nos deux pays estiment que les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le problème nucléaire de la péninsule coréenne demandent d'être appliquées avec retenue et bon sens – il ne doit pas y avoir d'interprétations indûment élargies



des sanctions arrêtées, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ne peuvent pas servir de raison pour aggraver la situation économique et humanitaire que connaît le peuple de la RPDC et d'autant plus, il est inadmissible d'accroître la tension et d'accélérer la course aux armements qui risquent de faire apparaître de nouvelles lignes de séparation dans la région.

L'administration Trump, de son côté, s'emploie à infléchir le comportement de la Russie et de la Chine en organisant une coalition de pression qu'elle présente comme exprimant l'opinion de la communauté internationale, et envisage différents schémas de « changement de régime » à Pyongyang. Toutes ces mesures peuvent produire leur effet, mais il sera limité. D'une part, la Russie, la Chine et le groupe d'États non occidentaux, ensemble, ne permettront pas tout simplement à Washington d'organiser au moyen des sanctions une catastrophe humanitaire en RPDC. De l'autre, Pyongyang a déjà appris à contourner les sanctions.

En ce qui concerne les pressions sur la Russie et la Chine, plus violentes seront-elles, et plus probable sera une attitude plus bienveillante de Moscou et de Pékin à l'égard de Pyongyang. Dans le contexte de la confrontation régionale et globale avec les États-Unis, le maintien à flot de la RPDC revêt tant pour la Russie que pour la Chine une signification stratégique. Et si Washington déclenche une grande guerre commerciale contre la Chine, cela portera un coup à des industriels américains qui avaient investi dans l'économie chinoise, la Chine étant l'un des grands partenaires commerciaux des États-Unis, qui vient immédiatement après le Canada et le Mexique. Ce groupe pourra organiser une campagne contre Donald Trump à l'intérieur du pays.

Rien d'autre que des négociations pour régler les problèmes

La RPDC n'est pas l'unique pays, loin de là, qui développe un programme balistique et nucléaire en contournant le Traité de non-



prolifération des armes nucléaires. Les programmes du même type existent en Inde et au Pakistan qui avaient ouvertement mené il y a quelque temps leurs essais nucléaires, ainsi qu'en Israël qui, il est vrai, ne confirme pas qu'il possède une arme nucléaire, mais ne le conteste pas non plus. Cependant, aucun de ces pays n'a fait l'objet d'une avalanche de sanctions comme celle qui s'est abattue sur la RPDC. Les experts internationaux expliquent que l'Inde, le Pakistan et Israël ne participaient pas initialement au TNP, alors que la RPDC avait signé ce traité, mais s'en est retirée ensuite en violation du principe fondamental du droit international *Pacta sunt servanda* (Les conventions doivent être respectées). Mais voyons, est-ce que les autres États ne violent pas ce principe ? Prenons le cas des États-Unis qui s'étaient retirés du traité ABM qui avait pour la sécurité internationale une signification non moindre que le TNP. Il faut penser que dans leur cas, les États-Unis et l'Occident dans son ensemble estiment, pour reprendre la célèbre formule de George Orwell, que « certains États sont plus égaux que les autres ».

Sans nullement justifier le programme balistique et nucléaire de la RPDC, il faut noter que son apparition a été à plus d'un égard logique. Face aux États-Unis qui avaient usurpé le droit d'employer unilatéralement la force militaire contre les États qu'ils trouvent indésirables, alors que l'ONU telle qu'elle est aujourd'hui se trouve incapable de s'y opposer, les petits, et pas seulement les petits pays s'évertuent à garantir leur sécurité par tous les moyens, y compris extrêmes.

Il va sans dire que Pyongyang comprend que s'engager dans toute guerre, surtout avec emploi d'armes de destruction massive, serait suicidaire pour la RPDC. Il est significatif qu'à chaque fois que Pyongyang menace ses éventuels ennemis de frappes foudroyantes, il s'agit de coups de rétorsion en réponse à une agression de l'extérieur contre la RPDC. À propos, les esprits sains, même aux États-Unis, le remarquent. Voici ce qu'écrit à ce sujet William Perry, ministre américain de la Défense pendant la présidence Clinton, qui s'était rendu sur l'ordre de ce dernier en



1999 à Pyongyang afin d'arranger l'Accord-cadre USA-RPDC dont nous avons déjà parlé. « Je me suis occupé pendant plusieurs années de la Corée du Nord et j'ai mené des négociations sur le fond avec bon nombre de ses dirigeants militaires et politiques. Les dirigeants nord-coréens ne sont pas des candidats au suicide. Ils veulent rester au pouvoir, et ils comprennent que s'ils entreprennent une attaque nucléaire, leur pays et eux-mêmes seront détruits. L'arsenal nucléaire leur donne le moyen de se maintenir au pouvoir, mais uniquement à la condition *qu'ils ne l'utilisent pas* »²¹.

Pour Pyongyang, le programme nucléaire est un bouclier de protection qu'il ne cédera pas pour rien. Les dirigeants nord-coréens savent comment l'Occident a-t-il « gratifié » le leader libyen Mouammar Kadhafi qui avait bénévolement renoncé au programme nucléaire, et ne veulent pas connaître le même sort. Il n'existe donc qu'une option pour les États-Unis et l'ensemble de la communauté internationale – négocier avec Pyongyang et s'entendre avec lui concrètement, honnêtement et clairement sur les garanties de sécurité, en premier lieu pour la RPDC et la République de Corée, ainsi que pour la Russie, la Chine, le Japon et tous les pays de la région. Ces garanties doivent être solides et suffisamment convaincantes, pour que personne n'ait pas de doutes à ce sujet.

Les voies vers un compromis sur le problème nucléaire ne sont nullement bloquées. Malgré leurs déclarations réitérées refusant de renoncer en aucun cas à l'arme nucléaire, et l'inscription de la clause sur le statut nucléaire de la RPDC dans la Constitution du pays, les dirigeants à Pyongyang peuvent parfaitement bien accepter de geler leur programme nucléaire à son étape d'avancement actuelle. D'après les évaluations des experts, l'arsenal nucléaire nord-coréen compte aujourd'hui 10 à 15 charges. Les spécialistes militaires nord-coréens comprennent qu'une rapide augmentation du nombre de charges, en le portant à 100 ou à 150, ne rendra pas le potentiel de dissuasion 10 à 15 fois plus



puissant. Pour cette raison, les principaux moyens de dissuasion étant déjà formés, la RPDC pourrait en principe être disposée à discuter de leur non-augmentation. C'est encore une fois William Perry qui en parle. « Je crois, écrit-il, que la Corée du Nord peut très bien accepter de renoncer aux essais de l'arme nucléaire et de missiles à longue portée, tout comme à la vente ou au transfert de ses technologies nucléaires – en échange des concessions économiques de la part de la Corée du Sud et des garanties de sécurité de la part des États-Unis »²².

On pourrait utiliser en tant que point de démarrage pour les négociations politiques la proposition, faite le 8 mars de cette année par le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi : la RPDC suspend ses tirs de missiles et son programme nucléaire en échange de la suspension des manœuvres militaires par les États-Unis et la Corée du Sud. C'est une proposition fort réaliste que Pyongyang pourra accepter, car des offres allant dans le même sens ont été précédemment formulées par la direction nord-coréenne en janvier 2015 et en janvier 2016²³.

La proposition que Wang Yi a appelée « Suspension contre suspension » ne résoudra pas, on s'en doute, le problème nucléaire, mais aidera dans l'avenir à mettre les parties prenantes à la table de négociations. Dans les conditions actuelles, le processus même de négociations avec la RPDC est non moins important que ses résultats.

La normalisation inter-coréenne et la traité de paix

Le règlement du problème nucléaire dans la péninsule coréenne est très étroitement lié à la normalisation intercoréenne, c'est-à-dire la détente politique sur la péninsule coréenne et le développement des relations de la RPDC avec la Corée du Sud et les autres pays de la région. Il faut mener de front et simultanément le règlement des deux problèmes.



Les deux États coréens sont jusqu'à présent *de jure* en état de guerre, dès lors que, signé le 27 juillet 1953, l'Accord d'armistice, qui avait arrêté la guerre de Corée de 1950-1953, n'est rien d'autre qu'un arrangement sur la suspension des hostilités intervenu entre les commandants en chef des forces armées des parties engagées dans cette guerre. Pour garantir la paix sur la péninsule coréenne, il faut avoir un traité de paix entre les deux États coréens.

Le dossier pourrait beaucoup progresser si « la question coréenne » est remise, après une pause longue de nombreuses années, à l'ordre du jour des Nations Unies. Le moment est propice pour le faire. Ban Ki-moon qui, étant Sud-Coréen, ne pouvait pas rester impartial à l'égard de la RPDC et que Pyongyang faisait intentionnellement semblant ne pas remarquer, a achevé son mandat au poste de Secrétaire général de l'ONU. Son successeur António Guterres n'était précédemment aucunement lié à la Corée et pourra donc se montrer suffisamment objectif dans le dossier du règlement intercoréen.

Il serait probablement utile de commencer par tenir, sous l'égide de l'ONU, une conférence de paix consacrée à la péninsule coréenne, avec la participation du Secrétaire général de l'ONU, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, de la RPDC et de la Corée du Sud. Il serait probablement raisonnable d'inviter d'autres pays encore avec le consentement des deux États coréens, disons la Mongolie et certains pays de l'ASEAN, par exemple le Vietnam et l'Indonésie, vu que la RPDC participe au Forum régional de l'ASEAN sur les questions de sécurité. Cette conférence pourrait examiner en bloc la paix entre la RPDC et la République de Corée, la réduction mutuelle par elles des armements et des forces armées et la coopération économique, ainsi que la normalisation par les États-Unis et le Japon de leurs relations avec la RPDC et la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Il est évident que cette idée ne sera pas acceptée d'emblée, mais l'on sait que la proposition de tenir les négociations à six sur



le problème nucléaire de la RPDC ne s'est pas réalisée en deux temps et trois mouvements, elle non plus.

Le traité de paix entre les deux États coréens ne saurait être un simple pacte de non-agression, mais devra constituer un socle juridique solide pour le partenariat entre la RPDC et la République de Corée. Ce traité aurait transformé la RPDC pays- « voyou » en membre de plein droit de la communauté internationale. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pourraient se porter garants de la paix et de la coopération entre la RPDC et la République de Corée.



Les problèmes de sécurité internationale ne peuvent pas se résorber d'eux-mêmes. Les menaces de « frappes ponctuelles » ou les manœuvres militaires d'intimidation ne les régleront pas non plus. Les choses peuvent tourner à tout moment en grand conflit, car qui garantira qu' un ordinateur ne tombe pas en panne chez l'un ou l'autre des antagonistes qui s'affrontent sur la péninsule coréenne ?

-
1. www.golos-ameriki.ru/a/tillerson-north-korea/3770248.html
 2. www.rossaprimavera.ru/news/tolko-fox-news
 3. <http://ria.ru/world/20170318/1490337275.html2>
 4. world.kbs.cj.kr/special/northkorea/contents/news/news_view.htm?No=38330...r
 5. www.newsru.com/world/14apr2017carlvinsontamlay.html
 6. <https://russian.rt.com/world/article/378921-voina-kndr-ssha-veroyatnos>
 7. www.m-diplomat.ru/.../2586-poteri-budut-kolossalnye-velika-li-veroyatnost-vojni-na-kore
 8. www.e-news.pro/.../170022-minoborony-yuzhnoy-korei-schitaet-cto-za-novuyu-sistemu-..



9. *Problemy natsionalnoy strategii*. [Problèmes de stratégie nationale.] 2016' n° 6(39), p. 13.
10. *Déclaration commune de la Fédération de Russie et de la République Populaire de Chine*, le 25 juin 2016 // URL:<http://www.kremlin.ru/supplement/5100> (date d'appel : 10.07.2016).
11. *Séoul doit cesser de jouer avec le feu THAAD* // Xinhua News. RUSSIAN. NEWS.CN.2016. Le 31 juillet // URL: http://russian.news.cn/2016/07/31/c_135552699.htm (date d'appel : 14.07.2016).
12. www.globalsecurity.org/wmd/world/rok/
13. www.pircenter.org/sections/53-voennaya-yadernayaprogramma-respubliki-koreya
14. <https://www.armscontrol.org/print/1714>
15. www.pircenter.org/sections/53-voennaya-yadernaya-programma-respubliki-koreya
16. www.carnegie.ru/commentary/?fa=63761
17. <https://regnum.ru/news/economy/2207560.html>
18. *Joint Statement of the Fourth Round of the Six-Party Talks*, Beijing, 2005, September 19 // U.S. Department of State. 2005. 19 September // URL:<https://2001-2009.state.gov/r/pa/prs/ps/2005/53490.htm> (date d'appel : 14.07.2016).
19. www.baikal24.ru/text/25-04-2017/tramp/
20. <https://www.nytimes.com/.../north-korea-china-coal-imports->
21. www.wjperryproject.org/.../there-is-a-deal-to-be-made-with-
22. *Ibid.*
23. *Communiqué de presse de l'Ambassade de la République Populaire Démocratique de Corée en Fédération de Russie*, le 15 mars 2016 // www.arirang.ru/archive/edinstvo/2016/Edinstvo.2016.03.pdf

Mots-clés : RDPC, Corée du Sud, États-Unis, Russie, Chine, crise coréenne.



MÉTHODES ET MOYENS DE GARANTIR UN SOUTIEN INFORMATIONNEL À LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

L'efficacité des pouvoirs publics dans n'importe quel pays, notamment la Fédération de Russie, dépend dans une grande mesure du soutien informationnel à leurs actions. Il est impossible d'imaginer aujourd'hui un mécanisme performant d'action publique sans couverture médiatique de l'ensemble des domaines de la politique intérieure et extérieure. La quantité, la qualité et l'accessibilité des ressources informationnelles définissent les paramètres de l'évaluation d'un État de l'extérieur et son statut au sein de la communauté mondiale.

Les objectifs poursuivis par l'État dans le domaine de l'information sont assignés dans le cadre de la politique informationnelle qui est une sphère particulière des activités publiques. Il s'agit de la création

**OLGA
MELNIKOVA**



Boursière de thèse au département des relations internationales de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie
omelnikoff70@mail.ru



et du développement de la production (reproduction), de la diffusion et du traitement des informations pour assurer une coopération active et constructive entre l'État, la société et l'individu, pour défendre les intérêts nationaux et promouvoir les priorités nationales, ainsi qu'accomplir d'une manière efficace les missions de l'administration publique. Cette politique est explicitée dans la Doctrine de la sécurité informatique de la Fédération de Russie, éternisée par le décret présidentiel du 5 décembre 2016¹, aux termes de laquelle la sécurité informatique de la Russie prévoit une série de « mesures juridiques, administratives, policières, de reconnaissance et de contrespionnage, scientifiques et techniques, analytiques et informationnelles, économiques, liées à la gestion des ressources humaines et autres pour la prévision, la détection, la dissuasion, la prévention et le refoulement des menaces informatiques, ainsi que l'élimination des séquelles de celles-ci ».

Face à la société de l'information contemporaine et de la complication progressive des processus de l'information et de la communication, la politique informationnelle nationale doit résoudre un grand éventail de problèmes. En ce qui concerne la sécurité nationale et les intérêts politiques de la Russie, il s'agit de former un espace national unique de l'information et d'intégrer la Russie dans le champ informationnel mondial ; de garantir la sécurité informatique de l'individu, de la société et de l'État ; de garantir la stabilité politique ; de réguler et de perfectionner la coopération informatique dans toutes les sphères de la vie de l'État et de la société en dotant cette coopération de moyens techniques de la communication².

Les processus de l'information et de la communication qui apparaissent entre l'État, la société civile et l'individu, contribuent à former dans la conscience collective une image positive du pouvoir, de ses institutions et ses leaders, ce qui contribue non seulement à développer la conscience politique de la population, mais aussi à augmenter le potentiel



administratif de l'État. Ce dernier aspect revêt une importance particulière, vu que dans le monde contemporain, la frontière entre la politique intérieure et celle extérieure est inexistante : « les activités politiques extérieures sont entremêlés avec la solution des problèmes domestiques »³.

Pour tout pays développé contemporain, la politique informationnelle prévoit une interaction étroite et une coordination des activités des services compétents en matière d'organisation, de planification et de contrôle de l'obtention, de la conservation, du traitement, de l'utilisation et de la diffusion des informations, ainsi que de la gestion des flux informationnels. L'État définit les grands axes des activités dans ce domaine, régit la distribution des ressources informationnelles, fixe les priorités pour servir les intérêts nationaux.

La couverture des activités politiques extérieures, l'une des priorités traditionnelles de la diplomatie nationale, est un des éléments clés de la politique informationnelle nationale. Cette couverture prévoit normalement une interaction étroite entre les responsables des affaires étrangères et les médias, l'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication pour protéger les systèmes informatiques, la formation d'une image objective et positive des activités de l'État dans l'arène internationale, la lutte contre la diffusion en ligne, notamment sur les réseaux sociaux, d'informations fausses et provocatrices sur les activités de l'État, etc.

Les organes chargés des relations internationales ont notamment pour mission de « renforcer les positions des médias russes dans l'espace médiatique mondial et porter à la connaissance de l'opinion internationale le point de vue de la Russie sur les processus en cours dans le monde » (Cf. : *Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie*)⁴. Les médias qui couvrent les activités politiques extérieures sont tenus de porter à la connaissance de l'opinion internationale des informations objectives sur la position de la Russie vis-à-



vis des plus graves problèmes internationaux, sur ses initiatives et actions politiques, ainsi que sur son développement économique et social, sur les succès de la culture et de la science russes, stipule le Concept de la politique extérieure. Il serait dans l'intérêt de l'État russe si la perception de notre pays est objective, et pour ce faire, il faut perfectionner les moyens pour influencer l'opinion publique à l'étranger de manière efficace, accorder un soutien public et renforcer les positions des médias russes et russophones dans l'espace médiatique mondial, participer activement à la coopération informatique internationale et prendre des mesures qui s'imposent pour contrecarrer les menaces à la sécurité informatique de la Russie. À cet effet, il est prévu d'utiliser largement les nouvelles technologies de l'information et de la communication et de rédiger un code juridique et déontologique international de leur utilisation inoffensive. Le but stratégique de la Russie dans ce domaine consiste à former un système de relations qui se fonde sur les normes internationalement reconnues de comportement responsable des États dans l'espace médiatique⁵.

S'acquitter de ces tâches permet de défendre avec esprit de suite et de manière efficace les intérêts de l'État dans le contexte de ses fonctions politiques intérieures et extérieures et des problèmes internationaux. La cohésion des institutions chargées d'accomplir les missions susmentionnées est garantie par plusieurs actes normatifs et juridiques (la Loi fédérale Sur l'accès à l'information sur les activités des institutions publiques et des collectivités territoriales »⁶, la Doctrine de la sécurité informationnelle de la Fédération de Russie, la Stratégie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie⁷, le Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie⁸, etc.). Ces documents énumèrent les menaces principales pour la sécurité de la Fédération de Russie dans la sphère de l'information et les axes prioritaires des activités des institutions en vue de les contrecarrer.



Des accusations infondées contre la Russie qui utiliserait des méthodes de « propagande agressive » et des cyberattaques contre d'autres pays, sont d'une intensité sans précédent ces derniers temps. Ces inventions servent de base à la politique du « rejet » de la Russie, appliquée par certains pays occidentaux. En s'opposant à la Russie dans l'espace médiatique, ils prennent des mesures discriminatoires contre des journalistes et médias russes, réaniment la rhétorique de la guerre froide, font couler à flots des fausses informations et des mensonges patents, falsifient des faits historiques et minimisent le rôle de la Russie dans des événements historiques d'une grande importance. Le passé historique des Russes est maltraité d'une manière cynique et agressive. Des campagnes médiatiques basées sur les concepts susmentionnés forment souvent la trame de la stratégie politique occidentale moderne vis-à-vis de la Russie.

Citons des faits à l'appui de ce que nous venons de dire.

Créé en 2015 à Riga, le Centre des communications stratégiques de l'OTAN « Stratcom » a notamment pour mission de renforcer l'Alliance et de « lutter » contre la propagande russe. On peut juger des activités spéciales de ce centre d'après une de ses récentes déclarations où plusieurs émissions humoristiques de la télévision russe (KVN, «La soirée avec Urgant », «Projectorperishilton », «MaximeMaxime ») ont été qualifiées d'« arme informationnelle secrète » du Kremlin contre l'Occident.

En novembre 2016, le Parlement européen a adopté par la majorité des voix une résolution sur la lutte contre la propagande des pays tiers, en rangeant la Russie parmi les sources des menaces aux côtés d'organisations terroristes (al-Qaïda, Daesh). La Russie accorderait prétendument un financement aux partis politiques et organisations d'opposition en Europe et mènerait une « propagande hostile » à l'Union européenne en utilisant les relations bilatérales entre les États pour semer la discorde entre les membres de l'UE. Les auteurs de la résolution affirmaient que la chaîne TV russe « Russia Today », l'agence



d'information « Sputnik », la fondation « Russkiy mir » et l'Agence *Rosstroudnitchestvo* représentaient une menace informationnelle pour l'UE⁹. Cette résolution n'est pas juridiquement contraignante, cependant ses recommandations de déployer des efforts énergiques pour contrecarrer la propagande russe se fondent en fait sur des accusations gratuites.

Le blocage des comptes de « Russia Today » au Royaume-Uni, à l'automne 2016, serait une violation flagrante de la liberté de la presse et des droits de l'homme. Aucune explication officielle des raisons de la saisie de ces comptes utilisés pour payer les salaires, les assurances et les voyages des employés de la chaîne, n'a été donnée. On sait cependant qu'Ofcom, un régulateur britannique dans le domaine des médias, avait accusé la chaîne RT de partialité dans sa couverture des événements en Syrie et en Ukraine¹⁰.

À en croire «The Daily Beast», les deux principaux partis politiques des États-Unis sont à l'origine de l'initiative qui fera débloquer du budget national 160 millions de dollars sur deux ans pour financer « un obscur établissement parrainé par le département d'État et nommé *Global Engagement Center* (GEC)»¹¹. Créé pour contrecarrer la propagande de l'État Islamique, ce centre aura maintenant à lutter contre « la propagande russe de Vladimir Poutine » et la « manipulation étrangère », ainsi que donner un coup de main aux « médias impartiaux russes ».

La Russie se voit donc entraînée de la sorte dans divers conflits informationnels et souvent forcée à adopter une position à son désavantage. Par conséquent, son image internationale en souffre, et la mentalité des Russes subit une mauvaise influence. Les efforts des Occidentaux en matière de l'information visent, entre autres, à saper les processus intégrationnistes impliquant la Russie et à dévaloriser l'idée du « monde russe » en général, ce qui menace la sécurité non seulement de la Russie, mais aussi de certains autres pays¹².



Pour tenir tête aux attaques inamicales des Occidentaux et réduire l'impact psychologique négatif sur les Russes, il faut analyser par le menu la situation en place, définir les particularités des processus en cours et élaborer des mesures adéquates pour neutraliser leurs effets nocifs. Il serait utile d'étudier l'expérience étrangère en matière de résistance aux attaques informationnelles pour prévenir un retard dans ce domaine et développer le potentiel national.

Dans cette optique, la politique actuelle de la Chine en matière d'information est digne de notre intérêt. Partenaire stratégique de la Russie dans l'arène internationale, la Chine se voit obligée, elle aussi, de contrecarrer les tentatives des Occidentaux pour limiter le potentiel de son influence internationale. Dans ce contexte, les Chinois doivent non seulement accélérer le rythme de la croissance économique, mais aussi assurer à leur pays le statut de joueur indépendant dans le système mondial de l'information et de la communication.

La politique informationnelle de la Chine se distingue ces derniers temps par une mise en valeur active des potentialités des communications de masse pour élargir sa présence dans l'espace médiatique mondial. Le réseau des médias chinois en langues étrangères (journaux, magazines, chaînes de radio et de télévision) orientés sur des consommateurs étrangers, est activement développé et modernisé. La radio internationale de Chine émet en 38 langues. Grâce à une pléthore de sites Internet chinois en anglais, en russe, en espagnol, en français, en japonais, en arabe et en d'autres langues encore, la présence chinoise sur la Toile ne cesse de s'élargir. Cependant la politique informationnelle chinoise se distingue par l'absence de confrontation, note E. Evdokimov¹³. Par conséquent, la cote internationale du pays a progressé de 0,8 point en 2014 par rapport à l'année précédente, ressort-il d'un Rapport sur l'étude de l'image nationale de la Chine en



2014, rédigé par des analystes chinois¹⁴. Il s'agit des résultats des sondages de la population effectués aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, au Japon, en Russie, en Inde, en Afrique du Sud et au Brésil.

E. Evdokimov explique le haut degré de l'immunité de la Chine face à l'influence étrangère par un système développé de propagande à l'intérieur du pays, propagande qui sert grandement les intérêts de la direction chinoise, ainsi que par la capacité de Pékin de diffuser dans l'espace médiatique mondial des matériaux qui servent la cause de la politique nationale et rien d'autre. Le rôle principal revient au Parti communiste de Chine (PCC) qui compte parmi ses structures plusieurs départements responsables de la politique informationnelle : le Département de la propagande du Comité central du PCC (qui coordonne ces activités), la Chancellerie médiatique du Conseil d'État de Chine (supervise la réalisation pratique de ces activités). Toutes les grandes agences de presse, les chaînes TV, les maisons d'édition, les portails Internet majeurs de Chine sont directement soumis à ces organes.

Cible des critiques de la part des journalistes occidentaux, le contrôle centralisé des médias offre à la direction chinoise un grand avantage en permettant de faire de la propagande politique teintée d'idéologie. Toujours est-il que la Chine moderne ne professe pas que des idées communistes, en optant pour d'autres idées sociales (comme, par exemple, les valeurs confucéennes traditionnelles).

En l'absence d'une loi sur les activités des médias, le travail des agences de presse nationales et des journalistes étrangers accrédités en Chine est régi par des directives gouvernementales et des règlements ministériels. Par exemple, « Les règles établies dans la République populaire de Chine en matière d'activités professionnelles des missions permanentes des médias étrangers et des journalistes étrangers » (arrêté N 537 du Conseil d'État de Chine) qui



enjoignent aux journalistes étrangers de respecter strictement la législation chinoise et la déontologie professionnelle et de couvrir les événements objectivement, sans parti pris. Il est noté en particulier que les activités incompatibles avec le statut de journaliste sont intolérables.

Le ministère chinois des Affaires étrangères est l'organe compétent supervisant les activités des journalistes étrangers sur le sol national. Il compte en son sein un Département de l'information qui surveille l'ouverture et le fonctionnement des bureaux des médias étrangers accrédités en Chine. La Chancellerie des affaires étrangères ou la Direction de l'information du gouvernement populaire régional exercent des fonctions analogues vis-à-vis des journalistes étrangers opérant en province. Conformément à la législation chinoise, les bureaux des médias étrangers ne peuvent être implantés que dans cinq villes : Pékin, Shanghai, Chongqing, Guangzhou et Shenyang.

Entre-temps, le marché chinois des ressources informationnelles est l'un des plus vastes au monde. D'après l'Office des statistiques de Chine, la liste des périodiques compte plus de 9 000 éditions tirées au total à quelque 40 milliards d'exemplaires. Plus de 2 000 périodiques sont des journaux tirés au total à 10 milliards d'exemplaires et plus de 8 000 éditions sont des magazines. Plus de 300 radios, 320 stations de télévision, 30 chaînes nationales et plusieurs centaines de chaînes TV régionales fonctionnent en Chine. Les médias chinois sont équipés d'un matériel ultramoderne et utilisent des technologies sophistiquées¹⁵.

Le spectre des périodiques écrits consacrés aux problèmes internationaux s'est sensiblement élargi ces derniers temps. La revue «Beijing Review» supervisée par la Chancellerie du Conseil d'État de RPC, et le journal en langue anglaise «China Daily» au plus gros tirage, fondé en 1981 et supervisé par le Département de propagande du CC du PCC, ont été rejoints par la version anglophone du journal chinois *Huanqiu Shibao* –



Global Times, lancé par le holding médiatique « Renmin Ribao ». Le journal publie des articles d'analystes chinois qui contiennent plus de critiques que les matériaux de la presse écrite chinoise à laquelle le public étranger s'est déjà habitué. Le nombre des bureaux étrangers de l'Agence de Presse Xinhua a été porté à 186 ces dernières années, pour augmenter la présence chinoise dans l'espace médiatique étranger. Des chaînes en anglais, en arabe, en français et en russe ont été lancées.

La télévision nationale de Chine, qui a changé de nom à la fin de 2016, sur une instruction directe de Xi Jinping – de CCTV (China Central Television) en CGTN (China Global Television Network) – et qui se distingue par son signal amplifié et son équipement de haut niveau, maintient des relations professionnelles avec plus de 250 télévisions de 130 pays du monde. En outre des chaînes déjà en place émettant en anglais, en français et en espagnol, elle a doublé ces derniers temps le nombre de chaînes en langue anglaise. Une chaîne en langue russe a été lancée en 2009, suivie des chaînes en arabe et en portugais en 2010.

Créée en 1941, la Radio internationale de Chine (RIC) est une des plus grandes structures médiatiques au monde. À l'heure actuelle, elle émet en 62 langues, dispose de 40 bureaux à l'étranger et possède quelque 60 filiales dans d'autres pays. Grâce à la coopération avec 160 radios du monde, 98 % de ses consommateurs ont aujourd'hui la possibilité de suivre ses émissions en leur langue maternelle. Le portail multilinguistique www.china.com publie des informations en 25 langues. En 2014, RIC et le site internet du journal chinois principal *Renmin Ribao* ont signé un accord de coopération avec l'agence russe MIA *Rossia segodnia* (*Russie aujourd'hui*).

En l'absence de concurrence politique, le Parti communiste au pouvoir en Chine fait des médias son porte-parole pour diffuser ses idées, objectifs, projets stratégiques et intentions, ce qui définit le choix des méthodes pour influencer l'opinion



publique. L'ordre du jour médiatique et la publicité politique sont sévèrement corrigés. La politique étrangère dans le champ informationnel tend à s'emparer de l'initiative, agir le premier, attaquer au lieu de riposter.

Il est évident que cette politique offensive nécessite une analyse circonstanciée des menaces potentielles dans le domaine de l'information et une tactique réfléchie pour couvrir ses démarches dans l'arène internationale. Le développement du réseau des médias chinois en langues étrangères et l'acquisition d'actifs médiatiques étrangers pour diffuser des opinions pro-chinoises au sein de la société occidentale servent à cette fin.

La direction chinoise cherche par tous les moyens à augmenter son potentiel pour dominer sur la Toile. En profitant de l'avantage national offert par le nombre d'utilisateurs d'Internet et s'appuyant sur les technologies informatiques de pointe, la direction chinoise se sert de la Toile mondiale pour neutraliser la propagande dirigée contre la Chine, mais aussi pour diffuser parmi le public étranger sa position sur les questions relatives à la politique extérieure. Ces activités s'accompagnent cependant de diverses formes de contrôle sur Internet : les sites indésirables sont bloqués, les moteurs de recherches internationaux, censurés, et les données personnelles des utilisateurs, enregistrées.

La censure et la liberté d'expression sont souvent au centre d'attention lors du dialogue médiatique entre Pékin et les Occidentaux. Des ONG occidentales (« Human Rights Watch », « Amnesty International », « Reporters sans frontières ») tirent à boulets rouges sur la censure en ligne pratiquée en Chine. De son côté, Pékin dénonce les méthodes utilisées par les médias occidentaux en citant des données sur leurs fondateurs, sponsors et sur les revenus tirés de la diffusion de la propagande antichinoise.

Travailler avec le public étranger est d'une grande importance pour la Chine car il s'agit là de la « puissance douce ».



En outre de l'objectif principal, à savoir augmenter l'influence médiatique sur des pays étrangers, la multiplication des médias chinois orientés sur le public étranger atteint un autre but : elle crée l'impression d'un pluralisme idéologique et de la diversité des sources d'information en Chine.

Les tentatives de Pékin de s'implanter sur le marché médiatique international en acquérant des parts dans des médias étrangers méritent une attention particulière. Les Chinois marchent sur des œufs en évitant de susciter des remous, cependant E. Evdokimov dit juste en notant que ces actions témoignent de leur nouvelle approche de la propagande politique extérieure : ils aspirent à diversifier les sources de l'information destinées au public étranger et à faire chaque grande agence de presse nationale sortir des produits en langues étrangères (en anglais en premier lieu)¹⁶.

Le principe de non-confrontation dans la politique de la propagande et de l'information de Chine mérite le détour. Il s'agit notamment d'utiliser à bon escient de nombreuses sources de l'information ouverte offertes par les médias occidentaux pour y puiser des publications négatives sur les pays de l'Occident, leur politique, leurs finances, des événements de leur vie sociale, etc. Ces publications sont diffusées par les médias chinois en langues étrangères et sur la Toile, se référant aux agences de presse étrangères, pour atteindre un double objectif : d'une part, un haut degré d'authenticité est garanti, et d'autre part, l'information désirable est servie sans entamer l'autorité des médias nationaux. Par ailleurs, les médias chinois qui travaillent pour le public étranger ne polémisent pas avec les médias domestiques. Leur mission consiste à présenter et défendre leur propre point de vue.

Pour ce qui est des événements domestiques capables de ternir l'image du pays (catastrophes techniques, séismes, troubles de masse, etc.), la direction chinoise préfère en discuter ouvertement dans les médias. Cette transparence est censée



démontrer la stabilité du pouvoir, tout en créant la « bonne » toile de fond pour les futures actions des autorités.

La simplification du régime des activités des médias étrangers en Chine connaît une large publicité. La Chancellerie médiatique du Conseil d'État organise des voyages à travers le pays et d'autres événements pour les journalistes étrangers. Cependant les négociations officielles et des rencontres au sommet ne peuvent être couvertes que par les journalistes du pool officiel. Ceux qui accompagnent les chefs d'État, de gouvernement et d'institutions publiques, ainsi que les membres des familles royales en visite officielle en Chine, sont accrédités par des canaux diplomatiques.

Le principe de non-confrontation dans les activités médiatiques se traduit également par la thèse, popularisée par la Chine dans l'arène internationale, comme quoi il faut se défaire de la mentalité datant de la guerre froide pour progresser vers les idéaux d'un monde harmonieux, préconiser l'ouverture au monde entier sans renier les traditions nationales. Il est à noter qu'en présentant à l'Occident sa vision des perspectives du développement internationale, la Chine se fait le porte-parole des stratégies ambitieuses telles que la nouvelle route de la soie (la Ceinture et la Route).

La « puissance douce » à la chinoise se résume surtout à la création d'une image positive et la couverture des projets économiques chinois. Les dirigeants de l'État et du PCC multiplient ces dernières années des conférences de presse à l'intention des médias nationaux et étrangers et publient des quantités de statistiques et données officielles dans la presse écrite et sur les sites Internet de divers départements chinois.

Ainsi, le mariage entre le contrôle des ressources médiatiques et le potentiel des technologies modernes de l'information et de la communication permet de multiplier les canaux de diffusion de la propagande politique chinoise à l'étranger pour renforcer le rôle de la Chine non seulement dans l'espace médiatique mondial, mais



aussi dans les processus internationaux en général. Cette situation est loin d'être claire et nette car les limites imposées aux activités des médias chinois sont violemment critiquées à l'Occident qui y voit la violation de la liberté d'expression en Chine. Cependant cela permet à la direction chinoise de gérer les flux informationnels en concentrant les ressources de propagande sur les axes prioritaires de la politique extérieure.

Compte tenu des objectifs de la couverture médiatique de la politique extérieure de la Fédération de Russie, exposés ci-dessus, et de l'expérience de la Chine en matière de politique médiatique dans la sphère de la politique extérieure, il y a tout lieu d'affirmer que la couverture médiatique des activités politiques extérieures est d'une double nature. Il s'agit, premièrement, d'assurer un large soutien à la ligne politique extérieure russe à l'intérieur du pays et, deuxièmement, de sensibiliser l'opinion à la politique appliquée par la Russie à l'étranger pour obtenir son approbation. La stratégie de la Fédération de Russie dans ce domaine consiste à assurer le droit de chaque individu à l'accès à l'information objective sur les événements en cours dans le monde pour pouvoir comparer divers points de vue sur ces événements.

-
1. *Ob outverjdenii Doktriny informatsionnoi bezopasnosti Rossiiskoi Federatsii.* [Sur l'approbation de la Doctrine de la sécurité informationnelle de la Fédération de Russie.] Décret 646 du Président de la Fédération de Russie datant du 5 décembre 2016 // Sobranié zakonodatelstva Rossiiskoi Federatsii [Recueil de lois de la Fédération de Russie] n° 50, 2016, art. 7074.
 2. I.A. Nisnevitch : *Informatsia i vlast'*. [L'Information et le pouvoir.] Moscou, 2000, p. 11; I.V. Mesheriakov : *Gossouudarstvennaïa informatsionnaïa politika kak element sistemy nacionalnoi bezopasnosti.* [La politique informationnelle nationale en tant qu'élément du système de sécurité nationale.] // Molodoï outhenyï, n° 1, 2016, p. 553-556.



3. *La diplomatie russe annonce le prix de l'image positive de la Russie à l'étranger* // URL: <http://www.ippnou.ru/article.php?idarticle=000704> (mise à jour: 18.02.2017).
4. *Ob outverjdenii Kontseptsii vnechnei politiki Rossijskoï Federatsii.* [Sur l'approbation du Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie.] Décret 640 du Président de la Fédération de Russie datant du 30 novembre 2016 // Sobranié zakonodatelstva Rossijskoï Federatsii [Recueil de lois de la Fédération de Russie.] n° 49, 2016, P. 6886.
5. I. Egorov : *Mir bez illuzii i mifov.* [Le monde sans illusions ni mythes.] Entretien avec Nikolai Patrouchev // Rossijskaïa gazeta, 16 janvier 2017 // URL: <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/2148/> (date d'appel : 24.02.2017).
6. *Ob obespetchenii dostupa k informatsii o deiatelnosti gossoupravleniïkh organov i organov mestnogo samooupravleniia.* [Sur la garantie de l'accès à l'information sur les activités des institutions publiques et des collectivités territoriales. [Loi fédérale datant du 9 février 2009.] // Sobranié zakonodatelstva Rossijskoï Federatsii. [Recueil de lois de la Fédération de Russie] n° 7, 2009. P. 776.
7. *O strategii natsionalnoi bezopasnosti Rossijskoï Federatsii.* [Sur la stratégie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie.] Décret 683 du Président de la Fédération de Russie datant du 31 décembre 2015 // Sobranié zakonodatelstva Rossijskoï Federatsii [Recueil de lois de la Fédération de Russie.] 2016, n° 1, deuxième partie, art. 212.
8. *Sobranié zakonodatelstva Rossijskoï Federatsii.* [Recueil de lois de la Fédération de Russie.] n° 49, 2016, art. 6886.
9. *Le Parlement européen adopte une résolution contre les médias russes* // URL: https://ria.ru/mediawars_freedom_of_speech/20161123/1482000699.html (date d'appel : 17.02.2017).
10. *La Grande-Bretagne a bloqué les comptes de la chaîne TV RT* // URL: <http://www.russiangap.com/2016/10/velikobritaniya-zakry-la-scheta-teleseti-rt/> (date d'appel : 24.02.2017).



11. The Daily Beast: *Ayant perdu la guerre de l'information contre le Daesh, les États-Unis s'en prennent à la « propagande de Poutine »* // URL: <http://www.inosmi.info/db-proigrav-v-infovoyne-s-ig-ssha-vzyalis-za-propagandu-putina.html> (mise à jour: 11.03.2017).
12. I. Egorov : *Op. cit.*
13. E.V. Evdokimov : *Politika Kitaïa v globalnom informatsionnom prostranstve*. [La politique de la Chine dans l'espace médiatique mondial.] // *Mejdounarodnyé protsessy*, 2011, n° 1. p. 74.
14. M. Alechina, O. Gorchkova : *Imidj po-pekinski*. [L'Image à la pékinoise.] // *Rossiïskaïa gazeta*, le 24 juin 2015.
15. Liu Hanyan Qi : *Vnechnepolititcheski kurs sovremennogo Kitaïa v otrajenii natsionalnykh SMI*. [La politique extérieure de la Chine moderne, reflétée par les médias nationaux.] // *Vek informatsii : SMI i vnechnia politika Kitaïa*. [L'ère de l'information: les médias et la politique extérieure de la Chine.] Recueil d'articles scientifiques. n° 4 / Sous la rédaction de R.V. Bélokourov, I.S. Danilovet S.B. Nikonov, Saint-Pétersbourg, éditions de l'Université de Saint-Pétersbourg, 2014,p. 14, 42.
16. E.V. Evdokimov : *Op. cit.*, p. 75.

Mots-clés: politique informationnelle, couverture médiatique, espace médiatique, information, travail de sensibilisation, technologies de l'information et de la communication, diplomatie informationnelle, sécurité informatique, réseaux sociaux, situation politique extérieure, intérêts nationaux.



LE MONDE AU-DELÀ DE LA VÉRITÉ

Certes, Donald Trump ne doit pas du tout sa victoire électorale à une large diffusion de nouvelles bidon, mais le monde libéral occidental en plein désarroi a quand même tourné son regard vers ce phénomène.

La rédaction de l'Oxford English Dictionary a choisi comme le mot de l'année 2016 l'expression « post-truth », qui peut se traduire tant comme « post-vérité » que comme « post-réalité ». Il s'agit en l'occurrence de la capitulation de la réalité devant tout une montagne de soi-disant « vérités ». D'après la définition donnée par les linguistes britanniques, l'expression correspond à un état de choses où l'opinion publique est formée par les émotions ou les préférences personnelles plutôt que par une vision objective du monde, par les faits. En allant plus loin, on dira que le phénomène de l'année, ce sont les fausses nouvelles, les « canards », les informations trompeuses, les « *fake news* ». Le héros de l'année n'est personne

**GÁBOR
STIER**



Journaliste politique
du quotidien hongrois
Magyar Nemzet



d'autre qu'un troll informatique, car c'est lui, comme beaucoup le pensent, qui a gagné l'élection présidentielle aux États-Unis, qui a remporté le vote du Brexit et a rejoint en compagnie de hackers le détachement d'avant-garde du Kremlin dans une guerre appelée hybride.

Ces dernières années, c'est incontestable, les frontières s'estompent entre la vérité, la réalité et les événements factices, la pseudo-vérité. Un monde qui se forme est dans tous les sens moins prévisible qu'au temps de la guerre froide : jadis et naguère, il y avait rivalité entre seulement deux pôles, alors qu'aujourd'hui il faut concilier les intérêts d'un plus grand nombre d'acteurs, ce qui ne fait qu'accentuer la pagaille. Des blocs et des alliances se constituent au gré des circonstances, les relations internationales se font turbulentes, alors que la diplomatie, qui prend du poids dans le contexte actuel, commence à manquer de retenue qui lui était normalement propre. La mondialisation détache toujours plus nettement ses côtés sombres, alors que les États nationaux vont à contre-courant et élèvent la voix, et que la régionalisation, la localisation s'accélèrent. Les partis politiques traditionnels ne trouvent plus de réponses convenables et plausibles aux défis de l'époque. La révolution technologique, la numérisation et la robotisation ne font qu'accentuer encore l'incertitude. La peur, qu'on ressent lorsque les points d'appui sont perdus et les relations plongent dans le chaos, fait monter le populisme. Les hommes, tout comme les États, se respectent de moins en moins. « l'époque de transition » bouleverse non seulement les modes de vie individuels, mais encore les règles de conduite quotidienne ; les lois globales, qui existaient jusqu'alors, sont réduites à néant.

Dans ce monde au-delà de la vérité la manipulation gagne du terrain. Même les politiques du monde occidental perdent le contrôle des événements. Tout le monde ressent ce foutoir, cette apparence trompeuse du monde, mais faute d'alternative,



cet état s'écartant de la norme finit pas être perçu comme une norme. Dans un monde qui propose de moins en moins de points d'appui, l'individu reste dans son coin et bien souvent, entre en communication avec l'extérieur uniquement par Internet. Agissant au moyen d'algorithmes du Facebook, du Twitter, du Google, la toile mondiale pousse l'homme dans sa tanière, l'enferme dans une bulle médiatique. En effet, un poste de radio ou de télévision permet de changer de chaîne, alors que c'est impossible sur Twitter et Facebook. Pour cette raison, beaucoup en Amérique ont été grandement surpris en apprenant qu'outre leur petite bulle libérale, il existait un tout autre monde qui vote Donald Trump. Encore un exemple : une fraction de la société allemande ne comprend absolument pas pourquoi de nombreuses gens autour pensent à propos de la crise migratoire exactement la même chose que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. De la même façon, en Russie, les partisans des contestataires de la place Bolotnaïa ne comprennent pas pourquoi la majorité des Russes pleuraient de joie en apprenant la reconquête de la Crimée, et pourquoi la cote de popularité de Vladimir Poutine monte en flèche.

Certes, les médias n'ont jamais été immaculés, mais il ne fait pas de doute non plus que jadis ils filtraient mieux les informations. Les journalistes et les rédacteurs accomplissaient mieux leur fonction de « portiers » que ne le font leurs successeurs d'aujourd'hui, désignés de plus en plus souvent, non sans fondement semble-t-il, par l'appellation « collaborateur de médias », au lieu de les appeler journalistes. Il est curieux que c'est le fait de ces mêmes politiques qui sont cruellement responsables de la situation actuelle, quand la machine à communication politique broie et écrase absolument tout. On peut aussi citer parmi les causes de cet état de choses le « relâchement » du métier et, bien entendu, l'expansion de l'Internet et des réseaux sociaux qui a tout d'une véritable explosion médiatique. Oui, les fausses nouvelles existent depuis



le début de la télécommunication, mais la différence vient aujourd'hui de la rapidité avec laquelle les faux sont produits et diffusés. Si tu ne veux pas rester à la traîne dans cette course, il faut être très vif et lesté, car les lecteurs échangent entre eux les articles controvérsés sans même les lire. Les gens commencent à manquer de compétence, car les réseaux sociaux deviennent pour eux l'unique source d'informations. Nombreux sont ceux qui ne peuvent tout simplement pas sentir la différence entre la vérité et le mensonge. Une récente enquête réalisée à l'université Stanford a montré que les lycéens, dans leur majorité, « mordaient » aux informations falsifiées¹.

Il est peu probable que les « *fake news* » aient pu jamais prendre le devant de la scène, si ce n'était pas la victoire de Donald Trump, qui a fait « toucher les épaules » au monde libéral occidental. Et bien entendu, si ce n'était pas la guerre médiatique qui n'est pas seulement menée au niveau politique global, mais encore s'infiltré dans notre quotidien. L'hostilité accrue entre la Russie et l'Occident a fait que ce phénomène a atteint son apogée. Actuellement nous nous trouvons à une étape où l'on accuse de tous les maux que connaissent des élites libérales le vainqueur de cette guerre larvée, celui qui a pu intimider ses ennemis par une action menée de l'intérieur – Vladimir Poutine. Le Kremlin, affirme-t-on, a gagné l'élection pour Donald Trump en dérobant les informations, en fabriquant et en diffusant les fausses nouvelles, en formant une armée de trolls qui perturbent la société occidentale pour ensuite faire facilement et sans problèmes un sort de l'Union européenne. En mettant sur le même plan Moscou et l'État Islamique, le Parlement européen a voté un programme d'action pour neutraliser « la propagande russe ». La radio « Europe Libre » établie à Prague et financée par le Congrès américain, a lancé des émissions 24 heures sur 24 en russe par câbles, par satellites et numérisées. Faut-il dire que dans ce cas-là, il ne s'agit pas de la propagande, mais exclusivement de la « vérité vraie », diffusée



pour contrecarrer l'intox ? Le gouvernement allemand est lui aussi parti en guerre contre « l'influence médiatique russe », recrutant à cet effet un « commando spécial pragois ». En cas d'échec d'Angela Merkel, les médias pro-occidentaux y auraient vu l'ingérence de Moscou, tout comme si Marine Le Pen gagnait les élections françaises. Au cours de la campagne électorale en France, Emmanuel Macron a joué « la carte russe » (« aide-toi, le ciel t'aidera », a-t-il certainement pensé) en interdisant aux compagnies médiatiques *RT* et *Sputnik* l'accès de ses meetings et rencontres. Après les élections en Allemagne, les top médias n'avaient qu'un sujet à débattre : mais pourquoi diable Poutine n'a-t-il pas mis en action son armée de trolls et de fouineurs ? Toutes ces navrantes balivernes font sourire. Bientôt nous ne nous étonnerons plus si le Kremlin est accusé d'un hiver trop long ou de la défaite de votre équipe de foot la mieux aimée.

Par contre, tout le monde préfère taire l'évidence que *RT* est copiée sur le modèle de *La Voix de l'Amérique* ou de *Deutsche Welle*, mais à la différence de nombreux portails qui diffusent de vraies « *fake news* », elle présente les événements tels qu'ils sont vus depuis le coin russe. La nouvelle sur un hacker anglais, interpellé l'an dernier pour avoir piraté le site de *Deutsche Telecom*, n'est pas diffusée, et cela a été fait intentionnellement, car elle apporte un réel démenti à toutes les accusations contre Moscou qui aurait organisé les piratages informatiques. La presse anglo-saxonne, qui se prévaut de son objectivité et de sa véracité, et qui s'acharne contre la politique du Kremlin qui aurait pour but de diviser l'Europe, ne cite guère les propos de l'ambassadeur américain, nommé dans l'un des pays européen, sur le projet de Washington de ne s'intéresser plus à l'actuelle intégration européenne, lui préférant les liens bilatéraux avec les pays européens. Il paraît tout aussi étrange que Berlin ou Paris font du tapage à propos de n'importe quelle information qui apparaît sur la ressource média *Sputnik News*, alors que les portails d'actualités français et allemands de la compagnie



américaine *Breitbart* ne se fient pas pour présenter des preuves. Cette kyrielle peut être prolongée à l'infini, en citant par exemple les critiques formulées dans un article du *Der Spiegel* contre le ministre allemand des Affaires étrangères Gabriel Sigmar à l'occasion de son interview à *RT*².

Mais revenons aux trolls, ces mercenaires de la guerre de (dés)information dans le cyberspace. Le phénomène est largement répandu, mais la presse occidentale ne se focalise que sur l'armée de trolls à Poutine. Est-ce probablement parce que c'est quelque chose de nouveau ? Ou bien elle a oublié les siens ? Ou bien il est interdit d'en parler ? De l'avis de personnes « bien informées », les services de sécurité russes auraient formé dès le début des années 2 000 des groupes de commentateurs. Plus tard, les médias y ont apporté des preuves. Par exemple, en 2013 un groupe de hackers a annoncé que l'Agence d'études Internet pétersbourgeoise employait plus de six cents personnes dont la tâche consistait surtout à rédiger des commentaires. Parmi ces personnes, il y a des blogueurs qui doivent gérer chacun six comptes Facebook en publiant en moyenne trois posts par jour. Récemment des informations ont filtré sur le fonctionnement de cette « fabrique de trolls ». On assure que les profils et les communautés dans les réseaux sociaux, créés par les trolls, avaient six millions d'abonnés. En procédant au moyen de la publicité et des reposts, les messages de trolls couvraient en septembre 2016 entre 20 et 30 millions de personnes. On publie par dossiers entiers des informations sur les hackers russes qui auraient « assuré la victoire de Donald Trump ». Il ne fait pas de doute qu'ils existent, tout comme dans d'autres pays. Toutefois, il est curieux de noter qu'au moment même où tout est mis sur le compte des Russes, le Roumain Lazăr Marcel, surnommé Guccifer, qui avait cracké les codes de politiques américains en vue et publié leurs courriers, a écopé de 52 mois de taule, condamné à cette peine par le tribunal fédéral d'Alexandria (Virginie)³.



En Chine, les commentateurs à solde sont déjà deux millions, et ont même leur nom à eux : « le parti des 50 cents », soit la somme de 50 cents que les participants aux forums informatiques touchent pour un post ou un commentaire. En avril dernier, les chercheurs à l'université Harvard ont fait une curieuse découverte⁴. Ils ont étudié 43 800 commentaires consacrés au parti au pouvoir et sont arrivés à la conclusion que 99,3% étaient écrits par les fonctionnaires gouvernementaux. Ces derniers s'activent aux moments sensibles, par exemple à l'occasion des assemblées du parti communiste, pendant les troubles ou même les jours de fête. D'après l'étude, le segment chinois de l'Internet produit chaque année 488 millions de messages propagandistes. Le clin-clac produit par les trolls ukrainiens est moins audible en Europe, car ils se sont concentrés en premier lieu sur le conflit russo-ukrainien. Au début, cette lutte était menée au moyen de portails intox, après quoi, en 2015, le ministère ukrainien de la Politique informatique a formé sa propre armée de trolls pour « diffuser la vérité ». À cette époque-là, les hackers du Maïdan menaçaient les habitants de grandes villes russes avec les alertes à la bombe. On ne sait pas pourquoi, mais ces messages n'ont pas indigné les top médias occidentaux. Israël utilise, lui aussi, les trolls pour diffuser les actualités positives, ainsi que pour assurer une interprétation « correcte » de la politique pro-gouvernementale et du problème palestinien. « Nous devons unir nos efforts pour expliquer que nous avons le droit légitime de nous trouver sur ce territoire, en Israël », a expliqué il y a quatre ans au quotidien *The Jerusalem Post* l'homme politique israélien Dov Lipman, motivant la nécessaire formation d'un tel groupe⁵. Le chef du gouvernement turc Recep Tayyip Erdogan ne crache pas lui non plus sur cet instrument propagandiste. Le parti qu'il dirige – le Parti de la Justice et du Développement – a répondu en 2015 aux troubles organisés par l'opposition par la formation d'une équipe de 6 000 hommes qui travaillent dans les réseaux sociaux sous le nom de « Nouvelle agence numérique turque ».



Hillary Clinton, pour sa part, a été tellement harassée de voir trop de mauvaises choses publiées sur son compte qu'elle a contre-attaqué en allouant un million de dollars pour mener son travail d'information. Il est vrai qu'on n'a pas laissé cette nouvelle parvenir jusqu'au grand public. Bien entendu, pour accomplir ce travail, il ne s'agissait pas de faire appel uniquement aux ados cafardeux en mal d'occupation, mais aussi aux journalistes, blogueurs, spécialistes de la com' et designers.

Il faut savoir que le travail « bénéfique » des trolls, lié à la politique ou « tout simplement » brouillant la communication journalière, montre bien que le temps est à la désillusion pour tous ceux qui voyaient en Internet une expression de la démocratie pure. On a vu rapidement apparaître les joueurs désireux d'interrompre le dialogue raisonnable, alors que les politiques y ont immédiatement senti la possibilité de manipulations.

Ces exemples montrent qu'il y a de bons et de mauvais trolls, qu'il y a la propagande et la vérité. Tout dépend d'où nous regardons. Une flambée de colère contre « la propagande russe » est montée parce que les élites libérales américaines ne peuvent pas tolérer que Moscou se redresse. Le Kremlin a compris – avec un énorme retard, il est vrai – l'importance de la puissance dite douce. Elle ne se réduit pas uniquement à Pouchkine, Dostoïevski, Tchaïkovski, au rockeur Chnou, à Isinbayeva ou à la popularisation de la langue russe. Tout comme les autres nations, les Russes ont leurs trolls et hackers. Ce qui surtout pique au vif les adversaires de Moscou, c'est que les chaînes russes – qui proposent des interprétations alternatives, qui couvrent le monde entier comme la CNN et gagnent en popularité – ont privé les États-Unis du monopole de l'information. La Chine s'est engagée elle aussi dans ces joutes : les chaînes d'actualités nouvelles, se distinguant des courants à la mode, apparaissent au Proche-Orient ; il est possible que l'Union européenne fasse entendre sa voix, ne



serait-ce que lentement. Pour l'instant il n'y a que l'Europe centrale qui a changé de rhétorique en s'écartant des clichés euro-atlantiques, libéraux et pro-occidentaux, mais même cette voix nouvelle et souvent hésitante, qui enfreint de temps à autre les lois professionnelles parce qu'alternative, tranche nettement sur l'ensemble du chœur. Le tableau est le même qu'au niveau géopolitique. La Russie – qui copie à bien des égards les procédés utilisés par ses anciens rivaux – a regagné les rangs des superpuissances globales en brisant le monopole de l'Occident. Comme toute autre superpuissance, la Russie veut avoir voix au chapitre dans les affaires internationales. Cela atteint les intérêts des autres puissances que l'Occident ne nomme pas ouvertement, invoquant les valeurs que lui-même, il ne respecte pas. « La question porte sur le choix des valeurs. Je ne veux pas affirmer que tout ce que font les États-Unis et l'Europe est bon, mais je ne puis pas être pragmatique au point d'accepter tout ce que fait la Russie. En matière de politique extérieure, il est question, bien entendu, des intérêts des parties prenantes, mais il faut voir cela comme un combat de boxe. Les coups sont portés à l'intérieur du ring, ils sont parfois très durs, mais le ring est cerné par les valeurs. La grande question consiste à savoir : le ring, a-t-il changé de contours ? », c'est en ces termes qu'un expert hongrois en politique de sécurité a formulé l'opinion généralement admise en Occident⁶. D'ailleurs, il existe une sorte d'échelle des grandeurs pour les superpuissances, qui place la Russie en troisième position, après les États-Unis et la Chine. Beaucoup pensent que la place attribuée à Moscou est au-dessous de son activité. Ils n'apprécient pas que la Russie, dont le PNB est à l'heure actuelle égal à celui de l'Espagne, affiche des résultats au-dessus de ses forces. Les adversaires de Moscou sont également choqués en voyant que ces deux dernières années, la politique extérieure russe, traditionnellement réflexive, s'est montrée visiblement plus créative que la politique des autres grands acteurs. Ses succès géopolitiques



– l’Ukraine, la Crimée, la Syrie et autres – empêchent l’Occident de réaliser ses projets, alors que la vision du monde sous un autre angle perturbe sa sensation habituelle de confort, ce qui est impardonnable. C’est exactement pour cette raison qu’en réponse, l’Occident s’acharne à déprécier tout ce que dit Moscou, taxant de propagande toutes ses communications sans exception. Tout le monde radote le mot « désinformation », alors que Moscou essaie tout simplement de présenter les événements sous un autre jour. Et puisque nous vivons dans un monde où la première importance revient à l’interprétation, cela devient impardonnable aux yeux de l’Occident.

Le problème numéro un, c’est que cette démarche détourne l’attention des causes véritables. Quand les acteurs politiques, de Hilary Clinton et Donald Trump à Angela Merkel, qualifient de « *fake news* » toutes les informations embêtantes, il faut savoir qu’outre les raisons professionnelles, il y a l’argent derrière la majorité des fausses nouvelles. La foule « mord » aux choses les plus obscènes, et augmente ainsi les profits provenant de la publicité. C’est donc dans l’espoir de réaliser ces profits que le secteur s’est mis à diffuser les fausses nouvelles. En quête de ces profits, un nombre considérable de top portails s’adaptent à la demande au détriment de l’éthique professionnelle et accordent la préférence aux sujets qui séduisent le public. Les slogans commerciaux apparaissent dans les titres accrocheurs, souvent notoirement faux, qui repoussent toujours un peu plus bas le seuil d’irritation des lecteurs et avilissent toujours un peu plus la qualité des messages. Outre qu’ils modifient les habitudes en matière d’usage des médias – ce changement s’est surtout manifesté au cours de la campagne électorale américaine – les top médias luttent contre la crise de confiance qui, évoluant dans un espace média tordu, dirige également les lecteurs vers les portails à fausses nouvelles. Ce qui ne saura pas nous étonner, c’est de voir que la politique trouve le moyen de s’exprimer dans tout ce bazar.



On peut en conclure que le journalisme mondial est confronté à de très graves défis. Il a été constaté, lors d'une conférence sur les médias à Budapest, que les géants médiatiques Google et Facebook enlèvent leur rôle aux traditionnelles maisons d'éditions, et établissent un lien avec et entre les lecteurs⁷. Cela crée un nouveau mode d'aller sur les brisées de la presse traditionnelle. Selon une enquête de YouGov, en Hongrie 68% des sondés utilisent comme source d'informations les réseaux sociaux, 74% la télévision, 24% la radio et 20%, les imprimés⁸. L'utilisation des médias sociaux comme principale source d'informations pose problème, car leurs pages sont les premières à diffuser les fausses nouvelles et à servir de plateformes pour leur diffusion. Le remplacement des automates aux hommes a touché jusqu'au métier de journaliste, où les rédacteurs sont de plus en plus souvent remplacés par les algorithmes. On le doit en partie à ce que les actualités sur *Clickbait* sont très prisées d'utilisateurs de l'Internet en raison de leurs avantages commerciaux. Cette tendance encourage beaucoup la diffusion des pseudo-ou des demi-vérités. La plate-forme médiatique en ligne modifiée a créé la notion de « chambre d'écho », soit le plus grand paradoxe des médias sociaux : la communauté est formée de façon à isoler et à exclure. Il est une question qui appelle une interrogation : les plate-formes Internet, quelle est leur responsabilité juridique ? Sont-ce des compagnies médiatiques ou des compagnies TIC ? Le problème tient à ce que les plate-formes géantes, qui sont les premières sources d'informations dans un nombre croissant de pays, peuvent rester sans réglementation, autrement dit s'exposer à une responsabilité minimale en cas d'infraction. Cette question, qui reste en suspens, crée elle aussi une situation défavorable pour les médias traditionnels.

Les études, préparées pour la conférence dont il a été question plus haut, indiquent que l'abondance à n'en plus



finir de documents d'accès facile, ainsi que les nouvelles méthodes de diffusion des actualités, amènent une crise de confiance à l'égard des journalistes⁹. Outre cela, il y a d'autres facteurs encore qui exercent une influence néfaste sur le journalisme en ligne. En effet, quiconque le veut peut se faire journaliste, ce qui affaiblit notablement la presse, tout comme sa réputation de source d'informations fiable et de premier ordre. Le journalisme et son rôle de « contrôleur » ne sont plus aussi reconnus et légitimes qu'ils l'étaient avant l'apparition de l'espace médiatique en ligne. La situation de la presse s'aggrave sous l'influence pesante de la crise économique de 2008-2009, qui a économiquement affaibli le marché médiatique dans la majorité des pays, a fait déposer leur bilan à d'innombrables compagnies et a exposé les journalistes au chômage. Les rédactions qui cherchent à survivre ne font plus tellement attention à la qualité des textes, reléguée au second plan car la présentation argumentée, impartiale et pondérée des informations n'assure pas un auditoire permanent, et n'a donc pas d'importance aux yeux des patrons. Certes, la diffusion de faux messages n'est pas un phénomène nouveau, mais il n'a jamais connu une ampleur comme juste avant et après les élections américaines de 2016. À en croire un rapport de *Reuters*, la confiance dans les médias dépend fortement de la diffusion et de l'influence des « *fake news* ». Toutefois, de l'avis des auteurs du rapport, la cause principale de la confiance en baisse à l'égard des médias s'explique par une profonde polarisation politique et la partialité politique des top joueurs dans l'espace médiatique, et pas du tout par la profusion de fausses nouvelles.

Rien de nouveau sous le soleil. Ce n'est que maintenant, la politique aidant, que nous avons ouvert les yeux sur ce qui se passe. Et dire que dès les années 60 du XX^e siècle, le philosophe français Guy Debord avait déjà décrit dans « La société du spectacle » les rapports sociaux et



communicationnels du futur¹⁰ : « Dans un monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux. <...> Les images qui se sont détachées de chaque aspect de la vie fusionnent dans un cours commun, où l'unité de cette vie ne peut plus être rétablie. La réalité considérée partiellement se déploie dans sa propre unité générale en tant que pseudo-monde à part, objet de la seule contemplation. La spécialisation des images du monde se retrouve, accomplie, dans le monde de l'image autonomisé, où le mensonger s'est menti à lui-même. Le spectacle en général, comme inversion concrète de la vie, est le mouvement autonome du non-vivant. <...> Le spectacle est le discours ininterrompu que l'ordre présent tient sur lui-même, son monologue élogieux. C'est l'autoportrait du pouvoir à l'époque de sa gestion totalitaire des conditions d'existence. <...> Mais le spectacle n'est pas ce produit nécessaire du développement technique regardé comme développement naturel. La société du spectacle est au contraire la forme qui choisit son propre contenu technique ». Ce « spectacle » qui se joue avec notre participation dure depuis la fin des années 1990 et a atteint aujourd'hui son apogée. Dans ce monde au-delà de la vérité ce qu'écrit la presse est plus important que la vérité, et la frontière entre la vérité et le mensonge ne cesse de s'estomper.

-
1. Fiona Macdonald: *Bad News : 80% of Students Can't Tell The Difference Between Real And Fake News*, 2016, dec. 7. <http://www.sciencealert.com/bad-news-study-finds-80-of-students-can-t-tell-the-difference-between-real-and-fake-news>
 2. Der Spiegel befragt Sigmar Gabriel über sein „umstrittenes“. Interview beim russischen Propagandainstrument Deutsch RT <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/sigmar-gabriel-gibt-angela-merkel-mitschuld-am-aufkommen-der-afd-a-1167451.html>



3. Letöltendő kapott Amerikában a hírhedt román hacker <https://kronika.ro/kulfold/letoltendot-kapott-amerikaban-a-hirhedt-roman-hacker/print>)
4. How the Chinese Government Fabricates Social Media Posts for strategic Distraction, not Engaged Argument* Gary King† Jennifer Pan‡ Margaret E. Roberts§ April 9, 2017 <http://gking.harvard.edu/files/gking/files/50c.pdf>
5. Invasion of the troll armies: 'Social media where the war goes on... [https://www.theguardian.com › Media › Social media](https://www.theguardian.com/Media/Social%20media)
6. „Egyik hatalom sem akar világháborút” Interjú Tálás Péterrel <https://mno.hu/hetvegimagazin/talas-peter-egyik-nagyhatalom-sem-akar-vilaghaborut-1383390>
7. A média és a politika új viszonya Magyarországon Friedrich Ebert Stiftung, Political Capital 2017. okt. 4.
8. Reuters Intitute Digital News Report 2017”
9. Szicherle Patrik, Wessenauer Veszna: A média és a politika új viszonya Magyarországon http://www.politicalcapital.hu/pc-admin/source/documents/FES_PC_A_media_es_a_politika_uj_kapcsolata%20_171004.pdf
10. Guy Debord : *La société du spectacle*, Buchet-Castel, 1967, Alinéas 9, 2, 24.

Mots-clés : sécurité médiatique, activité médiatique parallèle, post-vérité, Internet.



L'ISLAM ENTRE AVERROÈS ET AL-BAGHDADI

Les événements de ces dernières années (déstabilisation par vagues successives du Proche- et du Moyen-Orient, attentats en chaîne interminable commis par les adeptes du Prophète, crise de migrations qui secoue l'Europe, persécutions permanentes des hétérodoxes et autres dissidents dans les pays musulmans et au-delà) nous renvoient une nouvelle fois au professeur Huntington et poussent à réfléchir sur la corrélation entre l'islam et la violence, l'islam et la démocratie pour en arriver à la réflexion sur les valeurs islamiques et non islamiques dans la communauté humaine de plus en plus globalisée.

Que voyons-nous donc ? Une nouvelle réplique inertielle du conflit civilisationnel qui dure depuis des siècles ? Une recrudescence des vieilles tares chroniques de l'islam ? Ou bien, au contraire, une maladie de croissance d'un organisme

**DMITRI
TROFIMOV**



Directeur adjoint du Quatrième
département des pays de la CEI,
docteur en histoire
datr-07@mail.ru



relativement jeune et toujours très passionnel à l'époque du changement et sous l'effet des pressions extra-civilisationnelles extérieures ?

À propos

Avant de poursuivre la conversation, quelques remarques substantielles s'imposent.

Tout système religieux (l'islam ne fait pas exception) est toujours beaucoup plus complexe et multiple que sa description sélective. Le présent article n'est donc qu'une tentative de pointer quelques problèmes qui méritent une discussion. Il est parfaitement évident qu'en fonction de la tendance, du courant, du madhhab (école de droit et d'interprétation doctrinale) ou tout simplement de la spécificité nationale ou régionale, nous pourrions facilement discerner au moins plusieurs dizaines de différents « islams ». D'ailleurs, ce n'est pas avec les civilisations que nous avons affaire au quotidien, mais avec les gens en chair et en os qui n'adhèrent pas forcément à toute la gamme des valeurs appelées « islamiques ».

Les problèmes les plus embrouillés et/ou obsédants de l'islam moderne tiennent en partie à des particularités réellement immanentes à sa doctrine religieuse, mais d'autre part, sont le prolongement des conflits concrets, politiques et/ou religieux auxquels sont mêlés soit les ethnies (ethnos) porteuses du code culturel panislamique (Arabes et Iraniens), soit les pays les plus grevés d'archaïsmes (Afghanistan, Pakistan, Yémen, Somalie, Soudan), soit encore les éléments franchement extrémistes extra-institutionnels (EIIL ou Daesh, « Boko Haram »).

Il est non moins important de savoir que toute auto-identification, qu'elle soit individuelle ou nationale, est traditionnellement dominée par les attitudes comportementales d'ordre linguistique et ethnique, suivies par les attitudes religieuses, et non l'inverse. Un brusque revirement en faveur des



valeurs religieuses signifie le plus souvent un mouvement vers un conflit. La spécificité confessionnelle passe au premier plan soit après l'instauration d'un régime islamique qui nivelle la diversité des attitudes ethniques, soit en cas d'activation de l'opposition fondamentaliste, soit encore sous l'influence des migrations (intérieure, quand l'individu quitte une province éloignée pour aller s'établir dans une grande ville, ou internationale, qui est encore plus agissante), qui impliquent un conflit axiologique entre la conscience archaïque du migrant, essentiellement provinciale, et un nouvel environnement qui lui inspire une perpétuelle répulsion. Les masses migrantes constituent un évident catalyseur tant pour la fondamentalisation que pour la radicalisation de n'importe quelle communauté musulmane traditionnelle.

Au jour d'aujourd'hui

L'interaction entre communautés musulmanes et non musulmanes s'organise très différemment à travers le monde. Dans le modèle du « melting pot » (creuset) américain (qui s'est depuis longtemps transformé en « fruit salad ») et du multiculturalisme canadien¹ le phénomène, même s'il dérape parfois, se déroule *grosso modo* sans conflits. La communication interculturelle en Russie ou, mettons, en Asie centrale, qui se pratique en s'appuyant à bien des égards sur l'ancien fondement soviétique, permet elle aussi de couper avec suffisamment de bonheur les éléments épars de l'opposition inter-civilisationnelle ; tout compte fait, l'actuelle migration de travail vers la Russie est non conflictuelle, car les nouveaux arrivants sont en masse porteurs de l'identité post-soviétique commune. En ce qui concerne la coexistence des communautés musulmanes et non musulmanes au Proche-Orient, en Asie et en Afrique, elle est pour le moins difficile.



Dans le cas de l'Europe, il ne s'agit plus tout simplement d'une évidente crise du modèle multiculturel, mais d'une perspective réelle de perdre son identité civilisationnelle sous la pression du flux migratoire depuis l'Orient musulman. C'est le prix à payer pour la tolérance politique faussement comprise et l'incapacité originelle de mettre en pratique le vieux et classique principe de coexistence : « quand tu sera à Rome, agis comme les Romains ». Le problème ne tient pas tellement à ce que la communauté musulmane en Europe augmente en nombre plus rapidement que les autres, mais plutôt à ce qu'elle ne s'inscrit décidément pas dans les normes européennes communes, et puis apporte avec elle les interminables préjugés politiques, de genre ou ethnique*, et puis encore se montre la moins disposée à l'intégration substantielle, en descendant dans le même temps niveau le plus bas d'obéissance à la loi, même élémentaire.

La tentative de redresser tant soi peu la situation en pratiquant simultanément la « déchristianisation » et la « désislamisation » du domaine public ne produit aucun effet elle non plus : la « déchristianisation » se passe bien, alors que la « désislamisation » reste le plus souvent seulement déclarée, en provoquant des conflits et en faisant accorder de nouvelles concessions à la communauté musulmane qui, dans toutes les circonstances, évolue vers une plus grande exterritorialité et la « loyauté alternative »**. La séparation est encore accentuée par la construction d'un réseau de mosquées qui ne s'arrête

* À propos, cela explique une flambée d'antisémitisme en Europe, jamais vue depuis l'époque du nazisme.

** L'un des pionniers dans ce domaine fut le créateur du soi-disant Parlement musulman de Grande-Bretagne Kalim Siddiqui (1933-1996) qui, dès 1992, avait adressé une recommandation parfaitement explicite à tous les vrais croyants pour le cas où les lois du pays de séjour entreraient en collision avec la charia : suivre sans hésitations la loi islamique. La situation actuelle au Royaume-Uni atteste que son conseil a bien été entendu.



pas, et l'application de la charia (la « chariatisation ») qui s'enclave ça et là en Europe.

Pour mieux illustrer le phénomène, il serait curieux de tracer une sorte de ligne de démarcation socio-culturelle entre les conventionnels « Orient musulman » et « Occident chrétien » :

Tableau 1

Thèmes	Orient musulman	Occident chrétien
Le temps	Le temps conçu comme infini et n'ayant pas de valeur propre. C'est y compris de cela que viennent l'inexactitude et la négligence, qui vont de pair avec la propension à consacrer davantage de temps aux parents et aux amis.	Le temps conçu comme strictement fini et extrêmement précieux. D'où « le temps, c'est de l'argent », alors que « l'exactitude est la politesse des rois ». Le revers de la médaille : les contacts très dosés avec les parents et les amis.
La société et l'individu	Le collectif doit primer l'individuel ; le contraire signifie encourager l'égoïsme, la permissivité et affaiblit la protection de l'individu.	Les valeurs de liberté et d'initiative individuelles sont le fondement du mode de vie occidental. Le renforcement du principe collectiviste est conçu comme une atteinte à la démocratie.
Les particularités des relations entre individus	Présentent une forte propension à établir les relations à vie. Dévoués aux relations humaines	Habités aux relations de courte durée. Dévoués au travail
Plans	Changent de plans facilement et souvent	Strictement fidèles aux plans
Adaptation au contexte situationnel	L'énonciation pleine de sous-entendus, d'informations parasites, de symboles et d'allusions. Dans la communication inter-culturelle, souffrent de la droiture excessive et du manque de tact	Intentionnellement explicites, le sous-entendu est présent, mais sa proportion est minimale. Dans la communication inter-culturelle, souffrent de réticences et d'allusions



Attitude à l'égard de la liberté de religion	L'abandon de la foi et le blasphème conçus comme un péché impardonnable, pénalement sanctionné dans certains pays. Les droits des communautés non-musulmanes partiellement protégés par la loi, mais reconnus avec force réserves par l'opinion publique	La conversion à une autre foi et la critique des croyances (y compris religieuses) d'autrui constituent un élément de la démocratie. Dans un État démocratique laïc, les droits de toutes les communautés religieuses sont égaux
La démocratie	Une couverture utile pour les mécanismes traditionnels ou un tremplin pour arriver au pouvoir, avec ensuite la suppression de la démocratie devenue inutile	L'unique forme acceptable d'existence pour la société moderne
Égalité homme-femme	Conçue comme une violation de l'ordre donné par Dieu et privant la femme de sa vocation de mère et d'épouse. L'inégalité des femmes existe presque partout <i>de facto</i> , est consacrée par le droit coutumier et le plus souvent, par la législation en vigueur	Un attribut essentiel de la démocratie et des droits de l'homme. L'égalité des genres fixée dans la loi au milieu du XX ^e siècle et énergiquement institutionnalisée depuis le début du XXI ^e siècle
Les droits des minorités sexuelles	Une pente vers la déchéance morale et physique, par ailleurs explicitement condamnée par toutes les religions du monde. Les personnes soupçonnées d'homosexualité frappées d'ostracisme et de différentes peines criminelles.	Un élément de tolérance politique. Ce marqueur très à la mode est utilisé pour une stricte identification des « amis » et « ennemis ». Jusqu'au milieu du XX ^e siècle, l'homosexualité était réprouvée ou soumise à un traitement injonctif.



Tournez votre langue sept fois avant de parler...

L'islam est la civilisation de la parole, du Verbe souvent sacré (comme la prose rythmée du Coran) et notoirement plus important que la vie de l'homme. Une parole bien placée apporte la gloire et parfois le pouvoir (chez les Arabes et les Perses, l'éloquence emphatique et élogieuse a toujours été en honneur particulier et très prisée : des fois elle frayait le chemin aux futurs grands chefs et émirs), une parole déplacée apporte l'ostracisme et des fois la mort. D'où les accusations de blasphème et les sentences de mort contre les écrivains (parmi eux Salman Rushdie, mais encore Tawfiq al-Hakim, et Oriana Fallaci, et Taslima Nasrin, et Rafiq Tagi). D'où une réaction à la fois douloureuse et agressive à toute critique inconsidérée (c'est ce trait qu'Andrei Kouraïev avait il y a quelque temps défini comme « la propension de l'islam à aller volontiers au-devant de la provocation »²), et l'incapacité de reconnaître à qui que ce soit le droit à la plaisanterie*, surtout si elle porte sur l'islam ou sur son Prophète (cf. les histoires que se sont attiré les caricatures danoises, « Charlie Hebdo », le film « L'Innocence des Musulmans »).

Alors, qu'est-ce qui se passe aujourd'hui avec l'islam ? D'une part, le monde musulman (ou tout au moins sa partie la plus orthodoxe) se sent manifestement mal à l'aise, une fois pris dans le tourbillon de la mondialisation actuelle qui suppose l'unification non seulement des normes techniques ou financières, mais encore des règles en matière de politique, des droits de l'homme ou de conduite. La sujétion aux nouvelles règles du jeu – incompatibles avec les valeurs islamiques traditionnelles – provoque l'inévitable réaction de défense :

* Il est vrai que la proscription du rire se retrouve également dans la tradition chrétienne du Moyen Âge, d'où l'aveugle Jorge, le personnage de Umberto Eco, qui ne s'arrête pas devant le meurtre, et « le chevalier sévèrement vêtu de violet » de Mikhaïl Boulgakov, puni parce que le calembour sur la lumière et les ténèbres qu'il avait composé « n'était pas très bon ».



c'est soit une autarcie politique et culturelle la plus dure possible (Iran, Soudan, Arabie Saoudite), soit une sorte de « transaction entre civilisations » qui conserve intact l'archaïsme intérieur en échange des relations de partenariat « avancées » avec l'Occident et des réformes ponctuelles strictement dosées (Pakistan, Qatar, Émirats), soit encore une variante organisée ou « spontanée » de violence anti-occidentale (il faut ranger dans la même catégorie les violences contre les chrétiens locaux, car pour les vrais fidèles les chrétiens, même « nationaux », sont vus comme « agents d'influence étrangers ») et enfin, les attentats terroristes.

Il paraît que jusqu'à un certain point, la situation dans le monde musulman peut également s'expliquer par ce que l'on peut appeler l'âge transitoire de cette religion relativement jeune (1 400 ans) qui, rapporté à la chronologie européenne, se situe maintenant juste à l'époque de la guerre de Cent Ans et des bûchers de l'Inquisition. Comme toute autre religion, l'islam est un organisme vivant qui doit nécessairement naître, se développer, souffrir, vieillir et mourir... Ses frères abrahamiques aînés (le judaïsme et le christianisme) ont déjà visiblement traversé la limite qui sépare l'âge adulte du vieillissement... Par contre, l'islam est plein de sève, même s'il n'est pas à l'abri de différentes maladies de croissance. Parmi ces lésions figurent, faut-il penser, la circonstance qui veut que la conscience collective des musulmans comporte souvent « des seuils d'agression admissibles dangereusement bas »³ à l'égard des voisins sur la planète.

Le problème comporte un autre aspect encore : la civilisation islamique moderne, qu'elle opère sur son propre territoire ou sur le territoire d'autrui, ne défend avec force qu'une seule chose : la promotion et la protection de son identité propre⁴. Théoriquement parlant, le compromis est possible uniquement s'il est basé sur le sécularisme, mais l'islam considère comme indivisibles la religion et la politique, le temporel et le spirituel...



Tout aussi important est un autre aspect de l'islam (manifestement hypertrophié par comparaison avec les deux autres religions abrahamiques) : c'est l'accent qu'il met sur la forme plutôt que sur le contenu, sur les rites et coutumes plutôt que les préceptes moraux et éthiques. Conclusion, la réforme de la société musulmane est possible uniquement si les transformations sont menées à la manière de Kemal Atatürk.

Il est vrai qu'il se trouve des experts qui pensent que la transformation complète d'un pays musulman est en principe impossible, et que c'est bien l'islam qui en est la cause. Pour le prouver, on prend souvent l'exemple du Japon et de l'Égypte. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, ces deux pays étaient parfaitement comparables tant par leur niveau économique que par les revenus par tête d'habitant. Un demi-siècle plus tard, le rapport a basculé de la façon la plus cruelle et désavantageuse pour l'Égypte*.

Exécuter impossible gracieux : où mettre la virgule ?

Dans toute religion, le rôle de l'Église se résume tout d'abord à formuler un modèle fondamental et uniforme de perception des grandes valeurs religieuses, et à travers elles, du monde environnant. Cette activité suppose à une certaine étape un travail de rédaction des saintes écritures... L'islam n'a pas d'Église ; pour cette raison parmi d'autres, le Coran présente beaucoup plus de passages contradictoires que, disons, la Bible, et ces contradictions sont plus substantielles.

Que dire, par exemple, du 29^e verset de la sourate « Le Repentir » : « Combattez ceux qui ne croient ni en Allah ni au Jour dernier, qui n'interdisent pas ce qu'Allah et Son messager

* Ce sujet a été évoqué, entre autres, par Leonid Sukijajnen dans son rapport, le 14 septembre 2006, au café littéraire « Bilingua », dans le cadre du projet « Conférences publiques « Polit.ru ».



ont interdit et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux qui ont reçu le Livre*, jusqu'à ce qu'ils versent la capitation** par leurs propres mains, en état d'humiliation »⁵, alors que nous trouvons dans la sourate « L'Araignée » un verset (le 46^e) d'un sens tout à fait contraire : « Et ne discutez que de la meilleure façon avec les gens du Livre, sauf ceux d'entre eux qui sont injustes. Et dites : "Nous croyons en ce qu'on a fait descendre vers nous et descendre vers vous, tandis que notre Dieu et votre Dieu est le même, et c'est à Lui que nous nous soumettons" ». Les préceptes humanistes communément admis : « Nulle contrainte en religion ! » (sourate « La Vache », verset 256) ou « La vérité émane de votre Seigneur. Quiconque le veut, qu'il croit, quiconque le veut qu'il mécroit » (sourate « La Caverne », verset 29) voisinent avec les appels ardents à l'intolérance et à la violence : « les mécréants demeurent pour vous un ennemi déclaré » (sourate « Les Femmes », verset 101) et « combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'association et que la religion soit entièrement à Allah seul » (sourate « La Vache », verset 193).

Nous découvrons ici les réflexions sur le déterminisme absolu de l'existence humaine, sur sa causalité prédéterminée, et dans le même temps, nous trouvons les révélations sur la liberté de choix accordée à l'homme. D'une part, l'abandon de sa foi par un musulman a toujours été considéré comme un péché mortel, mais de l'autre, ce même Coran contient le commandement suivant qu'Allah adresse à Mohammed : « Quiconque obéit au Messager obéit certainement à Allah.

* Le Coran désigne par « ceux qui ont reçu le Livre » ou « les gens du Livre » les Hébreux et les chrétiens.

** Capitation (Jizya) est la taxe (impôt sur le revenu) autrefois exigée, dans les États islamiques, des sujets non musulmans, qui recevaient alors le droit de bénéficier de la protection de l'État musulman et étaient exemptés du service militaire, obligatoire pour tous les musulmans.



Et quiconque tourne le dos. <...> Nous ne t'avons pas envoyé à eux comme gardien » (sourate « Les Femmes », verset 80).

À propos, la même variabilité est propre aux interprétations modernes des interdictions alimentaires bien connues*, à la prescription semblerait-il immuable de renoncer à l'alcool**, aux normes concernant la polygamie et à beaucoup d'autres choses encore. Malgré la règle primitive sur l'indivisibilité de la religion et de la politique, il se trouve qu'en pratique elles sont souvent séparées l'une de l'autre.

Autant dire que l'islam, avec ses vérités en miroir, apparaît comme un éternel dialogue à propos des commentaires interminables.

La dualité de l'islam, unique en son genre, qui permet de coexister aux interprétations excluant l'une l'autre, en l'absence d'une hiérarchie ecclésiastique ou autre reconnue de tous, quand le point de vue d'une autorité aussi prestigieuse qu'Al-Azhar peut être aisément contesté par n'importe quel uléma ou imam indépendant, cette dualité est donc propice à l'apparition d'une quantité colossale de leaders informels dont les mentalités ne sont pas unifiées par une éducation religieuse réglée, et les sympathies politiques dépendent entièrement des préférences régionales et personnelles. Dans les contextes concrets, cela donne davantage de chances aux adeptes des

* L'interdiction de consommer la viande de porc, la chair d'une bête morte et toute autre viande « illicite » s'accompagne d'une clause dérogatoire « Il n'y a pas de péché sur celui qui est contraint sans toutefois abuser ni transgresser », ce qui permet dans certains cas des interprétations fort libres.

** En supplément aux indications plus que transparentes disant que la boisson retirée « des fruits des palmiers et des vignes » est un don d'Allah et « un signe pour des gens qui raisonnent », je renvoie à la prescription donnée plus tard – donc absente du Coran – sur l'obligation, justement, de la quintuple prière (or il faut se présenter purifié à la prière, pas question donc de faire de joueuses libations ; cela dit, le Coran prescrit la prière sans donner aucune précision numérique) ou aux confidences de Khaled Al-Gendy, membre du Conseil supérieur pour les affaires de l'islam d'Égypte, qui a déclaré en février dernier que « boire sans s'enivrer n'est pas un péché ».



courants les plus radicalisés, les appels à la violence prennent un caractère absolument décentralisé et se multiplient, alors que l'imprévisibilité devient une tendance dominante.

Un regard sur le passé

Il va de soi que nous vivons ici et maintenant ; cet espace de temps rétréci dilue la perception et la compréhension de l'époque encore pas très éloignée. De nombreuses manifestations modernes de l'islam provoquent chez nous (non sans fondement) l'incompréhension et le rejet. Mais regardons-nous un peu dans notre propre miroir historique : il y a seulement un peu moins de 150 ans, la traite des noirs fleurissait aux États-Unis et le servage, en Russie ; la ségrégation raciale est disparue en Amérique il y a seulement une cinquantaine d'années ; les femmes ont acquis les droits égaux en Europe il y a moins de 100 ans (il y a un peu plus de 30 ans en Suisse).

Nous pouvons aussi plonger le regard dans un passé un peu plus reculé. Rappelons-nous que la doctrine humaniste du christianisme a coexisté durant des siècles avec un prosélytisme agressif, avec l'intolérance accentuée à l'hétérodoxie et au non-conformisme, et avec la scolastique dogmatique dominante. D'où l'Inquisition, les guerres de religion, les Croisades... Par contre, sur les terres de l'islam, jusqu'à la fin de son « âge d'or » (milieu du VIII^e – milieu du XIII^e siècles) et malgré l'apparente rigidité de sa conception du monde doctrinale, le niveau de modération et de tolérance religieuse était d'un cran plus haut qu'en Europe chrétienne... Que ce soit à Bagdad, à Damas ou à Cordoue, les chrétiens et les israélites, même pas tout à fait égaux en droits aux musulmans, bénéficiaient de protection et de respect, pratiquaient ouvertement leur religion et étaient facilement recrutés dans les services et engagés à la Cour ; imaginer la même situation en Europe médiévale est quasiment impossible.



L'islam primitif faisait preuve d'une impressionnante capacité d'apprendre et d'accumuler en lui les connaissances et les acquis du monde qui l'entourait, qu'il fût perse ou gréco-byzantin. À propos, l'islam lui-même est le produit d'un dialogue réussi entre civilisations, avec le concours du judaïsme et du christianisme.

La civilisation musulmane classique (essentiellement arabo-persane) a été de son temps l'un des principaux centres médiévaux de culture spirituelle et intellectuelle, qui avait donné au monde Avicenne, Averroès*, Ibn Khaldun**, Omar Khayyam, Baha al-Din Naqchband avec sa célèbre devise « Le cœur avec Dieu, les bras avec le travail »***, Ali Sir Nevaî, Nezami et toute une pléiade de penseurs, savants et poètes. C'est à cette époque-là précisément qu'est né le célèbre principe d'ouverture au monde « Cherchez le savoir même jusqu'en Chine » (c'est-à-dire auprès de n'importe quel peuple qui possède le savoir, si loin qu'il se trouve ; après le XIV^e siècle, ce maxime s'est vu remplacer par le très scolastique précepte « transmets, mais n'y mêle pas la raison », alors que les connaissances ont été divisées en « islamiques » et « non islamiques »).

* Représenté par Raphaël sur la fresque « L'École d'Athènes », Ibn Ruchd ou Averroès (1126-1198) fut un brillant vulgarisateur et interprète d'Aristote (les traductions de ses écrits en latin ont beaucoup aidé l'Europe à redécouvrir Aristote) et auteur de l'idée appelée ensuite « la double vérité », qui expliquait (imaginez-vous, c'est au XII^e siècle!) l'indépendance de la vérité pour la raison et la philosophie vis-à-vis de la vérité pour la foi et la religion. Il a influencé Thomas d'Aquin, Giordano Bruno et Spinoza.

** Abd al-Rahman Ibn Khaldun (1332-1406) – éminent historien et philosophe arabe, auteur de la théorie de la valeur-travail, de la conception cyclique de l'histoire et de l'évolution des civilisations, l'un des précurseurs de la cliodynamique moderne.

*** Muhammad ibn-Muhammad Baha al-Din al-Bukhari, dit Chan-i Naqchband (1318-1389) – fondateur du plus grand ordre soufi de la Naqchbandiyya ; rare exemple de concentration en une seule personne d'une extrême modestie, de simplicité, de sagesse et de tolérance. Transcrite en caractères latins, sa devise « Dil ba yoru, dast ba kor » (tadjik/farsi) entre en parallèle évident avec « Ora et labora » des bénédictins.



Le retour en Europe du trésor philosophique de l'Antiquité, conservé par les musulmans*, fut l'un des rares résultats bénéfiques des Croisades. Cette circonstance a constitué, entre autres, un important stimulant pour le démarrage de la Renaissance européenne. Quant à l'Orient musulman (et l'invasion mongole n'y a été pour rien) est entré dans une période plusieurs fois séculaire de stagnation sociale, économique et culturelle. La jeune sève de l'Empire ottoman n'a ressuscité que brièvement, aux XIV^e-XVI^e siècles, la puissance du monde islamique, mais cette renaissance se passait uniquement ou presque uniquement dans le domaine militaire, et n'a pas duré longtemps, en accélérant même à un certain moment la désagrégation de l'empire lui-même.

L'arrivée au XIX^e siècle des colonisateurs sur les terres de l'islam a montré une nouvelle fois le degré de décadence de la civilisation musulmane. Les recherches théoriques d'un antidote philosophique et institutionnel ont fait apparaître à la charnière des XIX^e-XX^e siècles toute une gerbe de différentes idées et conceptions, allant de panislamiques chez Djamel al-Din al-Afghani aux réformatrices chez Rachid Rida et Muhammad Abduh. L'apparition en 1928 de la *Confrérie des Frères musulmans* a marqué le démarrage du projet fondamentaliste logiquement attendu. Les échecs des doctrines nationalistes (en tout premier lieu, du nassérisme et du baasisme) qui ont suivi n'ont fait qu'accentuer l'islamisation et la radicalisation du Proche-Orient.

La réponse islamique : le fondamentalisme

Quelles que soient les formes dans lesquelles elle se moule, toute l'histoire musulmane est tissée de mouvements religieux

* On trouve dans le même panier « importé » du Proche-Orient les instruments de musique à cordes, les moulins et la coutume d'utiliser les fourchettes et d'autres nombreux ustensiles de table (en Europe chrétienne de l'époque, on se contentait de manger avec ses doigts et un couteau).



qui s'imbriquent, qui s'assignent pour but le retour à la pureté de l'islam originel et luttent pour mettre ces idées en pratique. Dans ce sens, le fondamentalisme, en tant que forme la plus active de fidélité à l'islam orthodoxe, a de tout temps constitué un élément de cette histoire. Ibn Khaldun signalait déjà le caractère cyclique des tentatives réitérées de réaliser l'idée du retour à l'islam primitif. D'après ses estimations, ces cycles s'étendent sur une centaine d'années, soit la durée de vie de quatre générations. Ibn Khaldun relevait encore une particularité substantielle des mouvements pro-fondamentalistes moyenâgeux dont nous parlons : leur élan religieux coïncidait le plus souvent avec la montée de *l'assabiyyah* (esprit tribal, patriotisme). Ce trait se révélera également au XX^e siècle dans le fondamentalisme primitif des *Frères musulmans* de Hasan al-Banna.

Considéré comme courant de pensée et comme mouvement relativement indépendants, le fondamentalisme islamique a traversé dans son évolution trois grandes étapes : rassemblement idéologique et regroupement des adeptes (fin des années 1920 – début des années 1950), radicalisation politique (début des années 1950 – début des années 1970) et scission en courants extrémiste et modéré (depuis le début des années 1970).

Le fondamentalisme primitif représentait la quintessence du soufisme, de la *salafiyya* (orthodoxie prônant le retour à la religion pure des anciens) et du patriotisme, et se distinguait par la tolérance confessionnelle et la modération politique. Hasan al-Banna (1906-1949), fondateur et guide suprême de la confrérie des *Frères musulmans*, qui appartenait lui-même à l'ordre soufi *Hasafiyya*, a fondé une sorte de mouvement néo soufi*. Cependant, contrairement aux soufis pour qui l'anéantissement en Dieu était le but et l'aboutissement de

* Le titre de « guide suprême » choisi par Hasan al-Banna (al-murchid al-am) est lui aussi d'origine soufi.



tous les efforts, pour Hasan al-Banna ce n'était que l'une des étapes. Il voulait avancer plus loin que ce que lui avaient appris les cheiks de la Hasafiyyah. Le pas suivant à franchir, selon lui, devait être le combat pour la purification spirituelle de la société environnante. Il voulait que le soufisme se débarrasse du fardeau des rituels qui en défiguraient l'essence même, et que le soufisme réformé, les ulémas d'Al-Azhar et les adeptes du salafisme unissent leurs efforts au nom de l'islam et pour le bien de la société. Dans la pensée de Hasan al-Banna, ces trois forces étaient capables de faire renaître non seulement l'Égypte, mais encore l'ensemble de l'Orient. La politique étant par son essence étrangère au soufisme traditionnel, Hasan al-Banna a proclamé au contraire la nécessaire fusion entre le soufisme et la politique, a appelé en mai 1938 les *Frères musulmans* à s'engager dans l'arène politique, et a mis cette idée en pratique. Vers 1950, la confrérie a pratiquement remplacé les ordres⁶ en se chargeant de leurs fonctions sociales.

C'est à cette étape que furent formulées les positions théoriques qui sont partagées, essentiellement et jusqu'à aujourd'hui, par la majorité absolue des adeptes du fondamentalisme islamique :

- l'universalité de l'islam comprise comme son omniprésence et son indivisibilité pour la religion et la société. Hasan al-Banna écrivait à ce propos : « ceux qui pensent que l'initiation à l'islam consiste seulement dans l'initiation à ses richesses spirituelles et culturelles, se trompent. Car l'islam, c'est le service et la direction, la religion et l'État, la spiritualité et le pragmatisme, la prière et le djihad, l'obéissance et le pouvoir, le Coran et l'épée, et rien en lui n'est séparable l'un de l'autre »⁷ ;

- le retour de l'islam à sa pureté et à son interprétation originelles, en le débarrassant des confusions et ajouts accumulés depuis des siècles ;

- le panislamisme ;
- la renaissance du califat ;



- le combat pour un gouvernement véritablement islamique.

On sait que les *Frères musulmans* avaient marché avec les *Officiers libres*⁸ sous la bannière de libération nationale ; seule la mauvaise volonté de ces derniers, qui ne voulaient pas partager les résultats de la victoire commune, a causé la rupture de cette alliance. C'est au cours d'une banale lutte pour le pouvoir que se sont cristallisés deux courants idéologiques et politiques nouveaux pour l'Égypte : le nassérisme et le radicalisme islamique des adeptes de Sayyid Qutb.

Marx et Engels de l'extrémisme islamique

Le grand chef idéologique de la « Jamaat-i-islami » pakistanaise, Abu al-A'la al-Maududi et le membre du Bureau de la direction suprême de la confrérie égyptienne des *Frères musulmans* Sayyid Qutb sont les deux plus importants représentants du courant radical du fondamentalisme islamique, auteurs des deux thèses centrales pour tous les extrémistes modernes : sur *la haqimiya et le taqfir*^{*}.

Selon al-Maududi, l'une des principales causes de la décadence des pays musulmans réside dans ce que les musulmans ont cessé de comprendre le message coranique tel qu'il leur avait été annoncé. Il faut donc éliminer tous les obstacles qui empêchent la bonne compréhension, en renonçant y compris à la vénération de la Sunna (une proposition sans précédent dans l'histoire de l'islam). Al-Maududi élabore le concept de *haqimiya* (littéralement « omnipotence ») et propose de remplacer la *haqimiya* des

* Nous analysons essentiellement infra l'œuvre d'Abu al-A'la al-Maududi « Al-Mustaslahat al-arbaa fi-l'-Qu'ran » (« Les quatre termes techniques dans le Coran », El-Koweït, 1977) ainsi que le livre de Sayyid Qutb « Maalim fi-t-tariq » (« Les jalons du chemin », Le Caire, 1980).



hommes par la *haqimiya* d'Allah. Sur cette voie, les musulmans doivent passer par deux étapes : la période d' « indifférence » (« séparation ») et la période du djihad. À la première étape, les musulmans accusent d'incroyance la société plongée dans le vice, et la quittent. La période d'indifférence correspond à l'émigration (l'hégire, de l'arabe hidjra) de Mahomet de La Mecque à Médine. La deuxième étape appelle une lutte énergique contre la société impie et lui impose l'omnipotence d'Allah (par analogie avec le retour victorieux de Mahomet de Médine à La Mecque et l'instauration de l'islam).

En poursuivant la réflexion d'al-Maududi, Sayyid Qutb écrit que pour combler le gouffre entre la société de la *djahiliyya* (« temps de la fureur », c'est ainsi que l'islam appelle traditionnellement l'époque du polythéisme préislamique ; Qutb étend cette notion jusqu'à l'époque contemporaine) et la société de l'islam, il faut commencer par rétablir la vraie compréhension de « l'omnipotence d'Allah » et de « la vénération d'Allah » (*ubudiyyat Al-llah*), en passant par le retour spirituel aux valeurs originelles de « l'âge d'or » de l'islam. Les musulmans qui, séparément, ont débarrassé leur âme de la présence oppressante de la *djahiliyya*, commencent à s'associer. C'est ainsi qu'apparaît et commence à se renforcer l'umma islamique revigorée. Consolidés, les vrais musulmans proclament le djihad pour instaurer la *haqimiya* d'Allah. Le recours à l'épée est légitime, pense Qutb, car il est impossible d'apporter la *haqimiya* dans la société de la *djahiliyya*, dirigée par un chef souillé par le vice et mécréant, uniquement par la prédication et la conviction.

L'idée du *taqfir* (c'est-à-dire l'accusation d'incroyance) est devenue le deuxième après la *djahiliyya* dogme de la théorie de Sayyid Qutb. La question : est-ce que le gouverneur impie et son proche entourage sont les seuls à incarner la *djahiliyya* et méritent donc d'être accusés d'incroyance, ou bien faut-il condamner toute la société, est restée sans



réponse. L'exécution de Sayyid Qutb en 1966 a interrompu sa réflexion philosophique et a laissé l'interprétation des ses conceptions inachevées aux leaders de groupements d'opposition islamiques. Ces derniers se sont divisés en deux grands groupes, représentés respectivement par ceux qui voudraient accuser d'incroyance toute la société « impie » et l'abandonner, et ceux qui soutiennent l'accusation des seuls milieux dirigeants, avec ensuite leur élimination au moyen d'un coup d'État.

Dans les années 1970, le courant fondamentaliste autrefois uni s'est définitivement scindé en deux tendances : la radicale et la modérée*. Les partisans de la première, qui considéraient que l'époque et les idées du fondamentalisme primitif appartiennent au passé, honoraient en tant que leur chef et guide suprême « le martyr de la juste cause » Sayyid Qutb. Ils étaient persuadés que les musulmans leurs contemporains étaient des qafirs (impurs), car ils avaient renié l'islam. « Qu'ils prient, qu'ils observent le jeûne, accomplissent le hadj et paient le secat – rien n'expie leur reniement de Dieu. Quant à celui qui n'accuse pas l'infidèle d'incroyance, il est lui-même mécréant. Et celui qui sortira de nos rangs, on lui prendra tout son sang et tous ses biens. Non aux élections, non au parlement, non à la démocratie [car elle suppose le pouvoir du peuple et non le pouvoir d'Allah], non aux mosquées actuelles où les incroyants prient dans l'incroyance pour les choses impies » – tel est maintenant le credo des adeptes d'al-Maududi et de Qutb⁹.

* Les modérés, en principe, n'approuvent pas la violence et trouvent la pratique du *taqfir* inacceptable, car si un musulman accuse un autre d'incroyance, il s'attribue ainsi la mission d'Allah ou de son Prophète, et devient donc lui-même mécréant. Cette ligne était notamment défendue par Hasan al-Houdaybi qui a remplacé Hasan al-Banna au poste de guide suprême des *Frères musulmans* et a contesté les idées de Sayyid Qutb dans le livre « Les prédicateurs et non les juges ».



L'islam est la solution

À toutes les questions difficiles que pose la vie, les islamistes « de la rue » ont toujours la même réponse : l'index hautement levé (pour rappeler le créateur commun) et la slogan « Al-islam huwa al-hall » (« L'islam est la solution »). Leurs confrères « de cabinet » sont obligés d'aller quand même un peu plus loin et de formuler ne serait-ce que quelques éléments de la doctrine.

Les mouvements islamiques, dans leur majorité, proclament traditionnellement comme leur objectif final la création d'un État mondial de l'islam, basé sur la charia. Il existe aussi un objectif d'étape, c'est la construction d'un État dans le cadre de l'actuel *dar ul-islam* (« le territoire de l'islam » ou « la maison de l'islam »), et la protection du *dar ul-islam* contre le *dar ul-harb* (« le territoire de la guerre », autrement dit le monde extérieur). À court terme, les fondamentalistes veulent instaurer l'ordre islamique dans le cadre géographique d'États particuliers.

Les programmes de la majorité absolue d'organisations fondamentalistes (surtout d'obédience extrémiste) présentent un caractère assez flou et éclectique. Leur chapitre le plus élaboré contient la critique théologique du régime, un appel aux valeurs de l'islam primitif de l'époque du Prophète et des quatre califes justes, une analyse scrupuleuse des notions telles que *la djahiliyya*, *le djihad*, *la charia*, *le taqfir*, *le califat*, *la choura*.

Il est significatif que les fondamentalistes ne considèrent pas la pratique comme critère de la vérité ; par conséquent, tout insuccès des doctrines islamiques sera toujours attribué, comme une erreur, à la personne et non à la théorie, alors que toute expérience réussie confirmera la vérité.

Bien souvent, l'emphase coranique qui anime l'argumentation tient place de l'argumentation proprement dite. Il existe cependant deux axiomes irréfutables : le remplacement du pouvoir humain par le pouvoir divin et l'application des prescriptions de la charia à toutes les époques et à n'importe



quel lieu. Pour la majorité des islamistes ; la charia c'est avant tout la lutte contre l'alcool, contre le vol, le vagabondage et la dissolution générale des mœurs. L'observance inconditionnelle des habitudes vestimentaires (surtout par les femmes) est un sujet de prédilection pour la pensée fondamentaliste. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a fait remarquer avec grand émoi (mais sa remarque est à bien des égards justifiée) que « tous les chars de combat, bombes et missiles ne permettront pas à l'Amérique de vaincre l'islam ; cependant, l'islam sera vaincu si les femmes musulmanes refusent de couvrir leurs cheveux et de porter des vêtements réglementaires »¹⁰.

Les fondamentalistes se montrent également méfiants à l'égard de la démocratie politique. Premièrement, parce qu'elle suppose la séparation *de facto* de la religion et de la politique. Deuxièmement, de leur point de vue, l'islam et la démocratie sont en principe incompatibles, car la démocratie suppose le pouvoir total du peuple, et non la toute-puissance d'Allah. Nombreux sont les fondamentalistes qui ne reconnaissent pas non plus le système de partis, en estimant qu'il n'est correct de parler que de deux partis : le parti d'Allah et le parti de Satan. Intégrés *de facto* dans la structure moderne de partis politiques, les fondamentalistes modérés font preuve d'une certaine flexibilité, tout en réservant le droit à l'existence dans le futur État islamique uniquement aux partis islamiques.

Il paraît important d'expliquer la position des fondamentalistes vis-à-vis des *ahl az-zimmah* (« les gens de protection »), autrement dit les chrétiens et les Juifs qui se trouvent sous la protection de l'islam. Pour les fondamentalistes (surtout extrémistes), cette protection est fort conditionnelle. Premièrement, si le *zimmi* a de mauvaises intentions (même les intentions, et pas encore les actes) à l'égard de l'islam, il mérite la mort. Deuxièmement, la protection est accordée à condition de payer la *djizia* (capitation). Par exemple, puisque les Coptes égyptiens ne paient pas en fait la *djizia* depuis près de deux siècles, cela les prive du droit



à la défense et à la protection, estiment les fondamentalistes égyptiens.

Les problèmes économiques sont très peu étudiés dans les conceptions fondamentalistes. La justice sociale et économique et la lutte contre la corruption y sont certes présentes, mais d'une façon trop imprécise, car « la différence n'est pas dans la richesse, mais dans la piété » et « c'est la corruption morale, et non économique, qui est terrible ».

Si la prise du pouvoir leur paraît incertaine, les organisations extrémistes mettent au premier plan la déstabilisation maximale du régime. Ce disant, une partie des radicaux pensent qu'il ne faut recourir à la violence qu'après de longues années de fuite hors de la société (dans les régions éloignées, dans la plus profonde clandestinité) afin de former des cellules primaires du futur régime islamique, car le présent a sombré dans l'incroyance et chaque contact avec lui est néfaste.

Les structures radicales du deuxième type (numériquement supérieures) mènent leurs activités de front dans plusieurs domaines : une propagande active, le recrutement de nouveaux membres, la collecte de fonds, l'accumulation des armes, les attentats. Les organisations extrémistes du deuxième type diffèrent elles aussi l'une de l'autre en fonction du degré et des formes de violence qu'elles sont prêtes à employer. Si l'objectif est de procéder à une révolution au sommet de la hiérarchie, le nombre d'attentats est habituellement réduit au minimum. Par contre, si l'on mise sur une révolution islamique populaire, le nombre d'attentats augmente tout d'un coup, dès lors qu'ils sont considérés comme un moyen d'agiter les masses. Pour ce qui concerne les petits groupes extrémistes, la terreur et la violence deviennent souvent leur but au lieu de rester un moyen.

La structure fondamentaliste pluricellulaire se base sur un réseau ramifié de groupes, le plus souvent appelés *djamaat al-islamiyya* (« confréries ou associations islamiques »). Ces



groupes assurent, entre autres, une coopération permanente et spontanée entre les radicaux modérés. Le *djamaat al-islamiyya* est un groupe formé par quelques personnes (normalement, pas plus qu'une vingtaine), unis pour la prière commune et d'autres obligations purement religieuses. Si l'un de ses membres adhère à une organisation islamique, il arrive souvent que les autres la rejoignent eux aussi. Il arrive que le *djamaat al-islamiyya* est initialement formé par les militants de mouvements islamiques d'opposition pour recruter de nouveaux membres. Les amirs (leaders, chefs du *djamaat*) organisent personnellement les troubles, les désordres et les attentats. La culture politique dans les pays musulmans présente une autre particularité importante encore : c'est en passant par le *djamaat al-islamiyya* que la majorité de jeunes gens s'associent aux organisations fondamentalistes, même si c'est pour une courte durée et indirectement.

Le recrutement et l'éducation de nouveaux membres sont au centre des préoccupations de la majorité des groupements fondamentalistes, qu'ils soient modérés ou extrémistes. Le plus souvent le choix porte sur les amis, les voisins, les parents des membres distingués du *djamaat al-islamiyya*. Le recrutement peut se passer directement dans les mosquées (le plus souvent, dans les mosquées « populaires », c'est-à-dire construites sans faire appel aux fonds publics, et gérées par les imams indépendants plutôt radicalisés). Pour augmenter le nombre de ses membres, l'organisation fait des conférences sur les sujets islamiques et politiques (le plus souvent dans les mosquées), diffuse les ouvrages islamiques, organise les policliniques, vend aux prix extrêmement bas les vêtements islamiques traditionnels.

Les organisations extrémistes de jeunes ont habituellement à côté d'un leader officiel (c'est-à-dire politique) un guide spirituel qui parraine en règle générale plusieurs groupes, et bénéficie d'une autorité incontestable qui fait de toutes ses *fatwas* une



source du droit. Le « Djihad »* égyptien avait en son temps pour guide spirituel Omar Abdarrahan (c'est justement sa fetwa qui accusait d'incroyance le président de la République qui ne gouvernait pas le pays d'après les loi de la charia, qui a servi de justification théologique de la possibilité, voire de la nécessité de tuer Anouar el-Sadate) et le « Hezbollah » libanais, Mohammed Hussein Fadlallah. D'ordinaire, ce dualisme n'existe pas dans les organisations fondamentalistes modérées ; par contre, elles possèdent souvent des formations paramilitaires autonomes, qui existent d'abord sous le contrôle d'un leader modéré dont la primauté faiblit souvent avec le temps, après quoi la structure militaire se détache : c'est le cas de « l'appareil secret » des *Frères musulmans* d'Égypte, de « l'avant-garde combattante » des *Frères* syriens ou de « Al-djihad al-islami » du mouvement « Amal » libanais. L'autonomie peut aboutir à une séparation sur le plan d'organisation, comme cela s'est produit, par exemple, avec « Al-djihad al-islami ».

Pour ce qui est de la base sociale, l'extrémisme islamique est un mouvement typiquement urbain : sans la ville et hors de la ville, il est impossible tel quel. Les faits ont depuis longtemps réfuté l'assertion erronée qui faisait croire que les chômeurs et les marginaux formaient l'ossature des organisations fondamentalistes. Les procès contre les différents groupes islamiques dans les pays arabes ont montré en leur temps qu'ils se composaient à 50% d'étudiants, que 30% encore de leurs membres étaient des fonctionnaires, des enseignants, des médecins et des artisans et que – chose assez importante – 10 à 15% étaient des militaires. Il est encore un fait capital, c'est que le niveau d'instruction des membres d'organisations extrémistes monte : les étudiants et les récents diplômés

* Appellation couramment utilisée par la presse pour désigner l' « Association islamique d'Égypte » (« Al-Gama'a al-Islamiyya bi Misr »).



d'études universitaires composent 50 à 60% de leurs effectifs. Pour conclure, l'activation de différents couches d'intellectuels dans le domaine religieux est un facteur qui témoigne de la persistance des processus fondamentalistes et extrémistes dans le monde musulman.

L'islam poursuit sa quête : le modèle turc

En 1994, ouvrant à Istanbul un séminaire ordinaire « Rose-Roth » de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, le président de la Grande Assemblée nationale Husamettin Cindoruk a parlé du rôle de médiation spécial que jouait la Turquie, et l'a appelée « un pont entre la démocratie et l'islam ». C'est une caractéristique absolument remarquable : d'un côté, il y a une incompatibilité infranchissable entre l'islam et la démocratie et de l'autre, référence est faite à l'héritage unique laissé par Kemal Atatürk qui avait proposé l'unique modèle de transformation démocratique d'un pays musulman qui fonctionne (?) à ce jour .

Au XX^e siècle, la Turquie et les Turcs ont vécu d'un seul coup deux ruptures à la fois géopolitiques et civilisationnelles : la désagrégation de l'Empire ottoman et la « désorientalisation » kémaliste. La première a fait apparaître dans la conscience collective turque le phénomène psychologique de douleurs fantômes post-impériales, qui devait durer pendant de nombreuses années. La deuxième a fait lancer une expérience tout aussi longue qui devait non seulement former une nouvelle structure institutionnelle turque, mais encore devenir l'unique à ce jour exemple de réforme laïque réussie d'une société islamique.

Le « modèle turc » lancé par Kemal Atatürk, si contradictoire qu'il soit, s'est montrée somme toute viable, surtout parce que « le père des Turcs » n'avait pas choisi « la base économique » comme point de départ de ses changements vraiment révolutionnaires, mais s'est adressé au domaine social et à la vie quotidienne : l'alphabet latin a remplacé la sinieuse écriture



arabe, les chapeaux à larges bords et les costumes européens ont pris la place des fez rouges ottomans et les robes orientales à longs pans ; les asiles de derviches ont été fermés, les femmes ont reçu les mêmes droits que les hommes, auxquels il a été recommandé d'aller aux cafés et aux restaurants uniquement en compagnie de leurs épouses. C'est en procédant de cette façon qu'il a été possible de grandement remanier la traditionnelle mentalité orientale. Il va de soi qu'une importance non négligeable doit être accordée à l'abolition du sultanat et puis du califat*, à la proclamation de la république, à la séparation de la religion et de l'État, à la mise en place des institutions totalement occidentales, et puis d'un encombrant mécanisme administratif destiné à contrôler le secteur de marché.

Les Turcs se débarrassaient de tous les symboles ottomans d'un cœur léger, car dans les années 1920, ils s'associaient à leurs yeux au retard et à la dépendance, alors que les nouvelles élites voulaient vivre comme on vit en Europe. Il est vrai que les Turcs n'ont jamais pu devenir Européens. Manifestement, le nouveau nationalisme (il a remplacé le multilinguisme de l'époque de l'Empire avec ses éléments presque multiculturels) n'a pas du tout marché à la mode européenne. Cette espèce de jeu en « rattachement à la civilisation occidentale » condamnaient inexorablement la Turquie post-kémaliste à l'inévitable recul...

La ré-islamisation accélérée de la société turque, qui a commencé dans les années 1990, montre tout au moins que le modèle turc n'est pas sans problèmes, pensent de nombreux experts. En héritant des kémalistes l'idée d'exclusivité nationale et d'intolérance, et en châtrant complètement les idées de

* On suppose qu'Atatürk pensait pendant quelque temps à conserver cet attribut de l'héritage ottoman, pour le moins en tant qu'élément provisoire destiné à consolider les positions de la Turquie dans le monde musulman.



laïcité et de diversité démocratique, qui n'ont pas tout à fait pris pied dans le pays, les nouveaux islamistes ont parfaitement bien joué sur les sentiments de la province qui, également fatiguée par les interminables coups d'État et par les jeux d'eupéanisation, les a portés au pouvoir où ils ont gratifié la Turquie d'un incroyable mélange de nationalisme, d'islamisme, de médiocratie et d'économie de marché.

Il existe encore un point de vue, qui affirme que la laïcisation conséquente et – ce qui est encore plus important – durable d'une société musulmane est en principe impossible, car elle implique, en fin de compte, la séparation nette de la religion et de la politique et ensuite, l'exclusion de l'islam de la vie sociale.

Voit-on le bout du tunnel ?

Il n'existe pas de réponse simple et explicite à la question traditionnelle : que faire? Je me permettrai quand même d'apporter à ce sujet quelques réflexions qui me paraissent significatives.

Au niveau individuel, le conseil s'impose de lui-même : la tolérance, le respect mutuel, la volonté de comprendre les uns les autres et si possible, accepter les autres personnes dans toute leur dissemblance admissible et variété, en suivant les règles de coexistence compréhensibles et réciproques, dont la principale, aujourd'hui et dans toutes les circonstances, c'est « à Rome, agis comme les Romains ». Toute phobie, qu'elle soit d'ordre ethnique ou religieux (« il ne faut pas craindre l'homme avec le Coran », j'en suis absolument certain), est une chose inacceptable et honteuse. En prenant les choses par un autre côté, personne n'a annulé les modes de pensée et de conduite spécifiques (y compris « des squelettes dans le placard ») : les gens ont besoin de connaître, de comprendre et d'avoir la possibilité de discuter dans une ambiance de calme et de respect.



Au niveau politique, en tout premier lieu, il ne suffit pas de se limiter aux interminables appels : « Allez les gars, vivons en harmonie ! » à la manière de Léopold le Chat. Il faut admettre que la fusion de l'archaïsme et du post-modernisme au sein du seul et même « village global » est *a priori* ambiguë. Vu comme une œuvre *in situ*, cet hybride antinomique est extrêmement intéressant et a le droit à l'existence, alors que dans le courant, disons pour un bourgeois européen de la vingtième génération et un traditionaliste musulman, cette symbiose est par avance vouée à être considérée comme une drôle d'alliance.

En organisant le travail pratique, il convient que le dialogue entre civilisations ne soit pas réduit aux conférences internationales de prestige ni que les gens soient relégués à leurs quartiers religieux (une auto-identification forcée de ce genre établit et fixe les frontières qui parfois n'existent pas en réalité). Pour la même raison, nous trouvons contre-productif le dialogue entre religions, artificiellement ranimé par les Églises qui perdent leur raison d'être du fait de la globalisation accélérée.

Pour contrecarrer la fondamentalisation et la radicalisation de l'islam moderne, il faut s'appuyer en tout premier lieu sur les principes qui régissent un État démocratique laïc. Il est non moins important de ne pas permettre qu'apparaissent (sous le couvert des spécificités nationales ou confessionnelles de toutes sortes) des zones ou des régions enclavées sur lesquelles les lois du pays n'ont pratiquement plus de prise.

En guise de conclusion

L'Orient et l'Occident, l'islam et le christianisme mènent leur dialogue depuis des siècles. La compréhension entre eux n'est pas toujours facile. Une multitude de problèmes restent à trancher, mais petit à petit, les frontières inter-civilisationnelles s'effacent. Nous le devons surtout aux intellectuels ouverts au



monde, dont il est utile que nous prêtions plus souvent oreille à ce qu'ils disent : « L'Orient et l'Occident se rapprochent. <...> Pacifiquement ou de manière imprévisible, mais ils se rapprochent. Il ne doit pas y avoir de collision entre l'Orient et l'Occident, entre l'islam et l'Europe. <...> Tant l'Occident que l'Orient ne voient pas correctement l'un l'autre. <...> Les idées générales sur ce qu'est l'Orient ou l'Occident ne sont que des idées générales. Ne les croyez pas, ne vous laissez pas séduire par elles. <...> L'Orient et l'Occident existent réellement comme phénomènes socio-culturels, mais si vous les percevez trop à la lettre, vous ouvrez le passage à la guerre. Je suis persuadé qu'au fil de longues années, la Turquie a détruit sa démocratie parce que ses intellectuels, ses journalistes croyaient trop profondément à "l'occidentalité" de l'Occident et à "l'orientalité" de l'Orient »¹¹.

1. Aga Khan IV, le 49^e imam des musulmans ismaélites, a déclaré (dans son discours du 25 octobre 2006, au cours d'une visite à Ottawa, que « le Canada est la société pluraliste la plus réussie au monde » // National Post, 26.10.2006.
2. Andreï Kouraïev : *Nastalo vremia sniat tabou s temy agressivnosti, rastvorennoi v islamé.* [Le temps est venu de lever le tabou au sujet de l'agressivité qui empreigne l'islam.] // *Vremia novosti*, 13 février 2006, n° 24.
3. *Item.*
4. La justification théologique de l'isolement communautaire vis-à-vis de l'État d'accueil (dans le cas où l'imitation des « infidèles » ou l'amitié avec eux est assimilée au péché d'« abjuration ») est exposée dans le détail dans : A.A. Ignatenko : *Mejdou « islamofobieï » evropéitsev i « evropofobieï » immigrantov. Bogoslonsko-polititcheski aspekt demografitcheskikh protsessov v Starom Svete.* [Entre l'« islamophobie » des Européens et l'« europophobie » des immigrés. Aspect théologico-politique des processus démographiques dans l'Ancien Monde.] // *La Nezavissimaïa*



gazeta, 20.10.2010 // http://religion.ng.ru/politic/20-10-20/1_islamofobia.html.

5. Citations d'après le Coran sur le site www.islam-fr.com
6. Malgré la vénération de Hasan al-Banna pour le soufisme, son opinion au sujet des ordres soufi concrets était fort critique. D'où son expression célèbre « notre voie, c'est la vérité soufie et non la tariqa soufie ». Cité d'après Yitzhak Moussa al-Hosseini : *Al-ihvan-al-moulimoun koubra al-kharakat al-islamiya fi-l'-alam al-arabiy*, Beyrouth, 1955, p. 59.
7. Hasan al-Banna : *Muzaqqarat ad-daava va-d-daya*, Le Caire (s.a.), p. 145.
8. Dès 1946, les sept futurs *Officiers libres* (dont le capitaine Gamal Abdel Nasser) ont prêté serment de fidélité au guide suprême et rejoint les rangs de « l'appareil secret » de l'association. Pour plus de détail cf. : Abdel Halim, Mahmoud, Al-Ihvan al-Moulimoun : *Abdas sanaat at-tarih. Ruayaton Min ad-dabl*, t.II, 1948-1952, Alexandrie, 1981 ; Hamud, Hussein Mouhamed : *Asrar hariqat ad-doubbat al-abrar va-l'-ihvan al-moulimoun*, Le Caire, 1990.
9. Passage du discours devant le tribunal d'Ata Teyl Hodayda, membre de « Gama'a islamiyya bi Misr », qui a tiré sur Anouar el-Sadate le 6 octobre 1981, Rosel Youssef, 14.07.1986, n° 3031.
10. Cité d'après A. Taheri : *Holy Terror. The Inside Story of Islamic Terrorism*, London, 1986, p.13.
11. Orhan Pamuk : *Bridging Two Worlds* // PBC Newshour, 20.11.2002 // http://www.pbs.org/newshour/bb/entertainment-july-dec02-pamuk_11-20/

Mots-clés : islam, islam et violence, islam et démocratie, conflit des civilisations, multiculturalisme, loyauté alternative, dualité de l'islam, « âge d'or » de l'islam, *Frères musulmans*, fondamentalisme islamique, Sayyid Qutb, haqimya, taqfir, modèle turc, Orhan Pamuk.



LES MUSULMANS D'EUROPE : L'IDENTITÉ POSE PROBLÈME

La crise des migrants qui a frappé l'Europe de plein fouet au milieu des années 2010, les attaques terroristes perpétrées par des extrémistes religieusement motivés dans plusieurs pays européens ont exacerbé les problèmes déjà en place impliquant les musulmans d'Europe. Une attention particulière devrait être accordée aux relations compliquées entre l'Europe et le monde islamique qui se déclinent en plusieurs aspects : démographique, migratoire, culturel, politique, idéologique, économique et social et qui ne pourraient être examinées que partiellement dans le cadre de cet article.

De nouveaux vieux Problèmes

Les liens séculaires entre l'Europe et le monde islamique ont pris une toute nouvelle dimension à l'époque de la mondialisation, dans la période entre la seconde moitié

**ANDREĪ
IACHLAVSKI**



Maître de recherches sénior
à l'Institut de l'économie
mondiale et des relations
internationales de l'Académie
des sciences de Russie, docteur
en sciences politiques

dossier@mail.ru



du XX^e et le début du XXI^e siècle. Alors que la planète est en pleine mondialisation, l'Europe se transforme à fond. Le cliché qui l'identifie au christianisme a été sérieusement entamé au cours des derniers cent ans, surtout à cause de la laïcité qui tend à s'affirmer, mais aussi à la faveur des changements démographiques causés par les migrations. La mondialisation a provoqué l'exode des populations d'anciennes colonies vers les métropoles. Les pays d'Europe, États-nations ou États binationaux traditionnels, sont devenus multiethniques depuis longtemps. Les vagues d'immigrations, légales ou clandestines, qui déferlent sur l'Europe en provenance de pays d'Afrique, du Proche-Orient ou d'Asie dont les ressortissants sont en quête d'une vie meilleure pour leurs enfants si ce n'est pas pour eux-mêmes, ont modifié l'image ethnique, confessionnelle et culturelle de l'Europe. Les musulmans qui s'y installent jouent un rôle de plus en plus important dans ce processus.

Des statistiques exactes sur les musulmans résidant en Europe font défaut. « Premièrement, il est difficile de définir qui doit être considéré comme musulman ; deuxièmement, le système juridique européen est réticent à marquer la race et la religion dans les attestations de recensement. Le pays d'origine n'est plus une référence pour calculer le nombre des musulmans car la plupart d'entre eux, au moins en France et en Grande-Bretagne, ont des passeports européens », note le chercheur français Olivier Roy¹.

D'après l'Institut Central des Archives de l'Islam en Allemagne, en 2007 la communauté musulmane d'Europe était forte d'environ 52 millions d'individus dont 16 millions résidaient dans les pays de l'UE². Selon d'autres données, le nombre des musulmans dans les pays de l'UE était évalué à 13 à 25 millions, à savoir entre 3 et 5 % de la population de l'Union européenne³. Ces chiffres doivent être corrigés compte tenu de la vague d'immigration des années 2010.

La population musulmane de l'Europe occidentale comprend des ressortissants du monde islamique arrivés en Europe à partir des années 1950, à la faveur de la décolonisation (mais pas exclusivement). Une grande partie d'immigrés musulmans sont des réfugiés. La plupart des ressortissants du « tiers monde » arrivés



en Europe dans les années 2000 et 2010, viennent précisément de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et d'autres pays d'Asie et d'Afrique.

En débutant à la fin des années 1950, l'immigration massive vers l'Europe occidentale a atteint son apogée en 1970 pour ne plus baisser, malgré les mesures restrictives imposées par la législation. Toujours d'après Olivier Roy, la plupart des immigrés étaient musulmans, pour des raisons historiques et géographiques : les ressortissants d'Afrique du Nord, centrale et d'Ouest optaient pour la France et la Belgique, les originaires d'Asie du Sud, pour la Grande-Bretagne, les Turcs, pour l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse alémanique, cependant le tableau réel était beaucoup plus compliqué. Par exemple, des Turcs émigraient également dans l'Est de la France et en Flandre, et des Marocains, en Belgique et aux Pays-Bas.

L'Espagne et l'Italie ont dû faire face au problème d'immigration dans les années 1990. Le durcissement de la politique migratoire a eu pour conséquence le refus de nombreux travailleurs immigrés de regagner leur pays comme ils le prévoyaient auparavant. Ils ont préféré rester en Europe en se faisant rejoindre par leurs familles. Des millions de musulmans de la deuxième génération sont nés en Europe. Certains pays, comme la France, leur accordaient leurs passeports presque automatiquement lorsqu'ils devenaient majeurs, d'autres, comme l'Allemagne, le Danemark ou la Suisse, leur imposaient une procédure de naturalisation longue et très particulière⁴.

Selon diverses estimations, la part de musulmans dans la population européenne augmentera sensiblement dans les décennies à venir sur fond du vieillissement des populations de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'autres pays. D'après Philip Jenkins, professeur à l'Université de Pennsylvanie, les musulmans constitueront un quart de la population européenne avant 2100⁵.

Il est à noter que la carte de l'Europe (sans parler de l'espace post-soviétique) comprend désormais des pays où la population musulmane est majoritaire : la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie ou le Kosovo dont l'indépendance a été reconnue par la plupart des pays européens.



Quoiqu'il en soit, l'ancienne image de l'Europe en tant que « rempart du christianisme » n'est plus d'actualité. L'Europe est en train de devenir une région multiconfessionnelle où l'islam a sa place aux côtés des confessions chrétiennes traditionnelles et du judaïsme. Dans ce contexte, les paroles de l'ex-président fédéral d'Allemagne Christian Wulff qu'il a prononcées en octobre 2010 lors des solennités à l'occasion du 20^e anniversaire de la réunification du pays, méritent notre attention : « Certes, le christianisme fait partie de l'Allemagne. Le judaïsme, sans aucun doute, fait partie de l'Allemagne. C'est notre histoire judéo-chrétienne. Mais l'islam, lui aussi, est devenu aujourd'hui une partie de l'Allemagne ».

Cinq ans plus tard, la chancelière fédérale allemande Angela Merkel a souscrit à ces paroles en rappelant qu'une grande partie des quelque 4 millions de musulmans résidant en Allemagne étaient pratiquants, que la religion était enseignée dans des écoles, que des chaires de théologie islamique ont été créées, etc.⁶ Cependant la réaction de Ralph Giordano, un écrivain allemand majeur, est non moins remarquable : il a adressé une lettre ouverte au président de la République fédérale où les propos de ce derniers sont soumis à des critiques virulentes. D'après Giordano, la politique migratoire irréfléchie des autorités allemandes en faveur des porteurs de valeurs « archaïques » et d'une mentalité dépourvue de réflexion et d'auto-critique, met en péril une démocratie dont l'histoire se fonde sur la culture chrétienne qui avait assuré l'essor de la civilisation allemande⁷.

Contacts et conflits

La croissance de la population musulmane d'Europe qui s'accompagne de l'augmentation de l'importance du rôle joué par cette communauté dans la vie politique et sociale du Vieux Continent, crée de nouveaux défis.

Les musulmans d'Europe demeurent une minorité religieuse. Par conséquent, il existe un problème de rapports entre la majorité



composée des populations européennes autochtones et la minorité (les immigrés et/ou leurs descendants), et ce problème prend des dimensions différentes. Robert J. Pauly parle dans son livre « Islam in Europe : integration or marginalization ? » (« Islam en Europe : intégration ou marginalisation ? ») d'une division sociale fondamentale entre les communautés chrétienne et musulmane en Europe occidentale moderne: « Ces divisions issues des différences religieuses, ainsi qu'éthniques, raciales, économiques et sociales, dressent la majorité composée des enfants du pays contre les groupes de la minorité non-européenne »⁸.

Il serait erroné de réduire ces rapports à la religion uniquement. La méfiance éprouvée par de nombreux habitants de l'Europe occidentale vis-à-vis de leurs nouveaux voisins n'est pas dictée que par les préjugés à l'égard de l'islam. Disons que des fois, des chrétiens originaires de pays d'Europe de l'Est, moins prospères socialement et économiquement, suscitent chez les Ouest-Européens des sentiments tout pareils à ceux qu'ils éprouvent pour les ressortissants des pays d'Afrique du Nord ou d'Asie du Sud.

Cependant il serait incorrect de nier des sentiments proches de l'islamophobie dans les sociétés ouest-européennes. Certains chercheurs considèrent l'islamophobie comme une nouvelle forme de racisme en Europe en attirant l'attention sur l'apparition dans la presse d'expressions qui créent une image négative de l'islam, telles que « le terrorisme islamique » ou « l'islam violent ». Diverses études réalisées ces derniers temps démontrent que la xénophobie (notamment l'intolérance à l'islam) gagne du terrain en Europe en prenant diverses dimensions – domestique ou politique, latente ou extrémiste.

L'afflux de migrants et de réfugiés, issus de pays musulmans pour la plupart, a sans doute renforcé cette xénophobie et les positions de ceux qui cherchent à en tirer profit. Les attentats terroristes (l'attaque contre la rédaction de « Charlie Hebdo », le massacre à Paris en novembre 2015, les attentats à Bruxelles en mars 2016, les attaques au camion à Nice et à Berlin en 2016, etc.) perpétrés par des djihadistes radicaux liés notamment



à l'organisation terroriste l'État Islamique* ont contribué à la propagation de l'islamophobie.

L'on peut dire sans exagérer que l'islamophobie à l'européenne ressemble de plus en plus à une idéologie politique qui soit plus propre aux forces politiques marginales. Dans n'importe quel pays européen il existe des partis politiques qui s'en prennent, avec plus ou moins de virulence, à l'immigration, surtout en provenance de pays musulmans (le Front national en France, le Vlaams Belang (Intérêt flamand) en Belgique, les Sverigedemokraterna (Démocrates de Suède), etc.).

C'est Thilo Sarrazin qui a suscité un vif débat en Allemagne sur la « menace islamique » en publiant en 2010 son livre « L'Allemagne disparaît ». Il arrive à la conclusion que la culture allemande traditionnelle faiblit et disparaît sous la pression d'une multitude d'immigrés arrivés en RFA de pays traditionnellement musulmans et ne voulant pas s'intégrer dans la société d'accueil. Dans ses prévisions pessimistes, Thilo Sarrazin représente une Allemagne d'un proche avenir où, « à compter du 2030, la majorité de la population des grandes villes sera musulmane, et en 2050, plus de la moitié des maires auront des origines turques, arabes ou africaines »⁹.

Quoique la direction allemande ait condamné la prise de position de Sarrazin, de nombreux sondages montrent que ses opinions trouvent un écho favorable chez l'Allemand moyen. L'avalanche migratoire musulmane des années 2010 a engendré, en 2014 à Dresde, le Mouvement des Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident (PEGIDA). La rhétorique anti-islam est propre au parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui a déclaré à son congrès, en mai 2016, que « l'islam ne fait pas partie de l'Allemagne » et a préconisé d'interdire la construction de mosquées et le port de la burqa. Plus tôt, en avril 2016, la vice-présidente de ce parti Beatrix von Storch a taxé l'islam d'« idéologie politique incompatible avec la Constitution »¹⁰. Quoique les deux partis ne puissent pas être rangés parmi les

* «L'État Islamique» (EI ou Daesh) est une organisation terroriste interdite en Russie.



forces politiques majeures en Allemagne, force est de constater que leur rhétorique ne laisse pas les Allemands indifférents.

Les sondages montrent que dans la vie réelle, les relations interconfessionnelles (et notamment l'attitude envers l'islam) en Europe occidentale sont loin de l'idéal du politiquement correct. Publiés en février 2017, les résultats d'un sondage de l'opinion publique effectué par le centre analytique Chatham House dans dix pays d'Europe ont montré que 55 % des personnes interrogées étaient d'accord qu'il faut stopper l'afflux de migrants en provenance de pays musulmans, alors que seulement 20 % étaient de l'avis contraire et 25 %, sans opinion. Les adversaires de l'arrivée de migrants musulmans sont les plus nombreux en Pologne (71%), en Autriche (65%), en Hongrie (64%), en Belgique (64%) et en France (61%)¹¹.

Les idées reçues des Européens sur l'islam sont, d'une part, engendrées par la réalité du contact (qui n'aboutit cependant pas à la compréhension mutuelle) entre les porteurs de diverses cultures et religions. D'autre part, les fausses représentations de l'islam propres aux Occidentaux sont ancrées dans la nuit des temps, tout comme, inversement, les fausses idées de l'Occident dans le monde musulman.

L'augmentation de l'importance du rôle de la communauté musulmane dans les pays européens provoque de nombreux changements, notamment la réévaluation par les Européens des principes fondamentaux de la civilisation occidentale. Le sentiment de fierté pour la liberté de parole et d'expression cultivée à l'Occident suscite des doutes lorsque cette liberté devient une pierre d'achoppement. Enfin, où cette liberté de parole finit-elle pour muer en rhétorique misanthrope, provocatrice et encourageant des « phobies » ? Est-ce la liberté de parole – faire l'éloge des terroristes qui agissent sous le drapeau de la religion ? Ou publier des insultes et des caricatures à des sujets religieux ? Comment peut-on marier les valeurs occidentales et les menaces proférées au cœur de l'Europe contre les critiques de l'islam ?

Les exemples de ces incohérences ne font pas défaut. Il suffit de rappeler l'histoire de Salman Rushdie, l'auteur du livre « Versets



sanatiques » qui a fait scandale, obligé de recourir à la protection des services secrets pour échapper à une vengeance des fanatiques religieux, ou le meurtre du réalisateur Theo van Gogh aux Pays-Bas par Mohammed Bouyeri, un terroriste islamiste néerlandais, en 2004. Dans ce contexte, le scandale des « caricatures de Mahomet » qui a éclaté en 2005 après la publication de dessins tendancieux dans le quotidien danois Jyllands-Poste revêt une importance particulière.

Cette tentative de dessinateurs scandinaves de monter au créneau pour défendre la liberté de parole et la liberté de la presse, l'un des piliers de la démocratie occidentale et européenne, a provoqué un tollé chez les musulmans du monde entier en causant des manifestations monstres et des attaques contre les ambassades de pays scandinaves. Dans une certaine mesure, le scandale des caricatures a été non seulement un « test pour la naturalisation » en ce qui concerne la minorité musulmane du Danemark, mais aussi une épreuve pour voir si la société danoise restait fidèle à ses traditions. Le compromis sur le règlement du conflit, passé par le quotidien danois Politiken (qui a reproduit les caricatures) avec les organisations représentant les descendants du prophète Mohammed, a été vivement critiqué par les médias danois qui y ont vu la trahison à la cause de la liberté de parole, le fondement de la démocratie.

La liberté de conscience a été soumise à une épreuve, elle aussi, lorsque les principes de laïcité, les manifestations de la religion, les traditions locales et celles des immigrants sont entrés en collision. En 2009, la Suisse a interdit la construction de mosquées. Nombreux ont été ceux qui y ont vu une atteinte à la liberté de culte des musulmans helvétiques. L'interdiction du port de la burqa dans les lieux publics en Belgique et en France a suscité la même réaction.

En juillet 2010, l'Assemblée Nationale a approuvé un projet de loi interdisant le port du voile intégral en public. Ce texte était considéré comme la pierre angulaire de la stratégie de l'intégration des migrants signée Nicolas Sarkozy : grâce à ce moyen, le gouvernement français espérait prévenir une répétition des troubles de masse dans les banlieues parisiennes. Les auteurs du texte ont



sciemment évité de mettre l'accent sur des habits musulmans, mais la formule choisie – personne n'est autorisé à porter en public des vêtements censés cacher le visage – ne laisse pas de doutes que le projet de loi visait la population musulmane.

D'une part, les partisans de ce texte estimaient que porter le voile cachant le visage de la femme, c'est bafouer les valeurs traditionnelles de la République, atteindre aux droits des femmes et à la laïcité. D'autre part, d'aucuns affirmaient que le projet de loi contredisait des principes constitutionnels dont la liberté de culte. Or, l'interdiction de la burqa en public n'est pas une particularité européenne ou occidentale – il suffit de rappeler qu'en Turquie, un pays musulman, les partisans de la laïcité se montrent non moins intransigeants en ce qui concerne l'interdiction des habits religieux traditionnels que les Belges ou les Français.

Le problème des rapports entre la loi islamique et les lois européennes et nationales est un autre point qui fait mal dans les relations entre les immigrés musulmans et le pays d'accueil. Il est à noter que dans certains pays, les organisations musulmanes préconisent l'utilisation de la loi de la charia, notamment en ce qui concerne la succession, le mariage et le divorce.

Les « meurtres pour l'honneur » commis de temps en temps dans les communautés asiatiques et proche-orientales et visant des femmes rebelles au fondamentalisme musulman, femmes qui ont embrassé les valeurs de la société européenne moderne, ne contribuent pas à la compréhension mutuelle entre la population autochtone porteuse des valeurs chrétiennes (ou plutôt occidentales) et les immigrés musulmans.

Les problèmes de l'auto-identification

L'un des problèmes suscités par la croissance de la population musulmane en Europe tient à l'identité et à l'auto-identification. Ce problème concerne les Européens en général et les musulmans européens en particulier. « Historiquement, l'identité européenne est apparue en partie comme une réponse au voisinage et à la menace



émanant du monde islamique »¹². Cette identité doit être revisitée à l'époque où le nombre des musulmans résidant dans les pays de l'UE et bénéficiant de leur nationalité croît d'année en année.

Les musulmans européens appartenant à une certaine ethnie ou diaspora, se considérant comme membres de la Oumma (la communauté mondiale des croyants musulmans) tout en étant citoyens d'un pays européen, ont beaucoup plus de mal à trouver son identité. Disons, les Maghrébins vivant en France peuvent affirmer son identité à plusieurs niveaux. C'est l'appartenance à l'islam, à la Oumma ; l'inclusion dans la nation arabe du point de vue ethnique ; l'appartenance à la nation marocaine, algérienne ou tunisienne. Il existe aussi un « microniveau » sous forme d'identité locale, patriarcale, de clan, tribale ou sectaire.

La ligne de clivage qui divise la société en population européenne locale et les immigrés musulmans avec leurs descendants, n'est pas unique. Il existe d'autres divisions – au sein de la communauté des immigrés, par exemple, entre diverses générations et même au sein d'une même famille. Pire : la recherche de l'identité peut se faire individuellement. « Mon identité à moi a plusieurs sources culturelles, écrit Bassam Tibi, un politologue allemand d'origine syrienne, qui se veut un "musulman libéral". Du point de vue de la religion et de la culture, je suis un euromusulman, d'après mes origines, je suis un Arabe de Damas, et politiquement, je suis un citoyen allemand »¹³.

C'est heureux si ces identités multiples sont harmonisées sans entrer en conflit, ce qui n'est pas souvent le cas. Est-il possible pour les musulmans d'Europe d'accorder les exigences de leur religion avec l'identité politique définie par la nationalité européenne ? s'interroge Bassam Tibi. Si ce fossé est insurmontable, est-ce que les musulmans résidant en Europe devraient créer une identité particulière de leur diaspora ? Ou c'est Olivier Roy qui a raison en supposant que la nature transnationale des musulmans d'Europe joue un certain rôle dans l'intégration européenne. De nombreuses organisations musulmanes voient dans la création de l'Union européenne l'opportunité de surmonter leurs propres divisions



ethniques et nationales pour créer quelque chose proche de ce que la Oumma doit être¹⁴.

Les musulmans européens d'aujourd'hui sont une multitude de communautés et d'individus qui diffèrent d'après un grand nombre de critères – ethniques, confessionnels, politiques, culturels, sociaux ou économiques. Et cette diversité ne fait qu'augmenter et s'approfondir à la faveur d'une avalanche inouïe de migrants et réfugiés dans les années 2010. Par conséquent, ces communautés adoptent des approches différentes de la recherche d'identité et des problèmes de l'intégration. Si de nombreux musulmans dotés d'une mentalité laïque préconisent l'intégration politique sans assimilation totale, les islamistes radicaux rejettent la société laïque et revendiquent une autonomie considérable pour les communautés musulmanes afin de se conformer avec les lois islamiques.

L'islam n'a pas la même signification pour divers groupes de population dans divers pays. Les musulmans d'Europe ne forment pas une « nation islamique » unique. Les pays musulmans désertés ne possèdent pas de « culture monolithique ». Il y a la diversité des communautés musulmanes et les divergences de leur interaction individuelle avec les pays d'accueil européens. De la même façon, certains pays d'Europe appliquent une politique de leur cru à l'égard des migrants musulmans. Il n'y a pas de consensus en Europe en ce qui regarde la réaction à l'afflux de migrants en provenance de pays musulmans¹⁵.

L'islamologue Robert Pauly discerne trois approches des musulmans de la pratique islamique dans les pays où l'islam n'est pas la religion de la majorité. La première sous-entend la négation partielle ou absolue des normes en vigueur chez la population majoritaire au moyen d'isolement des enclaves musulmanes, en réduisant ou rompant le contact avec les autres religions. La seconde prévoit l'abandon du strict respect des normes islamiques en faveur de l'intégration inconditionnelle dans la société non musulmane. La troisième, c'est l'adaptation de l'islam aux normes locales en favorisant la coopération entre la majorité et la minorité, tout en respectant les cinq piliers de la foi¹⁶.



« Les travailleurs immigrés musulmans qui sont arrivés en Europe pour la restaurer après l'impact de la Seconde Guerre mondiale, ont opté pour la seconde approche, estime Robert Pauly. Estimant que leur séjour en Europe – en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne – ne sera pas long, ils se contentaient d'une présence religieuse insignifiante. Mais en se réunissant avec leurs familles dans les années 1970-1980, ils ont vite passé au mode de vie traduisant la première approche, souvent sous l'influence des doctrines professées par des dignitaires musulmans de leur pays d'origine. <...> Chacune de ces approches freinait le développement de l'identité euro-islamique naissante ». Toujours d'après Pauly, la troisième approche était privilégiée par la jeunesse musulmane dans ses rapports avec la plupart des nations ouest-occidentales où ces jeunes sont nés ou y ont passé presque toute leur vie¹⁷.

Bassam Tibi que nous avons cité plus haut affirme que l'islam n'est pas un phénomène monolithique de portée mondiale, mais qu'il traduit la richesse d'une diversité culturelle. Les musulmans d'Europe diffèrent d'après leurs origines ethniques, nationales et culturelles et optent pour diverses stratégies sociales et politiques pour exprimer leurs opinions et atteindre leurs objectifs. Par le passé, l'islam a déjà démontré son aptitude à s'adapter à une multitude de cultures des plus diverses.

Tout comme l'islam se décline en versions arabe, africaine, indienne ou sud-asiatique qui sont diverses formes d'une seule et même religion, l'euro-islam est une tentative, d'après Bassam Tibi, de créer une forme libérale de cette religion, acceptable pour les migrants musulmans et les sociétés européennes, conforme aux idées européennes de laïcité et de citoyenneté individuelle. Autrement dit, l'euro-islam est un islam adapté culturellement aux sociétés européennes laïques, tout comme l'islam s'est adapté en Afrique aux cultures africaines locales. Par conséquent, « l'euro-islam doit être compatible avec la démocratie libérale, les droits individuels de l'homme et les exigences de la société civile. <...> L'euro-islam doit être dirigé contre l'assimilation, mais aussi contre la ghettoïisation »¹⁸.



N'acceptant pas d'être des « marginaux » dans leur pays d'accueil, de nombreux musulmans d'Europe résistent toutefois à l'assimilation pour ne pas se fondre dans la masse des citoyens européens. D'autre part, la législation migratoire qui se durcit dans plusieurs pays européens et l'attitude négative traditionnelle de la société locale envers les « étrangers » créent des obstacles de taille sur la voie de l'intégration des musulmans, même ceux qui aspirent sincèrement.

Bassam Tibi sait d'expérience à quel point l'intégration peut être difficile : « En tant que musulman vivant à l'Occident, j'ai opté en faveur de la citoyenneté européenne, mais me référant à la notion française de *citoyen* et non au concept allemand de *Staatsbürgerschaft*. Je prétends à garder mon identité culturelle musulmane en la mariant avec l'identité politique – *citoyenneté*. Ayant fait ce choix, je suis entré en conflit avec le racisme européen basé sur l'appartenance ethnique exclusivement et avec la tendance contraire du communautarisme multiculturel assorti d'exhortations de certains leaders islamistes en Europe à créer une formation islamique séparée en Occident. En général, les migrants musulmans qui veulent devenir des citoyens occidentaux, tombent dans un piège, se trouvant pris entre ces deux opinions : le rejet et la pression pour rejoindre un ghetto culturel. Cette polarisation est particulièrement néfaste pour les jeunes musulmans nés en Europe qui cherchent à y trouver leur identité »¹⁹.

Face aux problèmes de l'intégration, les migrants tendent à se marginaliser, se voient relégués à la périphérie de la société, s'isolent au sein d'une communauté nationale, voire deviennent criminels. La malveillance ambiante développe le complexe d'infériorité chez les immigrés. De nombreux musulmans qui ont obtenu la nationalité d'un pays européen se rendent compte qu'ils ne sont pas acceptés comme égaux.

Malgré le stéréotype européen qui fait l'amalgame entre les musulmans et les terroristes, il est tout à fait évident que la majorité écrasante des musulmans européens n'ont rien à voir avec le terrorisme, l'extrémisme ou le radicalisme religieux. Cependant



force est de constater que c'est en Europe que les prédicateurs des versions les plus radicales de l'islam se sentaient en liberté jusqu'à ces derniers temps.

« La plupart des islamistes dont certains ont commis des crimes dans leurs pays d'origine, vivent en Europe en abusant du droit à l'asile politique, note Bassam Tibi. Il n'y a pas une seule organisation fondamentaliste de poids dans la région méditerranéenne qui n'ait pas un bureau ou un représentant à Londres ou dans une autre capitale européenne, en Scandinavie, par exemple. Il faut admettre franchement que les groupes islamistes abusent de la diaspora musulmane d'Europe dont ils font leur instrument pour vivre comme un poisson dans l'eau. Ils créent des obstacles à l'intégration des migrants musulmans »²⁰.

La marginalisation et la crise identitaire de la jeunesse musulmane en Europe qui se sent rejetée par la société, réunissent des conditions propices à l'enrôlement de jeunes immigrés dans des organisations extrémistes et terroristes. Les médias tirent la sonnette d'alarme en signalant que les « ghettos musulmans » dans les villes européennes deviennent des viviers de l'extrémisme islamique. Molenbeek, l'une des communes de Bruxelles-Capitale, peut servir d'exemple d'un tel ghetto : de nombreux auteurs d'attentats terroristes à Paris et à Bruxelles en 2015-2016 en sont sortis. Les jeunes sont enrôlés dans les groupes extrémistes au cours de contacts individuels ou pendant des rencontres de complices. Des imams ou des djihadistes ayant combattu en Syrie, en Irak, en Afghanistan ou au Yémen s'acquittent des fonctions d'enrôleurs.

Les sites Internet islamistes, faciles d'accès, exercent une influence sur l'esprit des jeunes musulmans. Ce matraquage des cerveaux a pour résultat non seulement la participation de citoyens européens qui pratiquent l'islam à divers conflits régionaux, mais aussi des actions malveillantes dirigées contre les pays européens, dont les attentats terroristes perpétrés à Madrid, Londres, Paris, Bruxelles par des extrémistes islamistes dotés de passeports européens, sont des exemples éloquents.



Force est aussi de rappeler la soi-disant « cellule de Hambourg », un des groupes d'islamistes radicaux basés en Allemagne, qui comprenait des personnes clés des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. La cellule tenait ses réunions « dans les mosquées dont les imams s'inspiraient du djihad afghan, notamment du charismatique Oussama ben Laden. <...> L'Allemagne est devenue un pays de prédilection des activistes musulmans dans les années qui ont précédé l'attaque contre les États-Unis. La justice allemande qui défend les suspects tant qu'ils ne sont pas écrasés par un fardeau de preuves irréfutables, faisait le jeu de nombreuses personnalités de l'ombre »²¹.

La radicalisation de jeunes musulmans européens s'est accentuée sur fond de conflits en Syrie et en Irak lorsque des centaines d'hommes et de femmes ayant la nationalité européenne sont partis dans les zones de conflits contrôlés par des groupes de djihadistes. À leur retour, « enrichis » de nouvelles relations et de l'expérience de combats, bardés d'idéologie, ils pourront représenter une menace potentielle pour la sécurité européenne²².

Quoique les activités extrémistes ne sont le fait que d'une infime partie des musulmans européens, ils jettent une ombre sur l'ensemble de la communauté musulmane en Europe. Naturellement, cela complique davantage l'intégration déjà compliquée des migrants et la recherche d'une compréhension mutuelle entre diverses communautés culturelles et religieuses. Pire : les attentats perpétrés en Europe à l'instigation d'extrémistes islamistes incitent les Européens à se poser des questions sur la justesse et l'efficacité de la politique migratoire de leurs gouvernements nationaux.

Deux approches peuvent être distinguées concernant l'incorporation de musulmans dans la société en Europe : celle française et celle britannique. Le modèle politique français qui préconise l'intégration (jusqu'à l'assimilation) des migrants est tout le contraire du multiculturalisme britannique.

La population musulmane de la France est la plus importante d'Europe, tant en pourcentage qu'en chiffres absolus. Les musulmans ne sont plus des étrangers, affirme Olivier Roy. Cependant cette



intégration n'a pas été acquise par l'assimilation, comme le pays d'accueil l'espérait, ni par la création d'une société multiculturelle, comme on l'écrivait souvent (à savoir par la cohabitation de cultures différentes). Elle est le résultat d'une fusion d'identités d'origine en un assortiment variable de modèles identitaires qui échappent à toute tentative de les « substantialiser »²³.

Le modèle français de l'État laïc prévoit que « l'islam bénéficie des mêmes droits et subit les mêmes contraintes que les autres religions. Sa libre profession est garantie à condition de respecter l'ordre public. Il n'est ni reconnu ni financé par l'État », écrit Gilles Kepel²⁴. L'islam a pris sa place aux côtés du catholicisme, du protestantisme et du judaïsme comme l'une des religions des Français.

L'intégration des musulmans dans la société française pose toujours problème, dont témoigne les troubles récurrents dans les banlieues peuplées d'immigrés. Mais il s'agit dans ce cas-là de manifestations extérieures du problème alors qu'il faut regarder plus au fond.

« Quoique certains musulmans de France continuent d'évoquer un État musulman transnational, ils habitent dans l'espace politique de la France, écrivait, par exemple, l'islamologue Richard Bowen. En effet, de nombreux musulmans en France trouvent que leur vie sociale est soumise aux normes françaises pour la plupart, alors que d'autres, sans doute, beaucoup moins nombreux, ne se conforment qu'aux normes islamiques. Pour ceux qui sont au milieu et qui trouvent les lois islamiques et françaises également importantes ou légitimes, la vie est autrement plus compliquée »²⁵.

Prenons par exemple le mariage et le divorce. Les lois françaises donnent la priorité au mariage civil et le séparent entièrement du mariage religieux : un couple doit d'abord passer devant le maire ; le mariage religieux ne peut être considéré comme effectif, voire légal, s'il est célébré avant le mariage civil.

Le multiculturalisme britannique prévoit une cohabitation pacifique des ressortissants de divers pays aux cultures et religions différentes. Dans le même temps la société britannique devient de plus en plus anxieuse en estimant que cette politique risque d'avoir



pour conséquence l'érosion des valeurs britanniques traditionnelles. Les critiques du multiculturalisme affirment que le concept des « cultures multiples » qui existe en Grande-Bretagne depuis les années 1960, n'a plus aucune valeur pratique mais contribue, au contraire, à séparer des communautés ethniques et culturelles. Un rapport de l'Institut royal supérieur de défense présenté en 2008 par G. Prince, professeur à l'École d'économie et de sciences politiques de Londres, et l'ex-chef de file des conservateurs dans la Chambre des Lords, Robert Gascoyne-Cecil, marquis de Salisbury, exprime la préoccupation que l'érosion de l'identité nationale et la perte de foi dans les valeurs de la civilisation font de la Grande-Bretagne une proie facile des terroristes.

Cette anxiété est causée par la difficile intégration des migrants dans la société britannique. Les auteurs du rapport fustigent l'idéologie du multiculturalisme préconisée par les autorités, idéologie qui, à leur avis, « désoriente les communautés des immigrés et sape les positions de ceux qui cherchent à combattre l'extrémisme de l'intérieur ». Le rapport affirme notamment que « le Royaume-Uni produit l'impression d'une cible facile ; cette société post-chrétienne scindée est déchirée par les désaccords à propos de sa propre histoire, des objectifs nationaux, des valeurs et de l'identité politique ; la scission s'aggrave à cause du manque de volonté de certains groupes de la population de s'intégrer dans la société britannique »²⁶.

La société devrait avoir une idée claire et nette de ses valeurs de base, et les immigrés doivent accepter ces valeurs comme siennes, ce qui, bien sûr, ne les prive pas du droit de garder leur foi, estiment les auteurs. Cette préoccupation est partagée par de nombreux Britanniques. Cependant même des Travailleurs ont émis des doutes à propos de l'efficacité du multiculturalisme, surtout au lendemain des attentats de Londres et des attaques terroristes déjouées impliquant des Britanniques professant l'islam. Ce qui n'a pas empêché l'élection, en 2016, au poste de maire de Londres d'un Travailleur d'origine pakistanaise, Sadiq Khan qui se dit « londonien, européen, britannique, anglais, musulman, asiatique et pakistanais ».



Les dirigeants politiques allemands ont aussi constaté l'échec des tentatives d'édifier une société multiculturelle en RFA. En octobre 2010, la chancelière fédérale Angela Merkel a pris la parole à une conférence de jeunes supporters de la CDU pour dénoncer l'échec du multiculturalisme. Presqu'en même temps, la même déclaration a été faite par Horst Lorenz Seehofer, leader de la CSU et Premier ministre de Bavière. Lui qui avait exigé d'imposer des restrictions à l'immigration vers l'Allemagne des ressortissants de Turquie et des pays du Moyen-Orient, a lancé que « le multiculturalisme était mort ».

Certes, il ne serait pas correct d'évoquer la croissance de l'importance et de l'influence des diasporas musulmanes uniquement dans un contexte négatif. Au contraire, ce serait une chance accordée à l'Europe et aux musulmans qui y habitent.

Les musulmans européens pourraient servir, dans une certaine mesure, d'un pont entre l'Orient et l'Occident, le monde musulman et l'Europe, quoiqu'en réalité, cette harmonie ne soit pas au rendez-vous, loin s'en faut. Cependant la situation en place offre de nombreuses opportunités pour la coopération entre les gens de cultures différentes. Dans ce contexte, l'Europe pourrait tirer profit de l'expérience de la Russie, un pays multiethnique et multiconfessionnel où l'islam est la seconde religion traditionnelle. La Russie, elle, devrait étudier à son tour l'expérience européenne, surtout à la lumière des processus migratoires en cours dans le pays depuis ces dernières années.

Quoi qu'il en soit, les Européens – chrétiens, musulmans, juifs, adeptes d'autres religions, agnostiques ou athées – sont déjà (et le seront à l'avenir) obligés de cohabiter et de s'occuper de la recherche du dialogue entre les civilisations et cultures. Ce voisinage exige que tout le monde fasse preuve de compréhension, de tolérance, de respect mutuel, et surtout soit capable de défendre ses valeurs, ce qui revêt une importance particulière dans le contexte évoqué ci-dessus.

Le voisinage des représentants de diverses cultures, religions et civilisations n'est pas qu'une source d'irritation mutuelle,



d'aversions et de phobies. C'est aussi une possibilité de mieux se comprendre, d'établir un dialogue et une interaction. La répulsion réciproque des Européens « autochtones » et de leurs nouveaux voisins immigrés ne profitera à personne mais posera une « bombe à retardement » sous les générations à venir. Certes, ce mouvement l'un vers l'autre doit se faire dans les deux sens. Robert Pauly a raison : « L'intégration des communautés islamiques dans le contexte de l'Europe occidentale entièrement réunie nécessite des efforts conjugués des musulmans et de leurs voisins majoritairement chrétiens dans les pays de l'UE »²⁷.

1. O. Roy : *Globalised Islam: the search for a new Ummah*, London, 2004, p. 101.
2. *In Europa leben gegenwärtig knapp 53 Millionen Muslime. Zentralinstitut Islam-Archiv stellt neue Europastatistik vor.* 08.05.2007 // <http://islam.de/8368.php> (date d'appel : 23.05.2016).
3. A. Nachmani : *Europe and Its Muslim Minorities: Aspects of Conflict, Attempts at Accord*, Brighton, 2010, p. 15.
4. O. Roy : *Op. cit.*, p. 100–101.
5. Ph. Jenkins: *Demographics, Religion, and the Future of Europe* // *Orbis : A Journal of World Affairs*, vol. 50, n° 3, Summer 2006, p. 533.
6. *Der Islam gehört zu Deutschland, der Islamismus nicht* // <http://www.pro-medienmagazin.de/politik/detailansicht/aktuell/der-islam-gehoert-zu-deutschland-der-islamismus-nicht-90922/> (date d'appel : 24.05.2016).
7. *L'écrivain allemand nie la capacité des musulmans de devenir européens*, 13.10.2010 // <http://lenta.ru/news/2010/10/13/giordano/> (date d'appel : 24.05.2016).
8. R.J. Pauly: *Islam in Europe: integration or marginalization?* Aldershot, 2004, p. 7.
9. Cf. : T. Sarrazin : *Deutschland schafft sich ab*.
10. Von Storch : *Islam nicht mit Grundgesetz vereinbar* // *Frankfurter Allgemeine*, 17.04.2016.
11. *What Do Europeans Think About Muslim Immigration?* // <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/what-do-europeans-think-about-muslim-immigration> (date d'appel : 07.02.2017).



12. *Muslim Europe or Euro-Islam: politics, culture, and citizenship in the age* / Ed. by Nezar AlSayyad, Manuel Castells, Plymouth, 2002, p. 19.
13. B. Tibi : *Islam between culture and politics*, Houndmills, 2001, p. 208.
14. O. Roy : *Op. cit.*, p. 103.
15. A. Nachmani: *Op. cit.*, p. 13.
16. R.J. Pauly : *Op. cit.*, p. 146.
17. *Ibidem.*
18. *Muslim Europe or Euro-Islam...* P. 38.
19. B. Tibi : *Muslim migrants in Europe: Between Euro-Islam and Ghettoization // Muslim Europe or Euro-Islam: politics, culture, and citizenship in the age*, Plymouth, 2002. P. 41.
20. B. Tibi : *Islam between culture and politics...* P. 204–205.
21. G. Kepel : *The War for the Muslim Minds*, Cambridge, 2004, p. 241-242.
22. Pour plus de détails, cf. : A.E. Iachlavski : *Djihadisty iz Evropy na Blijnem Vostoke : skrytaïa i iavnaïa ougroza*. [*Les djihadistes d'Europe au Proche-Orient : une menace latente et cachée.*] // *Mirovaïa ekonomika i mejdounarodnyé otnocheniïa*, 2015, n° 10, p. 18–29.
23. O. Roy : *Op. cit.*, p. 102.
24. G. Kepel : *Op. cit.*, p. 244.
25. J.R. Bowen : *Can Islam be French? Pluralism and pragmatism in a secularist state*, Princeton & Oxford, 2010, p. 15, 157.
26. Experts: *le multiculturalisme est en train de détruire la Grande-Bretagne*, 15.02.2008 // http://news.bbc.co.uk/hi/russian/uk/newsid_7247000/7247841.stm (date d'appel : 24.05.2016).
27. R.J. Pauly : *Op. cit.*, p. 146.

Mots-clés: Europe, UE, Union européenne, islam, musulmans, migration, immigrés, réfugiés, multiculturalisme, intégration, extrémisme, islamisme, xénophobie.



LE FACTEUR ISLAMIQUE DANS LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES PAYS MUSULMANS

La politique extérieure des États islamiques se trouve influencée par plusieurs facteurs : les intérêts de la classe dominante, la situation géopolitique, les liens entre États au sein du système des contacts politiques et économiques, les attitudes idéologiques. La religion musulmane joue son rôle à elle dans cette série, mais d'autres facteurs encore viennent s'y ajouter. Il est vrai qu'en parlant de pays européens, concentrés sur le territoire relativement restreint du continent européen, nous n'utilisons pas l'expression « la civilisation euro-chrétienne », alors qu'en parlant d'États islamiques, nous soulignons qu'il s'agit de « la civilisation arabo-musulmane », en sous-entendant que les facteurs islamiques exercent leur influence y compris sur leur politique extérieure.

La psychologie particulière aux adeptes de l'islamisme leur fait voir le monde en deux couleurs, noire et blanche, comme résultat de la lutte entre le bien et le mal.

**ALEXEÏ
PODTSEROB**



Maître de recherches sénior à
l'Institut d'études orientales
de l'Académie des sciences de
Russie, docteur en histoire



Le monde extérieur est hostile, ces destinées sont décidées entre les grandes puissances qui rivalisent économiquement. Les adeptes de l'islam représentent non le sujet, mais l'objet des rapports entre les grandes puissances. Dans ces circonstances, pensent les musulmans, il ne reste qu'à espérer un miracle.

Pour les adeptes de l'islamisme, le monde se divise en trois parties : le « dar al-islam », c'est-à-dire les territoires des pays islamiques, le « dar al-harb », les territoires où vivent les ennemis de l'islam, et le « dar as-sulh », les territoires peuplés de chrétiens qui ne sont pas hostiles aux musulmans. Cela dit, les salafites pensent autrement : pour eux, le « dar al-islam » est le monde où vivent de vrais croyant ayant voué toute leur vie au fondamentalisme, alors que tous les autres États constituent le « dar al-harb ».

Les partisans officiels de l'islam se réclament du panislamisme ou du panturquisme. Il va de soi que d'autres facteurs encore viennent façonner la politique extérieure, mais l'influence panarabe et panturque demeure, tout en traversant de temps à autre les périodes des hauts et des bas.

Les musulmans disposent de plusieurs organisations internationales. L'Organisation de coopération islamique (OCI) a été formée en septembre 1969 et portait initialement le nom d'Organisation de la Conférence islamique. C'est le roi de l'Arabie Saoudite Faysal qui était le premier à proposer, en avril 1965, de créer « un pacte islamique ». À son avis, c'est la puissance de l'islam traditionnel qui constituait une arme redoutable pour contrecarrer la politique du président égyptien Gamal Abdel Nasser. Toutefois, la République Arabe Unie, l'Algérie, l'Irak, la Syrie, le Yémen et le Liban s'étant prononcé contre, l'idée saoudienne fut rejetée.

La situation a changé en 1969. Après que l'Égypte, la Syrie et la Jordanie aient perdu en 1967 la guerre des Six-Jours contre Israël, ils éprouaient un besoin cruel d'être soutenus par les régimes conservateurs arabes. Entre-temps, la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem a été incendiée par un Juif venu en Israël depuis



l'Australie, et non par un citoyen israélien, mais cela n'avait plus aucune importance. Faysal a exigé la convocation d'une conférence islamique à Rabat, où l'Organisation de la Conférence Islamique fut fondée.

L'OCI a pour autorité suprême la conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays membres, convoquée une fois tous les trois ans. Son organe politique, c'est la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OCI. Le siège de l'Organisation comprend le Secrétariat général établi à Djeddah (Arabie Saoudite) « jusqu'à ce que Jérusalem ne soit libérée ». En principe, l'OCI s'occupe de conflits qui surviennent dans le monde islamique, mais pas très efficacement. Par ailleurs, la même règle s'applique à d'autres groupements régionaux d'États du Tiers monde, comme la Ligue Arabe, l'Union Africaine ou les Non-Alignés. L'OCI a pourtant ceci de particulier qu'elle s'intéresse à la vie des minorités musulmanes dans les pays qui n'en sont pas membres. Parmi eux les musulmans en Bosnie-Herzégovine, à Chypre, au Kosovo, au Cachemire (Inde), au Caucase du Nord et dans le Pays de la Volga (Russie).

La Banque Islamique de Développement (BID) a été fondée en 1974 et a son siège également à Djeddah. Ses organes suprêmes sont : le Conseil des gouverneurs, le Conseil des directeurs et le Président. La BID a pour mission de contribuer au progrès économique et social des pays musulmans et des minorités musulmanes. L'Arabie Saoudite, la Libye (à l'époque de Kadhafi), les Émirats Arabes Unis et le Koweït sont ses principaux actionnaires.

Le Congrès Islamique Mondial (CIM), créé en 1926 sur l'initiative du roi saoudien Abd Al-Aziz, est la plus ancienne organisation islamique dont l'organe dirigeant – le Conseil suprême – se réunit une fois par an. Le CIM se consacre aux études sur l'histoire de l'islam, le dogme, la philosophie, organise les émissions radiodiffusées de « La Voix de l'islam ».

La Ligue Islamique Mondiale (LIM), fondée en 1962, a pour organe dirigeant un Conseil avec à sa tête un secrétaire général. Le



ligue fait la propagande de la foi musulmane, aide à construire les mosquées, organise le hadj, et coordonne ses activités avec l'OCI.

Mais il y a aussi d'autres organisations musulmanes, qui sont clandestines. Le monde islamique sent que les normes occidentales refoulent ses valeurs, et résiste en comprenant que l'attaque est la meilleure des défenses, ce qui vaut aux salafites l'estime auprès des musulmans.

La première parmi les organisations de ce type fut la *Confrérie des Frères musulmans*, fondée en Égypte. En 1930-1940, ses sections sont apparues en Syrie, au Liban, en Palestine et en Transjordanie (Jordanie). Dans les années 1970, le Parti de Libération Islamique (« Hizb ut-tahrir al-islami ») fut créé en Jordanie, en Égypte et au Maghreb. Dans les années 2000, le Parti de Libération Islamique a déployé ses activités jusqu'en Asie centrale, au Caucase du Nord et dans le Pays de la Volga. L'ingérence de l'Union Soviétique en Afghanistan a fait affluer au pays les guerriers de l'islam qui combattaient contre l'Armée Soviétique et les autorités à Kaboul. Le leader d'al-Qaïda Oussama ben Laden a fait former, à lui seul, quelque 10 000 activistes. À l'heure actuelle 500 volontaires d'al-Qaïda se trouvent en Afghanistan. L'essentiel de l'effectif de l'organisation est concentré au Pakistan, où il est appuyé par « Jabhat fath al-Sham », cet al-Qaïda de la péninsule arabique, puis encore « Al-Qaïda au Maghreb islamique » (AQMI) et d'autres groupements.

En 2003 fut formé « L'État Islamique d'Irak », organisation qui prend ensuite le nom d'« État Islamique en Irak et au Levant » (EIIIL), abrégé plus tard en « État Islamique » (EI). Le commandement des troupes américaines avait commis à l'époque une grave erreur en dissolvant l'armée irakienne pour former une armée nouvelle¹. Les militaires sans solde, rejoints par les membres du Parti de la Résurrection Socialiste Arabe (« Baas ») interdit, ont fondé l'organisation appelée EIIIL. En plus de cela, les sunnites, se croyant vexés par l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki qui avait abandonné les postes de commandement aux chiites, ont constitué la base sociale et combattante de l'État Islamique.



Les volontaires venus de pays arabes, du Moyen-Orient, d'Europe de l'Ouest, des États-Unis, de Chine et du Caucase, participent aux opérations de l'EI. Parmi eux, les plus aguerris sont les ressortissants de Tchétchénie, du Daguéstan et d'Ingouchie. La CIA américaine estimait en septembre 2014 les effectifs de combattants de l'EIII de 20 à 31 000 hommes².

L'« État Islamique » (interdit en Russie) a élargi sa présence à l'Irak et à la Syrie, organisait des attentats en Arabie Saoudite, en Égypte, en Libye, en Algérie, en Turquie, en Iran, en Afghanistan, au Pakistan, en France, en Italie et en Russie. Il faut remarquer que sur le territoire syrien, l'EI lutte contre l'organisation « Jabhat fath al-Sham ». C'est Abou Bakr al-Baghdadi qui est devenu leader de l'« État Islamique »³.

L'EIII a proclamé la formation du Califat Islamique sur les territoires qu'il contrôle en Irak et en République Arabe Syrienne. En 2013, l'« État Islamique » encaissait chaque jour un million de dollars provenant de l'extraction et de la vente du pétrole. En outre, l'EI assujettit à l'impôt les populations des territoires qui s'étaient soumis à son autorité, et s'il se trouve des chrétiens et des Hébreux parmi leurs habitants, ils sont redevables d'un impôt spécial. Des taxes sont également perçues sur les populations des terres sur lesquelles l'« État Islamique » n'a pas étendu son pouvoir. Et encore, les islamistes tirent un grand profit du trafic d'êtres humains – ils réduisent à l'esclavage tous les « infidèles ». Les maisons abandonnées ou confisquées, les petits commerces, les ateliers d'artisans, les terres et le bétail sont distribués parmi les extrémistes.

En Syrie, on assiste toujours à la lutte armée entre le pouvoir et l'opposition radicale, qui bénéficie du soutien de l'extérieur. Au début du temps des troubles arabes, en mars 2011, des dizaines d'activistes sont allés rejoindre les rangs de la sédition dans la ville syrienne de Deraa. Ensuite les manifestations et la guérilla, énergiquement soutenues de l'étranger, ont gagné d'autres villes syriennes. C'est de l'étranger que les formations armées antigouvernementales ont reçu une aide substantielle



au moment de leur création, y compris l'envoi d'activistes par al-Qaïda, ainsi que de volontaires de pays arabes, des États-Unis, de l'Union européenne et de Russie. Plus de 300 000 personnes ont déjà péri en République Arabe Syrienne depuis le début des hostilités. Il est devenu évident qu'en cas de chute du régime de Bachar al-Assad, les islamistes radicaux s'empareront d'armes lourds et extermineront tous ceux qui soutenaient dans le passé Bachar al-Assad, que commencera le génocide des minorités confessionnelles et le transfert du djihad islamique vers le Caucase du Nord.

Les choses évoluaient d'une façon encore plus cruelle en Libye. Les manifestations contre le régime du leader de la révolution libyenne Mouammar Kadhafi, qui avaient commencé au printemps 2011, ont vite dégénéré en combats contre le régime. Les Forces du Peuple Armé auraient rapidement étouffé cette insurrection si ce n'était l'ingérence de pays de l'OTAN et de quelques pays arabes. Au terme de huit mois de résistance armée, Kadhafi a été attaqué par l'aviation de l'OTAN, et puis assassiné par les rebelles protégés par les troupes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Les volontaires venus de pays arabes, d'Afghanistan et recrutés parmi les émigrés musulmans en Europe se trouvaient dans les rangs des combattants contre la Jamahiriya.

L'insurrection contre Mouammar Kadhafi a bénéficié du soutien de la part de pays de l'OTAN et de certains pays arabes qui avaient pour but de renverser le régime et interprétaient au gré de leur fantaisie les résolutions du Conseil de sécurité. Ils ont entrepris de bombarder les positions des troupes libyennes et lancé à l'assaut de Tripoli les commandos de l'OTAN et de pays arabes. C'est la France qui se faisait distinguer parmi les Européens dressés contre Mouammar Kadhafi. Les Français étaient les premiers à venir en aide aux rebelles et à soutenir les meneurs de l'insurrection. Les assassinats de chrétiens ont commencé en Libye après la chute du régime. Finalement le pays a cessé d'exister comme État uni et se transforme en foyer de l'islamisme radical.



Après le renversement de Mouammar Kadhafi, au printemps de 2012, les troupes Touareg qui combattaient du côté du régime, se sont repliés vers le Mali où une insurrection a éclaté dans les régions au nord du pays. Finalement le pouvoir dans le nord du Mali est revenu aux groupes AQMI, « Ansar ad-Din », « Al-Mourabitoun » et à « Jamaat al-tawhid wa al-djihad fi gharb Ifriqiyya » (« Groupe tawhid [c'est-à-dire d'adeptes de la vraie foi] et du djihad en Afrique de l'Ouest », MUJAO), détruit en avril 2013 après l'intervention des troupes françaises, de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) et de l'armée tchadienne. Toutefois en 2013, les organisation « Al-Qaïda au Maghreb islamique » et MUJAO, après avoir recruté et mobilisé de nouveaux combattants et reçu des armes depuis la Libye, ont repris les tentatives de soumettre le Sahel à leur pouvoir.

En Égypte, pendant la période où le pouvoir appartenait à La *Confrérie des Frères musulmans* (2012-2013), le Président Mohamed Morsi soutenait par tous les moyens l'opposition syrienne et a rompu les relations diplomatiques avec Damas. En plus, on a vu s'ouvrir au Caire une représentation syrienne, celle de la Coalition des Forces Nationales de l'Opposition et de la Révolution (CFNOR), qui organisait le transport d'islamistes vers la Syrie. La fraction radicale de l'AFM a voulu exporter le projet islamique vers les pays du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe (CCG). En 2013, un groupe qui préparait un coup d'État a été arrêté et traduit en justice aux Émirats Arabes Unis. L'échec des *Frères musulmans* en Égypte, événement d'une importance capitale, a modifié le rapport de forces au Proche et au Moyen-Orient, en premier lieu dans le conflit syrien. Les militaires égyptiens ont proposé à la représentation de la CFNOR de quitter le pays.

En Tunisie, les troubles arabes ont consolidé « Le Mouvement Ennahda » (« Mouvement de la Renaissance »), soutenu par Qatar. Des centaines de sections de cette organisation ont été formées dans le pays avec le soutien de l'Arabie Saoudite et



du Qatar. Toutefois l'Ennahda réformiste n'a pas pu maîtriser les crises politique et économique. Sous la pression des manifestations populaires, le parti Ennahda a renoncé à la formation d'un gouvernement islamiste, les événements ayant abouti aux élections du 26 octobre 2014, remportées par le parti laïc du centre gauche « Nidaa Tounes » (« Appel de la Tunisie »).

Les extrémistes se mêlent des luttes qui se mènent dans d'autres régions du monde. Par exemple, en février 2014, les rebelles qui avaient combattu jusqu'alors en Libye et en Syrie, ont été employés sur la place de l'Indépendance (Maïdan Nezaleznosti) à Kiev.

Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les États du Golfe s'ingèrent dans les affaires des pays arabes voisins parce que les premiers veulent tirer profit de leurs conflits politiques intérieurs. Les États-Unis ont annoncé leur nouvelle doctrine de politique extérieure au début de 2002, en s'attribuant le droit de renverser tout gouvernement dont la politique, si les Américains le trouvent, menace les initiatives de Washington.

En 2014 les Américains ont réuni une coalition, qui comptait 39 États, pour lutter contre l'EI. La coalition comprenait les alliés arabes des États-Unis – l'Arabie Saoudite, les Émirats, le Qatar, Bahreïn et la Jordanie (il est vrai que le Qatar s'est retiré de la coalition après le conflit avec plusieurs pays arabes en 2017)⁴. Avant cela, Washington avait monté une coalition pour écraser le Mouvement des Talibans en Afghanistan. 19 bases américaines sont déployées au Proche- et au Moyen-Orient. Les forces navales des États-Unis et de pays européens sont concentrées dans les mers attenantes à la région.

Les objectifs que poursuivent les États-Unis restent les mêmes : renverser le régime de Bachar al-Assad en Syrie, apprivoiser en Irak les éléments hostiles à l'Iran et affaiblir le mouvement « Hezbollah » et puis, finalement, l'Iran. La politique américaine a pour but de mettre Téhéran en difficulté, réduisant ainsi la menace pour Israël qui émane de l'Iran.

Les récentes interventions de l'armée américaine en Afghanistan, en Irak et en Libye y ont renforcé l'influence des fondamentalistes.



On a l'impression que l'ingérence de Washington poursuit le but de semer le chaos dans le monde arabe pour empêcher la Chine, l'UE et la Russie d'accroître la coopération avec ces pays.

La Turquie, de son côté, soutient les islamistes. L'Arabie Saoudite est un allié de l'Égypte dans sa lutte contre les *Frères musulmans*. Les monarchies arabiques tournent la pointe de leur politique contre l'Iran. En ce qui concerne la République Islamique d'Iran, elle se prononce contre les salafites et reste solidaire avec l'Irak et la Syrie.

Le Qatar conduit dans cet espace une politique spécifique. S'appuyant sur une réserve de plusieurs centaines de milliards de dollars et la puissante compagnie de télévision « Al-Jazira », il soutient les mouvements islamistes, surtout les *Frères musulmans* et « Jabhat fath al-Sham », ainsi que l'Ennahda en Tunisie. Face à ce comportement, plusieurs pays musulmans, dont l'Égypte et l'Arabie Saoudite, ont rompu les relations diplomatiques avec le Qatar en juin 2017 et décrété contre lui le blocus économique. En réponse, la Turquie a menacé d'envoyer au Qatar ses troupes. Les États-Unis, les pays de l'UE et la Russie ont appelé les parties prenantes à régler ce processus par voie de négociations. Cela dit, Washington a déclaré son projet de vendre les avions de combat à Doha.

En Syrie, les États-Unis, les pays chefs de file de l'OTAN, la Turquie et les monarchies du Golfe soutiennent l'opposition radicale, y compris les groupements islamistes qui se fixent le but d'arriver au pouvoir en République Arabe Syrienne et de répandre le djihad vers d'autres régions. Washington avait établi des contacts avec les djihadistes en 2014, lors d'une rencontre de la délégation américaine avec le commandement de l'Armée Syrienne Libre, à laquelle participaient des membres de Daesh. Le soutien américain comprend l'envoi de mercenaires étrangers en Syrie. En outre, les États-Unis effectuent des frappes au missile et des bombardements sur les troupes syriennes et les milices progouvernementales, et abattent déjà les avions de l'armée de l'air syrienne.



Israël suit, lui aussi, les événements, et frappe quand il sent que la Syrie entreprend des initiatives qui pourraient menacer les Israéliens. Il s'oppose également aux livraisons d'armes au Hezbollah libanais.

Une guerre propagandiste est menée contre le pays, qui a pour meneurs les compagnies de télévision « Al-Jazira », « Al-Arabiyya », « EuroNews » et CNN, et qui est relayée par des centaines d'agences de presse et autres médias. La télévision française transmet régulièrement des informations bidon sur « les Syriens tués par les frappes de l'aviation russe et syrienne », sans apporter la moindre preuve. Selon le journaliste politique Thierry Meyssan, « Al-Jazira » ne dédaigne même pas les montages de photos pour montrer ce qu'on veut faire passer pour des manifestations contre le régime syrien⁵. Selon le maître de recherches sénior de l'Institut d'études orientales Boris Dolgov, pendant son voyage en Pologne, on lui a montré un article de la « Gazeta Wyborcza » avec un slogan en arabe exigeant de renverser Bachar al-Assad. Quel ne fut l'étonnement des Polonais quand Dolgov, un arabiste de son métier, a lu sur le slogan un tout autre appel – « Le peuple palestinien soutient le Président Bachar al-Assad »⁶.

Les États-Unis soutenaient l'ancien Président égyptien Mohamed Morsi parce que sa politique extérieure satisfaisait, dans ses grandes lignes, les intérêts américains. Sa destitution par l'armée a été apprise à Washington et dans les pays de l'Union européenne comme « un coup d'État ». Les États-Unis ont essayé de faire pression sur la nouvelle direction égyptienne, en cessant les livraisons de matériels de guerre au Caire et en gelant l'assistance militaire, afin de pousser le commandement des forces armées égyptiennes vers un compromis avec Mohamed Morsi. Il en a résulté le rapprochement du Caire avec Moscou et un contrat de livraison de 3,5 milliards de dollars d'armements russes⁷. Après cela, les États-Unis ont levé les sanctions décrétées contre la République Arabe d'Égypte. Le blocage de la *Confrérie des Frères musulmans* en Égypte a douloureusement touché



la Turquie, qui voulait utiliser l'Égypte dans la campagne pour renverser le régime du Président Bachar al-Assad.

La Russie se comporte d'une manière incertaine et contradictoire sur le terrain de lutte contre l'islamisme. Dans le cas de la Libye, elle s'est ralliée en fait à l'Occident, en votant pour la résolution 1970 du Conseil de sécurité et en s'abstenant lors du vote de la résolution 1973. La Grande Djamahiriyya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste a été frappée de sanctions et exposée à la violence, alors que la Fédération de Russie et les pays africains voisins furent privés de la possibilité de fournir leur aide à Tripoli. Le Président Dmitri Medvedev a déclaré que le leader de la révolution libyenne Mouammar Kadhafi devait partir⁸. Finalement, nous avons perdu 4 milliards de dollars en termes de livraisons de matériels de guerre à la Djamahiriyya, à savoir 20 avions de combat, dix hélicoptères *Ka-52 Alligator*, deux groupes de missiles sol-air *Favorit*, 40 missiles antiaériens Pantsyr S-1 et plusieurs dizaines de chars de combat, et n'avons pas modernisé 140 autres chars⁹. La compagnie des *Chemins de fer de Russie* a perdu un contrat de 4,5 milliards d'euros, alors que *Technopromexport* a arrêté son projet de 600 millions de dollars¹⁰.

En ce qui concerne l'Irak, les positions de la Russie concordent avec celle des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest et des pays du Golfe. Moscou est préoccupée par la domination de l'EI sur une portion importante du territoire du pays et poursuit son assistance militaire à Bagdad. Toutefois, notre influence sur l'Irak reste limitée, car le premier rôle sur ce plan appartient à Washington.

Pour ce qui est de la Syrie, nous prêtons à ce pays l'assistance militaire et technique en estimant que si les fondamentalistes arrivent au pouvoir à Damas, cela bouleversera la situation non seulement dans le monde arabe, mais encore dans le Caucase du Nord et le Pays de la Volga. Les forces aériennes et navales russes sont présentes en République Arabe Syrienne. Moscou proteste contre les attaques américaines sur les troupes syriennes et les milices progouvernementales, mais dans le même temps, elle



ne s'oppose pas aux actions de la coalition contre les salafites. Moscou souligne tout de même que ces actions doivent être menées avec l'autorisation du gouvernement syrien ou en vertu d'une décision du Conseil de sécurité.

Le facteur islamique exerce son influence sur la politique du monde musulman, et se maintiendra encore dans l'avenir qui se laisse prévoir.

-
1. *Vostok mejdou Zapadom i Rossiei*. [L'Orient entre l'Occident et la Russie.] Moscou, 2015, p.7.
 2. *La Nezavisimaïa gazeta*, 20.10.2014.
 3. *Ibid.*, 14.01.2015.
 4. *Vostok...* [L'Orient...] P.31.
 5. *Ibid.*, p.28.
 6. *Ibidem*.
 7. www.rg.ru/2014/09/17/egipit-anons.html
 8. *The Washington Post*, 28.05.2011.
 9. www.moskvam.ru/publications/publication_828.html
 10. Ciberleninka.ru/article/n/rossiyko-arabskie-torgovo-economicheskie-otnosheniya

Mots-clés : États islamiques, organisations musulmanes, facteur islamique



L'HISTOIRE DE NOTRE PAYS, UN COURANT IMPOSSIBLE À DISJOINDRE

YOURI PETROV

Directeur
de l'Institut d'histoire
russe de l'Académie
des sciences de Russie,
docteur d'État en histoire



Armen Oganessian, rédacteur en chef de la revue *La Vie Internationale* : Cette année, nous célébrons les anniversaires de deux révolutions en Russie. À cette occasion, on parle souvent de réconciliation. Pourtant, à ce qu'il paraît, chez nous les « Blancs » et les « Rouges » ne se tiennent plus des côtés opposés de tranchées, ne tirent plus les uns sur les autres. Il existe certes des opinions différentes à propos de ce qui s'était passée. Il existe des opinions différentes sur les personnes qui étaient les moteurs de la révolution, qui en étaient les héros. Quel est votre avis là-dessus ?



Youri Petrov : Permettez-moi de commencer par rapporter une petite constatation à propos du nombre des révolutions. Dans la communauté d'historiens, il s'est formé une opinion consensuelle qu'il s'agit d'une seule révolution : la Grande Révolution Russe. Ensuite, celle-ci se décompose en trois grandes phases : la révolution de Février, la révolution d'Octobre et la Guerre civile comme forme qui continue cette même révolution, mais forme ouverte et armée. Il me semble qu'aujourd'hui il est passablement insensé de prétendre que la révolution de Février a été meilleure ou pire que celle d'Octobre, ou à l'inverse. Il est vrai qu'il n'y a pas chez nous d'opposition déclarée – rose rouge contre rose blanche –, mais cette opposition demeure malgré tout dans les esprits. Dans ce sens, il est d'importance capitale de lever cette contradiction, cette opposition, je dirais même que c'est un objectif de dimension nationale.

Mais comment se fait-il que maintenant, nous voyons la révolution tout autrement qu'il y a trente ans ? C'est parce qu'ayant compris que la révolution apporte une scission formidable dans la société. C'est une plaie béante sur l'organisme social qui met beaucoup de temps à se cicatriser. Notre tâche à nous, les historiens, est précisément d'aider cette plaie à cicatriser.

Comment le faire ? En passant par la réconciliation dont vous avez parlé. Toute la question est de savoir comment y parvenir. Cette réconciliation ne doit pas être une capitulation quand l'un se livre à l'autre. Ni un changement du symbole, en remplaçant le signe « plus » approbateur par le signe « moins » réprobateur, comme cela se produit souvent. Jadis les « Rouges » étaient présentés comme de braves gars, maintenant ce sont les « Blancs ». Si nous poursuivons de ce train-là, nous ne nous arracherons jamais à cette confrontation. Elle demeurera, pas sur les barricades, soit, mais dans les cerveaux, ce qui, tout compte fait, n'est



pas très bon pour l'unité de notre nation. Il me semble qu'il ne faut pas oublier que nous vivons dans le même pays. Cent ans sont passés, la distance n'est pas des moindres – sans être critique. Nous voyons en observant les événements aux États-Unis que même maintenant, alors que bien plus d'un siècle s'est passé après la guerre de Sécession, les discordes se renflamment au sujet de monuments et de la mémoire historique à chaque fois qu'une quelconque fissure vient diviser la société. Nous débarrasser de cette fissure, voilà ce qui me paraît important pour la société actuelle. Comment le faire ? Réfléchissons-y ensemble.

Armen Oganessian : De votre réponse ressort l'idée qu'il est inadmissible de remplacer le signe « plus » par « moins » en considérant les événements passés. Oui, il est certainement impossible de se résigner aux répressions, à l'effusion de sang, à la lutte fratricide de l'époque. Mais il existe encore le côté moral de l'histoire. Vous savez, la vérité historique est nécessaire pour la réconciliation, mais c'est encore peu, insuffisant. Êtes-vous d'accord ?

Youri Petrov : Voyons, mais que voulez-vous encore ? Moi, c'est la vérité qui est le meilleur remède contre les discordes. Et puis, pourquoi penser que ce n'est que chez nous que ce problème existe. En 1989, quand la France fêtait le bicentenaire de la Révolution française, la société s'est trouvée cruellement divisée, cela malgré que les Français aient conservé le 14 juillet, la *Marseillaise* et tous les attributs de leur révolution comme symboles d'État, et que dans l'ensemble, les événements de l'époque restent toujours symboles de la libération vis-à-vis de la tyrannie et de la proclamation de la République. Au propre, c'est dans cette république qu'ils vivent jusqu'à présent, et même si les numéros changent, il subsiste toujours une



divergence d'opinions et le souvenir de la terreur jacobine, de la guerre de Vendée, à propos de laquelle je rappellerai qu'il s'agissait d'une répression féroce d'insurrections paysannes dans l'une des provinces françaises. Un fleuve de sang y a coulé. En un mot, toute grande révolution – la nôtre ou Française –, verse le sang à flots, et peut-être que ce sang n'a pas encore refroidi. Quoi qu'il en soit, je ne vois pas d'issue à la situation autre que la recherche d'un compromis, la quête de compréhension mutuelle.

Armen Oganessian : Monsieur Petrov, comment voyez-vous, avec ce recul de cent ans passés depuis la révolution de 1917, les principales causes qui ont fait que le Gouvernement provisoire n'a pas conservé le pouvoir et que les bolchéviks sont sortis victorieux de cette lutte ?

Youri Petrov : Je répondrai brièvement par quelques thèses. L'idée libérale que le Gouvernement provisoire avait apportée – à l'instar des Girondins libéraux français, arrivés au pouvoir en 1789 – n'était pas appréciée dans notre société. Le Gouvernement provisoire n'a pas donné au peuple ce qu'il exigeait et ce que lui ont donné les bolchéviks. C'étaient : la fin de la guerre et la terre. Les deux grands problèmes auxquels a échoué le gouvernement provisoire. Il s'est engagé de poursuivre la guerre auprès des alliés, sans en avoir les moyens. L'offensive de juin de l'armée russe s'est terminée par une catastrophe. En fait, l'armée s'est désagrégée. La désertion a gagné toute l'armée. Les déserteurs ont apporté l'esprit révolutionnaire qui a fait la Russie exploser de l'intérieur. Quant à la paysannerie, elle a déclenché dès l'automne 1917 une véritable guerre contre les seigneurs terriens. Les paysans ne brûlaient plus tout simplement leurs demeures, mais les tuaient carrément. Pourquoi ? La terre, ils voulaient la terre



que le gouvernement provisoire ne leur avait pas donnée. Les bolchéviks sont allés dans leur sens et, promulguant leurs deux premiers décrets – sur la terre et sur la paix, ont immédiatement gagné à leur cause la grande masse de la population.

Armen Oganessian : Ensuite ils l'ont reprise, mais le slogan avait déjà porté.

Youri Petrov : Ça c'est une autre question, mais si tu veux te maintenir ou parvenir au pouvoir, il faut savoir gagner la majorité à sa cause.

Armen Oganessian : Il est évident que le Gouvernement provisoire n'a pas pu gagner la faveur du peuple en lui proposant ses valeurs libérales, ni annoncer aux paysans qu'en réalité, à l'époque, 77% des terres arables étaient déjà en possession des exploitations paysannes et que seulement 16% appartenaient aux seigneurs terriens. Comme nous le dirons aujourd'hui, le mécanisme d'information et de propagande a mal fonctionné.

Youri Petrov : Premièrement, 16% ce n'est pas peu. Deuxièmement, le système était aménagé de telle façon que le seigneur possédait les prairies, les forêts, les pâturages très importants pour les paysans qui ne pouvaient pas y accéder. Pour eux, le grand propriétaire foncier était toujours un ennemi, et cette opinion était réellement fondée.

Armen Oganessian : Tout le long de l'histoire, en tout lieu, le seigneur terrien fait un ennemi ?



Youri Petrov : Oui, c'est quasiment ça. En tout cas, c'était un homme indésirable pour les paysans. Pourquoi ces demeures ont-elles été immédiatement incendiées et détruites ? Pourquoi, par exemple, le poète Alexandre Blok a-t-il perdu sa résidence, pourquoi sa bibliothèque a-t-elle été brûlée ? Ce n'est pas seulement par ignorance, par manque de culture. Blok avait toutes les raisons d'écrire à ce sujet que dans le passé, c'est dans ces demeures-là que les seigneurs punissait les cerfs à coups de verges et violaient les jeunes filles. La noblesse est très coupable envers les paysans russes, quels que soient les louanges dont on encense aujourd'hui cette classe sociale. C'est un tort historique que les nobles ont causé envers les paysans. Ils n'ont pas pu trouver un compromis qui aurait permis de sortir de cette crise tout en conservant quelques rapports. C'est de là que viennent la colère, l'agressivité. Je suis persuadé que le plus souvent, ce sont le gouvernement et les élites politiques qui sont coupables de la révolution, car n'ayant pas pu procéder à temps aux réformes indispensables. Si les réformes de Stolypine étaient appliquées avec une vingtaine d'années d'avance, à l'époque où les « obligations provisoires » des paysans envers les seigneurs étaient closes, la Russie aurait eu une magnifique chance de surmonter cette crise. Mais cela n'a pas été fait.

Armen Oganessian : Et c'est comme pour confirmer que les élites russes étaient vraiment coupables de ce qui s'était passé, et que personne ne les déchargeait de cette accusation, que le général Lobatchev écrivait : « Alors que le commun des mortels ploie sous le poids de la vie chère, il existe des groupes entiers de la population qui dépensent un argent fou pour se payer les produits de luxe, et qui ne savent pas quoi encore acheter avec leurs bénéfices. Il se trouve que les marchands de modes, les orfèvres, les



fourreurs n'ont jamais aussi bien vendu leurs articles que ces derniers temps. Nous observons la même chose dans les commerces gastronomiques et les cabinets particuliers de restaurants. L'époque qui est arrivée est celle où prédomine l'affairiste international, mi-commerçant mi-escroc, qui manœuvre adroitement entre son million et le banc des accusés ». Voilà, j'ai lu exprès cette citation pour faire comprendre que la disparité sociale était colossale.

Youri Petrov : Et les paysans ne se ruiaient pas sur les joailleries, je m'en doute un peu.

Armen Oganessian : Lobatchev va plus loin encore et écrit que Saint-Pétersbourg ressemblait à New-York, la ville des contrastes, mais que Saint-Pétersbourg présentait alors un contraste bien plus frappant, ce qui est vrai.

Youri Petrov : L'explication à cela, ce sont les marchés publics militaires. C'est la guerre. Elle enrichissait rapidement les habiles brasseurs d'affaires qui étaient bien nombreux, il faut l'avouer. Et parmi les quasi-élites pétersbourgeoises ; il y avait pas mal de gens de cette sorte. Et c'est eux qui étaient les premiers à souffrir de la révolution.

Armen Oganessian : Il existe une opinion largement répandue que c'est le hasard qui a porté les bolchéviks au pouvoir. Cependant, n'ont-ils pas gagné la Guerre civile parce qu'ils exprimaient les intérêts de la grande majorité de la population ?

Youri Petrov : En premier lieu, quelques mots à propos du hasard, il y a en cela un élément de vérité. En décembre 1916,



prenant à Zurich la parole devant les jeunes sociaux-démocrates d'Europe, Lénine disait franchement : « Nous, les anciens, nous ne survivrons peut-être pas jusqu'à la victoire de la révolution », mais deux mois après, elle s'est produite. Cela montre que les bolchéviks, si passionnés fussent-ils pour la révolution, n'attendaient pas qu'en février cela se passe aussi vite. Et quand l'autocratie s'est effondrée, quand la machine administrative de l'État russe a commencé à se disloquer, ils ont reçu tous les atouts pour leur propagande. J'ai déjà parlé de deux slogans – sur la paix et sur la terre – qui avaient permis aux bolchéviks de réellement gagner à leur cause la majorité de la population, car autrement on ne peut pas expliquer leur victoire dans la Guerre civile.

Armen Oganessian : Par souci d'objectivité, il faut dire que les paysans et les ouvriers combattaient dans les rangs tant des gardes-rouges que des gardes-blancs. Pour cette raison, il y a eu scission, bien entendu.

Nombreux sont ceux qui appellent la révolution d'Octobre insurrection. Comment trouvez-vous cette définition ?

Youri Petrov : Les bolchéviks eux-mêmes sont à l'origine de cette appellation. Dans un premier temps, en tout cas jusqu'au dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, ils qualifiaient eux-mêmes le plus souvent ces événements d'insurrection, en n'y apportant aucune connotation négative, bien évidemment. Actuellement, cette expression comporte certainement une nuance négative. Je pense que tout cela vient du malin, tous ces termes sont politisés sur les bords. La révolution, je le répète, nous n'en avons eu qu'une seule, mais à l'intérieur d'elle, il y avait des révolutions particulières dont chacune entraînait d'énormes conséquences. Pour ce qui est de la révolution d'Octobre, il n'existe rien qui puisse être comparé à cet événement de l'histoire nationale quant à l'influence qu'il a exercée sur la Russie et le



monde entier. Je n'en parlerais donc pas sur un ton presque méprisant – bah, une insurrection comme il y en a tant. C'était une vraie révolution qui s'est répercutée sur la Russie, mais encore sur le monde entier. Si vous permettez, je développerai un peu encore cette pensée.

Armen Oganessian : Bien entendu.

Youri Petrov : La révolution d'Octobre a fait clairement comprendre à l'Occident que l'ancien capitalisme de concurrence sauvage était à rénover, car la reproduction de la révolution d'Octobre dans les pays occidentaux était fort probable. Et après, que se passe-t-il ? Il s'est passé que le capitalisme s'est mis à se révolutionner pour acquérir à la clé les traits de l'État social tel qu'il existe jusqu'à nos jours. L'État qui passe par un système de transferts sociaux pour distribuer plus ou moins également le patrimoine national.

En Orient, avec l'aide de la Russie soviétique, de l'Union Soviétique, des États entiers à l'idéologie communiste ont été formés sur le modèle social soviétique, et existent toujours – la Chine, le Vietnam. Au vrai, la chute du système colonial et l'accession des peuples à l'indépendance nationale est à bien des égards l'œuvre de notre révolution. Le monde entier lui manifeste un énorme intérêt à l'occasion du centenaire.

Armen Oganessian : Vous le ressentez en votre qualité de directeur de l'Institut d'histoire russe ?

Youri Petrov : Absolument. J'ai déjà reçu les invitations d'aller à Shanghai, à Séoul, Athènes, Paris pour les conférences consacrées à la révolution d'Octobre. De quoi ça parle ? Cela montre que l'intérêt est énorme. Récemment, une conférence spéciale avec la participation d'émigrés russes s'est passée au Centre spirituel et culturel orthodoxe russe à Paris.



Armen Oganessian : Les années passent, mais dans notre pays, le rôle que Léon Trotski a joué dans la révolution reste toujours dans l'ombre, alors qu'en Occident, le trotskisme est un mouvement politique dont on se réclame. Pourquoi cela s'est-il produit ?

Youri Petrov : Ma réponse sera simple : Trotski a été et reste l'enfant terrible de notre révolution. Par contre, à ce qu'il me semble, l'intérêt qu'on lui porte dans la période post-soviétique a repris, et il n'est pas des moindres. Plusieurs livres lui consacrés sont parus, chez nous et en Occident.

Armen Oganessian : Nous envisageons la révolution y compris avec tout ce qui s'est ensuivi, avec les périodes de collectivisation, d'industrialisation, de grandes réalisations dans l'économie et la culture. Dans le même temps, il y a eu des catégories sociales entières vouées aux répressions de masse, à l'exil ou à l'extermination. Qu'en pensez-vous, cela a-t-il détruit le patrimoine génétique de la nation, ou le vide ainsi constitué a-t-il été comblé par les intellectuels, les ingénieurs, les écrivains nouvellement formés et élevés ?

Youri Petrov : La Grande Révolution Russe, dont nous estimons la durée entre 1917 et 1922, jusqu'à la fin de la Guerre civile, a été une tragédie d'ampleur nationale. Elle a provoqué l'effondrement de l'économie, des pertes humaines inouïes. En effet, la décroissance démographique du temps de la Guerre civile a été plusieurs fois supérieure aux pertes russes pendant la Première Guerre mondiale. Elle a causé le dépérissement des élites et des couches culturelles entières, à l'émigration massive. C'est indéniable. Nous ne sommes point partisans de l'ancienne vision apologétique de la révolution



comme locomotive de l'histoire. Cette vision de choses est passée à la trappe. L'expression appartient à Karl Marx, mais si les événements de la révolution russe venaient le toucher personnellement, je pense qu'il s'en aurait dédit.

Mais nous voyons que notre pays, la nation ont ressuscité. Et encore, nous devons nous rendre très clairement compte de ce qu'en 1920-1922 la nation était en voie d'extinction. Ensuite, malgré toutes les répressions et violences dont vous avez parlé, le pays a ressuscité. Le nouvel empire rouge a presque égalé en puissance l'ancien empire des tsars, en tout cas au moment où commençait la Grande Guerre nationale de 1941-1945. Et ce n'était pas uniquement le fait du féroce régime des commissaires. Je pense que nous le devons à l'énorme potentiel populaire. La Russie était un pays surtout agricole, peut-être agricole et industriel. Elle s'était engagée dans l'industrialisation avant la révolution, mais n'a fait qu'un bout de ce chemin. C'étaient bien les mesures sévères des années 1920-1930 qui l'avaient industrialisée. Le prix payé pour ce développement a été très élevé.

Pouvait-on y échapper ? Probablement oui.

Depuis les années 1990, notre conscience collective avait tendance à croire que la Russie que nous avons perdue était bien l'ancienne Russie des tsars. Et que toute la période de 70 ans était le trou noir, l'impasse où l'on nous a poussé et duquel il fallait sortir au plus vite, l'oublier et recommencer à vivre. Cela est impossible. Maintenant nous comprenons nettement que l'histoire de notre pays est courant impossible à disjoindre. Que chacune de ses étapes est liée à une autre. Je ne dénigrerais donc pas la période soviétique de notre histoire. Il y a eu périodes et périodes. Nous avons déjà parlé de succès, suffit sur ce sujet. Mais n'oublions pas que c'est l'œuvre de nos grands-pères, de nos arrière-grands-pères. Ne serait ce que pour cela, gardons leur souvenir dans notre mémoire reconnaissante.



Armen Oganessian : Oui, l'histoire ne se conjugue pas au conditionnel. Cependant, les questions habituelles sont inévitables à poser. Que se produirait-il si... Comment pensez-vous, la Russie serait-elle aussi puissante sous les communistes au milieu du 20^e siècle si elle restait une monarchie ? Aurions-nous battu Hitler ?

Youri Petrov : La Russie, où se trouverait-elle si ce n'étaient pas les événements de l'an 1917 ? À la différence des sciences naturelles, l'histoire ne peut pas reproduire l'expérience.

Imaginons tout de même un instant l'Empire de Russie – avec en son sein la Finlande et la Pologne, et encore Constantinople et les Détroits en cas de victoire dans la Première Guerre mondiale – entrer en collision avec la machine de guerre allemande. Qu'est-ce que se serait produit alors ? Je pense que nous sous-estimons le potentiel économique de la Russie d'avant la révolution. Le système économique stalinien, en quoi différait-il fondamentalement du système antérieur à la révolution ? En ce que les Soviets et Lénine avaient refusé de rembourser les emprunts russes et ont rompu de ce fait tous les liens économiques avec l'Occident. Avant la révolution, les investissements occidentaux constituaient un cinquième du potentiel industriel russe. Il va de soi que rien de cela n'existait aux temps du pouvoir des Soviets. Cette source de financement a été perdue. Je pense que la collectivisation atroce menée par Staline était dans une grande mesure appelée à combler l'absence de cette source.

Si la Russie gardait les rythmes de croissance qu'elle affichait avant la Première Guerre mondiale, quand l'économie progressait de 5 à 6% par an, nous serions un pays considérablement industrialisé, capable de supporter la guerre des moteurs que lui avait imposée Hitler.



Armen Oganessian : Passons de l'histoire d'il y a cent ans à celle qui nous est plus proche. Le problème ukrainien est aujourd'hui d'actualité. Après la révolution, l'Ukraine était elle aussi en proie à l'effervescence. Il n'y a qu'à se rappeler Nestor Makhno et ses bandes anarchistes. Discernez-vous quelques parallèles entre les événements du temps jadis et actuels?

Youri Petrov : Il est difficile de ne pas les remarquer. Laissons tomber Makhno, car il y a une chose autrement plus importante, c'est l'édification de l'État ukrainien entamée immédiatement après la révolution de Février. Une Rada centrale a été créée en tant que Conseil, en tant qu'institution suprême du nouvel État. Le pays a proclamé la République Populaire d'Ukraine, d'abord sans se séparer de la Russie. Ensuite, au fur et à mesure que la révolution faisait son chemin et la Russie s'affaiblissait, les tendances séparatistes se sont accentuées.

Une « République de Donetsk – Krivoï-Rog » a été créée pendant la Guerre civile, c'était une autorité institutionnelle particulière qui n'entrait pas dans la République d'Ukraine. Elle servait de territoire d'appui aux bolchéviks dans leur lutte contre le gouvernement établi à Kiev.

C'est donc encore et toujours le Donbass. La ressemblance saute aux yeux. La création de cette république n'était pas le fruit du hasard, il y avait pour cela des raisons objectives, car le bassin minier du Donbass se distinguait sensiblement des autres régions d'Ukraine. Ensuite cette république a été dissoute, les bolchéviks ayant accordé cette concession au nationalisme ukrainien.

Cela signifie que les processus complexes, où les nationalistes ukrainiens s'acharnaient à détacher le peuple d'Ukraine de la Russie, se déroulaient il y a cent ans aussi. À l'époque, heureusement, cela ne leur a pas réussi.



Qu'est-ce se passera aujourd'hui ? Qui vivra verra. En effet, l'État ukrainien, la nation ukrainienne en tant que peuple à part sont les fruits de l'imagination de quelques intellectuels. Après la révolution de Février, qui a renversé la monarchie en Russie, Mikhaïl (Mikhaïlo) Grouchevski, célèbre historien, professeur et idéologue du nationalisme ukrainien, avait entrepris, avant toute chose, de « griffonner » quelques brochures qui s'appelaient « Comment être Ukrainien », « Qu'est-ce que l'Ukraine ». Tirées à des millions d'exemplaires, ces brochures étaient distribuées dans tous les coins de l'Ukraine. De nombreux habitants de la Petite-Russie, comme on appelait ce territoire avant la révolution, ont appris tout d'un coup qu'ils étaient des Ukrainiens et qu'ils avaient leur État à eux. Ces idées provenaient d'intellectuels bourgeois et libéraux, mais elles sonnaient absolument faux pour les simples paysans ou citoyens qui ne pouvaient pas longtemps comprendre que faire avec cette nation ukrainienne. Il a même fallu que dans les années 1920, voulant consolider la nation ukrainienne, le gouvernement soviétique procède à la politique dite d'«enracinement », quand tous les habitants des régions qui appartenaient à la République Soviétique d'Ukraine étaient enregistrés comme Ukrainiens. On ne faisait aucun cas de la langue qu'ils parlaient, ni de ce qu'ils en pensaient – tous devenaient des Ukrainiens. Cette mesure aidant, les Ukrainiens sont devenus très nombreux, en inscrivant bien entendu dans cette catégorie les habitants de l'actuel Donbass.

C'est de cette façon que la nation ukrainienne a été confectionnée. Nous avons préparé, à l'Institut d'histoire russe, une monographie collective intitulée « L'histoire de la Nouvelle-Russie ». C'est une immense province historique qui couvre le Donbass mais encore le territoire rattaché à l'Empire de Russie et appelée « Nouvelle-Russie » comme l'avait souhaité l'impératrice Catherine II en personne. C'est l'histoire de la région autrefois appelée « Champs sauvage », ou l'on ne trouvait âme qui vive. Plus précisément, pas de population sédentaire. Ensuite on y



a implanté les industries, les usines, y sont arrivés les ouvriers russes et, bien entendu, ukrainiens. Y ont également débarqué les investisseurs français, belges, anglais. Plusieurs grandes usines, aujourd'hui célèbres, ont été construites à Krivoï-Rog et dans le Donbass. Une enclave culturelle et nationale, absolument différente des provinces ukrainiennes environnantes, est ainsi apparue dans la région. Nous analysons dans notre livre les origines d'une rivalité acharnée entre l'Ukraine et le Donbass. Ces origines plongent dans les profondeurs de l'histoire.

Armen Oganessian : Déplaçons-nous plus à l'Ouest et parlons de la Pologne. Comment expliquer la mauvaise volonté des Polonais qui ne veulent pas exprimer leur reconnaissance à la Russie Soviétique ne serait-ce que pour l'État qu'elle leur a rendu ? Quelles sont les racines historiques de cette attitude de Varsovie à l'égard de Moscou ?

Youri Petrov : La question est plus complexe qu'une simple restitution, un simple rétablissement de l'État. Accorder les attributs d'un État à l'une de nos provinces, c'était la Finlande. Le Gouvernement soviétique a signé avec elle un traité d'indépendance. Dans le cas des Polonais tout était bien plus complexe, ils ont reçu leur État comme résultat de la défaite russe dans la Première Guerre mondiale. C'est justement en vertu du Traité de paix de Versailles qu'un nouvel État – la Pologne – a été reconnu, aussitôt devenu très inamical envers ses voisins, en premier lieu la Russie mais également la Lituanie.

La Pologne n'a jamais éprouvé de bons sentiments envers nous. Qui plus est, je rappellerai que peu après son indépendance, il y a eu la guerre soviéto-polonaise de 1920. La Pologne a immédiatement adopté un comportement nationaliste très agressif. Le régime de Josef Pilsudski ressemble à certains égards aux politiques polonais actuels par son nationalisme farouche. La Pologne a entrepris d'élargir ses frontières ; elle



a occupé Vilnius, puis Kiev, et a même posé la question du rétablissement de la Rzeczpospolita, la République des Deux-Nations, polonaise et lituanienne, telle qu'elle avait existé jusqu'en XVIII^e siècle, « d'une mer à l'autre » comme disent les Polonais, c'est-à-dire de la mer Noire à la mer Baltique. La guerre soviéto-polonaise qui s'ensuivit s'est soldée par une défaite de la Russie Soviétique, mais la Pologne est restée dans ses anciennes frontières. Le complexe de 1939, l'année quand avait commencé la Seconde Guerre mondiale, et le complexe de Katyn oppressent toujours très fort les Polonais. Je ne dirais donc pas que les bons sentiments envers la Russie prévalent dans la conscience historique des Polonais.

J'ai toutefois des doutes quant au bien-fondé de ces sentiments. Les Polonais eux-mêmes sont grandement coupables de leurs misères et malheurs. Il faut rappeler que nous, que l'Union Soviétique a sacrifié 600 000 de ses soldats pour libérer la Pologne du fascisme, et ce n'étaient pas les occupants, les porteurs de l'idéologie stalinienne, comme les Polonais veulent les présenter aujourd'hui. C'étaient les soldats qui avaient donné leur vie pour la libération de ce peuple. Que les Polonais répondent : qu'est-ce que deviendrait la Pologne si ce n'était pas la libération soviétique ? La Pologne existerait-elle ? En réfléchissant à cette question d'histoire alternative, beaucoup de choses deviennent claires. Les Polonais étaient condamnés à la disparition sous le III^e Reich.

Armen Oganessian : Vous avez parfaitement raison. Après la Seconde Guerre mondiale, c'est grâce à l'URSS que la Pologne a reçu presque un tiers de son territoire actuel. Voilà qui s'appelle être sélectif dans ses appréciations.

Mots-clés : 100 ans de la Grande Révolution russe, signification de la révolution d'Octobre, empereur Nicolas II.



LES RÉVOLUTIONS DE 1917 EN RUSSIE ET LE SYSTÈME VERSAILLES- WASHINGTON CONTRADICTIONS ET ALTERNATIVES

Les conséquences de la Grande révolution russe sont énormes et infinies. Les événements de février 1917 ont fragilisé les positions internationales de la Russie de manière catastrophique et ceux d'octobre de la même année ont déplacé le vecteur de sa politique extérieure en l'excluant des coalitions qui s'affrontaient au cours de la Première Guerre mondiale. Le centenaire de ces événements qui ont changé le cours de l'Histoire nationale et mondiale est une occasion de réfléchir une nouvelle fois à leur influence sur la formation et le sort de l'ordre international d'après-guerre dit le « système de Versailles et de Washington ».

Il est de notoriété générale qu'au fil d'accords secrets, la Triple-Entente avait défini avant 1917 les grandes lignes de l'ordre mondial qu'elle se projetait d'instaurer au lendemain de la

**ANDREÏ
SIDOROV**



Chargé de cours du département des relations internationales et de la politique extérieure de la Russie à l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, docteur en histoire
asidorov333@yandex.ru



victoire sur la Quadruple Alliance. Les alliés occidentaux ont dû se résigner à une augmentation de l'influence et de la puissance de l'Empire russe dans l'Europe d'après-guerre. Les accords obtenus prévoyaient notamment de lui remettre Constantinople et les Détroits, des terres polonaises qui avaient fait partie de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, ainsi que la Galicie et l'Arménie turque. Cette ébauche de plan révélait un intérêt vital des Alliés à l'égard de la Russie qui portait le fardeau principal de la guerre. Cependant, tout comme plus tard, pendant la Seconde Guerre mondiale, les relations entre alliés étaient marquées d'une grave tension latente qui aurait explosé dès la disparition de l'ennemi commun. Le ministre russe de l'Intérieur Petr Dournovo le souligne dans sa célèbre note adressée à Nicolas II (en février 1914) en disant que « même la victoire sur l'Allemagne promet des perspectives négatives pour la Russie »¹.

Pour les puissances occidentales, le résultat optimal de la guerre serait non seulement de vaincre le bloc formé par l'Allemagne, mais aussi de prévenir une montée en puissance géopolitique du géant russe. Rien d'étonnant qu'elles ont salué chaleureusement la révolution de Février 1917 et n'ont pas tardé à reconnaître le Gouvernement provisoire. Les Alliés espéraient que la « République démocratique de Russie », gravement (mais pas mortellement) atteinte par la révolution, se verrait obligée de renoncer aux acquisitions territoriales programmées. Par ailleurs, ils pensaient que la chute de la monarchie et l'arrivée au pouvoir de la gauche libérale à Pétrograd se solderaient par la création d'une nouvelle plateforme de coopération avec la Russie sur la base de nouvelles idées et valeurs pour « intégrer » ce pays dans la « civilisation » occidentale en lui dictant les conditions des Occidentaux.

Les premières démarches du Gouvernement provisoire en matière de politique extérieure semblaient justifier entièrement ces attentes. En mars 1917, il s'est déclaré prêt à accepter la séparation du Royaume de Pologne même en cas de victoire de la Triple-Entente et à reconnaître l'indépendance de la Pologne



dans ses frontières nationales. Cette « avance » sans précédent a radicalement changé le paysage géopolitique en Europe centrale. En mai 1917, le Gouvernement provisoire (le seul parmi les gouvernements des pays belligérants) a renoncé à combattre jusqu'à la victoire et a accepté le mot d'ordre démagogique des Soviets de Pétrograd : « paix sans annexion ni indemnité », c'est-à-dire qu'il s'est contenté d'un « match nul » malgré tous les sacrifices. Cependant ses Alliés n'avaient aucune intention de renoncer aux acquisitions territoriales ni aux indemnités/réparations de guerre (les conditions des Traités de paix de 1919-1920 en apporteront la preuve).

Dès le printemps 1917, le modèle primitif du règlement d'après-guerre a été oublié. Londres ne cachait pas sa satisfaction de voir un allié provisoire et un vieil adversaire géopolitique qui a apporté la plus grande contribution à la proche victoire de la Triple-Entente se contenter d'un minimum. Par ailleurs, il semblait que la crise en Russie et la dégradation progressive de son armée pourraient être compensées par l'entrée en guerre des États-Unis. Les ressources de l'Allemagne et de ses satellites étaient alors presque épuisées ; les Alliés avaient le temps de leur côté. Il ne leur fallait qu'une « bagatelle » : que les libéraux russes qui leur ont fait des concessions aussi généreuses, restent au pouvoir à Pétrograd.

Les imprévisibles bolchéviques ont brouillé toutes les cartes des stratèges alliés en octobre 1917. « La roue rouge » s'est mise en marche, et les « févrieristes » ont fait faillite politique en quelques mois. D'après Léon Trotsky, « la révolution de Février n'a été qu'une enveloppe qui cachait le noyau de la révolution d'Octobre »². Un « parti de type nouveau » s'est emparé du pouvoir sur les ruines de l'Empire pour avancer un programme de changements civilisationnels visant non seulement la Russie, mais aussi le monde entier.

Il est à noter que certains des premiers actes du pouvoir soviétique en matière de politique extérieure n'étaient pas



du tout contraires aux intérêts des Alliés. Le Décret sur la paix réaffirmait le principe de la « paix sans annexion ni indemnité » (appliquée à la Russie) qui les arrangeait, et la Déclaration aux travailleurs musulmans de Russie et d'Orient signée par Lénine et Staline disait sans ambages que « Constantinople devait rester entre les mains des musulmans » au lieu de passer sous le contrôle de la Russie. Le rejet de la diplomatie secrète, présent dans le Décret sur la paix, l'était aussi dans les « quatorze points de Wilson ». Les Alliés ont salué la Déclaration des droits des peuples de Russie qui annonçait de fait le démantèlement de l'empire multiethnique et déclarait le droit de chacun de ces peuples « de disposer d'eux-mêmes, jusqu'à séparation et constitution d'un État indépendant ».

Tout a changé lorsque les bolchéviki ont entamé des négociations séparées avec la Quadruple Alliance. En mars 1918, la Russie soviétique s'est retirée de la guerre à la suite du Traité de Brest-Litovsk très douloureux. « Notre pays a perdu cette guerre face aux vaincus, notait à ce propos le président russe Vladimir Poutine. C'est une situation inouïe dans l'Histoire de l'humanité ! Nous avons perdu face à l'Allemagne vaincue ! Au fait, nous avons capitulé devant elle qui a capitulé, un moment plus tard, devant les Alliés. Et c'est le résultat de la trahison nationale de la direction du pays de l'époque. <...> D'immenses territoires, d'immenses intérêts nationaux ont été sacrifiés <...> aux intérêts de parti d'une poignée d'individus qui voulaient affermir leurs positions »³.

Sur le plan international, le Traité de Brest-Litovsk a scellé la disparition de l'Empire russe, la perte provisoire par la Russie de son statut de grande puissance et, en partie, de sa souveraineté, car il installait de fait la vassalité de la Russie à l'égard de l'Allemagne kaiseriste. Dans le même temps la paix de Brest-Litovsk est cette rare occasion où des « si » historiques sont devenus une réalité pour montrer à l'Europe et au monde entier ce qu'ils auraient été devenus si la Grande guerre avait été remportée par l'Allemagne et ses alliés.



Le Traité de Versailles conclu par les Alliés avec l'Allemagne vaincue un an après celui de Brest-Litovsk est traditionnellement fustigé pour son caractère injuste et répressif. Cette tradition a été fondée par Vladimir Lénine pour qui le Traité de Versailles était « une paix inouïe et de rapine qui réduit en esclavage des dizaines de millions d'individus, y compris les plus civilisés. Il ne s'agit pas d'une paix mais de conditions dictées par des brigands, un poignard à la main, à une victime sans défense »⁴. Mais n'oublions pas que le Traité de Brest-Litovsk a été beaucoup plus pirate et répressif que celui de Versailles. La Russie, par exemple, se voyait privée d'un territoire peuplé d'un tiers de sa population d'avant-guerre (et l'Allemagne perdait 12 % de sa population), elle n'avait plus le droit d'avoir son armée (alors que l'Allemagne pouvait disposer de 100 000 hommes et certains types d'armes). Les Allemands qui ont déclenché la Première Guerre mondiale n'ont pas été ses « victimes sans défense » : les clauses du Traité de Brest-Litovsk montrent clairement qu'en cas de leur victoire, ils auraient réservé à l'ennemi vaincu un sort autrement plus humiliant et dur.

En montrant aux ex-alliés que l'ennemi ne ferait pas de quartier, le Traité de Brest-Litovsk leur a donné le courage pour résister résolument à l'offensive allemande au printemps 1918. À l'étape finale de la guerre, ils ont arraché la victoire sans l'aide de la Russie (ce qui aurait été absolument impossible entre 1914 et 1916). Ce succès témoignait de l'« endurance » des Alliés qui sont parvenus à leurs fins même sans être au complet, en l'absence du « joueur » majeur. Cette perte n'a été compensée que partiellement par l'entrée en guerre des États-Unis : les troupes américaines n'ont commencé à débarquer en France en masse qu'au printemps 1918, « au finish », et n'ont pas joué de rôle décisif sur le front occidental. Exsangue, l'Allemagne a capitulé à la suite d'une crise intérieure – la révolution de Novembre, sœur jumelle de la révolution de Février russe. Aucun soldat étranger ne foulait son sol à l'époque.



La débâcle de la Quadruple Alliance est devenue inévitable dès 1914-1916. Au début de 1917, « le régime tsariste <...> a déjà gagné la guerre pour la Russie », écrivait Churchill⁵ – et pour ses alliés, ajoutons pour notre part. « Le désespoir et la déloyauté ont escamoté le pouvoir alors que tout le travail a déjà été terminé, soulignait Churchill. Le plus dur était déjà accompli. Retenir sans trop d'efforts l'ennemi affaibli et attendre – c'est tout ce qu'il restait à faire à la Russie avant de pouvoir profiter des fruits de la victoire commune »⁶.

L'on peut supposer que si les « févrieristes » s'étaient maintenus au pouvoir, la Russie d'Alexandre Kerenski aurait participé à la conférence de paix d'après-guerre en qualité de « vaincue dans le camp des vainqueurs » à l'instar de l'Italie qui a tiré moins de profit en rejoignant les Alliés que si elle était restée neutre. Par contre, les bolchéviks qui se sont emparés du pouvoir ont mis la Russie en dehors des coalitions qui se faisaient face pour en faire une « force tierce » hostile au monde capitaliste dans son ensemble.

La « victoire à la Pyrrhus » des Alliés et le règlement d'après-guerre. Les défauts d'une « paix sans la Russie »

Nombreux étaient ceux qui croyaient, au lendemain de la Première Guerre mondiale, que les épreuves endurées étaient insoutenables au point que l'humanité ne se déciderait jamais à les revivre. Cependant la guerre a engendré de nouveaux conflits aigus. La « désertion » de la Russie qui n'était plus dans le camp des vainqueurs a radicalement changé la donne en Europe. Sa perte a grandement dévalué la victoire des Alliés qui d'ailleurs ne s'en rendaient pas compte dans l'euphorie de 1919. Pour la France qui a perdu son allié principal et hors de prix, c'était un préjudice irréparable. En cas d'un nouveau conflit



avec l'Allemagne, elle ne pouvait plus compter désormais sur l'aide militaire salutaire venue de l'Est. Ni la Pologne, ni la Petite Entente n'était pas de taille à se substituer à la Russie pour créer un « second front » à part entière. Par ailleurs, la Russie n'avait plus de frontière commune avec l'Allemagne, séparée d'elle d'une ceinture de petits États limitrophes. La France a essayé de remédier à cette dégradation dramatique de sa situation géopolitique en adoptant une approche dure au maximum vis-à-vis du problème allemand. En l'absence de l'allié russe, sa sécurité ne pouvait être garantie que par un démantèlement de l'Allemagne – mais le Royaume-Uni et les États-Unis s'y sont vivement opposés. En fin de compte, les contradictions franco-allemandes sont devenues une « quadrature du cercle », un antagonisme insurmontable et insoluble. Le Traité de Versailles a déçu les Français par sa « douceur ». « Ce n'est pas une paix, c'est un armistice de 20 ans », a lancé en 1919 le maréchal Ferdinand Foch en bon prophète.

Le Traité de Versailles a été perçu dès le début, par vainqueurs et vaincus, comme une solution intermédiaire et préliminaire, un compromis maladroit et provisoire. Il était trop indulgent pour détruire les Allemands et trop dur pour les punir tout simplement. Tout en humiliant et agaçant les Allemands, Versailles a maintenu l'unité nationale de l'Allemagne et a sauvé le potentiel de sa prompte « réanimation » dont elle a vite profité.

Paradoxalement, la révolution russe a amélioré la situation géopolitique de l'Allemagne vaincue. Elle avait désormais pour voisins à l'Est de jeunes États faibles, comme prédestinés de devenir ses satellites avec le temps. « Dans cinq ans, si ce n'est pas avant, écrivait Churchill, anxieux, en septembre 1919, il deviendra évident que les fruits de nos victoires <...> sont perdus, la Société des Nations est devenue un épouvantail impuissant, et l'Allemagne est plus forte que jamais. <...> Nous aurons à quitter le champ de bataille, humiliés et vaincus »⁷.



Effectivement, dès qu'il sera clair que les vainqueurs ne sont pas capables d'arrêter la révision du Traité de Versailles par la force, la transformation de l'Allemagne en la plus grande puissance d'Europe et le démontage du système d'après-guerre ne seront qu'une question de temps.

Par contre, la Russie était exclue – pour la première fois depuis le milieu du XVII^e siècle – de la création d'un nouvel ordre mondial qui lui a fait perdre beaucoup de terres (Pologne, Finlande, pays baltes, Bessarabie). Mise en marge du système de Versailles et de Washington, la Russie soviétique devenait instable et fragile. L'expérience des deux décennies de l'entre-deux-guerres a démontré de nouveau qu'il est impossible d'édifier un système viable de sécurité internationale « sans la Russie et contre la Russie ». Les États-Unis ont été les premiers à le réaliser, en renonçant à leur participation à la Société des Nations qu'ils ont tenue sur les fonts baptismaux, pour replonger dans l'isolationnisme. La révolution russe a empêché un consensus globaliste à Washington. Par ailleurs, la Société des Nations était incapable de devenir un instrument politique qu'ils pourraient utiliser pour mettre l'Europe sous leur coupe (comme l'OTAN après la Seconde Guerre mondiale), et les Républicains qui sont arrivés au pouvoir en 1920, n'ont pas voulu assumer la responsabilité d'un ordre mondial qui ne prévoyait pas le leadership américain.

Résultat : les vainqueurs n'ont pas réussi à instaurer un équilibre politique qui exclue la possibilité d'une répétition de la catastrophe mondiale.

La révolution mondiale, l'Internationale communiste et la politique extérieure soviétique

La révolution d'Octobre de 1917 a opéré un tournant radicale dans la politique extérieure de la Russie en la soumettant à l'idéologie communiste. Pour les bolchéviks, leur



arrivée au pouvoir était un événement de portée nationale, mais aussi mondiale. Ils se croyaient connaisseurs des lois historiques fondamentales, ce qui leur assurait un avantage indiscutable sur les États bourgeois. Leur doctrine politique extérieure se fondait sur les prévisions d'une proche révolution mondiale issue de la guerre mondiale. Les bolchéviks étaient convaincus que la transition de l'humanité vers le communisme aurait pour conséquences non seulement la disparition de l'État en tant qu'institution et la transformation à fond de la nature humaine (« l'éducation d'un homme nouveau »), mais aussi le changement de la nature des relations internationales, car il n'y aurait plus d'États souverains. La doctrine de la révolution mondiale était en fait un projet mondialiste visant à mettre en place un super-État unique – la « République soviétique mondiale »⁸.

Lénine et ses collaborateurs ne prévoyaient pas que la période de cohabitation de la Russie soviétique avec le monde capitaliste risquait de durer pendant des décennies. Ils estimaient (et l'Histoire leur a donné raison) que la victoire du socialisme en Russie ne serait pas définitive tant que les autres pays restent attachés au capitalisme. « Notre victoire, soulignait Lénine, ne sera solide que lorsque notre cause l'emportera dans le monde entier »⁹. Pour les bolchéviks, la Révolution mondiale n'avait rien d'abstrait, mais était une nécessité pratique, la condition *sine qua non* de leur survie politique pour rester au pouvoir en Russie.

Créée en 1919, la III^e Internationale était conçue comme un Parti communiste mondial censé donner une envergure planétaire à la cause des bolchéviks en Russie. En rejetant la possibilité d'une transition pacifique au socialisme, son programme disait que cette transition devait se faire par la voie de guerres civiles exclusivement. L'idéologie et la structure de l'Internationale communiste se fondaient sur le principe d'internationalisme qui prévoyait que les communistes du



monde entier, la Russie y comprise, devraient mettre les intérêts de la Révolution mondiale au-dessus des intérêts de leurs pays. « Celui qui ne sacrifie pas sa Patrie au triomphe de la révolution sociale, n'est pas un socialiste ¹⁰», martelait Lénine. « Les intérêts du socialisme, ceux du socialisme mondial sont supérieurs aux intérêts nationaux, ceux de l'État ¹¹», écrivait-il. La Russie soviétique avait le rôle d'inspirateur et d'instigateur des processus révolutionnaires à l'échelle mondiale. « Le prolétariat international ne remettra son glaive au fourreau que lorsque la Russie soviétique sera devenue l'un des chaînons d'une Fédération de républiques soviétiques embrassant le monde ¹²», lit-on dans le Manifeste du II^e Congrès de l'Internationale communiste. Les activités de l'Internationale communiste sont devenues l'un des obstacles principaux sur la voie de la normalisation des relations entre l'État soviétique et le monde capitaliste.

L'idéologie et le pragmatisme dans la politique extérieure soviétique dans les années 1920

Au début, les bolchéviks n'attachaient pas de grande importance à la diplomatie traditionnelle en estimant qu'on n'en aura bientôt plus besoin. « L'opinion qui prévalait pendant l'hiver de 1917-1918, se rappelle le célèbre économiste soviétique Youri Larine (Lourié), était celle que soit une révolution ouvrière éclate en Europe dans les mois à venir (d'aucuns disaient – dans quelques semaines), soit nous cesseront d'exister »¹³. En 1919, le président du Comité exécutif de l'Internationale communiste Grigory Zinoviev jouait les prophètes : « Dans un an, l'Europe oubliera ce que c'est la lutte pour le communisme car toute l'Europe sera communiste ; la lutte pour le communisme reprendra en Amérique et, peut-être, en Asie et sur les autres continents »¹⁴.

Pendant la guerre contre la Pologne en 1920 les bolchéviks ont entrepris une tentative malheureuse d'accélérer les



processus révolutionnaires en Europe *manu militari* (l'offensive de l'Armée Rouge sur Varsovie) qui s'est soldée par un échec. Moscou a dû admettre que la révolution en Europe n'était pas pour demain. Intervenant en 1921 devant le III^e Congrès de l'Internationale communiste, Trotsky a déclaré : « C'est maintenant que nous pouvons voir et sentir à quel point nous sommes loin de notre but final – gagner le pouvoir à l'échelle mondiale <...> En 1919, nous nous disions que c'était une question de quelques mois, et maintenant nous disons que c'est peut-être une question de plusieurs années »¹⁵.

La République soviétique devait édifier le socialisme à elle seule, et « l'environnement capitaliste hostile », selon la formule de Staline, « est devenu le facteur principal qui définissait la position internationale de l'URSS ». Les attentes des bolchéviks que le prolétariat européen viendrait à leur aide, ne se sont pas justifiées. Cependant une autre de leurs prévisions s'est révélée fautive également : les ex-Alliés ne les ont pas empêchés de garder le pouvoir. À la fin de 1920, Lénine constatait : « Notre <...> existence dans le réseau des États capitalistes est une chose acquise »¹⁶.

Dans la situation qui s'est créée, la direction du Parti a admis la nécessité d'une coexistence pacifique entre deux modèles économiques, sociaux et civilisationnels rivaux. L'on sait que ce terme n'a été introduit qu'au milieu des années 1950 (Lénine a glissé une fois l'expression « cohabitation pacifique »), cependant ce phénomène est apparu dès que les bolchéviks ont renforcé leurs positions au pouvoir. La coexistence pacifique était pour eux une tactique plutôt qu'une stratégie. Elle était incapable d'éliminer l'antagonisme idéologique irréconciliable entre le communisme et le capitalisme. Cette particularité a défini la duplicité de la politique extérieure de Moscou traduite notamment dans les tensions entre l'Internationale communiste « responsable » de la Révolution mondiale et la diplomatie soviétique censée servir les intérêts de l'URSS en tant qu'État



« normal ». « Le renforcement du Parti communiste allemand fait la joie de l'Internationale communiste mais complique la tâche au commissariat du peuple des Affaires étrangères », écrivait, par exemple, Mikhaïl Litvinov¹⁷. Gueorgui Tchitcherine, lui, a plus d'une fois déclaré que « le gouvernement soviétique n'était nullement responsable de l'Internationale communiste, une organisation internationale indépendante » jusqu'à affirmer un jour : « Le fait que la IIIe Internationale siège à Moscou ne peut pas donner matière à des conclusions allant plus loin que la constatation du fait que la IIe Internationale siégeait à Bruxelles du Roi Léopold »¹⁸. Or, ces propos ne pouvaient donner le change à personne.

L'apparition sur la mappemonde de l'Union Soviétique – un État de type nouveau, supranational et idéocratique – est la conséquence majeure des révolutions de 1917. Le philosophe et historien russe Gueorgui Fedotov a fait cette remarque profonde à propos de la nature de l'État soviétique qui se distinguait par « l'oubli mystique du nom de la Russie ». « Nul n'ignore, écrivait-il, que les quatre lettres U.R.S.S. qui la recouvrent ne contiennent même pas une allusion à son nom et que cette formation étatique est envisageable dans n'importe quelle partie du globe – en Asie de l'Est ou en Amérique du Sud »¹⁹. En URSS, les Russes ont perdu leur statut de nation en titre. L'idéologie communiste est devenue la source principale de la légitimité de l'Union Soviétique et de sa politique. L'idéologie encadrait la ligne politique extérieure de l'URSS jusqu'aux dernières années de son existence, quoiqu'en pratique cette ligne ne se réduisait pas à l'idéologie toute crue, mais était complétée du pragmatisme géopolitique (en diverses proportions à diverses étapes historiques).

En préconisant d'appuyer le processus révolutionnaire mondial, l'URSS a misé dans les années 1920 sur le démantèlement du système de Versailles et de Washington. Ce sont des années de l'épanouissement de l'Internationale



communiste et de la propagation de l'idéologie communiste en Europe et dans le monde. Dans le même temps, l'État soviétique se voyait forcé de faire dans l'arène internationale des choses que le Parti n'aurait jamais faites. Sans renoncer à son « rêve révolutionnaire », la direction du pays a commencé à louver dès le début des années 1920 pour essayer de rétablir le commerce avec le monde capitaliste. « Le Bureau politique a officiellement approuvé la diffusion des représentations de notre transformation, rappelait Tchitcherine à Lénine en août 1922. La représentation de la transformation du pouvoir soviétique <...> a grandement contribué au renforcement de nos positions politiques <...> C'est aujourd'hui la motivation principale pour nous attirer des capitaux et divers <...> emprunts »²⁰. « Il est prématuré de détruire cette représentation, avertissait le commissaire du peuple, puisqu'une démarche de ce genre nous aurait arraché, d'une manière subite et grossière, cette couverture qui rassure le capital »²¹.

La Conférence de Gênes de 1922 a été la première tentative d'établir des échanges économiques entre la Russie soviétique et l'Occident. Elle a échoué : un compromis sur le remboursement de la dette contractée avant la révolution n'a pas pu être atteint. En revanche, la Conférence a permis ce que les Alliés ont tâché d'empêcher, à savoir un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie soviétique qui ont conclu le Traité de Rapallo sur la normalisation de leurs relations. Une alliance extrêmement dangereuse et hostile au système de Versailles commençait à se profiler.

La lutte acharnée entre Trotsky et Staline qui incarnaient deux « versions » du communisme soviétique – l'internationalisme mondialiste et le national-bolchévisme – a servi de fond politique en URSS dans les années 1920. L'opposition menée par Trotsky et Zinoviev jouait les cassandres en prédisant une nouvelle intervention et en affirmant que sans le soutien du prolétariat européen vainqueur, l'édification du socialisme en un seul pays



était impossible et que le pouvoir soviétique était voué à la transformation bourgeoise. Pour les opposants, la politique extérieure révolutionnaire était non seulement la mission de l'État soviétique, mais aussi la garantie de sa survie. Les adversaires de Staline, prédicateurs de la « mondialisation » communiste, étaient prêts à vider la Russie de son sang pour le « bien » de l'humanité afin de concrétiser leur « but final, à savoir s'emparer du pouvoir à l'échelle planétaire ».

Staline, lui, embrassait une vision plus réaliste des perspectives de la Révolution mondiale. Dès la fin de 1917, il a lancé lors d'une polémique avec les « communistes de gauche » : « Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire à l'Occident ; pas de faits, seules des potentialités, mais une potentialité ne compte pas »²². En 1924, Staline avançait sa fameuse thèse sur l'« éventualité de la victoire du socialisme dans un pays particulier » que de nombreux bolchéviks léninistes ont perçu comme un hérésie dangereuse et opportuniste. Staline cherchait à prouver que l'Union Soviétique qui possède d'énormes ressources naturelles et humaines a de l'autonomie et serait parfaitement capable de se développer en solo, isolée du monde capitaliste. Cette idée, la contribution de Staline au marxisme-léninisme, « renversait » le rapport des intérêts de l'État soviétique et de la révolution mondiale : dans cette optique, un vrai communiste et internationaliste est celui qui place les intérêts de l'URSS au-dessus de ceux de sa Patrie car avec l'apparition de l'URSS, les intérêts de cette dernière sont devenues ceux de la Révolution mondiale. Autrement dit, ce n'est pas l'URSS qui doit sacrifier à l'autel de la Révolution mondiale, mais, à l'inverse, c'est le mouvement communiste international et l'Internationale communiste qui doivent être mis au service de l'URSS pour devenir des instruments de sa politique extérieure.

À la charnière des années 1920 et 1930, la direction stalinienne s'est attaquée à la correction de la ligne politique extérieure pour assurer une « trêve » longue au maximum. Les valeurs ont été revisées : la plus grande priorité a été accordée



à la sécurité nationale, alors que la lutte pour la Révolution mondiale était reléguée au second plan pour passer de la catégorie des priorités à celles des objectifs à long terme. D'après le chercheur russe M.B. Smoline, « Staline, le premier des chefs soviétiques, a manqué de cette foi communiste primitive et maximaliste en Révolution mondiale qui inspirait Lénine, Trotsky et d'autres bolchéviks de la première heure. Il tenait trop au pouvoir dans un pays particulier pour le gager dans la poursuite de la "chimère" de la Révolution mondiale. Toujours est-il qu'il n'a pas renoncé à cette doctrine »²³.

Les années 1930 : le drame des opportunités manquées

L'agression japonaise en Mandchourie (1931) et l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne (1933) ont marqué le début d'une crise profonde de l'ordre mondial. La dislocation du système de Versailles et de Washington telle qu'elle a été dans les années 1930, à savoir à la suite de l'agression des États fascistes et non des processus révolutionnaires, comme Moscou l'espérait, représentait un danger gravissime pour la sécurité de l'URSS.

La direction stalinienne a pris très au sérieux la « nazification » de l'Allemagne. En 1933, elle a lu attentivement « Mein Kampf »²⁴, traduit en vitesse en russe par l'ex-dirigeant de l'Internationale communiste Grigory Zinoviev, exilé à Koustanai, au Kazakhstan. À la différence des fascistes, l'URSS des années 1930 ne cherchait nullement à détruire l'ordre mondial d'après-guerre, au contraire : elle se voulait sa protectrice et garante en manifestant sa volonté de coopérer avec les puissances occidentales sur les bases de l'antifascisme. En 1934, l'URSS a adhéré à la Société des Nations quittée un an plus tôt par l'Allemagne et le Japon. Le VII^e Congrès de l'Internationale communiste (1935) a proclamé la lutte contre le fascisme en tant que mission principale des communistes. La « Révolution mondiale » disparaissait dans un avenir fumeux et



lointain. L'URSS et l'Internationale communiste se posaient en ennemies irréconciliables du fascisme – à la différence des partis libéraux et conservateurs européens qui n'excluaient pas un compromis avec Hitler.

Dès 1933-1934, l'URSS est entrée en négociations avec plusieurs pays d'Europe en vue de créer une coalition anti-hitlérienne pour la camoufler en « système de sécurité collective » et la sceller par un Pacte oriental. En expliquant cette initiative au chef de la diplomatie britannique Anthony Eden en mars 1935, Staline a dit : « Les Allemands sont une nation grande et brave. Nous ne l'oublions jamais. Il était impossible de garder longtemps cette nation dans les chaînes du Traité de Versailles. <...> Nous qui ne sommes pas partie au Traité de Versailles, nous pouvons en juger plus librement que ses auteurs. <...> Cependant les formes et les circonstances de cet affranchissement de Versailles sont de nature à nous inspirer de graves préoccupations, et pour prévenir la possibilité de complications désagréables, il faut prendre des précautions maintenant. Ces précautions, c'est le Pacte oriental d'assistance mutuelle »²⁵. L'attitude négative de la Grande-Bretagne, de la Pologne et des pays baltes a empêché la mise en œuvre de ce projet géopolitique, cependant les accords d'assistance mutuelle conclus par l'URSS en mai 1935 avec la France et la Tchécoslovaquie en lieu et place de ce Pacte, auraient pu servir de noyau d'une coalition. La Convention relative à la définition de l'agression, élaborée sur l'initiative de l'Union Soviétique pour combler cette lacune dans les Statuts de la Société des Nations, témoignait du sérieux de ses intentions, ainsi que la normalisation des échanges avec les États-Unis (1933), la Chine (1932) et l'établissement des relations diplomatiques avec plusieurs pays d'Europe de l'Est (« la seconde vague des reconnaissances »).

En se rangeant parmi les défenseurs de l'ordre mondial d'après-guerre, l'Union Soviétique a créé des opportunités pour les puissances occidentales d'adopter la politique alternative à la pacification, mais ces opportunités ont été



négligées. « Si les démocraties avaient opposé à Hitler une résistance résolue au début de son gouvernement, note Henry Kissinger, les historiens auraient polémisé jusqu'à maintenant pour savoir si Hitler était un nationaliste incompris ou un maniaque du pouvoir »²⁶. Cependant le Royaume-Uni et la France ont préféré négocier avec le Troisième Reich en fermant les yeux sur son réarmement galopant. La chance de neutraliser le régime nazi à ses débuts a été manquée, et les événements se sont déroulés selon le pire des scénarios. La honteuse conférence de Munich (en septembre 1938) qui a été le point culminant de la politique de pacification, a achevé le démantèlement du système de Versailles.

Moscou a percé à jour la stratégie vicieuse des Britanniques et des Français. Le commissaire du peuple des Affaires étrangères Mikhaïl Litvinov la qualifie dans son journal inédit de « tout une chaîne d'erreurs et d'actes de cécité politique » en notant que « la politique anglaise entre 1933 et 1939 a été profondément erronée même du point de vue de ses propres intérêts égoïstes »²⁷. Le ministre a noté sa « curieuse conversation avec Anthony Eden » en 1937 qui s'est avérée « presque prophétique ». « Eden m'a demandé : "Quelle sera la suite, à votre avis ?" "La suite ? lui dis-je. Je peux donner une réponse exacte à votre question. Voilà ce qui va nous arriver : vu la faiblesse et l'indécision politique de l'Angleterre, de la France et des États-Unis, Hitler finira par envahir et se soumettre l'ensemble de l'Europe: la France, la Belgique, la Hollande, la Scandinavie, etc. Il ne restera de l'Europe que deux pays : vous et nous. Alors Hitler tâchera de former une alliance provisoire avec l'un des deux pour détruire l'autre avant d'étrangler son allié – si, bien sûr, nous ne le prévenons pas et ne faisons pas front commun contre lui" »²⁸. Litvinov a analysé avec autant de précision et de profondeur la politique de la France qui « était tout aussi profondément erronée – du point de vue de ses propres intérêts. La politique française souffrait de deux défauts principaux. D'abord, la France suivait le sillage de l'Angleterre <...> et



l'Angleterre l'entraînait dans toutes ses erreurs. Ensuite, la Troisième République était pourrie, et cette pourriture se traduisait par la valse ministérielle, entre autres. Naturellement, dans ces conditions la France avait du mal à appliquer une politique quelque peu homogène et cohérente »²⁹. La politique de la France des « années folles » était indécise, lâche et la conduisait directement vers sa perte, conclut le commissaire du peuple. 1940 a été le « châtiment de la France pour tous ses péchés »³⁰.

Les années 1930 ont été marquées par des désaccords idéologiques et géopolitiques, mais aussi civilisationnels entre la Russie sous son aspect soviétique et les Occidentaux. La russophobie effrénée du régime nazi a fait l'objet d'études circonstanciées dans l'historiographie nationale. L'anticommunisme du Führer surplombait et camouflait sa russophobie et slavophobie. « Ma mission est d'exterminer les Slaves, si j'y réussis, disait Hitler alors que la guerre a déjà commencé. Les Slaves posent un problème biologique et non idéologique. <...> Deux races doivent demeurer en Europe : germanique et latine »³¹. Dans le même temps la russophobie, quoique latente et moins brutale, était présente, aux côtés de l'anticommunisme, dans la politique de la Grande-Bretagne et de la France. Ne voulant pas reconnaître les intérêts légitimes de l'URSS en matière de sécurité, elles croyaient inapproprié de traiter avec Staline (sans toutefois le déclarer ouvertement), alors qu'Hitler leur paraissait un « homme raisonnable » à qui on peut faire confiance et avec qui on peut avoir affaire (selon le Premier ministre britannique Neville Chamberlain). L'ambassadeur du Royaume-Uni en Allemagne, Nevile Henderson a qualifié le nazisme de « grande expérience sociale »³². Hitler se voyait pardonner beaucoup de choses pour sa russophobie et son antisoviétisme qui assoupissaient les soupçons des élites occidentales concernant les objectifs qu'il poursuivait. Le nazisme leur paraissait « le moindre mal » par rapport au bolchévisme.



L'intention de la Grande-Bretagne de construire un système de sécurité européenne « sans la Russie et, peut-être, contre la Russie » (selon la formule d'Austen Chamberlain, le chef du Foreign Office) s'est manifestée dès la conférence de Locarno, en 1925. Dans la seconde moitié des années 1930, son intention d'isoler l'URSS a réuni des conditions internationales propices au rétablissement accéléré de la puissance allemande sous le pouvoir des nazis. Ce n'est pas l'idéologie communiste et l'Union Soviétique, mais la stratégie de pacification anglo-française qui a été le facteur décisif ayant permis à l'Allemagne nazie de se débarrasser sans coup férir et sans trop de peine des « entraves de Versailles » pour redevenir avant 1939 la plus grande puissance de l'Europe occidentale. Pendant cette période, la politique extérieure soviétique a déjà abandonné son ancienne utopisme révolutionnaire et était un cran au-dessus de celle des puissances occidentales d'après la perception réaliste et la capacité d'analyser la situation, ainsi que sur le plan moral.

En 1939, après la rupture des accords de Munich par Hitler, l'URSS a entrepris une nouvelle tentative pour créer une coalition anti-hitlérienne en proposant un accord d'assistance mutuelle au Royaume-Uni et à la France. Cependant les négociations tripartites d'été et automne 1939 se sont retrouvées dans une impasse. Les Occidentaux acceptaient l'aide militaire soviétique tout en refusant de contracter des engagements en retour. La Pologne qui voyait dans son voisin de l'Est un « mal bien pire » que le Troisième Reich, a refusé d'offrir à l'Armée Rouge le passage à travers son territoire. « Avec les Allemands, nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes, nous allons perdre notre âme », a déclaré le maréchal Edward Rydz-Smigly, commandant en chef de l'Armée polonaise³³. Ayant épuisé toutes les possibilités de conclure un accord avec les Britanniques, les Français et les Polonais, l'URSS qui s'est trouvée dans un isolement dangereux a pris ses distances et a signé un Traité de non-agression avec l'Allemagne, laissant les Occidentaux face à Hitler.



La mondialisation a pris une nouvelle dimension dans la seconde moitié du XXe siècle. La guerre de 1914-1918 est devenue la première guerre mondiale et le système de Versailles et de Washington, le premier ordre mondial dans l'histoire de l'humanité, alors que la Société des Nations a été la première organisation universelle censée maintenir la paix et la sécurité. Les révolutions de 1917 sous leurs aspects internationaux ont été une réaction défensive de la Russie aux processus de la mondialisation : sous les bolchéviks, un « rideau de fer » sera dressé entre elle et l'Occident. Les bolchéviks léninistes ont avancé un projet mondialiste alternatif traduit par la doctrine de la Révolution mondiale et les activités de l'Internationale communiste. La division idéologique du monde en deux camps et la division de l'Occident en vainqueurs, vaincus et les États-Unis enfermés dans leur isolationnisme ont fragilisé l'ordre mondial d'après-guerre qui ne pouvait pas durer. L'Occident n'a pas réussi à résorber la crise mondiale à lui seul, sans l'aide de la Russie. Et à la fin des années 1930, c'était au tour du Troisième Reich et de ses satellites d'essayer de « mondialiser » l'Europe et la planète sur des principes misanthropiques, et le drame de la guerre mondiale s'est reproduit à une échelle encore plus horrible.

L'impact des Révolutions de 1917 en Russie sur la politique internationale de l'entre-deux-guerres nous semble ambigu. La confrontation entre l'État soviétique et le monde capitaliste entre 1917 et 1933 est un des facteurs qui ont sapé le système de Versailles et de Washington. Dans le même temps, après l'arrivée des nazis au pouvoir, c'est l'Union Soviétique, idéologiquement hostile à ce système, qui est devenue paradoxalement son défenseur le plus convaincu, et non les puissances occidentales, ses architectes et garants. L'évolution de la ligne politique de



Moscou se faisait parallèlement aux changements opérés dans le régime politique et l'idéologie soviétiques, qualifiés plus tard par la diplomatie britannique de « substitution du patriotisme soviétique aux idées de la Révolution mondiale »³⁴. En vingt ans de l'entre-deux-guerres, la stratégie de la politique extérieure soviétique s'est graduellement désidéologisée. Elle a été focalisée sur la sécurité de l'Union Soviétique et la victoire dans la future guerre où celle-ci devait jouer le rôle décisif.

1. *Svet i teni Velikoi voine. Pervaia mirovaia v dokoumentakh epokhi.* [Ombres et lumières de la Grande guerre. La Première guerre mondiale dans les documents de l'époque.] Moscou, 2014, p. 69-70.
2. Léon Trotsky : *Istoria rousskoï revolutsii.* [L'Histoire de la révolution russe.] T. 1 // <http://www.magister.msk.ru/library/trotsky/trotl007.htm>
3. <http://www.kremlin.ru/events/president/transcripts/15781>
4. V. I. Lénine : *Polnoe sobranie sochineniïe* [Œuvres complètes.] T. 41, p. 353-354.
5. Cf. : W. Churchill : *The World Crisis. 1918-1925.*
6. *Ibid.*
7. Martin Gilbert : *Churchill*, vol. 4.
8. VI Lénine : *Ibid.*, t. 37, p. 290-291.
9. VI Lénine : *Ibid.*, t. 42. *Discours prononcé le 6 novembre 1920.*
10. VI. Lénine : *Ibid.*, t. 37, p. 54.
11. VI. Lénine : *Ibid.*, t. 36, p. 341-342.
12. *Manifeste du II^e Congrès de l'Internationale communiste.*
13. V.A. Chichkine : *Stanovlenie vnechnei politiki poslerevolutsionnoi Rossii (1917-1930) i kapitalističeskii mir : ot revolutsionogo « zapadničestva » k « natsional-bolchevizmu ».* *Otčerke istorii.* [L'évolution de la politique extérieure de la Russie post-révolutionnaire (1917-1930) et le monde capitaliste: de l'« occidentophilie » révolutionnaire au « national-bolchévisme » : Essai d'histoire.] St-Petersbourg, 2002, p. 57.



14. M. Nekritch, A. Geller : *Outopia ou vlasti. Istoria Sovetskogo Soyuzza s 1917 do nachibekh dneï*. [L'Utopie au pouvoir. L'Histoire de l'Union Soviétique de 1917 à nos jours.] Moscou, 1991, p. 117-118.
15. Léon Trotsky : Discours du III^e Congrès de l'Internationale communiste.
16. VI Lénine : *Ibid.*, t. 42, p. 22.
17. Politburo TSK RKP(b) — VKP(b) i Evropa. Rechenia « ossoboï papki ». 1923-1939. [Le Bureau politique du CC du Parti communiste de Russie (bolchévique) — Parti communiste de l'URSS (bolchévique) et l'Europe. Les décisions du « dossier spécial », 1923-1939.] Comité de rédaction : G. Adibekov, G et all., Moscou, 2001, p. 13.
18. E.H. Carr : *A History of Soviet Russia. Socialism in One Country 1924-1926*, London, Macmillan, 1950-1978.
19. G.P. Fedotov : *Boudet li souchtchestvovat' Rossia ? [Est-ce que la Russie existera ?]* // Vestnik stoudentcheskogo khristianskogo dvijenia, n^o 1-2. Paris, 1929 // http://www.odinblago.ru/filosofiya/fedotov/fedotov_g_budet_li_sushes
20. Archives d'État russes de l'histoire socio-politique, fonds 5, inventaire 1, carton 2058, folio 11-12.
21. *Ibid.*
22. *Komintern i idea mirovoi rebolutsii. Dokoumenty*. [L'Internationale communiste et son idée de la révolution mondiale. Recueil de textes.] Sous la réd. de I.S. Drabkine et d'autres, Moscou, 1998, p. 18.
23. *Stoletie velikoi rousskoï katastrofy 1917 goda*. [Le Centenaire de la grande catastrophe russe de 1917.] Moscou, éd. RISI, FIV, 2017. p. 184.
24. La traduction est parue en tirage limité « réservé au service ». Un emplaïre, avec des notes de Staline, fait partie de sa bibliothèque personnelle (Archives d'État russes de l'histoire socio-politique, fonds 78, inventaire 8, carton 140). Cf.: B.L. Khavkine : *O naoutchnom nemetskom iz'danii knigui « Main Kampf »*. [De l'édition scientifique de Mein Kampf en allemand.] // *Novaïa i noveïchaïa istoria*, 2016, n^o 4, p. 108.



25. *Entretien avec Antony Eden au Kremlin*, 29 mars 1935.
26. Henry Kissinger : *Diplomacy*.
27. Archives de la politique extérieure de la Fédération de Russie.
Fonds 03, inventaire 24, dossier 176, carton 2, folio 92.
28. *Ibid.*, folio 99.
29. *Ibid.*, folio 100-101.
30. *Ibid.*, folio 103-104.
31. *Entretien d'Adolf Hitler avec le vice-Premier ministre de la Roumanie Mihai Antonescu*, automne 1941.
32. A.G. Ivanov : *Agressory i oumorotvoriteli : Gutler, Moussolini i britansraïa diplomatiia*. [*Agresseurs et pacificateurs : Hitler, Mussolini et diplomates britanniques.*] Moscou, 1993, p. 93.
33. Cf. : Joachim Fest : *Hitler. Eine Biographie*, 1973.
34. *Pout' k Veliroï Pobede : SSSR v voïne glazami zapadnykh sovremennikov : dokymenty i materialy*. [*Le chemin de la Grande Victoire : L'URSS pendant la guerre, vue par les contemporains occidentaux.*] Recueil de textes sous la réd. d'A.V. Torkounov. Auteurs : V.O. Petchatnov, M.M. Narinski, I.E. Magadeev. Moscou, 2015. P. 490.

Mots-clés: révolution, Russie, 1917, politique extérieure, idéologie communiste, règlement d'après-guerre, entre-deux-guerres, systèmes de Versailles et de Washington.

RÉDACTEUR EN CHEF
Armen OGANESSIAN

**DIRECTRICE DE LA
PUBLICATION, SÉLECTION
DE TEXTES DU NUMÉRO**

Evguénia PIADYCHEVA

Docteur en histoire

Consultants :

Evguéni Ossipov, docteur en histoire

Alexandre Orlov, docteur en histoire

Pogoss Akopov, Ambassadeur
Extraordinaire et Plénipotentiaire

Vladimir Péetrovski, docteur
d'État en science politique

Victor Vassiliev, docteur
d'État en histoire

Lev Klepatski, docteur en histoire

Ivan Popov, docteur en histoire

**Graphiste, maquette,
mise en pages**

Irina Znatnova

Édition française

© SAO Progress,
pour la version française

Directeur général :

Sarkis Oganian

Chef de la rédaction :

Margarita Tarverdova

Traducteurs :

**Ekaterina Kolodotchkina,
Alexandre Svetlov**

Rédactrice :

Olga Ivanova

Opérateur :

Alexeï Ouarov

Revue mensuelle scientifique et politique *La Vie Internationale*
La rédaction n'est pas forcément d'accord avec les auteurs des articles
publiés dans la revue *La Vie Internationale*

Fondateurs : le ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et l'Entreprise publique
fédérale budgétisée « La Rédaction de la revue *La Vie Internationale* ».

Adresse : 14, rue Gorokhovski péréoulouk, Moscou 105064. Téléphone 8 (499) 265-37-81 ;
fax 8 (499) 265-37-71 ; E-mail : journal@interaffairs.ru

Éditeur « La Rédaction de la revue *La Vie Internationale* »

Adresse : 14, rue Gorokhovski péréoulouk, Moscou 105064. Téléphone 8 (499) 265-37-81 ;
fax 8 (499) 265-37-71 ; E-mail : journal@interaffairs.ru

Imprimé à l'imprimerie de la SA « Combinat typographique Krasnogorski »
Bureau 17, 3, rue 1^{er} Krasnosselski péréoulouk, Moscou 107140, Fédération de Russie
tender@krpol.com, <http://krpol.com>, tél. 8 (495) 374-98-90

Tirage 1000 exemplaires. Prix libre.

Sorti des presses le 30.12.2017

© Rédaction de la revue *La Vie Internationale*, 2017

LEADER DU SEGMENT ACTUALITÉS ET INFOS EN RUSSIE

Le N°1 en fréquence de citations en Russie, dans les ex-républiques soviétiques et d'autres pays étrangers*



*d'après « Factiva.com », Medialogia, Integrum, 2016



24 HEURES
sur 24



7 JOURS
par semaine

>90  **> 90 VILLES**
réseau correspondants



> 2000
infos par jour



COUVERTURE GLOBALE
avec des journaux actu à Moscou, au Caire, à Pékin, à Montevideo et à Washington

PRINCIPAUX SITES

RIA Novosti. Toute l'actualité
RIA Novosti. Grands titres de l'actualité
RIA Novosti. Alerte

SITES MULTIMÉDIAS ET SERVICES

RIA Novosti. Replay flashes
RIA Novosti. Flashes
RIA Novosti. Flashes en images
RIA Novosti. Au rythme du jour

SITES RÉGIONS

RIA Novosti. CEI et pays baltes **NEW**

RIA Novosti. Régions de la Fédération de Russie

FOURNITURE DE CONTENU :



portail Web



e-mail

FTP :// serveur FTP

SITES THÉMATIQUES

RIA Novosti. Actualités internationales
RIA Novosti. Économie. Toute l'actualité **NEW**
RIA Novosti. L'essentiel de l'Économie **NEW**
RIA Novosti. Défense et sécurité
RIA Nedvijimost Actualités de l'immobilier
R-Sport. Actualités sportives **NEW**
RIA Novosti. Secteur Énergie
RIA Novosti. Digest de médias russes
RIA Novosti. Digest de médias étrangers **NEW**
RIA Novosti. Digest « Actualités du jour » **NEW**
RIA Novosti. Faits divers **NEW**

SITES EN LANGUES ÉTRANGÈRES

Sputnik News Service/ anglais
Sputnik News Service : Russia/ anglais
Sputnik News Service : Russia, Ukraine & the Baltics/ anglais
Sputnik Trending Today/ anglais **NEW**
Sputnik Novosti/ espagnol
Sputnik Trending Today/ espagnol **NEW**
Sputnik Chinese News Service/ chinois
Sputnik Trending Today/ chinois
Sputnik Arabic News Service/ arabe
Sputnik Trending Today/ arabe

VERS TOUJOURS PLUS D'INFORMATIONS ! ABONNEZ-VOUS !



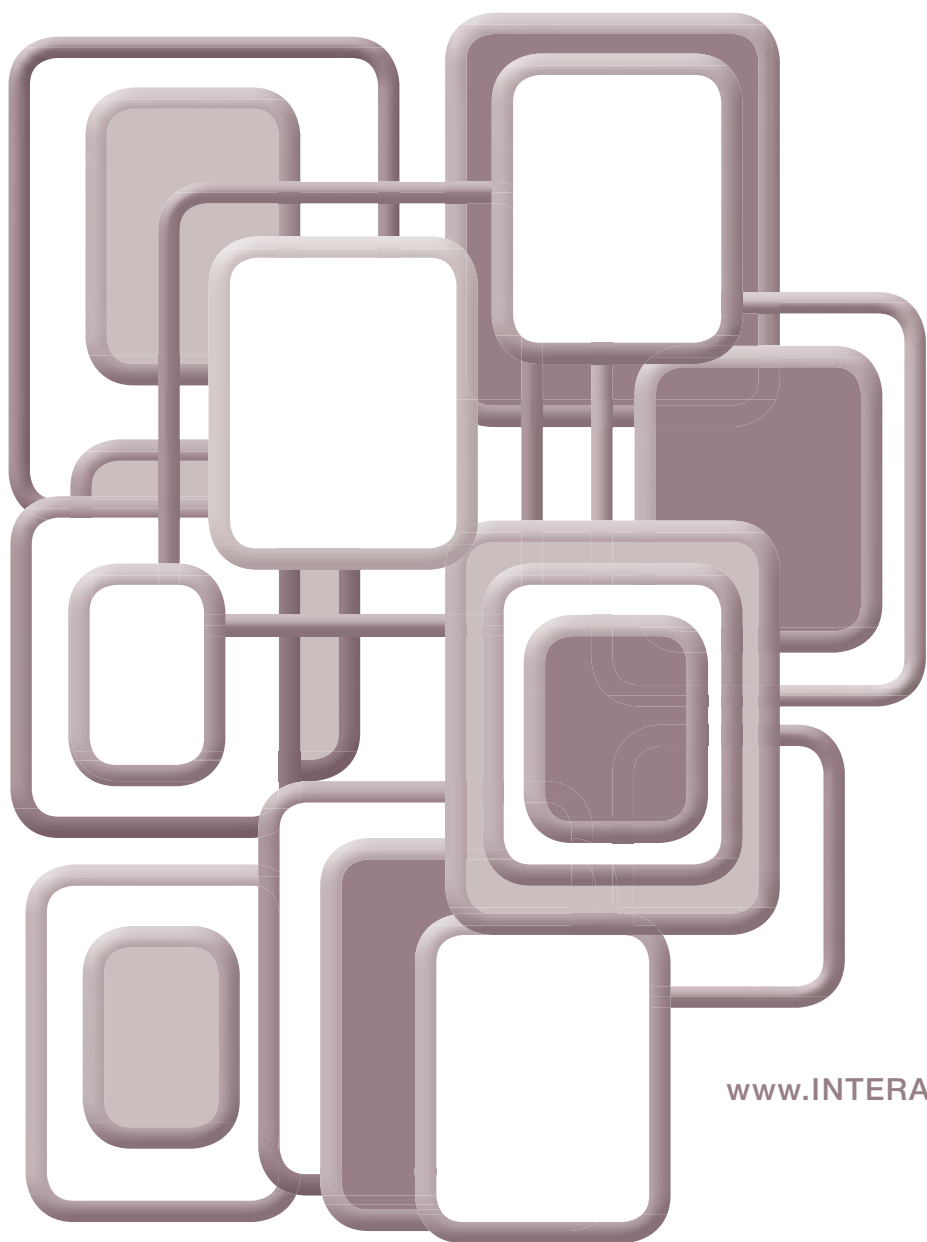
TÉLÉPHONE :
+7(495) 645-6502



FAX:
+7(495) 637-2746



E-mail:
sales@rian.ru



www.INTERAFFAIRS.ru